THESES & MASTERS

IAMM

Dynamique de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays de l'Europe de l'Est : le cas de la Pologne

15

Master of Science du CIHEAM-IAMM

Stefano **FAROLFI**

1992

IAMM

Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier
Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes

n° 15

Série "Thèses & Masters"

Ce Master est le quinzième numéro de la nouvelle série *Thèses & Masters* du CIHEAM-IAM. Montpellier (voir liste en fin de volume).

Cette collection réunit les thèses *Master of Science* du CIHEAM-IAM.M ayant obtenu la mention " Publication ", ainsi que les travaux doctoraux réalisés dans le cadre des activités scientifiques et pédagogiques de l'Institut et de ses enseignants-chercheurs.

La thèse *Master of Science* du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Mediterranéennes :

Dynamique de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays de l'Europe de l'Est : le cas de la Pologne.

a été soutenue par Stefano FAROLFI en décembre 1991 devant le jury suivant :

M. L. MALASSIS,	Professeur d'Economie agro-alimentaire à l'ENSAM, Montpellier	Président
M. W. KAMINSKI,	Professeur à l'Université de Varsovie (Pologne)	Membre
Mme M. PADILLA,	Enseignant Chercheur CIHEAM-IAM. Montpellier de thèse	Directeur
Mme S.ONCUOGLU,	Chargée de recherche CIHEAM-IAM. Montpellier	Membre

Le travail de recherche a été encadré par **Mme PADILLA.**

Le texte a été mis en forme pour publication définitive par **Mme M.C. TIGOULET** pour le Bureau des publications de l'IAM.Montpellier.

CIHEAM
Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

Directeur : Roland Pérez

3191, route de Mende - B.P. 5056
34033 Montpellier Cédex 1-France
Tel. 67/04/60/00 Télex 480 783 F

Dynamique de la disponibilité et de la consommationalimentaire dans les pays de l'Europe de l'Est : le cas de la Pologne

Master of Science du CIHEAM-IAMM
(soutenu en décembre 1991)

Stefano **FAROLFI**

CIHEAM-IAMM
Collection *Thèses et Masters* n° 15

1992

L'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans cette thèse.

Ces opinions n'engagent que leur auteur.

FAROLFI (Stefano).- Dynamique de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays de l'Europe de l'Est : le cas de la Pologne.-
Montpellier : CIHEAM-IAM, 1992.- 170 p.- (Thèse Master of Science, IAM-M, 1991. Collection *Thèses et Masters,* n° 15)

Remerciements

A Madame Martine Padilla, qui a dirigé ce travail, pour l'attention qu'elle a apportée à mes recherches et pour son appui et ses recommandations toujours précises.

Au centre Internationnal des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes et notamment à Monsieur le Professeur Roland PEREZ, Directeur de l'Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier, qui m'ont permis d'approfondir mes connaissances dans le domaine de l'économie agro-alimentaire.

A Monsieur le Professeur Wlodzimierz KAMINSKI, qui a eu la patience et la bonne volonté de mettre ses connaissances et son expérience au service d'un novice pour un sujet aussi difficile et qui m'a beaucoup aidé pendant mes séjours en Pologne.

A l'Institut d'Economie Agricole et Alimentaire de Varsovie, en particulier à son Directeur M. le Professeur Wojciech JOZWIAK et ses collaborateurs M. le Professeur Waldemar MICHNA et Mme Bozena GULBICKA, pour leur hospitalité et disponibilité.

A l'Institut d'Economie et Politique Agricole de l'Université de Bologna, dont je tiens à souligner les contributions à cette recherche de M. le Professeur Giorgio AMADEI, Diresteur de l'Institut, qui a eu le premier, il y a deux ans, l'idée de conduire cette étude ; à M. le Professeur Maurizio SORBINI, qui a toujours satisfait mes questions et mes doutes et M. dr. Andrea SEGRE, qui m'a donné de précieux conseils pour l'analyse des systèmes économiques en transition.

A Madame Geneviève HEUMAN, qui m'a aidé à corriger le texte.

Quelques sigles utilisés *

CV	Calories végétales
CA	Calories animales
CF	Calories finales
PT	Protéines totales
PA	Protéines d'origine animale
MAN	Modèle agri-nutrionnel
MCA	Modèle de consommation alimentaire
MAN.O	Modèle agro-nutritionnel occidental
MAN.E	Modèle agro-nutritionnel Est-Européen
USEC	Unité socio-économique de consommation
PD	Pays développés
PVD	Pays en voie de développement
M	Importations
X	Exportations
VS	Variation de stock
DIN	Disponibilité intérieure nette
SD	Stock en début d'exercice
SF	Stock en fin d'exercice
PT	Pertes
GUS	Glowny Urzad Statystyczny (bureau central de stat. polonais)
SM	Sucre et miel
CR	Céréales et tubercules
FL	Fruits et légumes
PS	Poissons et fruits de mer
LS	Légumineuses
VO	Viandes et oeufs
LT	Lait et produits laitiers
MG	Huiles et graisses

* Par simplification les sigles ci-dessus sont fréquemment utillisés dans le texte. Nous prions donc le lecteur de se reporter, chaque fois qu'il est nécessaire, à ce tableau.

INTRODUCTION

- Introduction à la problématique de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays de l'Est européen

Dans le cadre de l'ancien COMECON[1], il est très clair qu'actuellement les pays de l'Europe de l'Est modifient radicalement leur système politique et économique. Pourquoi ? Et dans quelle mesure les différents secteurs économiques, en particulier le secteur agro-alimentaire, se transforment-ils et/ou ont-ils déterminé cette énorme modification ?

Certains auteurs écrivent que "... la nourriture est l'élément le plus critique par rapport à la transformation économique qui commence maintenant"[2], quant à L. Malassis, il considère que "... l'économie agro-alimentaire est toujours regardée comme secteur de l'économie globale, et, au stade de l'internationalisation, comme dépendante des rapports internationaux..."[3] ; il nous semble donc fondé d'étudier l'importance du secteur agro-alimentaire et en particulier les modifications des disponibilités et des typologies de consommation des produits alimentaires avant et pendant la chute du communisme dans les pays de l'Europe de l'Est.

On sait bien que la dynamique de la consommation alimentaire dépend de la modification des conditions de vie de la population[4] et requiert naturellement une hausse de la production de certains produits agricoles appelés "riches", comme la viande, le lait et les fromages, les fruits et légumes[5]. Et puisque dans la majorité des cas l'Etat n'a pas été capable de faire

---

1 Le Conseil pour la Mutuelle assistance Economique ou COMECON, abréviation de l'appellation anglaise Council for Mutual Economic Assistance, était un organisme intergouvernemental, fondé en 1949 par les Pays Socialistes Européens: Albanie (sortie en 1961), Bulgarie, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie, Union Soviétique ; en 1950 adhéra l'Allemagne de l'Est (maintenant nouvelle lander de l'Allemagne unifiée), en 1962 la Mongolie, en 1972 Cuba et en 1978 le Vietnam. La Yougoslavie participait seulement à déterminées activités de l'Organisation; Afghanistan, Laos, Ethiopie, Mozambique et Yemen avaient, de 1982 le status d' "observateurs".
Au printemps 1991, pendant une réunion du Conseil, les représentants de tous les pays du COMECON s'accordaient à affirmer que les raisons d'être de cette organisation n'étaient plus valides et l'ont donc dissoute. Cependant nous utilisons ici cette terminologie (en parlant d'ancien ou ex-COMECON) par commodité.
Dans ce travail on considère seulement les pays européens de l'ex-COMECON, c'est-à-dire l'URSS et les six autres pays de l'Europe de l'Est (Allemagne de l'Est ex RDA, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie et Roumanie).

2 PENN, J.B. (1989) "Poland's Agriculture, it could make the critical difference" In : Choices. The magazine of food, farm and resources Issues, four quarter 1989, p. 4.

3 MALASSIS, L - PADILLA, M. (1986) "Economie Agro-alimentaire, Tome III: L'Economie mondiale" Cujas, Paris, p.11.

4 Pour la Pologne en 1976, c'est-à-dire avant la crise économique du 1978, Flavien et Lajoinie écrivent :"...la structure de la consommation se modifie avec l'élevation du niveau de vie". FLAVIEN, J - LAJOINIE, A. (1976) "L 'agriculture dans les pays socialistes d'Europe", Editions Sociales, Paris, p. 116.

5 Les mêmes auteurs soutiennent que "...les efforts vont tendre à obtenir un cheptel bovin de 15 million de têtes en 1980 - actuellement il est de 12 millions de têtes. Le cheptel porcin doit passer de 20 à 25 millions d'animaux." FLAVIEN, J - LAJOINIE, A. (1976) op. cit. p. 116.

correspondre l'offre à la dynamique de la demande, en provoquant le "développement manqué"[6], il s'agit de découvrir si le changement de la consommation alimentaire des pays de l'Europe de l'Est est à considérer seulement comme un effet ou aussi comme une des nombreuses causes du passage progressif de ces pays d'une économie planifiée à une économie de marché.

- Le passage progressif d'une économie planifiée à une économie de marché

-les raisons et les différences relatives à chaque pays

La motivation principale pour laquelle, avec des stratégies et des vitesses différentes de processus, les pays de l'Europe de l'Est sont en train d'ouvrir leur économie au marché, est la reconnaissance de la faillite de l'idée selon laquelle "... une distribution centralisée des ressources est supérieure à la décentralisation et non seulement elle facilite la réalisation des objectifs économiques, mais aussi elle mène à un emploi plus efficient des ressources disponibles"[7].

En effet le modèle économique soviétique, basé sur des exigences d'une économie de guerre, a été jugé utile pour la réalisation de certains programmes qui doivent être mis en oeuvre sur une brève période. Dans le même temps, cependant, il s'est révélé un instrument tout à fait incapable de déterminer les relations d'interdépendance, toujours variables, au dedans d'une économie en voie de développement . "... les défauts des mécanismes de planification de type soviétique sont devenus de plus en plus évidents en fonction du degré de développement des pays ou il a été adopté et, par conséquent, même au niveau de connexion entre le secteur agricole et le reste de l'économie"[8].

On peut donc conclure qu'en général l'effort de modification du système économique dans les pays de l'Europe de l'Est est un essai d'adaptation des modèles de production planifiée aux exigences très variables d'une économie en voie de développement. C'est-à-dire qu'il a été nécessaire de mettre en oeuvre un nouveau système de distribution et d'emploi des ressources productives, basé sur le prix, sur le marché et sur la libéralisation des échanges, car la centralisation de l'économie a démontré la faillite d'un de ses concepts de base : *la capacité de produire avec la meilleure utilisation des moyens de production* .

Mais comme la situation économique et le contexte politique initiaux, c'est-à-dire avant la chute du communisme, ont été bien différents dans chaque pays de l'Est, ainsi les évolutions se sont déroulées selon des schémas et avec des stratégies complètement distincts. Depuis longtemps déjà, en Hongrie et en Pologne, ou, plus récemment, en Bulgarie et en Roumanie, les nouveaux responsables est-européens sont convaincus de la nécessité de transformer le système économique centralisé et planifié dont ils ont hérité en économie de marché. "... A

---

6 SORBINI, M - SEGRE', A. (1989) "Politica agraria e commercio internazionale nei paesi del COMECON, evoluzione, problemi, bibliografia" ISDEE, Trieste, p.25.

7 SCHINKE, E. (1988) "Planning in Eastern Europe: Introductory Statement", In :Agricultural Planning in Eastern and Western Europe: A Comparative Analysis, Proceedings of the seminar, Padova .

8 ZALESKI E. (1983) "The collectivization drive and agricultural planning in the Soviet rural economy ", Rownan and Alanheld. Cit. par SORBINI, M - SEGRE' A. (1989) op. cit. p. 19 - 20.

quel rythme conduire cette transition inédite historiquement ? Dès le départ deux stratégies se sont opposées : celle de la thérapie de choc (à la polonaise) et celle du gradualisme (à la hongroise). Pour l'instant, aucune des deux n'a démontré sa supériorité".[9]

En effet on peut considérer que la Pologne et la Hongrie sont des précurseurs par rapport surtout à la Tchécoslovaquie et à la Roumanie, mais aussi à la Bulgarie ; la situation de l'Union Soviétique et celle de l'ex-Allemagne de l'Est sont différentes pour des raisons distinctes[10]. Pour simplifier, on peut dire que le modèle de transformation de la Tchécoslovaquie est inspiré, comme celui de la Pologne, du capitalisme pur ; cela est très clair dans les propos de M.Vaclav Klaus, un des plus importants représentants de la politique économique tchèque : «Ceux qui recherchent une tierce voie entre marché et socialisme doivent comprendre que celle-ci mène au tiers monde»[11]. En Roumanie aussi, après la révolution de 1990, il semble que la route prise pour la transition vers l'économie de marché soit celle du choc à la polonaise. Par contre en Bulgarie, où le processus de transformation est encore au début, on a adopté le modèle hongrois, c'est-à-dire, pour citer M. Antall, Premier Ministre de la Hongrie, « par petits chocs successifs »[12] .

- La Pologne peut-elle être considérée comme un exemple représentatif de transformation économique?

Puisqu'il n'est pas possible de baser une recherche sur la dynamique de la disponibilité et de la consommation alimentaire sur un terrain aussi vaste que celui des pays de l'Est européen en général, en considérant de plus qu'actuellement les transformations économiques les plus évidentes sont celles de la Pologne et de la Hongrie et enfin, en envisageant que la situation socio-économique de la Pologne est moins connue que celle de la Hongrie, sur laquelle beaucoup d'ouvrages ont déjà été écrits, même par des auteurs de l'Ouest[13], on peut conclure que le "cas polonais" constitue un bon laboratoire d'investigation sur les relations entre disponibilité et consommation alimentaire, développement, crise, transformation du système économique. Il ne faut pas oublier également que sur la Pologne on dispose

---

9 IZRAELEWICZ, E "L'Est un an après" In: Le Monde, 7/11/1990.

10 L'Union Soviétique rencontrait de très grandes difficultés dues principalement à l'action du gouvernement qui a toujours fait obstacle à une politique économique orientée vers le marché. Actuellement, après la tentative manquée de coup d'Etat, en août 91, tout est en train de changer beaucoup plus rapidement vers l'économie de marché et la libéralisation des échanges, selon la politique de Perestrojka déjà lancée par Gorbatchev et actuellement poussée par Eltsin.
L'ex-Allemagne de l'Est, en étant réunifiée avec l'Allemagne de l'ouest, a déjà trouvé soit les moyens financiers, soit le schéma d'organisation pour se transformer tout de suite en un pays à économie de marché.

11 Rapporté par Le Monde, 7/11/1990.

12 Ibidem

13 Sur la politique économique et en particulier agricole et agro-alimentaire hongroise on peut trouver des auteurs hongrois traduits en anglais : Kartali J. , Varga G. , Balogh A. , Laszlo G. , et al. ou bien des auteurs étrangers: Hall B. , Haris J. , Orelley Z.E. , en anglais; Kelemen B. , en allemand ; Pouliquen A., en français. Par contre pour la Pologne il y a très peu d'ouvrages traduits du polonais ; de plus, en Europe ou aux Etats Unis les chercheurs travaillant dans ce domaine ne sont pas nombreux ; on peut citer surtout Alain Pouliquen (INRA, Montpellier).

actuellement de données sur la consommation, en particulier alimentaire, [14] et de plus on est en train de constituer un bon réseau de relations scientifiques avec des représentants de la recherche économique polonaise[15]. Donc le matériel de travail et la possibilité de vérifier de temps en temps la démarche de la recherche avec des experts "sur le terrain" sont une base solide pour la réalisation de l'investigation dans ce pays.

Même s'il est très clair que le "cas polonais" représente une situation vraiment particulière dans le cadre des pays de l'ancien COMECON, "... comme il est le premier vrai essai de réforme économique d'un système centralisé, il peut être considéré comme un point valide de référence pour les autres économies de type soviétique actuellement en voie de transformation"[16].

- Les répercussions de la crise polonaise sur le revenu et sur les modèles de consommation.

Compte tenu de la politique économique polonaise, le revenu nominal par habitant a grandi énormément pendant les dernières quatorze années ; en particulier dans la période 1978-1988 le revenu des employés et des retraités a grandi douze fois, celui des paysans pluri-actifs seize fois et celui des paysans dix-sept fois [17] . Mais on doit considérer les effets de l'inflation, qui "... cause le déclin du niveau de vie de la majorité de la population polonaise"[18] .

En général, donc, le pouvoir d'achat de chaque polonais a baissé pendant la période de la crise et à partir de 1989 "... avec l'introduction des éléments de l'économie de marché il y a même une réduction soit de la production, soit de la consommation (à peu près de 30%). Cette situation ne détermine pas une base positive pour l'amélioration du niveau de la consommation et des revenus" [19].

Par rapport aux modèles de consommation de la Pologne, on peut remarquer une tendance "défensive" pratiquement pour toute la population. En effet l'augmentation de la partie du revenu total destinée à l'alimentation, la tendance à l'autoconsommation alimentaire surtout pour les familles des paysans, la conséquente réduction de l'importance des services de transformation et distribution alimentaire sont les résultats d'une situation socio-

---

[14] Glowny Urzad Statystyczny (GUS), household budgets, plusieurs années.

[15] En particulier avec M. Jòzwiak, Directeur du IERiGZ (Warszawa) et M. Kaminski, son collaborateur; M. Berger et Mme Kowrigo de l'Université d'Agronomie de Warszawa, M. Dabrowski et M. Wierzbicki, chercheurs à Warszawa.

[16] SEGRE', A. (1990) "Da un'economia di piano ad un'economia di mercato: la riforma del sistema dei prezzi agro-alimentari - il caso della Polonia" , Istituto di Economia e Politica agraria, Bologna.

[17] SZUPEJKO, I. (1990) "The impact of the crisis on the income and consumption structure of Polish households during the 1978-1988 period", Conference paper at the 1st Conference of the European Association for Comparative Economic Studies EACES Università di Verona, 27 -29 septembre 1990. p. 3.

[18] ibidem, p. 12.

[19] ibidem, p. 11.

économique très difficile et doivent être considérées comme des aberrations, des réactions irrationnelles dans le cadre d'un pays économiquement développé[20].

- Objectifs de cette recherche

Comme il ressort de la brève description faite de la problématique agro-alimentaire dans les pays de l'Est européen, il est nécessaire, pour étudier la consommation (en particulier alimentaire) de la Pologne, d'avoir une nouvelle approche[21] qui considère la tendance actuelle et future, compte tenu des difficultés d'approvisionnement alimentaire déterminées par la crise et aggravées par la libéralisation des prix.

Ensuite il faut envisager les raisons pour lesquelles la situation de la consommation alimentaire a été de pénurie jusqu'à la libéralisation des prix -et les queues en étaient la claire démonstration- alors que le niveau de disponibilité alimentaire était jusqu'à maintenant jugé satisfaisant dans les pays de l'Est et en particulier en Pologne. Il s'agit, donc, de vérifier si et pourquoi, comme le soutient Penn pour la Pologne, disponibilité et consommation alimentaires sont liées seulement pour une petite part [22].

Enfin nous voulons étudier le rôle que jouent, dans la crise économique polonaise et des pays de l'ancien COMECON européen (crise qui a amené à la transition économique) les difficultés rencontrées par le secteur agricole et par la consommation alimentaire.

En schématisant, donc, les objectifs de ce travail sont : d'abord positionner le problème alimentaire en Pologne dans le contexte économique global ; ensuite, après avoir inséré la Pologne et les pays de l'Est européen dans l'échiquier mondial des disponibilités alimentaires, tenter de comprendre comment évoluent les comportement des consommateurs (dans leurs approvisionnements alimentaires et dans leurs modes de consommation) d'abord dans une situation de crise économique et de pénurie alimentaire et ensuite dans un environnement de transition du système économique. Enfin nous chercherons à comprendre, parmi les variables déterminantes de la consommation, quelles sont celles qui *étaient* dynamisantes ou bloquantes, celles qui le *sont* à présent et celles qui le *seront* dans l'avenir.

Cela permettrait non pas de bâtir une nouvelle théorie de la consommation, mais de confirmer ou d'infirmer les théories connues en économie de marché.

---

[20] ibidem, p. 8-9.

[21] ibidem, p. 1O.

[22] cf. PENN, J.B. (1989) op. cit. p.4.

Orientation générale

La situation socio-économique de la Pologne pendant la période 1978-1990/91, comme on le verra plus en profondeur dans la première partie, apparaît extrêmement dynamique. D'abord la crise économique qui a frappé le pays et ensuite la libéralisation des prix alimentaires ont sûrement déterminé des changements très profonds au niveau des habitudes et de la consommation alimentaires.

Afin de pouvoir comprendre cette évolution (ou régression), l'étude classique de la demande individuelle des biens de consommation (donc l'analyse du comportement d'un sujet économique qui répartit les moyens à sa disposition entre une multitude de biens d'achat) n'est plus suffisante. Ou, si l'on veut, il faut élargir le champ d'analyse. En effet, les facteurs qui déterminent les modifications quali-quantitatives de la consommation alimentaire sont nombreux et peuvent être appliqués à tout le système socio-économique[23].

De plus il ne faut pas oublier que pendant la période de planification centrale de l'économie, la demande alimentaire, comme la demande générale, était complètement déterminée par l'offre ; c'est-à-dire que le comportement du consommateur est en dépendance de la disponibilité des produits dans les magasins, et cette dernière est totalement contrôlée par l'Etat. Même le pouvoir d'achat, qui reste véritablement la composante la plus importante du comportement alimentaire des groupes de population, est déterminé presque totalement par le gouvernement, car les sources des revenus et les prix des produits demeurent sous le contrôle de l'Etat. Donc, en étudiant le comportement alimentaire du consommateur dans un environnement socio-économique de planification centrale, il est nécessaire de tenir compte de ces facteurs.

Par ailleurs, si l'on considère également la difficulté d'approvisionnement alimentaire, le rationnement, l'irrégularité du système de distribution qui ont entraîné, parmi la population polonaise, des réactions économiques "irrationnelles" (par exemple l'accumulation de produits alimentaires dans les foyers) il semble évident qu'une nouvelle approche est nécessaire pour l'étude de la consommation alimentaire des ménages[24].

Dans ce travail, pour une étude "élargie" de la demande et donc de la consommation des produits agro-alimentaires en Pologne, le champ d'études sera ainsi subdivisé en deux stades différents.

Au premier stade on prendra en considération les disponibilités agro-nutritionnelles déterminées par la méthode des bilans alimentaires[25], le modèle agro-nutritionnel (MAN) étant

---

23 La méthodologie qui sera utilisée dans cette étude a été mise au point d'une façon extrêmement détaillée par MALASSIS, L. et PADILLA, M. (1978, 1982, 1983, 1986) et par LAMBERT, J.L. (1984, 1986).

24 SZUPEJKO, I. (1990) op. cit. p. 10.

25 Cette méthode a été établie par la FAO dans le but de pouvoir apprécier le régime alimentaire des populations et son adéquation par rapport aux normes nutritionnelles recommandées. Les bilans alimentaires sont bâtis sur la base de deux comptes: un compte de ressources, c'est-à-dire les approvisionnements, et un compte d'emplois ou d'utilisation des ressources précédentes.

alors la représentation de la structure et du volume de ces disponibilités moyennes par habitant[26]. Celles-ci sont distribuées entre les différentes catégories sociales essentiellement en fonction de leur pouvoir d'achat. Le modèle de consommation alimentaire (MCA) exprimera la répartition sociale des disponibilités, ainsi que le comportements et pratiques alimentaires de groupes sociaux homogènes (deuxième stade)[27].

La liaison entre ces deux stades sera envisagée en prenant en considération l'évolution et la tendance de la consommation alimentaire par groupes de produits principaux.

L'étude conduit, enfin, à la proposition d'une typologie des modèles de consommation alimentaire pour la Pologne.[28]

La nouveauté de cette étude consiste à envisager la disponibilité et la consommation alimentaire d'un pays en transition économique, avec une méthodologie d'analyse socio-économique jusqu'à présent utilisée seulement pour les pays à économie de marché. En effet il est clair que l'importance relative de chaque facteur qui influence la consommation est différente selon l'environnement économique et social dans lequel l'individu agit.

Le schéma du travail est caractérisé par *trois parties* :

la première constitue l'encadrement politique et économique de la problématique alimentaire en Pologne ;
la deuxième est une image de la situation agro-nutritionnelle des pays de l'Est européen et de la Pologne en particulier par rapport aux pays de l'Occident et donc par rapport au modèle agro-nutritionnel "dominant" dans le monde ;
la troisième partie analyse la dynamique du modèle de consommation alimentaire en Pologne d'abord pendant la période de développement économique planifié, ensuite pendant la période de crise et enfin pendant la phase de transition économique, dans le but de voir la différente distribution de la nourriture disponible parmi les groupes de la population et les différents comportements alimentaires en fonction de l'environnement socio-économique qui change.

La "photographie instantanée" de la réalité alimentaire dans un pays si enregistré régulierement (food balance sheets) fournit un moyen pour l'étude des tendances alimentaires.

26 En premier lieu il est nécessaire d'opérer une subdivision des produits agricoles de base en groupes, selon leurs caractéristiques nutritionnelles et économiques. C'est à ce point qu'on peut noter l'introduction d'un premier choix subjectif qui nous permet d'obtenir une classification (voir tableau 2.1.). Son utilité est incontestable malgré une certaine approximation: en effet pour chaque aliment on prend en consideration sa fonction principale, même en sachant qu'elle n'est certainement pas la seule.
27

27 Il existe donc un certain rapport de cause à effet entre MAN et MCA: d'un côté on a la production qui, les importations ajoutées et les exportations soustraites, représente l'offre des produits agro-alimentaires et de l'autre côté le MAN et le MCA qui représentent la demande de biens alimentaires dans toute sa complexité.
28

PREMIERE PARTIE

LE SECTEUR AGRICOLE ET AGRO-ALIMENTAIRE EN POLOGNE : D'UNE SITUATION PARTICULIERE A UNE TRANSFORMATION SUBITE

CHAPITRE UN

L'agriculture polonaise avant la phase de "libéralisation" et ses relations avec les autres secteurs.

La structure de l'agriculture polonaise pendant la période de planification centrale est unique, et pas seulement en comparaison avec les autres pays du COMECON, mais aussi quand elle est confrontée avec les pays de l'Europe de l'Ouest. Les particularités de l'agriculture polonaise sont représentées par les caractéristiques suivantes :

- La majorité de la surface agricole est exploitée par des agriculteurs privés, et il s'agit d'une exception dans le cadre des pays socialistes[29] .

- Les exploitations privées sont relativement petites confrontées aux exploitations de l'Europe de l'Ouest[30].

- L'agriculture polonaise est composée de trois secteurs distincts : outre les agriculteurs privés, qui dominent au niveau de la surface occupée, on trouve les exploitations (fermes) d'Etat et les fermes coopératives.

- Le secteur privé fonctionne dans un environnement d'économie socialiste (Etat et coopérative) représenté par les secteurs hors de l'agriculture.

- La disponibilité des moyens de production pour l'agriculture, ainsi que les prix pour les produits agricoles sont contrôlés par l'Etat.

- La majorité des agriculteurs privés ont une deuxième source de revenu, qui est hors du secteur agricole (pluri-activité).[31]

En effet "... il est sûr que, par rapport aux autres démocraties populaires, en Pologne la politique agricole socialiste a rencontré la résistance la plus dure et a obtenu les résultats les plus modestes". Tant il est vrai que "... faiblesse du secteur socialiste et extrême fractionnement de la propriété sont les deux principales caractéristiques de l'agriculture

---

29 76,5% de la surface agricole est propriété privée, par contre seulement 19,5% est propriété de l'Etat et 4% des Coopératives; alors que dans tous les autres pays du COMECON la moyenne de la surface agricole d'Etat est 88,7% de la surface totale. - GUS, 1987 et Rocznik statystyczny 1988 Warsaw, p. 274. - cf. également LE COZ, J . (1974) "Les reformes agraires", Presses Universitaires de France (PUF), Paris, p.62.

30 69,5% des exploitations agricoles polonaises ont une surface inférieure à 7 hectares.- Rocznik statystyczny 1988 Warsaw, p. 276.

31 cf. WILKIN, J. (1989) "Rural incomes and expenditure patterns in Poland" In : Rural transformation in eastern Europe: Studies on Patterns and determinants of rural change in the postwar period. n.9, Stockholm School of Economics.

actuelle"[32]. Puisque le rôle de l'Etat est localisé surtout dans les activités économiques péri-agricoles, donc pas au niveau de la production mais de l'approvisionnement des facteurs productifs et de transformation-distribution des produits agricoles, "... il y a là une originalité profonde de la «voie polonaise» de socialisation de l'agriculture, que l'on pourrait qualifier de socialisation «indirecte» par rapport aux autres pays socialistes est européens. Ceux-ci sont en effet beaucoup plus engagés dans la voie d'une socialisation directe, reposant principalement sur la formation des coopératives agricoles de production. En réalité, cette «voie polonaise» est [...] le résultat de difficultés provisoirement rencontrées par cette stratégie de socialisation directe, difficultés largement imputables aux modalités d'application de cette socialisation et aux conditions matérielles et socio-politiques spécifiques dans lesquelles elle a été d'abord appliquée"[33].

Relativement à la dimension des exploitations agricoles privées, (en 1987 la surface moyenne a été 5.8 hectares - cfr. J. WILKIN , 1989, op. cit.) on peut dire que d'abord la réforme agraire a provoqué la pulvérisation des exploitations rurales et dans un deuxième temps les règlements d'Etat et la politique agricole ont déterminé la difficulté à augmenter la surface de chaque exploitation au-delà de 15 hectares[34].

Bien que les paysans privés soient les protagonistes de l'agriculture polonaise, dans le cadre du secteur agricole coexistent deux autres formes d'exploitations : les fermes d'Etat et les coopératives. On a déjà considéré les raisons de la faible importance de l'Etat dans le secteur de production agricole[35] ; il s'agit de cette situation que A. Pouliquen appelle socialisation «indirecte» des campagnes. Puisque en Pologne on avait choisi la libéralisation au niveau de la propriété foncière, il y avait nécessité de rationaliser d'autre façon l'agriculture ; cette rationalisation a été mise en oeuvre avec les règlements pour la limitation des surfaces des exploitations déjà cités et avec la création des cercles agricoles, qui représentent des organismes d'encadrement technique et social[36]. "Presque tous les exploitants sont membres des cercles agricoles. Ces établissements ont tous les capitaux (tracteurs, produits chimiques, engrais), ils font les stockages des productions, ils passent des contrats de production avec leurs membres"[37]. Donc, on peut conclure que même s'il n'y a pas beaucoup d'organisations de production agricole directement contrôlées par l'Etat, on a des organismes "spontanés", les cercles agricoles, auxquels les paysans privés se réfèrent et avec lesquels ils sont étroitement liés.

La formation des prix et, par conséquent, des revenus agricoles n'est plus décidée par le gouvernement à partir de février 1982 (première réforme des prix) pour un petit nombre de produits et à partir de 1989 (libéralisation progressive des prix agricoles) pour presque tous les autres[38]. Pour cette raison même le paysan privé polonais, qui opère sur une surface

---

32 LE COZ, J . (1974) op. cit. p. 67-68.

33 POULIQUEN, A. (1975) " Les transformations de la politique agricole polonaise et leurs conséquences sur les formes du développement coopératif dans les campagnes" In : Communauté, juillet- décembre 1975, Paris. p.84.

34 cf. WILKIN, J. (1989), op. cit. p. 4; et LE COZ, J . (1974) op. cit. p. 68 - 69.

35 cf. aussi FLAVIEN, J - LAJOINIE, A. (1976) op. cit. p. 100 -103.

36 cf. LE COZ, J . (1974) op. cit. p. 74.

37 FLAVIEN, J - LAJOINIE, A. (1976) op. cit. p. 99 - 100.

d'environ 6 hectares, avec une disponibilité très limitée des moyens de productions (eux-mêmes sous le contrôle de l'Etat), ne peut pas assurer, à lui et à sa famille, un revenu comparable à celui des employés du secteur non-agricole[39]. Donc il est obligé de compléter son revenu avec une intégration qui normalement provient d'un autre secteur productif. Cette situation détermine la "double-activité" de l'agriculteur privé polonais.

En définitive il semble bien que le secteur agricole et (si on considère également ses liens avec les industries de production des moyens productifs et de transformation et distribution des produits agricoles) le secteur agro-alimentaire polonais, tels qu'ils apparaissent avant le passage vers la "libéralisation des marchés", sont vraiment caractérisés par un niveau d'efficacité très bas. De plus on remarque facilement l'importance de la monopolisation de l'Etat en amont et en aval du secteur agricole ; cette situation a étranglé de plus en plus chaque paysan, en créant aussi les prémisses de la crise économique de 1979.

---

38 Ces deux pas vers la transition économique seront pris en considération plus tard, dans les chapitres II et III.

39 cf. WILKIN, J. (1989), op. cit. p. 4

CHAPITRE II

La crise économique en Pologne : une crise agro-alimentaire ?

En 1979, pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale, le revenu national polonais a diminué (Graphe 1). La baisse s'est poursuivie pendant les trois années suivantes. Le résultat est que, à la fin de 1982, le revenu national a atteint un niveau d'à peu près 25% inférieur à celui de 1978. Un des facteurs qui a contribué à la détermination de la crise économique et sociale polonaise pendant les dernières années 70 a été, *inter alia*, l'aggravation de la situation de l'agriculture, mise en évidence par la désastreuse année 1979 ; cela a mené à un grand déséquilibre sur le marché des produits agro-alimentaires. Ce cadre est le résultat d'une mauvaise politique agricole, qui a réduit les paysans privés à une situation de pauvreté généralisée[40].

Il ne faut pas néanmoins oublier que le secteur agricole joue un rôle stratégique dans toutes les économies et en particulier dans celle de certains pays de l'Est européen, parmi lesquels la Pologne, où la volonté politique soviétique a pratiquement imposé un développement basé sur le secteur primaire ; ainsi, les oscillations de ce secteur déterminent, soit positivement, soit négativement, la démarche du système économique général.

De plus, certains auteurs soutiennent que l'agriculture reflète les conditions de l'économie et que ce n'est pas le fait du hasard que les agricultures les plus performantes soient celles des pays qui ont une économie forte et une industrie moderne[41].

Sous la pression de la crise économique et suite aux demandes de Solidarité paysanne, le Gouvernement a décidé de modifier largement la politique agricole, en particulier la politique des revenus et des prix[42]. Afin d'améliorer les conditions de vie dans les campagnes, le Gouvernement polonais a approuvé de remarquables augmentations des prix au niveau de la production.

De plus, le 26 février 1982 est approuvée par le Parlement la loi sur les prix, qui constitue la base de la réforme économique polonaise, le premier germe d'économie de marché dans un système complètement fondé sur la planification centrale. Le but principal de cette loi consiste en la création des conditions pour une augmentation de la productivité, pour le dépassement de la crise et pour la reconstitution de l'équilibre économique[43]. Avec la Loi de février 1982 sont introduites, pour des groupes spécifiques de produits, deux nouvelles catégories de prix, qui vont s'ajouter aux prix "officiels" ou déterminés directement par les organismes centraux: les prix "contrôlés" et les prix "de contrat". Ce dernier type de prix, en particulier, est

---

[40] cf. WILKIN, J. (1989), op. cit. p. 16 et SZUPEJKO, I. (1990) op. cit. p. 2.

[41] WOS, A. (1988), "Food self-sufficiency and food-security" In : Oeconomica Polona, Vol. XV, n.4, p. 353-361 (trad. d'un article apparu sur Gospodarka Planowa, 1988 N. 1)

[42] cf. SEGRE', A. (1990) op.cit. p. 4. et WILKIN, J. (1989), op. cit. p. 16

[43] CHOLEWICKA-GOZDZIK, K. (1984), "The reform of the price system in Poland. Its assumptions and first results" , In : BOHNET, A. et SHINKE, E., Preise im sosialismus. Kontinuitat im Wandel, Dunker & Humbold, Berlin,1983 (Teil I), 1984 (Teil II).

déterminé selon les modalités typiques des économies libérales, donc suite à la rencontre de la demande et de l'offre. Notons que ces prix ne concernent pas les produits alimentaires et que ainsi l'agriculture n'est touchée que pour les facteurs de production. Cependant ces prix ont provoqué aussitôt un remarquable déséquilibre du marché et une vraie source d'enrichissement pour les producteurs (usines d'Etat et coopératives), qui sont toujours en condition de monopole d'Etat.

Pour borner les déséquilibres cités, l'Etat est intervenu avec des règlements qui concernent les taxes sur les profits et avec d'autres outils administratifs destinés à freiner la flambée des prix de marché[44]. Pourtant, la réforme des prix et la nouvelle orientation de la politique agricole polonaise ont provoqué entre 1980 et 1983 d'une part une fermentation spéculative pas du tout bénéfique pour le système économique[45], et d'autre part la quadruplication des prix nominaux d'achat par l'Etat des produits agricoles[46].

Naturellement ce système de prix relativement hauts au niveau de la production et bas pour le consommateur (le prix bas et constant est un des principes des politiques des prix dans les pays socialistes)[47] pouvait être maintenu seulement avec le payement par l'Etat de la différence ; c'est-à-dire avec des subventions à la transformation et à la distribution.

Les subventions ont déterminé soit une croissance remarquable de la dépense de l'Etat, qui est une cause de l'inflation (Graphe 2), soit des déséquilibres au niveau de l'emploi des ressources[48].

Mais les subventions, déterminées par la politique des prix, ne sont pas l'unique cause de la crise agro-alimentaire polonaise : la pénurie des produits alimentaires (et par conséquence les queues dans les magasins visibles jusqu'au 1er août 1989), qui a frappé en ces dernières années la Pologne -comme les autres pays socialistes- peut être expliquée en envisageant au moins deux autres facteurs étroitement liés :

1) le Gouvernement a augmenté les salaires bien qu' il n'y ait pas eu une augmentation correspondante de la productivité.

---

44 Pour un traitement plus détaillé de la réforme des prix de 1982 nous renvoyons à CHOLEWICKA-GOZDZIK, K. (1984) op. cit.

45 A ce propos CHOLEWICKA-GOZDZIK, K. (1984), op. cit. p. 104, souligne comme "... The lack of economic balance, the short supply of numerous raw materials and manifactures, the impossibility of choice of supply sources (e.g. import), and a considerable monopolization of production and turnover enabled producers to quote hight contract prices not justified by the cost of production and bearing profit margins far in excess of the self-financing requirements of these enterprises... The favorable financial situation of these enterprises did not induce them to increase production or to decrease costs. The hight profitability of the means of production sold at hight prices to producers of final products caused an increase of their costs. It also made it impossible to perform proper export profitabily calculations".

46 Ibidem.

47 cf. SCHINKE, E (1988), op. cit.

48 cf. SEGRE', A. (1990) op. cit. p. 4-5.

2) Le secteur agricole, à cause des inefficacités considérées dans le paragraphe précédent, n'a pas été capable de satisfaire la croissance de la demande alimentaire provoquée par la politique des bas prix au détail combinée à celle des augmentations des salaires[49].

Aux problèmes de l'agriculture déjà considérés, il faut ajouter les difficultés des échanges internationaux[50], difficultés qui ont empêché l'importation des facteurs de production agricole. Tout cela même si on observe une certaine intensification des relations commerciales, y compris agricoles, entre la Pologne et l'Ouest, avant la transition économique (Graphe 3).

---

49 cf. POULIQUEN, A. (1987) " La modernisation structurelle d'une agriculture privée en économie socialisée: le tournant polonais" In : Revue d'études comparatives est-ouest Tome 18, n.3, p. 4-56.

50 Pour une explication des relations internationales des pays du COMECON voir: SORBINI, M - SEGRE', A. (1989) op. cit. p. 35-41.

CHAPITRE III

Mesures politiques et transition économique

3.1. les mesures de 1989 et la phase de transition

Il n'est pas difficile de comprendre que la politique des hauts prix à la production et de la libéralisation des prix de certains facteurs de la production a provoqué deux graves inconvénients : d'une part l'énorme croissance des subventions à la transformation et à la distribution, avec une conséquente augmentation du taux d'inflation (bien que encore réprimée) ; d'autre part l'augmentation du coût de production pour les paysans, provoqué par les prix "de contrat" de certains inputs, avec la conséquente diminution de la marge de profit pour le paysan et l'échec de l'Etat par rapport à l'essai d'amélioration des conditions de vie dans les campagnes.

A partir du 1er janvier 1989 le gouvernement polonais a adopté différentes mesures afin d'abord d'équilibrer la grave situation déterminée pendant les années précédentes, ensuite pour atteindre l'objectif du passage au marché dans le secteur agro-alimentaire[51]. En particulier le décret du 1er août 1989 permit la levée du contrôle central des prix au détail sur la majorité des produits alimentaires.

Le gouvernement n'a maintenu le contrôle que sur les prix au détail de certains aliments de base : pain complet, produits pour les enfants, certains produits laitiers. Dans tous les autres cas les organisations de distribution ont la liberté de fixer les prix des produits alimentaires sur la base des conditions de marché et de chercher à ajuster ces prix à la demande.

Les effets de l'adoption de ces mesures ont été nombreux : d'abord l'augmentation des prix au détail a été seulement en apparence suffisante pour équilibrer le marché et si dans les magasins il n'y a plus de queues c'est seulement parce que la croissance des prix (jusqu'à dix fois) a fortement réduit la demande. Mais cela n'a pas correspondu à une augmentation de prix pour le producteur, qui donc préfère retenir ses productions pour l'autoconsommation ou les vendre directement sur la route (car les centres de distribution, ayant moins de demande par les consommateurs, demandent moins de denrées aux paysans). Il n'est pas rare, en se promenant dans Varsovie, que l'on voit des paysans vendre même de la viande sur le trottoir. Ensuite un autre facteur a déterminé l'instabilité d'un marché déjà très confus : l'inflation. La libéralisation des prix a en effet provoqué l'explosion de l'inflation réprimée et, par conséquent, a déterminé la création d'une spirale subvention-salaires-prix qui a porté le taux annuel d'inflation à 500%[52].

On peut considérer que les causes qui ont limité la croissance de la production agricole suite à la libéralisation des prix sont: les barrières encore existantes par rapport à l'entrée des privés dans le marché; les grandes inefficacités, soit au niveau de la production, soit au niveau de la transformation et de la distribution dans le secteur agro-alimentaire[53] ; la perspective de l'inflation qui fait que les paysans préfèrent retenir leurs productions plutôt que gagner des zloty qui se déprécient très vite.

---

51 cf. SEGRE', A. (1990) op. cit. p. 6

52 Ibidem, p. 7.

53 cf. PENN, J.B. (1989) op. cit. p. 6-7 et KAMINSKI, W. (1986), "De l'agriculture traditionnelle vers l'économie alimentaire moderne: le défi pour la Pologne" papier présenté à l'Académie polonaise des sciences, Paris.

3.2. le programme économique pour 1990 et 1991

Les mesures pour l'année 1990 prévoient l'équilibre du budget, la convertibilité du zloty à un taux d'échange fixé (qui devait améliorer la situation des échanges internationaux, donc même avec les Pays de l'Ouest et la Méditerranée), la libéralisation des prix alimentaires qui étaient encore sous le contrôle de l'Etat, la privatisation des entreprises d'Etat avec la vente des quotes-parts, l'amélioration du système bancaire, la détermination d'un indice annuel fixe d'inflation.

Les principales mesures, qui touchaient plus remarquablement le secteur agro-alimentaire, et du coté de l'offre et de celui de la demande, furent les suivantes :

- une plus grande dévaluation du zloty (9500 Zl pour 1$ comme moyenne 1990 contre 1400 Zl en 1989).
- l'élimination du système de contrôle central des échanges extérieurs et une réduction de la majorité des barrières à l'exportation et à l'importation.
- une forte augmentation des taux annuels d'interêt.
- une politique anti-inflationniste basée sur le blocage des salaires et des revenus réels.
- une réduction des subventions et des subsides aux inputs agricoles[54].

En 1991 le principal but du gouvernement dans le domaine monétaire était le contrôle de l'inflation afin de :

a) améliorer la position du zloty sur le marché extérieur
b) stabiliser le marché intérieur.

Cette politique a provoqué une réduction ultérieure des revenus réels et une encore plus forte dévaluation du zloty (cette dernière mesure a aussi pour but de contrer le marché noir)[55].

La politique monétaire restrictive et autres mesures du programme de stabilisation ont amené des résultats évidents pour ce qui concerne la réduction de la demande de biens, l'élimination de la pénurie et le contrôle de l'inflation. D'autre part, elle a contribué à la permanence du *trend* de récession [56]. Cela surtout parce que la réalisation des objectifs principaux du programme économique a été retardée[57].

De plus, jusqu'à présent il semble que toutes ces mesures aient aggravé l'offre des produits alimentaires ; en effet les paysans sont la partie de la population qui vit dans les plus mauvaises conditions, même si ce sont eux qui ont bénéficié de la hausse nominale des salaires la plus élevée ; ils ont été durement frappés par la hausse des prix des facteurs de la production (surtout des sources énergétiques et des transports) ; par contre la demande des produits alimentaires au détail a diminué suite aux augmentations de prix déterminées par la libéralisation. Les agriculteurs manifestent clairement leur mécontentement ; selon le Bureau

---

54 POLAND-EEC-WORLD BANK MISSION REPORT (1990), Strategia rolna dla Polski, Warszawa. p. 108.

55 cf. ADAMOWICZ, M. (1991) "Recents reforms and developments in Polish agriculture", relation à la Conference Internationale "New Horizons for agriculture in european countries", Padova, mai 2-4.

56 KOLODKO, G.W. (1991) Polish hiperinflation and stabilization 1989-1990, Most-Nomisma, Economic journal on Eastern Europe and the Soviet Union No. 1, cité par ADAMOWICZ, M. (1991) op. cit.

57 cf. ADAMOWICZ, M. (1991) op. cit.

Central de Statistique, 54% des paysans considèrent que la libéralisation du marché est un dommage pour le secteur agricole[58].

On peut donc conclure que la transformation du système agro-alimentaire polonais semble être encore loin des buts préfixés. Les causes de la difficulté du passage à une économie de marché dans un pays socialiste sont nombreuses, mais d'abord on peut considérer comment la modification d'un élément dans un système détermine inévitablement un changement des autres éléments, parfois même des changements imprévisibles. En Pologne le programme de stabilisation adopté ces dernières années a été basé surtout sur la politique des prix, sans évaluer l'importance des infrastructures qui caractérisent une économie de marché (la disponibilité des facteurs de production, le système de financement, la structure de production). Jusqu'à maintenant, par exemple, le Gouvernement polonais n'a pas modifié le marché foncier (ce dernier pourrait résoudre les problèmes de la productivité limitée du secteur agricole déterminés par la surface moyenne réduite de chaque exploitation).

---

58 cf. SEGRE', A. (1990) op. cit. p. 9.

TABLEAUX FIGURES

PREMIERE PARTIE

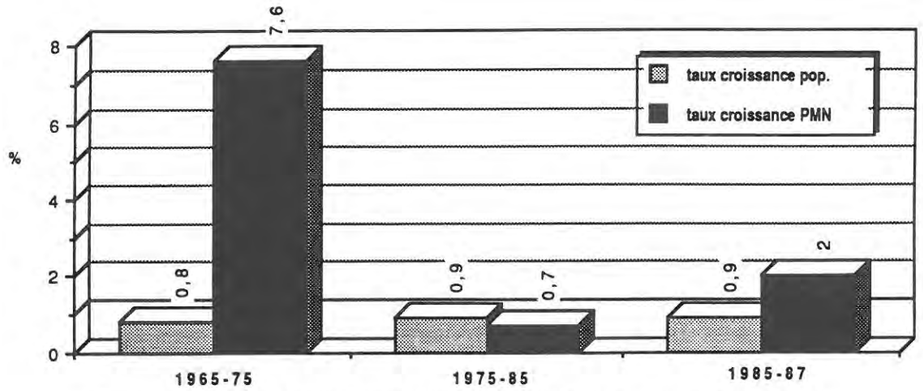
Tab. 1 **1989-Principaux indicateurs démographiques, économiques et géographiques en Pologne et en France**

INDICATEUR	UNITE'	POLOGNE	FRANCE
Superficie	km2	312 667	547 026
Population	million	37,9	56,2
Densité	hab/km2	121,2	107,2
Croissance annuelle (a)	%	0,7	0,4
Mortalité infantile (a)	°/00	18	8
Population urbaine	%	62,8	74
PIB	milliard $	276,3 (b)	994,3
Croissance annuelle	%	2,5 (b)	3,4
Par habitant	$	7 280	17 693
Dette exterieure	milliard $	40	*
Taux d'inflation (c)	%	639,6	3,6
Production d'énergie (d)	million TEC	180,4	67,1
Consommation d'énergie (d)	million TEC	181,5	206,9
Importations	million $	10 456	193 000
Exportations	million $	13 156	179 400

Source: L'Etat du monde 1991, éditions La Découverte, Paris.

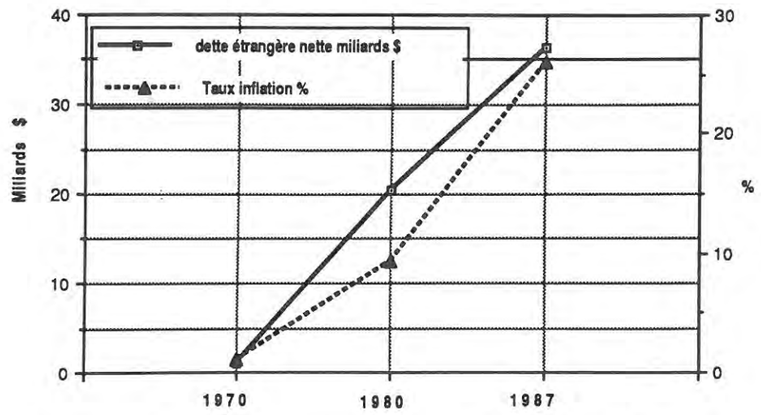
(a) 1985-90
(b) 1988
(c) décembre à décembre
(d) 1987
* chiffre non disponible

Graphe. 1. Pologne: taux annuel de croissance de la population et du Produit Matériel Net 1965-1987*.



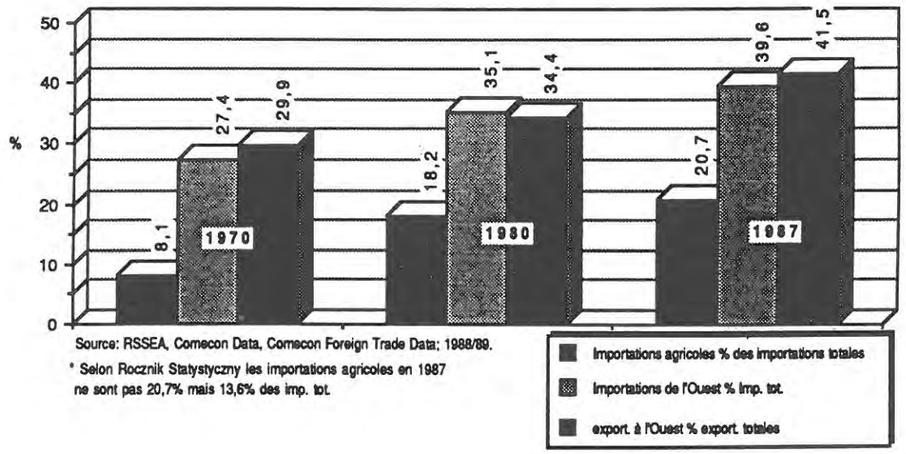
Sources: élaborations de RSSEA, COMECON Data, COMECON Foreign Trade Data 1988-89

Graphe. 2. Pologne: Evolution de la dette étrangère nette et du taux d'inflation 1970-1987



Sources: élaborations de RSSEA, COMECON Data, COMECON Foreign Trade Data 1988-89

Graphe.3 Importations agricoles* de la Pologne et ses relations commerciales avec les pays de l'ouest 1970-1987



Source: RSSEA, Comecon Data, Comecon Foreign Trade Data; 1988/89.
* Selon Rocznik Statystyczny les importations agricoles en 1987 ne sont pas 20,7% mais 13,6% des imp. tot.

DEUXIEME PARTIE

LA POLOGNE ET LES PAYS DE L'EST EUROPEEN DANS L'ECHIQUIER AGRO-NUTRITIONNEL MONDIAL

CHAPITRE IV

Classification agro-nutritionnelle des aliments et base nutritionnelle polonaise

Selon la méthodologie suivie dans cette thèse, afin d'analyser les disponibilités agro-nutritionnelles des pays de l'Est européen, il faut procéder à une classification des produits agricoles de base et des aliments, comme le montre le tableau 2.1, où les aliments consommés sont subdivisés selon leur fonction nutritionnelle[59].

Sur cette base nous pouvons calculer les ressources agro-alimentaires disponibles dans un pays en utilisant les bilans alimentaires[60], qui établissent, pour chaque catégorie de produits, la disponibilité nationale en kg, calories finales et éléments nutritifs en une année déterminée.

Dans le tableau 2.2. on observe l'évolution de la disponibilité alimentaire polonaise au cours de la période 1961-1989, c'est-à-dire l'application de la méthodologie expliquée ci-dessus au cas polonais pour la période couverte par les données FAO.

En 1989 l'énergie disponible pour l'alimentation en Pologne (3505 cal. par tête et par jour) dérive pour plus de 99% de l'agriculture et de l'élevage, alors que seulement 0,8% dérive de la pêche. A peu près deux tiers des calories finales proviennent des produits végétaux, même si leur importance a baissé pendant ces derniers trente ans en laissant plus de place aux calories animales, qui sont passées de 29% (1961) à 34% (1989). Ce phénomène est d'une grande importance économique ; il faut rappeler que si on exprime les calories animales (CA) en calories initiales (CI) (ou équivalent de calories végétales) on obtient 7 calories végétales (CV) pour chaque calorie animale ; la production de calories animales est donc beaucoup plus coûteuse que celle de calories végétales.

Le groupe des céréales et des produits amylacés constitue encore la base énergétique principale, même si leur pourcentage sur la disponibilité énergétique totale baisse (de 44 à 33).

---

59 La classification, bien que synthétique et claire, ne prend pas en compte le fait que les aliments, ayant une composition diversifiée, exercent plusieurs fonctions nutritionnelles; par exemple les céréales, très riches en glucides (70-80% de la partie comestible) et plutôt pauvres en protéines (8-10%), exercent une fonction protéique très importante dans le monde (à peu près 45% du total des protéines consommées) en raison de leur grande importance relative dans la consommation mondiale.

60 Calculés par la FAO (Bilans alimentaires, enquêtes mondiales sur l'alimentation) et par l'OCDE (statistiques de la consommation des produits alimentaires) avec les mêmes méthodologies. Dans ce travail, pour la recherche des modèles agro-nutritionnels, on utilise uniquement les données FAO prises de Food Balance Sheets. Il s'agit des bilans alimentaires pour tous les pays du monde référés aux années 1961-1989.
La disponibilité intérieure nette (en calories) pour chaque produit alimentaire est calculée de la façon suivante: DIN= P+ (M-X)+ (SD-SF)-PT, où:
P= production
M= importations
X= exportations
SD=stock en début d'exercice
SF=stock en fin d'exercice
PT=pertes

Les calories animales proviennent quasi totalement de l'élevage (viande et abats, oeufs, lait), alors que le poisson et les fruits de mer constituent seulement 2,5% des calories animales totales. Il faut aussi souligner que l'augmentation de la disponibilité de viande est beaucoup plus remarquable que celle du lait (variation en pourcentage '61-'89 = 65% pour la viande et les oeufs (VO) contre 3,6% pour le lait) ; ce fait est imputable à la grande importance représentée par le lait déjà en 1961, alors que la croissance de la disponibilité de viande a été, avec celle des fruits et légumes, le symbole du développement économique polonais jusqu'à 1978 ; ensuite on a cherché à maintenir le niveau atteint à cette date.

En observant encore le tableau 2.2 on voit que la source principale de protéines végétales est constituée par les céréales et les tubercules (CR), avec 75% du total. On peut donc conclure donc que, même si ce groupe n'est pas caractérisé par le contenu en protéines, l'importance absolue de sa consommation lui confère un rôle déterminant dans la disponibilité protéique. Lait et viande sont les autres sources protéiques, mais, alors que l'importance de la viande a augmenté notablement (+60% dans la période considérée), celle du lait est demeurée constante.

Pour ce qui concerne la disponibilité lipidique, les groupes viande-oeufs (VO) (29%du total) et matière grasse (MG) (49% du total) constituent en 1989, tout comme en 1961 mais de façon plus nette, la base fondamentale. En effet l'augmentation de la disponibilité en lipides provenant de la viande est de 66% et pour les graisses végétales et animales de 45%.

CHAPITRE V

Le modèle agro-nutritionnel polonais en comparaison avec les autres MAN de l'Est européen et des Pays occidentaux

5.1. MAN structurel et MAN d'orientation

L'analyse des bilans alimentaires permet de mettre en évidence les caractéristiques énergétiques et nutritionnelles du régime alimentaire et son évolution temporelle.

La structure nutritionnelle d'un pays donné peut être exprimée avec l'importance énergétique[61] relative de chaque groupe nutritionnel par rapport à la base énergétique nationale. On obtient ainsi le modèle agro-nutritionnel "structurel" (MAN). Dans le tableau 2.3 nous pouvons voir les MAN structurels en 1989 des pays de l'Est européen, de l'Union Soviétique, de la France et des régions développées du monde, selon la terminologie utilisée par la FAO. Le MAN polonais ne semble pas très différent de celui des autres pays de l'Europe de l'Est, même s'il est caractérisé, dans le cadre de l'ancien COMECON européen, par une plus grande importance de sucre-miel (SM), lait et dérivés (LT) et poisson-fruits de mer (PS) et une moindre disponibilité en fruits et légumes (FL).

En voyant le tableau, on observe aussi les caractéristiques plus "traditionnelles" des MAN de la Roumanie et de la Bulgarie, qui sont représentés pour à peu près 40% de céréales et tubercules (CR) (contre une moyenne inférieure à 30% des autres pays de l'Est) et seulement 10 et 12 % de viande-oeufs (VO) (contre une moyenne supérieure à 15% des autres pays de l'Est).

De toute façon, le MAN structurel permet une bonne représentation de la base nutritionnelle à l'intérieur d'un pays, mais ne permet pas une comparaison avec les autres MAN.

Afin d'étudier les différences entre le régime alimentaire polonais et celui des autres pays de l'Europe de l'Est ou des pays occidentaux, il faut donc comparer chaque MAN avec un modèle de référence: le modèle agro-nutritionnel occidental (MAN.O)[62].

La méthodologie consiste à calculer la moyenne des disponibilités alimentaires des pays "développés"[63], puis à considérer cette moyenne comme base=100 pour indexer les autres MAN qui sont comparés avec le MAN.O[64]. Ces calculs ont permis d'établir le tableau 2.4, où la structure de chaque MAN est directement mise en comparaison avec celle du MAN.O.

---

61 L'importance énergétique est exprimée en CF par tête et par jour.

62 Le MAN.O consiste en la moyenne des MAN calculés par les pays ou régions géographiques suivants : Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande, Europe, Afrique du Sud, Japon.

63 En choisissant le MAN des pays développés comme référence, nous n'entendons pas signifier que le MAN.O soit un bon modèle nutritionnel ; mais, puisque il représente le modèle "dominant" dans le monde occidental (donc notre monde), il nous semblait intéressant de vérifier son évolution et l'évolution des autres MAN par rapport à lui.

La structure nutritionnelle polonaise se caractérise, par rapport au modèle occidental, par une remarquable disponibilité en sucre et miel (SM) (136) et en lait et dérivés (LT) (145) et une faible importance en fruits et légumes (FL) (47) et en poisson-fruits de mer (PS) (47). La disponibilité dans tous les autres groupes nutritionnels n'est pas très différente en Pologne par rapport au MAN.O (l'indice est proche de 100).

Dans le tableau 2.4 on observe ainsi que le MAN de l'ancienne Allemagne de l'Est est le plus proche de ceux des pays plus riches ; en effet il est caractérisé par une faible importance de céréales et tubercules (90) et par une plus grande importance de matières grasses (136) et viande-oeufs (130). Cette situation est semblable à celle de la France, de l'Amérique du Nord et de l'Océanie.

La Bulgarie et la Roumanie confirment un MAN caractérisé par une faible disponibilité des produits animaux (respectivement 92 et 66 pour la viande et les oeufs) et par une remarquable importance des calories et protéines "bon marché" dérivant des céréales et tubercules (respectivement 142 et 128) et des légumineuses (LS) (243 et 173).

La Hongrie et la Tchécoslovaquie se caractérisent, par rapport au MAN.O, surtout par une grande disponibilité en matières grasses (159 et 131) et, pour ce que concerne seulement la Hongrie, en légumineuses (195).

Pour conclure la réflexion sur les caractéristiques des MAN des pays de l'Est et en particulier de la Pologne, il faut souligner la basse consommation de poisson et fruits de mer dans toute la région de l'ex-COMECON européen ; en effet la moyenne indexée au MAN.O sur la base 100 pour ces pays est 31,5 et le pays le plus important consommateur de PS est la Pologne (47).

5.2. Etude de l'évolution des Modèles Agro-Nutritionnels grâce à leur visualisation : les profils agro-nutritionnels

Les caractéristiques spécifiques des modèles peuvent être également visualisées sous forme de "profils agro-nutritionnels". Les disponibilités correspondant aux huit groupes de produits de base, exprimées en calories finales, sont reportées dans les graphes 2.1-2.14.

Les six premiers profils sont structurels, alors que les autres sont d'orientation, c'est-à-dire comparés avec des modèles d'orientation. Les profils structurels visualisent la contribution relative (en pourcentage) des différents groupes agro-nutritionnels par rapport à la ration énergétique ; ceux d'orientation (indice) montrent la position d'un MAN donné par rapport à celui de référence.

On pourra voir l'évolution temporelle du MAN polonais en étudiant les profils structurels de trois années significatives (1961-1978-1989) parce qu'elles représentent une période assez longue, et donc représentative, caractérisée par des variations, mais aussi parce qu'elles sont liées à des événements politiques et économiques très importants en Pologne[65].

---

[64] Il est très important de considérer que les disponibilités relatives importantes pour un groupe de produits, en montrant l'originalité du modèle par rapport à la référence occidentale, peuvent pourtant jouer un rôle relativement faible dans le cadre du modèle structurel du pays. Il faut donc toujours considérer les caractéristiques nutritionnelles dans un pays donné selon une double optique: intérieure, avec le MAN structurel et extérieure, par la comparaison avec, par exemple, le MAN.O.

[65] 1978 est la dernière année avant la crise économique en Pologne et 1989 est l'année de la libéralisation des prix des produits alimentaires (lois du 1er août 1989).

Le graphe 2.1. montre le profil nutritionnel de la Pologne en 1961 ; il est caractérisé assez clairement par une remarquable importance des céréales et tubercules par rapport à la base énergétique totale. Par contre la viande et les oeufs ont une influence vraiment limitée . Le résultat est un profil nettement déséquilibré vers la partie haute.

Les graphes 2.2 et 2.3 mettent en évidence le processus d'évolution du MAN structurel polonais : d'abord il faut souligner que les modifications sont presque limitées à la période 1961-1978, alors que pendant la période 1978-1989 le profil demeure à peu près constant. Ces modifications sont représentées par une réduction de l'importance des céréales et une augmentation correspondante de la matière grasse, du sucre, du lait, mais surtout de la viande. Par conséquent le profil devient plus large dans la partie supérieure et moins déséquilibré vers la haut, suite à l'augmentation de l'importance de la viande (VO).

Pour comparer cette évolution avec celle du MAN français pendant la même période nous pouvons voir les graphes 2.4 - 2.6 , qui représentent les profils nutritionnels de la France en 1961-1978-1989. Il faut d'abord noter que la direction évolutive est à peu près la même ; c'est-à-dire raccourcissement et élargissement de la partie supérieure et allongement de la partie inférieure. Mais le profil français est déjà en 1961 plus équilibré (entre partie supérieure et inférieure), que le polonais et il passe de plus en plus vers une forme aplatie (suite à la perte progressive d'importance des céréales) et équilibrée (suite à la croissance de l'importance relative de la viande).

On peut donc conclure que les caractéristiques évolutives du profil agro-nutritionnel polonais sont proches de celles du profil français, mais en partant d'une base moins "évoluée". Si on considère de plus les caractéristiques géographiques, climatiques et agricoles des deux pays, on peut aussi estimer que, même suite au processus de transformation économique polonais, la base nutritionnelle, et donc le profil nutritionnel de ce pays, sera de plus en plus semblable à celle de la France. Une preuve en est, certainement, l'importance relative des groupes LT et MG, qui caractérisent de plus en plus les deux bases nutritionnelles dans la période considérée et qui provoquent une croissance de la surface gauche des profils français et polonais.

On a dit que et le profil polonais et le français se modifient pendant la période 61-78 alors que dans les années 78-89 ils demeurent presque constants. Mais les causes de ces situations apparemment semblables sont différentes. En France il s'agit d'une stabilisation de la consommation alimentaire, y compris au niveau qualitatif, le degré de satiété étant atteint.
Par contre en Pologne il s'agit d'un blocage brutal de la consommation provoqué d'abord par la crise économique et ensuite par la libéralisation des prix. Ces aspects seront pris en considération dans la prochaine partie.

On peut continuer la comparaison de l'évolution des profils nutritionnels polonais et français en voyant leur positionnement par rapport au MAN.O. Dans les graphiques 2.7-2.15 on observe les profils d'orientation de la Pologne et de la France dans les années 1961-1978-1989 [66]. Il est tout de suite très clair que la dynamique du MAN polonais est beaucoup plus forte que celle du MAN français. Cette situation démontre que la disponibilité alimentaire et la tendance de la consommation des biens alimentaires sont très liées à l'environnement socio-économique d'un pays dans un moment donné. En effet, alors qu'en France de 1961 à 1989 on n'a pas assisté à d'importants bouleversements sociaux, en Pologne d'abord la crise économique et ensuite la libéralisation des prix agricoles ont éloigné le MAN des tendances

---

1961 est l'année la plus ancienne pour laquelle on dispose des données FAO sur les bilans alimentaires.

[66] Dans le profil d'orientation la base occidentale (moyenne par groupe de produits = 100) est représentée par un octogone. Si les points représentatifs du modèle considéré sont proches de l'octogone, il possède les caractéristiques du modèle occidental moyen (MAN.O).

du MAN.O, alors qu'il s'en était rapproché pendant la période du développement économique (jusqu'à 1978).

Le MAN d'orientation français n'est jamais très loin du MAN.O ; il se caractérise par une importante disponibilité en viande, matières grasses, lait et fruits et légumes et une relativement faible disponibilité en poisson. Pendant la période analysée on observe une réduction de la disponibilité en céréales et en légumineuses, alors que celle en viande augmente par rapport au MAN.O ; toutes ces modifications du profil, qui par ailleurs ne changent pas beaucoup la forme essentielle, sont un indice d'amélioration des conditions alimentaires du pays, car elles montrent la substitution des calories chères (viande et oeufs) aux calories bon marché (céréales, tubercules et légumineuses).

Le MAN d'orientation polonais passe d'une situation très caractéristique en 1961[67], à un rapprochement très évident au MAN.O en 1978 ; à cette date, en effet, le MAN d'orientation polonais n'est pas très loin du modèle agro-nutritionnel d'orientation français. Mais la situation la plus représentative est celle du MAN polonais en 1989, puisque elle montre un éloignement clair du MAN.O, qui signifie un changement de direction très net de la disponibilité alimentaire polonaise par rapport à la moyenne des pays occidentaux. En effet, si la disponibilité en sucre et légumineuses augmente, la disponibilité en viande et en fruits et légumes diminue nettement ; suite à ces phénomènes, le profil polonais devient moins régulier et "embrasse" la ligne diagonale qui lie LT et SM (les groupes les plus représentatifs par rapport au MAN.O en 1989).

On peut donc conclure que le MAN polonais se rapproche du MAN.O pendant la période du développement économique du pays et s'éloigne quand la situation socio-économique devient difficile (à partir de 1978).

Jusqu'à présent nous avons comparé le MAN polonais au MAN.O afin de pouvoir apprécier les différences entre les disponibilités alimentaires d'un pays de l'ex-COMECON européen et le monde occidental ; mais il peut être également intéressant de replacer le MAN polonais dans le cadre des pays de l'Est européen. Ainsi nous pourrons mettre en évidence les différences à l'intérieur de la zone européenne étudiée dans cette thèse ou, tout au moins, établir des comparaisons entre la situation de l'Est européen et un pays le représentant.

Pour atteindre cet objectif il faut prendre comme modèle d'orientation un modèle construit avec la même méthodologie que celle du MAN.O, et qui, étant constitué par la moyenne des MAN des pays de l'Est, s'appellera MAN.E [68].

Dans les graphes 2.13 - 2.15 on peut observer l'évolution de la position du MAN polonais par rapport au MAN.E dans la période 1961-1989. Le profil nutritionnel polonais se caractérise pour une remarquable disponibilité en lait et sucre (comme par rapport au MAN.O) et en particulier en poisson et fruits de mer. Cette dernière caractéristique, si on rappelle que la disponibilité de la Pologne en poisson par rapport au MAN.O était très basse, montre que dans les pays de l'Est européen on consomme peu de poisson et fruits de mer par rapport aux pays occidentaux.

L'évolution du profil nutritionnel polonais en comparaison avec les autres pays de l'ex-COMECON européen mène à une situation (graphe 2.15) qui n'est pas très différente de celle

---

[67] Où on observe l'importance représentée par CR et surtout MG et LT (déjà mentionnés en parlant des similarités des MAN structurels polonais et français) mais aussi la faible disponibilité en FL, VO, PS et (probablement suite aux habitudes alimentaires) LS.

[68] Les pays qui concourent à la formation du MAN.E sont: Pologne, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie et ex-Allemagne de l'Est.

qui compare le MAN polonais et le MAN.O (graphe 2.9). En effet le positionnement du profil nutritionnel polonais embrasse encore la diagonale LT-SM (qui donc représentent les groupes caractéristiques du MAN polonais par rapport au MAN.E), mais on observe en outre l'importance relative du poisson (PS) dont on a déjà parlé.

Si donc les évolutions du MAN polonais mènent à des profils d'orientation par rapport au MAN.O et au MAN.E pas très différents, on peut conclure que les évolutions du profil agro-nutritionnels occidental et de celui de l'Est européen vont également dans la même direction.

En effet, en envisageant les graphes 2.16-2.18 (où le MAN.E est mis en comparaison avec le MAN.O, qui représente l'octogone) on voit que le profil agro-nutritionnel de l'Europe de l'Est passe d'une situation assez différente par rapport au MAN.O en 1961 (avec une plus grande disponibilité en céréales et matière grasse et une moindre disponibilité en sucre et viande) à une situation beaucoup plus semblable en 1989, caractérisée par la typique faible disponibilité en poisson et par une grande disponibilité en légumineuses, mais avec une égalité de caractéristiques pour ce que concerne tous les autres groupes des produits.

Donc il semble bien que la direction du développement du MAN.O et du MAN.E soit la même, et cela signifie qu'au niveau de la disponibilité moyenne per capita, la base alimentaire des pays développés n'est pas influencée par le système économique (économie de marché ou planification centrale) ; dans la prochaine partie on verra si les différences entre ces deux systèmes économiques ressortent au niveau des modes et de la distribution de la consommation alimentaire parmi des groupes homogènes de population.

CHAPITRE VI

Pologne et pays de l'Est dans le cadre de la typologie agro-nutritionnelle internationale

Pour cerner les similitudes et les différences entre les modèles agro-nutritionnels des pays de l'Est européen et ceux des pays occidentaux considérés, il ne suffit pas de comparer les Modèles Agro-Nutritionnels avec des MAN d'orientation. En effet, à ce stade de l'analyse, le MAN d'un pays peut indiquer des habitudes qui ne correspondent pas à la distribution en pourcentage de la consommation calorique. Par exemple si on compare le MAN polonais avec le MAN.E on observe que le premier se caractérise par rapport au second par une grande disponibilité en poisson et fruits de mer ; mais même si poisson-fruits de mer (PS) constituent un groupe représentatif du MAN polonais (relativement au MAN.E), ils n'ont pas une importance remarquable comme pourcentage de la consommation énergétique dans le MAN de la Pologne.

Donc, pour satisfaire à la fois l'exigence de comparaison entre des MAN différents et le besoin de représenter les MAN selon la réelle importance relative de chaque groupe nutritionnel, il est nécessaire de définir une typologie basée sur la structure nutritionnelle des modèles, qui permet de reconnaître les pays ayant un MAN similaire.

Pour la détermination de cette typologie, seuls sont considérés les produits qui contribuent avec plus de 10% à la disponibilité moyenne par habitant et par jour [69].

Selon une étude de Malassis-Padilla[70], en fonction des caractéristiques des MAN étudiés au niveau mondial, on peut distinguer les quatre combinaisons suivantes de groupes nutritionnels :

1) CR-MG
2) CR-MG-VO
3) CR-MG-VO-SM
4) CR-MG-VO-SM-LT

Ainsi, quatre modèles sont définis, dont les caractéristiques sont déterminées en faisant une moyenne arithmétique des données des pays qui font partie du même groupe.
1) traditionnel agricole
2) méditerranéen
3) européen
4) anglo-saxon

Dans le tableau 2.5 on peut voir l'évolution des Modèles Agro-Nutritionnels (selon cette typologie) des pays de l'Europe de l'Est, de l'Union Soviétique et des pays occidentaux considérés pour la définition du MAN.O dans la période 1961-1989.

D'abord on observe une remarquable différenciation des MAN en 1961 ; cette année-là la Pologne possède un MAN très diversifié par rapport au MAN.E ; en particulier on voit que dans

---

69 On donne ainsi la priorité aux caractéristiques énergétiques plutôt qu'aux quantitatives ; en effet il est possible qu'un produit soit consommé en grande quantité, mais qu'en raison de ses caractéristiques nutritionnelles il n'apporte pas une grande contribution en pourcentage à la quantité totale de calories ingérées. Dans ce cas là il ne sera pas pris en considération.

70 MALASSIS, L. et PADILLA, M. (1986) op. cit. p. 45.

les pays de l'Est se formaient deux niveaux de diversification du MAN : un niveau de bonne diversification, qui comprend la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'ancienne DDR et un niveau de basse diversification, qui comprend la Hongrie et surtout la Bulgarie et la Roumanie. La Pologne possède un MAN proche de l'"européen", mais avec le groupe LT à la place de VO. Les autres pays du niveau diversifié ont un MAN "européen", alors que la Roumanie et la Bulgarie ont un modèle agro-nutritionnel "traditionnel agricole" et la Hongrie, "méditerranéen".

En 1961 les pays qui concourent à la formation du modèle occidental possèdent, à l'exclusion du Japon et de l'Afrique du Sud (MAN traditionnel agricole), un MAN européen ou anglo-saxon.

L'Union Soviétique montre, avec la Roumanie et le Japon, le MAN le moins différencié (représenté seulement par le groupe CR).

Mais surtout il semble très important de souligner qu'en 1961 le MAN.O est "européen" alors que le MAN.E est "traditionnel agricole". Donc les niveaux de différenciation nutritionnelle entre les deux modèles moyens présentent un écart énorme.

En 1970 on observe une remarquable diversification des MAN des pays de l'Europe de l'Est, qui mène aussi le MAN.E à une situation de MAN "européen". En particulier la Pologne demeure dans une situation proche du MAN européen, mais avec le groupe LT à la place de VO, alors que la Hongrie passe d'un modèle méditerranéen à un modèle européen et la Bulgarie, d'un modèle traditionnel agricole à un modèle pseudo-méditerranéen ; la Roumanie enfin demeure dans un modèle traditionnel agricole, mais un peu plus différencié. La Tchécoslovaquie et la DDR demeurent au niveau du MAN européen déjà atteint.

Même l'Union Soviétique diversifie un peu son MAN, mais elle reste encore à un niveau proche du traditionnel agricole (CR-SM).

Par contre, on peut remarquer une dynamique limitée dans la typologie des MAN occidentaux: en effet, si on exclut le Japon (de CR à CR-SM), tous les autres pays ou régions géographiques considérés montrent en 1970 le même MAN qu'en 1961.

En 1980 la Pologne atteint le niveau de diversification du MAN.E, c'est-à-dire le modèle européen. Tous les autres pays de l'ancien COMECON européen demeurent dans le même MAN que lors de la décennie précédente, à l'exclusion de la Roumanie, qui passe au modèle méditerranéen.

L'Union Soviétique passe en dix ans d'un MAN proche du modèle traditionnel agricole à un MAN européen (donc beaucoup plus différencié).

Dans les pays occidentaux on commence à voir un phénomène de "régression de la diversification" relative aux pays qui avaient un MAN anglo-saxon et qui passent au MAN européen : c'est le cas de l'Amérique du Nord. Par contre la France opère le passage dans la direction inverse.

En 1989 on peut d'abord remarquer une dynamique presque absente des modèles agro-nutritionnels ; en effet, dans les pays de l'Est, seule la Bulgarie passe finalement au MAN méditerranéen et dans les pays occidentaux l'Afrique du Sud augmente un peu la diversification du MAN (de CR-SM à CR-SM-MG) et l'Océanie passe du modèle anglo-saxon au MAN européen.

Enfin, il semble bien que la dynamique du MAN des pays de l'Est européen soit beaucoup plus forte que celle des pays occidentaux. De plus cette dynamique est plus évidente jusqu'à 1970, car après les différenciations des MAN évoluent avec plus de lenteur. Mais ce qui semble plus important est la convergence des MAN de tous les pays considérés (et en particulier il faut souligner les exemples du MAN.E et du MAN.O) vers le MAN européen, qui donc semble être le modèle dominant actuellement et le point de référence pour tous les MAN des pays développés.

CHAPITRE VII

Caractéristiques nutritionnelles des MAN polonais et des pays est européens par rapport aux occidentaux

Une autre façon de considérer les similitudes et les différences des modèles agro-nutritionnels des pays considérés peut être d'analyser leur caractéristiques nutritionnelles .

Dans le tableau 2.6. on peut voir la composition en calories et protéines finales et leur pourcentage d'origine animale pour tous les MAN des pays considérés jusqu'ici en 1989.

D'abord on observe que le MAN est-européen est toujours à haut profil énergétique (au dessus de 3500 cal par tête et par jour en excluant la Roumanie: 3155 cal.) par rapport aux pays occidentaux (au dessous de ce chiffre en excluant l'Amérique du Nord: 3653 cal. par tête et par jour).

L'Union Soviétique se pose à un niveau intermédiaire, avec 3371 cal. par tête et par jour.

Dans le cadre des pays de l'ancien COMECON européen, on voit un lien assez évident entre la typologie du MAN et le pourcentage d'énergie d'origine animale disponible ; en effet alors qu'en Bulgarie et en Roumanie (qui ont un MAN méditerranéen) seulement 25% (Bul) et 23%(Rou) des calories totales sont d'origine animale, dans les autres pays (qui ont un MAN européen) le pourcentage s'élève à plus de 33%, jusqu'à 36% en Hongrie.

L'Union Soviétique est encore dans une situation intermédiaire, car, même si son MAN est de type européen, le pourcentage de calories d'origine animale sur le total est de 29.

Pour ce que concerne la disponibilité protéique, les pays de l'Est ne semblent pas être dans une condition d'infériorité par rapport aux occidentaux. En effet la moyenne pour le MAN.E est de 106 g de protéines par tête et par jour, ce qui représente une valeur plus haute que celle de l'Europe (102 g par tête et par jour) et qui n'est pas très éloignée de celle de l'Amérique du Nord (109 g par tête et par jour).

Seule la Roumanie montre une disponibilité protéique plus basse par rapport aux autres pays de l'Est européen (96 g par tête et par jour).

Le pourcentage de protéines d'origine animale se situe autour de 56 % pour tous les pays de l'Est ; cette valeur n'est pas très loin de celle de l'Europe (58), alors que l'Amérique du Nord, l'Océanie et la France, qui ont (France) ou avaient (les deux autres) un MAN anglo-saxon, montrent un pourcentage de protéines d'origine animale sur le total d'environ 66%. A ce propos, on peut remarquer comment la Bulgarie, même si elle possède un MAN "méditerranéen" et même si elle n'a pas une grande disponibilité en produits animaux (seulement 25% des CA sur le total) est capable d'avoir une bonne disponibilité protéique, alors que la Roumanie, qui possède à peu près le même MAN que la Bulgarie n'atteint pas ce but. L'explication peut en être cherchée dans la substitution des protéines d'origine animale (viande, lait, poisson) par d'autres d'origine végétale (légumineuses, céréales). Evidemment la Bulgarie procède à cette substitution (seulement 48% PA) alors que la Roumanie, ne l'adoptant pas (58% PA), demeure dans une situation de faible disponibilité protéique par rapport aux autres pays de l'Est.

L'Union Soviétique montre une disponibilité protéique assez élevée (107 g par tête et par jour) et un pourcentage de protéines d'origine animale de 53, ce qui la rapproche beaucoup des autres pays de l'Est.

Pour préciser davantage encore l'évolution de la consommation alimentaire polonaise selon les caractéristiques nutritionnelles des MAN, il faut revenir au tableau 2.2. On y observe d'abord une augmentation de la ration en calories finales (de 3214 en 1961 à 3505 en 1989) ;

ensuite une substitution des calories animales (+ 27%) aux calories végétales (+1,6% dans la période considérée) ; enfin une croissance de la consommation des produits "riches", comme la viande (+65%), les fruits et légumes (+44%) et le sucre (+53%), alors que les produits "pauvres", comme les céréales et les pommes de terre (-17%), deviennent toujours moins importants.

Donc, la tendance à long terme en Pologne montre une évolution de la consommation alimentaire tout à fait correspondante aux lois générales d'évolution de la consommation en relation avec le développement économique (augmentation de la disponibilité alimentaire moyenne par habitant, substitution des produits d'origine végétale par d'autres d'origine animale)[71].

En conclusion de ce chapitre on peut faire quelques considérations sur la structure nutritionnelle des Modèles Agro-Nutritionnels Est européens par rapport aux MAN occidentaux. D'abord le MAN.E est plus calorique que le MAN.O et il montre une bonne disponibilité protéique.

Ensuite on a vu que les pays de l'Est qui possèdent un MAN de type européen (et parmi eux la Pologne) montrent des caractéristiques nutritionnelles plus proches de celles des pays occidentaux par rapport aux autres pays de l'Est ayant un MAN méditerranéen (Roumanie et Bulgarie).

Enfin, nous pouvons aussi classifier les pays de l'Est (à l'exclusion de l'Union Soviétique) selon leurs caractéristiques nutritionnelles. On obtient ainsi une classification à trois niveaux: dans le premier on trouve la Tchécoslovaquie et l'ancienne Allemagne de l'Est, qui possèdent des valeurs nutritionnelles très élevées (plus de 3.600 calories finales (CF) par tête et par jour, plus de 109 g de protéines totales (PT), plus de 33% en calories animales (CA) et plus de 58% en protéines animales (PA)). Suivent la Pologne et la Hongrie, qui se différencient surtout par un plus bas pourcentage en PA disponibles. Enfin on trouve la Bulgarie et la Roumanie, la première à cause de la faible disponibilité en produits animaux, la deuxième pour un MAN plus "pauvre" par rapport aux caractéristiques nutritionnelles des autres pays de l'Est.

---

71 cf. MALASSIS, L. et PADILLA, M. (1986) op. cit. p. 63 à 68.

CHAPITRE VIII

Quelques considérations finales sur les modèles agro-nutritionnels polonais et des pays de l'Est européen

Arrivant à la fin de cette partie, nous voudrions, en quelques lignes, synthétiser les concepts exprimés jusqu'ici.

La base alimentaire polonaise montre une évolution vers les produits d'origine animale. Cette dynamique est typique des pays en développement économique et représente la substitution progressive des calories et protéines "bon marché" par des calories et protéines "riches" qu'on a déjà observée dans les pays occidentaux. A partir de cette considération, il ne semble donc pas que le régime économique (économie de marché ou bien planification centrale) puisse influencer la dynamique des disponibilités alimentaires d'un pays donné ; à la limite il peut la ralentir.

La structure nutritionnelle de la Pologne se caractérise par une disponibilité élevée en céréales et tubercules, lait et dérivés et sucre (les deux premiers à la baisse et le dernier constant) ; mais les groupes de produits qui ont connu la plus grande dynamique ces dernières années sont MG (matière grasse) et VO (viande et oeufs).

Le MAN polonais se caractérise par rapport au MAN.E par une plus grande disponibilité en poisson, lait et sucre, alors que par rapport au MAN.O il se caractérise par une plus grande disponibilité en lait et sucre, mais par une moindre disponibilité en poisson. On peut en conclure que MAN.E et MAN.O ne sont pas très différents ; c'est ce que nous avons démontré, en mettant évidence que le MAN.E se caractérise par rapport au MAN.O surtout par une plus grande disponibilité en légumineuses et une plus faible disponibilité en poisson[72]. La disponibilité actuelle en tous les autres groupes nutritionnels dans les deux MAN moyens est très comparable.

L'évolution du profil agro-nutritionnel polonais rapporté au MAN.O montre clairement les influences des différentes périodes (développement et crise) historiques sur le MAN. En effet, alors que pendant la période de développement économique le MAN polonais se rapproche du MAN.O, il s'éloigne pendant la période de crise suite à la réduction de la disponibilité en viande et fruits et légumes (produits "riches") et à l'augmentation de la disponibilité en légumineuses (source de protéines bon marché).

Une autre démonstration que l'évolution du MAN n'est pas influencée par le régime économique d'un pays est donnée par la typologie agro-nutritionnelle internationale et par les considérations faites sur les caractéristiques nutritionnelles des MAN, selon lesquelles on voit la tendance des MAN de tous les pays de l'Est comme de l'Ouest vers le MAN de type européen. Il s'agit d'un MAN différencié, caractérisé par un haut profil énergétique et une bonne disponibilité en produits d'origine animale ; ces caractéristiques ne sont pas exprimées au niveau maximal par le modèle européen, mais par le modèle anglo-saxon, abandonné par les pays occidentaux considérés (sauf la France) qui sont passés, il y a une dizaine d'années, au MAN européen. Ce dernier semble donc représenter le modèle agro-nutritionnel dominant actuellement et le point de référence pour les MAN de tous les pays du monde développé.

---

72 Mais il faut aussi se rappeler la faible importance relative de ces groupes de produits dans le MAN structurel. Donc ils n'ont pas beaucoup d'influence sur la ressemblance générale des deux modèles d'orientation.

TABLEAUX FIGURES
DEUXIEME PARTIE

Tab. 2.1.

CLASSIFICATION AGRO-NUTRITIONNELLE DES ALIMENTS

Catégories nutritionnelles	produits agricoles de base	groupes agro-nutrit.
Produits riches en glucides	Sucre et miel	SM
	Céréales Racines et tubercules	CR
	Fruits Légumes	FL
Produits riches en protéines	Légumineuses	LS
	Viandes et abats œufs	VO
	Lait et produits laitiers	LT
	Poisson et fruits de mer	PS
Produits riches en lipides	Huiles et graisses végétales	MG
	Huiles et graisses animales	
Boissons et stimulants	Boissons alcoolisées et non alcoolisées Stimulants (café, thé...) Epices	BS

Source: L.Malassis-M.Padilla, "Economie agro-alimentaire", tome III, "L'économie mondiale", Cujas, Paris, 1986, p.34

Tab. 2.2.

EVOLUTION DE LA BASE AGRO-NUTRITIONNELLE POLONAISE 1961-1989

	Calories P.Cap/Jour	Δ**	Protéines Gr P.Cap/Jour	Δ**	Lipides Gr P.Cap/Jour	Δ**
TOTAL	3214	9,1	94,4	9,2	90,7	39,0
	3505		**103,1**		**126,1**	
Produits végétaux	2278	1,6	51,9	-10,4	15,1	82,8
	2314		**46,5**		**27,6**	
Produits animaux	936	27,2	42,5	33,2	75,6	30,3
	1191		**56,6**		**98,5**	
CR	1402	-17,0	39,9	-12,0	4,9	-16,3
	1164		**35,1**		**4,1**	
SM	324	53,4				
	497,1					
FL	78	43,6	3,2	25,0	0,7	28,6
	112		**4**		**0,9**	
LS	9	166,7	0,6	150,0	0	
	24		**1,5**		**0,1**	
VO	281	64,8	18,9	63,5	22	65,9
	463		**30,9**		**36,5**	
PS	19	57,9	3	60,0	0,6	66,7
	30		**4,8**		**1**	
LT	329	3,6	20	0,0	18,9	14,3
	341		**20**		**21,6**	
MG	381	44,4	0,7	42,9	42,3	44,7
	550		**1**		**61,2**	

Source: élaborations sur FAO: Food Balance Sheets, Rome, années correspondantes

Tab. 2.3.

Disponibilité agro-nutritionnelle pour quelques pays en 1989: importance relative des groupes agro-nutritionnels dans les disponibilités de chaque pays

	CR	SM	LS	FL	LT	MG	VO	PS
Tchécosl.	29,5	11,9	0,3	4,2	7,5	17,3	16,0	0,5
Pologne	33,2	14,2	0,7	3,2	9,7	15,7	13,2	0,9
ex DDR	24,6	11,7	*	4,2	6,9	17,0	16,9	0,7
Bulgarie	39,5	9,8	1,5	5,0	7,4	15,0	12,3	0,4
Roumanie	42,1	9,0	1,2	5,7	6,6	15,8	10,4	0,7
Hongrie	28,9	11,4	1,2	4,5	6,6	20,9	15,3	0,2
France	21,5	10,7	0,5	4,9	11,1	17,9	19,3	1,2
URSS	36,4	13,6	0,5	3,3	7,2	13,9	12,6	2,2
Europe	27,0	10,8	0,8	5,5	8,8	18,3	15,6	1,0
Amérique du N.	20,0	8,8	0,6	4,9	9,7	17,4	19,8	0,8
Océanie	21,7	14,9	0,5	5,4	9,0	14,9	21,5	1,0
Afrique du Sud	52,8	13,7	0,8	2,4	3,7	10,2	8,6	0,7

Tab. 2.4.

Disponibilité agro-nutritionnelle pour quelques pays en 1989: disponibilité énergétique relative (index MAN.O=100)

	CR	SM	LS	FL	LT	MG	VO	PS
Tchécosl.	103,4	118,4	44,2	101,3	115,5	131,0	117,3	28,2
Pologne	112,4	136,1	106,2	47,6	145,4	114,9	93,3	47,0
ex DDR	90,5	121,7	*	108,0	112,1	135,8	129,6	43,9
Bulgarie	141,6	99,8	243,4	124,1	117,6	116,3	92,1	21,9
Roumanie	128,1	77,9	172,6	120,8	88,2	103,8	65,9	32,9
Hongrie	101,8	113,2	194,7	110,0	101,9	158,9	112,1	14,1
France	71,9	101,1	75,2	114,1	164,1	129,3	135,0	67,4
URSS	118,6	125,5	75,2	73,8	104,0	97,5	85,7	114,4
Europe	90,1	101,7	128,3	127,5	129,6	132,0	109,0	54,9
Amérique du N.	70,5	87,5	101,8	119,6	151,3	132,4	145,9	48,6
Océanie	67,8	132,3	66,4	116,7	124,0	100,9	140,3	50,2
Afrique du Sud	159,0	116,7	106,2	49,7	49,0	66,2	54,4	32,9

Source: élaborations sur FAO : Food Balance Sheets, Rome, 1990.
* les données sur LS de l'ex-DDR ne sont pas disponibles

Tab. 2.5. **EVOLUTION DE LA TYPOLOGIE DU MAN DES PAYS EST EUROPEENS ET OCCIDENTAUX**

PAYS	1961	1970	1980	1989
POLOGNE	CR-SM-LT-MG	CR-SM-LT-MG	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO
HONGRIE	CR-MG-VO	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO
TCHECOSL.	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO
BULGARIE	CR-MG	CR-SM-MG	CR-SM-MG	CR-MG-VO
EST ALLEMAGNE	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO
ROUMANIE	CR	CR-MG	CR-MG-VO	CR-MG-VO
MAN.E	**CR-MG**	**CR-SM-MG-VO**	**CR-SM-MG-VO**	**CR-SM-MG-VO**
URSS	CR	CR-SM	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO
NORD AMERIQUE	CR-SM-LT-MG-VO	CR-SM-LT-MG-VO	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO
EUROPE	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO
FRANCE	CR-SM-MG-VO	CR-SM-MG-VO	CR-SM-LT-MG-VO	CR-SM-LT-MG-VO
OCEANIE	CR-SM-LT-MG-VO	CR-SM-LT-MG-VO	CR-SM-LT-MG-VO	CR-SM-MG-VO
JAPON	CR	CR-SM	CR-MG	CR-MG
AFRIQUE DU SUD	CR-SM	CR-SM	CR-SM	CR-SM-MG
MAN.O	**CR-SM-MG-VO**	**CR-SM-MG-VO**	**CR-SM-MG-VO**	**CR-SM-MG-VO**

Source: élaborations sur FAO: Food balance sheets, Rome, 1962-1990

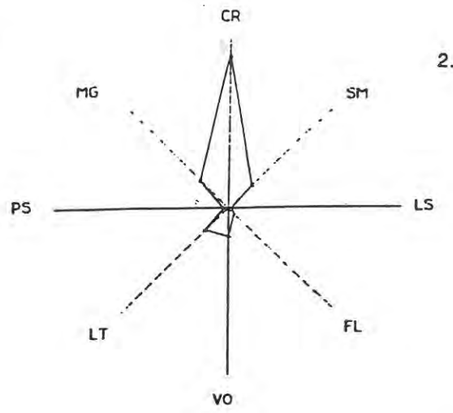
Tab. 2.6.
CARACTERISTIQUES NUTRITIONNELLES DES MODELES AGRO-NUTRITIONNELS EST-EUROPEENS ET OCCIDENTAUX - 1989

PAYS	Principaux produits de base	CF p.cap./jour	%CA	PT g. p. cap./jour	%PA
POLOGNE	CR-SM-MG-VO	3505	34,0	103,1	54,9
HONGRIE	CR-SM-MG-VO	3644	36,4	102,4	53,8
TCHECOSL.	CR-SM-MG-VO	3632	33,4	109,1	58,3
BULGARIE	CR-MG-VO	3707	25,4	111,2	47,7
ex-DDR	CR-SM-MG-VO	3816	35,4	114,2	61,8
ROUMANIE	CR-MG-VO	3155	23,5	96	58,4
URSS	CR-SM-MG-VO	3371	28,7	107,2	53,6
NORD AMERIQUE	CR-SM-MG-VO	3653	33,5	109,9	66,0
EUROPE	CR-SM-MG-VO	3457	33,0	102,7	57,9
FRANCE	CR-SM-LT-MG-VO	3465	40,2	113,2	67,2
OCEANIE	CR-SM-MG-VO	3240	37,7	98,2	67,1
JAPON	CR-MG	2956	21,0	96,2	55,5
AFRIQUE DU SUD	CR-SM-MG	3122	13,6	78,5	36,2

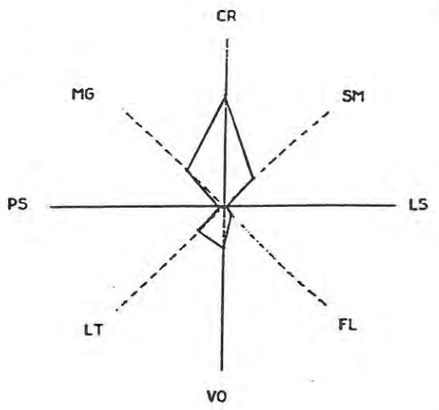
Source: élaborations sur FAO, Food Balance Sheets, Rome, 1991.

GRAPHS.2.1- 2.3. Pologne-Evolution du profil agro-nutritionnel structurel dans la période 1961-1989

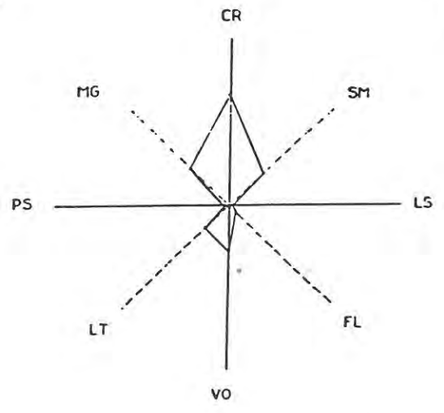
2.1.- 1961



2.2.- 1978

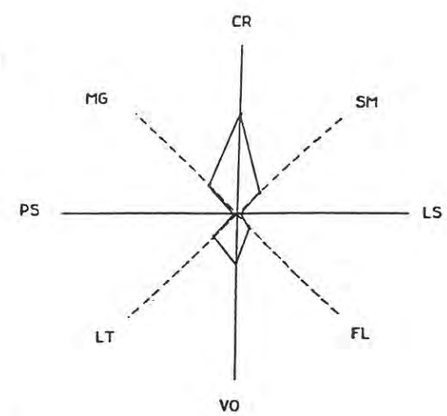


2.3.- 1989

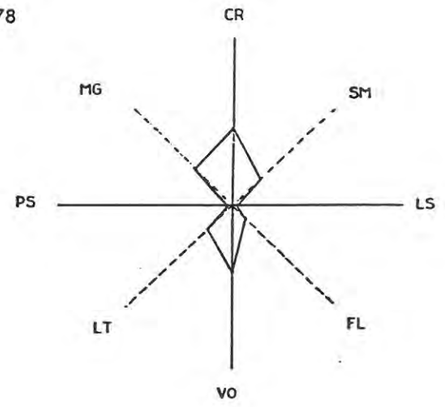


GRAPHS. 2.4-2.6. France-Evolution du profil agro-nutritionnel structurel dans la période 1961-1989

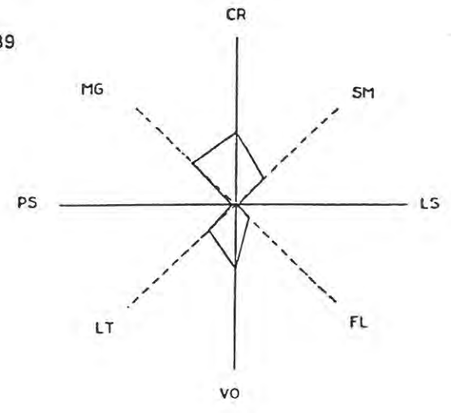
2.4.- 1961



2.5.- 1978



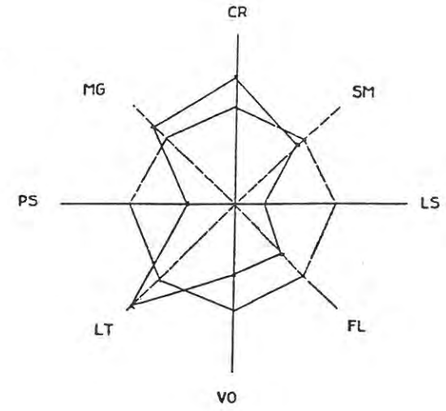
2.6.- 1989



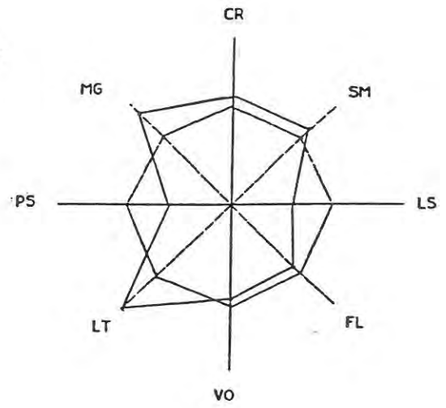
Source: FAO, Food Balance Sheets.

GRAPHES 2.7-2.9 : Pologne : Evolution du profil agro-nutritionnel d'orientation (indices/MAN. o= 100) dans la période 1961-1989

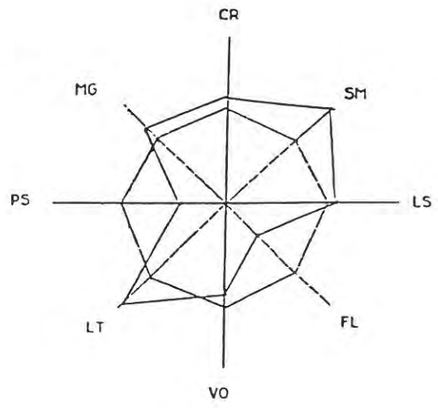
2.7.- 1961



2.8.- 1978

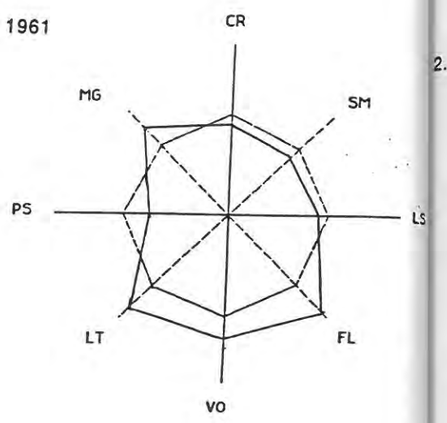


2.9.- 1989

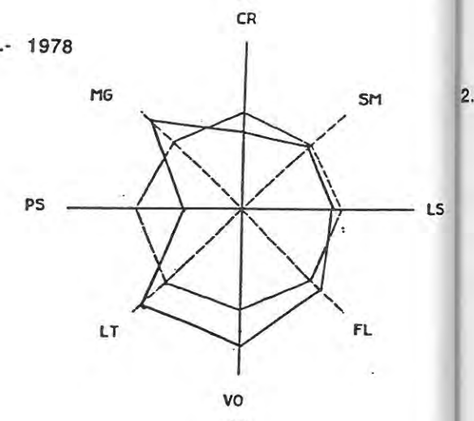


GRAPHES 2.10-2.12 : France-evolution du profil agro-nutritionnel d'orientation (indices/MAN. o= 100) dans la période 1961-1989

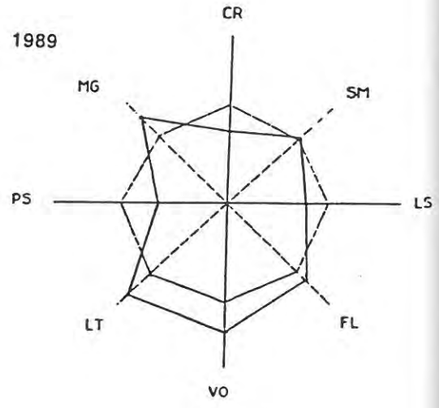
2.10.- 1961



2.11.- 1978



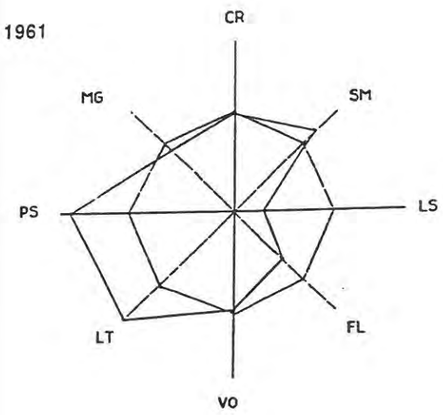
2.12.- 1989



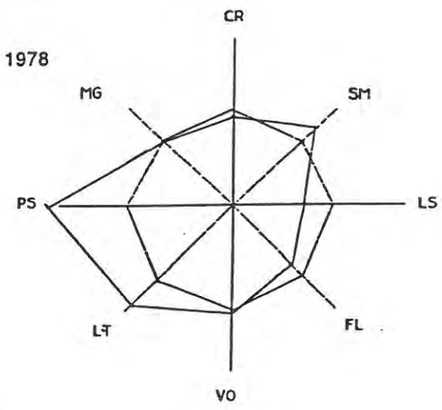
Source: FAO, Food Balance Sheets.

GRAPHS. 2.13-2.15. Pologne- Evolution du profil agro-nutritionnel d'orientation (indices/MAN.E=100) dans la période 1961-1989

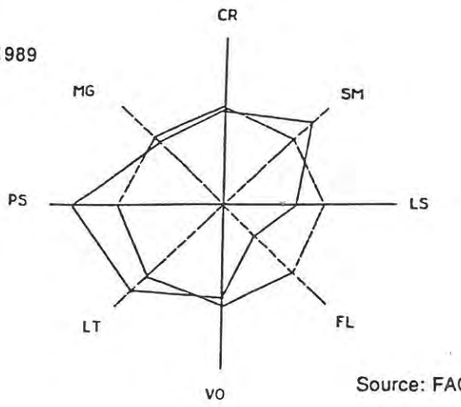
2.13.- 1961



2.14.- 1978

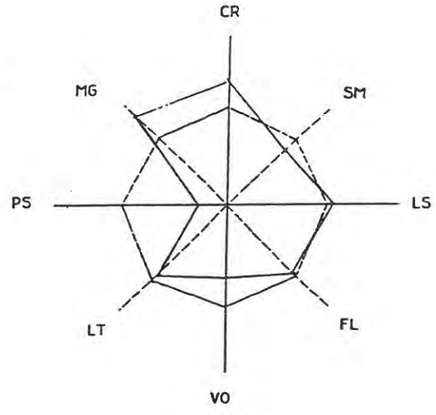


2.15.- 1989

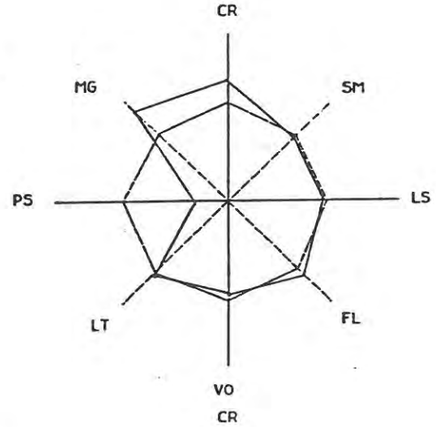


GRAPHS. 2.16-2.18. Evolution du profil agro-nutritionnel d'orientation Est-européen (indices/MAN.O=100) dans la période 1961-1989

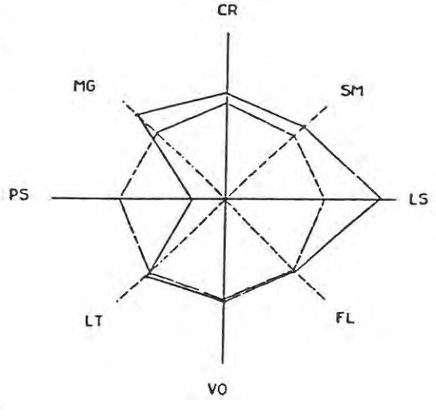
2.16.- 1961



2.17.- 1978



2.18.- 1989



Source: FAO, Food Balance Sheets.

TROISIEME PARTIE

LA CONSOMMATION ALIMENTAIRE EN POLOGNE

CHAPITRE IX

Evolutions de la consommation alimentaire en Pologne

9.1. La consommation alimentaire : quelques notions de base

Dans un système économique traditionnel-agricole, où la consommation vise à atteindre le niveau de subsistance, il n'y a pas nécessité d'une réflexion systématique sur le problème de la consommation. Celle-ci apparaît par contre quand on se retrouve dans une économie moderne, caractérisée par un comportement du consommateur complexe et difficilement prévisible. A cette phase correspond la naissance de la théorie classique, dans laquelle la consommation est considérée comme un moment du processus avec lequel le système poursuit comme but, non plus la production , mais la formation et l'extension du surplus, qui est la différence entre le produit social et ce qui est nécessaire à la production[73].

Si "...le but de la théorie de la demande est la détermination des différents facteurs qui influencent la demande"[74], dans la théorie classique on privilégie le prix et le revenu comme seuls éléments déterminants.

La fonction qui explique donc la demande des biens économiques peut être exprimée de la façon suivante: $D = f(p, R)$, ou D est la quantité demandée d'un bien économique, p est son prix et R est le revenu disponible.

Au consommateur, comme agent qui choisit parmi différents biens disponibles, n'est consacrée aucune partie de l'explication dynamique du système[75].

La théorie néo-classique opère une reformulation intégrale de la science économique, dans laquelle le processus économique a comme finalité explicite la consommation, c'est-à-dire la satisfaction des besoins[76], et la demande est considérée comme déterminée par plusieurs facteurs en même temps (prix du bien, prix des autres biens, revenu et goûts des consommateurs). La fonction de la demande devient ainsi $D = f(px, pyz, R, G)$.

Si le modèle néo-classique déplace l'intérêt de la science économique des classes sociales vers le consommateur individuel, il se base néanmoins sur des postulats qui ne sont pas représentatifs de la réalité : en effet le consommateur n'est pas doué de connaissance parfaite, ni se comporte toujours rationnellement.

Et c'est justement à partir de la révision de la théorie classique et néo-classique que s'introduit la problématique de la consommation alimentaire.

---

[73] cf. ZAMAGNI, S. (1977) "L'analisi neoclassica della domanda: un'esposizione critica", Patron Editore, Bologna, p. 11 et suiv.

[74] KOUTSOYIANNIS, A. (1981) "Microeconomia", Etas libri, Sonzogno, p. 28.

[75] cf. ZAMAGNI, S. (1977) op. cit.

[76] cf. ZAMAGNI, S. (1977) op. cit.

La théorie classique trouve son fondement dans la substitutionalité (et complémentarité) des produits qui satisfont les besoins des consommateurs, et, en effet, dans le secteur alimentaire cette substitutionalité est assez grande et les besoins peuvent être satisfaits par différents produits en proportions variables : pourtant il existe une limite à la substitutionalité nutritionnelle, qui tient compte de la nécessité de satisfaire certains équilibres fondamentaux.

De plus, revenu et prix ne peuvent pas être considérés comme les seuls facteurs qui déterminent la demande alimentaire pas plus que la variété des goûts subjectifs ne peut justifier, à niveau égal de revenu et de prix, un comportement différent de la part des consommateurs[77].

De ces critiques est issue la théorie de Malassis sur la consommation alimentaire, basée sur le concept fondamental que la demande dépend, outre le revenu et le prix, d'un troisième facteur, constitué par deux variables : les conditions objectives de la consommation et le modèle socio-culturel.

En effet la théorie classique et celle néo-classique sont trop simplistes pour expliquer le comportement du consommateur dans un système économique moderne ; le goût, comme explication des échelles subjectives de préférence, masque en fait une faible connaissance de la réalité socio-économique, dans laquelle l'individu agit.

Généralement on constate qu'il y a trois phases évolutives de la consommation alimentaire. De celle caractérisée par la tendance à la saturation énergétique on passe à la phase de substitution des aliments d'origine animale aux aliments végétaux et, enfin, à celle où on achète préférentiellement des produits de qualité, qui font augmenter la dépense totale affectée à la consommation alimentaire mais qui sont bien acceptés par le consommateur, lorsque son revenu s'élève[78].

En considérant les fonctions de la consommation alimentaire, on peut conclure que, s'il existe bien une tendance vers la saturation des besoins énergétiques, il n'existe pas de tendance vers la saturation de la dépense : celle-ci continue au contraire d'être un moyen de différenciation sociale de la consommation alimentaire .

Il faut donc distinguer entre *saturation énergétique* (exprimée en calories), *ou satiété proprement dite, et saturation de la dépense.* (Malassis-Padilla, 1986, p.237).

La principale variable de différenciation et d'évolution de la consommation alimentaire est le pouvoir de consommation. Il représente pour une Unité Socio-Economique de Consommation (désormais USEC) le pouvoir de produire ses aliments ou de les obtenir par l'échange.
Mais l'analyse montre que même dans l'hypothèse de revenus et de prix relatifs identiques, les achats des consommateurs ne sont pas identiques. Il faut prendre en compte un autre facteur (F), qui procède des conditions objectives de la consommation et du modèle socio-culturel.

---

77 cf. MALASSIS, L. et PADILLA, M. (1986) op. cit., p. 234

78 On peut représenter les fonctions de la consommation alimentaire avec le graphe 3.1. (MALASSIS, L. et PADILLA, M. (1986) op. cit. , p. 236), où $\mathbf{S_1}$ est le point de saturation en calories initiales, $\mathbf{S_2}$ représente le point de saturation en calories finales et $\mathbf{d_1}$= DA-DA_k = $q \cdot p - q \cdot p_k$ est le coût de la qualité. La fonction de $\mathbf{d_1}$ est croissante avec le revenu et exprime les satisfactions que le consommateur consent à payer, en plus de la satisfaction de ses besoins énergétiques proprement dits, lorsque son revenu s'élève.

En résumant, on peut donc affirmer que les facteurs qui déterminent les modèles de consommation alimentaire (MCA) sont regroupables en quatre composantes ou variables principales :
- *La capacité d'approvisionnement alimentaire*, qui dépend de la capacité de production et d'importation (capacité d'achat international). Cette capacité détermine, pour une population donnée, les disponibilités moyennes par habitant (MAN) ou champ du possible alimentaire.
- *Le pouvoir de consommation*, qui dépend des rapports de production, et dont la distribution sociale détermine la capacité d'accès des différentes catégories sociales aux disponibilités alimentaires.
- *Les conditions objectives* de la consommation alimentaire, déterminées par l'infrastructure productive.
- *Le modèle culturel*, qui conditionne les comportements alimentaires (Malassis-Padilla, 1986, p. 226).

Dans une société d'économie de marché l'inégalité dans le pouvoir de consommer est la principale cause de différenciation dans la consommation alimentaire.
La distribution du pouvoir d'achat alimentaire dépend de celle des revenus, des impôts et des subventions, des affectations des dépenses, des prix alimentaires (conditions d'approvisionnement). Les distributions sociales de la consommation alimentaire et nutritionnelle peuvent être établies en calories initiales et finales, en nutriments, en vitamines et minéraux, etc.

Dans un environnement économique de planification centrale, où l'Etat détermine et la disponibilité alimentaire (voir le MAN), et les prix et les revenus, il existe malgré tout une diversification dans la distribution du pouvoir de consommation ; cette diversification doit provoquer différents comportements au niveau de la consommation alimentaire.

On peut grouper sur un graphique unique (Graphe 3.2) les différents cas de figure que nous pouvons rencontrer dans la pratique[79] : pauvreté de masse, pauvreté relative, symétrie, abondance relative, consommation de masse (Padilla, 1985, p.17). Le courbes obliques gauches caractérisent plutôt les pays en voie de développement (PVD) et les courbes obliques droites les pays développés (PD).
En suivant l'augmentation du revenu, la tendance d'une société est vers la formation d'une société de satiété, qui se forme au sein de la société de consommation de masse. Deux conditions sont nécessaires pour la formation de la consommation de masse : la croissance de la production et la croissance du pouvoir d'achat (ou du pouvoir de consommer). La société de satiété est caractérisée par la saturation, quasi générale, de la consommation énergétique, qui, comme on l'a déjà montré, ne signifie pas saturation de la dépense alimentaire (Malassis-Padilla, 1986, p.280).

9.2. Evolution et tendances de la consommation alimentaire polonaise

Depuis les années 50 on observe en Pologne une croissance de la consommation alimentaire selon le point de vue calorique (énergétique).
En particulier, en envisageant le graphe 3.3, on voit bien que c'est l'énergie d'origine végétale qui contribue beaucoup plus à la formation du régime alimentaire du polonais moyen.
La quantité totale d'énergie disponible pour chaque polonais passe de 3200 Kcal par jour en 1950 à 3500 Kcal par jour en 1989. L'énergie provenant des produits animaux est aussi croissante pendant la période considérée, et avec un taux de croissance plus élevé que l'énergie totale (voir graphe 3.3) ; elle passe de 800 kcal par tête et par jour à 1300 kcal par tête et par jour.

---

79 En ce cas la distribution de la consommation alimentaire est établie en calories finales.

Donc, bien que la dynamique de la consommation énergétique d'origine animale soit plus marquée que la dynamique de la consommation totale, en 1989 on observe que l'énergie disponible pour le polonais moyen est encore pour 62,85 % d'origine végétale.

Il est très évident que dans la période 1981-1983 la crise économique, et en particulier la crise agricole[80], faisait chuter la consommation alimentaire et donc d'abord la consommation énergétique. Mais cette chute de disponibilité et de consommation alimentaire est envisageable aussi dans chaque produit qui sera analysé ensuite.

En ce qui concerne la dépense des ménages, dans la période 1978-1988, tandis que le pourcentage du revenu affecté à la consommation totale baisse, le pourcentage du revenu affecté à la consommation alimentaire croît (graphes 3.4 et 3.5). Ce comportement sociale manifeste une situation économique générale difficile, caractérisée d'abord par la réduction du revenu disponible pour chaque ménage[81].

L'importance de la consommation alimentaire parmi toutes les dépenses des ménages reste de toute façon très grande, compte tenu qu'en 1989 encore plus de 41% du revenu total est affecté à l'achat de la nourriture[82].

Cette situation donne une grande importance aux prix des denrées alimentaires, qui sont souvent considérés comme une cause générale d'inflation (Malassis-Padilla, 1986, p.256)[83].

La société polonaise, selon la classification basée sur la distribution des calories finales parmi ses habitants (graphe 3.2), est caractérisée en 1988, c'est-à-dire avant la libéralisation des prix alimentaires, par une abondance relative.

Evidemment, compte tenu des difficultés d'approvisionnement et de la situation de pénurie dans laquelle vivait la Pologne pendant la période antérieure au 1er août 1989, il faut envisager des paramètres plus spécifiques[84] afin d'avoir un cadre plus précis de la consommation alimentaire polonaise pendant la crise.

Avant de passer à une définition du modèle de consommation alimentaire polonais, il semble intéressant d'étudier les évolutions à long terme de la consommation moyenne des principaux groupes de produits alimentaires (Graphes 3.6-3.11).

Céréales : la réduction progressive de la consommation de ce produit correspond à la modification du régime alimentaire de la population (graphe 3.6).

---

80 Voir à ce propos l'introduction où l'on parle de la crise économique.

81 Le comportement du consommateur dans un environnement de crise économique sera envisagé ensuite.

82 Précisément 41,5% qui, sur les 80% du revenu dépensé, constituent *51,8%* des dépenses familiales. En Italie (ISTAT, 1986) en 1985 la dépense alimentaire moyenne des ménages représentait *30%* des dépenses totales.

83 Comme on a vu dans l'introduction, en Pologne, comme dans tous les autres pays Est-européens, le contrôle des prix alimentaires a été basé sur l'intervention d'Etat, en particulier avec les subventions. Mais les subventions peuvent elles-mêmes être source d'inflation; et cela est régulièrement arrivé en Pologne pendant la période de crise.

84 Comme on le fera plus loin, avec la détermination du modèle de consommation alimentaire (MCA) et la différenciation de la consommation alimentaire selon les catégories socio-professionelles.

Pommes de terre : il en va de même que pour les céréales, mais cette fois la réduction de la consommation est encore plus évidente. Dans la période 1950-1989 on passe en effet d'une consommation moyenne de pommes de terre de 270 kg par tête et par an (1950) à 140 Kg par tête et par an (taux de -3,33% par an). Néanmoins, on doit considérer que la pomme de terre représente encore aujourd'hui une composante fondamentale dans l'alimentation des polonais, qui sont en même temps les principaux consommateurs et producteurs européens de ce produit.

Sucre : bien qu'on observe, comme pour tous les produits "riches", une claire réduction de la consommation moyenne pendant la période 1980-83, la tendance est évidemment à la hausse. La consommation en 1989 est plus que le double par rapport à celle de 1950 (graphe 3.7).

Fruits et légumes : il s'agit de la catégorie de produits alimentaires caractérisée par la plus évidente alternance de tendance de consommation. Le "trend" est à la hausse pour les deux, mais dans les dix dernières années on observe une réduction dans la consommation des fruits, qui a été évidemment plus sensible à la crise que celle des légumes (graphe 3.8).

Viande et dérivés : la croissance de la consommation de viande en Pologne est très évidente pendant la période 1950-1989. Surtout en 1980 la consommation per capita était plus que le double de celle de 1950 (74 kg contre 36 kg). Mais les énormes importations d'aliments pour l'élevage, ajoutées à la mauvaise campagne de pommes de terre en 1978 étaient à la base de la crise agricole polonaise. Pour cette raison, après cette date on a commencé à réduire la production du bétail pour la viande et la consommation dans les années suivantes est forcément tombée (-3,2 kg par tête chaque année de 1980 à 1985). De 1985 à 1989 la consommation a de nouveau augmenté, mais sans atteindre le niveau des années précédant la crise (graphe 3.9).

Lait : la tendance à la hausse s'arrête au début des années 70, où le niveau de consommation par tête est d'environ 270 l par an. Dans la période de crise on observe une réduction, mais pas très évidente, de la consommation de lait, suivie par une augmentation (jusqu'à environ 280 l par tête et par an) et, enfin une dernière baisse jusqu'à 1989 (graphe 3.10). Selon Rocznik Statystyczny, en 1990 la réduction est beaucoup plus évidente (242 l par tête et par an).

Oeufs : comme pour le lait, la consommation des oeufs suit un "trend" croissant, mais plus marqué jusqu'à la période de crise (on passe d'environ 110 à environ 220 oeufs par tête et par an). Après la crise du début des années '80 on observe une légère hausse, mais ensuite de nouveau la consommation baisse jusqu'à 1989 (graphe 3.10).

Poisson et fruits de mer : en Pologne la consommation de poisson n'est pas très importante et, comme on le verra ensuite, elle est très localisée dans les régions du nord du pays. De toute façon, on observe une augmentation remarquable dans la période 1950-1980, suivie par la baisse provoquée par la crise et, après une hausse conjoncturelle, une nouvelle baisse jusqu'à 1989 (environ 6 kg par tête et par an) (graphe 3.11).

Matières Grasses : c'est le beurre qui montre la plus évidente hausse d'importance dans la consommation des graisses en Pologne pendant la période considérée. Mais c'est aussi le produit dont la consommation baisse le plus à la suite de la crise économique. Il représente, donc, la matière grasse la plus liée au niveau de revenu de la population. La consommation des autres graisses animales est aussi importante et en croissance après la crise. Par contre, les graisses végétales montrent une certaine stagnation de la consommation après les années 80 (graphe 3.14).

La composition des graisses dans l'alimentation du polonais moyen est, de toute façon, constituée beaucoup plus par des produits d'origine animale (65,4 % en 1989) que végétale (34,6 % en 1989) (graphe 3.15), alors que l'alimentation protéique est encore fortement influencée par des produits végétaux (40,06% en 1989) (graphe 3.16).

Energie : L'apport énergétique qui, en 1950, était constitué pour 70% d'hydrates de carbone, en 1989 ne l'est que pour moins de 60% (Graphe 3.12). Par contre on observe une augmentation très évidente de l'apport énergétique des lipides (de 22% à 30%) et peu importante des protéines (de 11% à 13%). Dans le graphe 3.13 on observe même une perte d'importance des céréales et des pommes de terre par rapport aux autres produits riches en hydrates de carbone (sucre et autres).

CHAPITRE X

Le modèle de consommation alimentaire polonais avant la libéralisation des prix agricoles

10.1. La formation du modèle

Il faut souligner que, dans la longue période considérée auparavant (1950-1989), il est nécessaire de créer des périodisations plus spécifiques et indiquant les différentes conditions économiques dans lesquelles la société bougeait.

Dans cette périodisation on peut voir quelles sont les modifications des variables qui conditionnent le modèle de consommation alimentaire (MCA) polonais.

Ici on prend en considération, donc, la première période (1950-1978) au cours de laquelle le pays augmente progressivement son propre PIB et la deuxième (1979-août 1989) qui peut être appelée période de crise, tandis que la troisième (août 1989-1991), qui comprend la libéralisation des prix alimentaires et donc la forte augmentation de ces derniers, sera prise en considération dans l'avant-dernier chapitre de cette partie.

Dans le présent chapitre il n'est question que du MCA polonais global, parce que le différenciations relatives aux régions et aux catégories socio-professionelles, qui jouent un rôle déterminant, seront traitées plus tard.

1950-1978:

En envisageant les variables principales qui caractérisent le MCA polonais jusqu'à la crise des années '80, on peut ainsi tracer leur développement : croissance des disponibilités alimentaires par tête ; croissance du pouvoir de consommer ; changement moyen des conditions objectives de la consommation ; évolution de l'éducation et de l'information, donc du modèle socio-culturel.

Croissance des disponibilités alimentaires par tête.

C'est le résultat de la croissance de la capacité de production de la chaîne alimentaire, à partir de la production agricole primaire[85] et aussi du ralentissement, même peu marqué, de l'expansion démographique.

Le taux de croissance moyen de la population est passé pendant cette période de 1,2 (1955) à 0,7 (1965-75); cela a été accompagné par un allongement de l'espérance de vie, qui, sur la base des données GUS et ONU, est passée de 59,5 (1950)[86] à 71 ans (1978).

---

[85] Pour citer quelques chiffres de l'intensification de l'agriculture et de l'augmentation de la capacité productive du secteur agro-alimentaire polonais on considère que le nombre de tracteurs passe de 28.000 en 1950 à 225.000 en 1970 (+803,5%) ; l'utilisation des engrais minéraux augmente en passant de 18 Kg/ha SAU de NPK en 1950 à 124 Kg/ha en 1970 (+688,8%) [KAMINSKI, W. (1986), op. cit. p. 6-8] ; l'électrification concerne 31,6% des exploitations agricoles en 1955 et 85,7% en 1969 [KOCHANOWICZ, J. (1988) "Etat et paysans: la politique agricole polonaise dans les années 1956-1970", In : "Studi storici", Roma, p. 769] . Dans la période 1971-80 ont été construites environ 250 usines d'industrie alimentaire, répondant aux standard mondiaux de technique, technologie et modernité. [KAMINSKI, W. (1986), op. cit. p.10].

[86] Exactement: 55,6 ans pour les hommes et 62,5 ans pour les femmes en 1948: Annuaire statistique des Nations Unies, 1954, p. 49.

De plus la population vieillit : de 1950 à 1978 la classe 0-4 ans est passée de 12,3% à 9,13% de la population totale ; par contre on constate une relative stabilité de la classe jusqu'à 55 ans et une hausse de celle de 55 à 60 ans[87] (de 3,7 à 5,1%). Le vieillissement de la population constitue un aspect très important car il entraîne une tendance à réduire les besoins énergétiques moyens par habitant (J.-L. Lambert, 1984). En effet, parallèlement à l'augmentation de l'âge, la dépense énergétique diminue, passant de 1.665 calories pour la classe 20-29 ans, à 1.500 calories pour la classe 60-69 ans.

Ainsi, la disponibilité et la consommation en calories finales enregistrées en Pologne augmentent d'une façon constante jusqu'à 1980, passant de 3200 à 3600 Kcal par tête et par jour sans qu'apparaisse une saturation énergétique de la société (graphe 3.3).

Croissance du pouvoir de consommation.

Comme on l'a déjà mentionné, le pouvoir de consommation dans une économie planifiée, telle que la Pologne durant cette période, est déterminé entièrement par l'Etat. En effet les salaires des employés dans le secteur publique, ainsi que les pensions des retraités, sont complètement contrôlés par le gouvernement.

D'autre part, les prix des produits alimentaires, comme ceux des autres articles, sont sous le contrôle public.

La situation n'est pas très différente pour les paysans, car, bien que la propriété de leur fond leur donne l'appellation de "privés", ils produisent à des prix imposés soit pour les moyens de productions, soit pour les produits[88].

C'est donc l'Etat qui décide le niveau du pouvoir de consommation des ménages en Pologne pendant la période de planification centrale.

L'augmentation de la productivité du travail, mais surtout les politiques des prix et des salaires ont fait monter le pouvoir de consommation du polonais moyen pendant la période 1950- 1978 ; Dans le tableau 3.18. on peut observer qu'en 20 ans (1950-1970) le pouvoir d'achat alimentaire augmente de 3,2 fois (pain) jusqu'à 4,65 fois (sucre) pour les produits de base. Ce pouvoir, pas tout à fait réel, car il ne dérivait pas des activités marchandes, mais de l'intervention publique, ainsi que d'autres facteurs qui seront envisagés ensuite, faisait monter la consommation de produits typiques des sociétés développées (par exemple la viande). Or, les importations de céréales pour l'alimentation du bétail de viande seront un des principaux facteurs de la crise qui frappera la Pologne après 1978[89].

Changement moyen des conditions objectives de la consommation.

De 1956 à 1970 la population active dont la principale source de revenu est hors du secteur agricole croît d'environ 4,3 millions (28%), tandis que la population occupée dans l'agriculture diminue de 1,7 millions (environ 15%). Cependant la population qui habite les zones rurales

---

87 GUS statistiques démographiques 1951-1979.

88 En particulier, pour ce que concerne le revenu des paysans, voir WILKIN, J. (1989), op. cit.

89 Le Secrétaire du Poup (Parti ouvrier unifié polonais), W. Gomulka, déjà avant 1970 montrait que la consommation de viande était trop élevée par rapport au revenu national per-capita et que donc la Pologne était encore trop pauvre pour adopter ce type de régime alimentaire (KOCHANOWICZ, J. (1988) op. cit. p.768).

reste à peu près stable. Dans le même temps la population urbaine croît de environ 4,4 millions, c'est-à-dire de plus de 30% [J. Kochanowicz, 1988, p.761] .

Ces grandes modifications de la distribution démographique sont sûrement responsables de remarquables changements dans les conditions de la consommation alimentaire.

L'urbanisation détermine une réduction de l'autoconsommation. La consommation alimentaire du ménage qui habite en ville est en effet complètement basée sur des produits achetés dans les magasins ou dans le supermarché. Normalement l'habitant de la ville dispose d'une plus grande variété de produits, mais il dépend totalement de la campagne pour l'approvisionnement alimentaire[90].

Les conditions de travail et de vie en ville sont généralement moins dures que dans les campagnes, grâce à l'automation et à la mécanisation, une meilleure organisation des transports, une meilleure climatisation des lieux de travail et d'habitation; tout cela implique par exemple une réduction des nécessités énergétiques par tête.

Dans les villes les femmes travaillent normalement hors de la maison. Cela provoque un bouleversement de la structure quotidienne des repas. Le temps affecté à la préparation et à la cuisson des repas est très limité. A midi, le repas est pris sut le lieu de travail, si celui-ci est éloigné de la maison. D'où la tendance à la consommation extra-domestique (p. ex. dans les cantines ou les restaurants des usines[91]) de plats à haut contenu de services. Par conséquent les habitudes alimentaires commencent à changer.

Evolution de l'éducation et de l'information (changement du modèle socio-culturel)

Il semble que, avec l'urbanisation, les attentes de la population relativement au style de vie changent, et cela surtout par rapport à l'amélioration du *standard* de la consommation, et en particulier alimentaire (on veut manger plus de viande, surtout de porc, parce que sa consommation est vue comme un indicateur de promotion sociale)[92].

Enfin, il faut ajouter que la diffusion de l'information concernant les progrès scientifiques et techniques, ainsi que l'information médiatique et l'élévation du niveau d'éducation (phénomènes typiquement liés à l'urbanisation) ont influencé à la fois les modes de consommation et les produits consommés.

1979-1989

Normalement on considère 1979 comme la première année de la crise économique polonaise. Donc la période 1979-1989 (1[er] août)[93] est caractérisée par des changements au niveau social et économique, qui sûrement ont des répercussions sur le modèle de consommation alimentaire.

On cherche ici à envisager la dynamique des variables qui déterminent le MCA pendant cette période.

---

90 Cette considération peut sembler banale, mais souligne une condition qui expliquera des comportements très importants pendant la crise.

91 Naturellement il s'agit de lieux de restauration publics institutionnels, complètement gérés par l'Etat.

92 A ce propos voir KOCHANOWICZ, J. (1988) op. cit. p.761.

93 On rappelle encore que le 1er août 1989 est la date de la libéralisation presque totale des prix alimentaires en Pologne.

Dans les dix ans considérés nous ne pouvons pas observer de modifications particulières au niveau des *conditions objectives de la consommation* ou du *modèle socio-culturel* , car le phénomène d'urbanisation n'est plus très évident comme dans la période précédente[94]. Bien que les deux facteurs cités se modifient pendant cette décennie, ce sont surtout la disponibilité alimentaire et le pouvoir de consommation qui déterminent la dynamique du MCA dans une période de crise.

La disponibilité alimentaire

Elle diminue suite à la réduction de la productivité intérieure[95] et à la coupe drastique des importations agricoles[96], qui avaient fait monter vertigineusement la dette étrangère polonaise.

Dans les graphes 3.6-3.11 on observe, dans les années 79-83, une claire réduction de la disponibilité moyenne par habitant de presque tous les produits alimentaires, et en particulier de la viande, car les importations excessives de fourrage pour le bétail sont parmi les facteurs de la crise.

Mais surtout les difficultés du système de transformation et distribution alimentaire polonais sont à la base de la situation de pénurie qui s'est vérifiée plusieurs fois pendant la crise[97]. Donc, il s'agit plus d'une disponibilité réduite pour le consommateur que générale.

Le pouvoir de consommation

On a déjà dit dans l'introduction que pendant la période de crise le pouvoir d'achat baisse, surtout à cause de l'inflation, qui annule l'augmentation (jusqu'à seize fois) du revenu nominal des polonais[98].

Mais il faut distinguer entre le pouvoir de consommation et le pouvoir de consommation alimentaire. En effet ce dernier ne diminue pas pendant la crise[99], car le contrôle d'Etat sur les prix alimentaires et les augmentations des revenus (notamment ceux des paysans suite aux

---

94 En effet, comme on peut voir aussi dans le tableau introductif (Tab. 1), la population urbaine augmente dans la période 80-89, mais pas avec le même taux de croissance qu'au cours de la décennie précédente. (en 1980 la pop. urbaine représente le 58% de la population totale, alors qu'en 1989 elle atteint 62,8%) [L'etat du monde 1991, Edition la Découverte, Paris].

95 Pour donner une idée de la réduction de l'intensification agricole pendant la crise, on observe que l'utilisation des engrais minéraux passe de 193 Kg NPK/ha SAU en 1979/80 à 175 en 1984/85.

96 Selon Kaminski, "...la limitation drastique de l'importation des fourrages et des céréales au début des années 80 a provoqué une baisse passagère mais grave de la production de la viande, notamment porcine et de volaille". [KAMINSKI, W. (1986) op. cit. p. 9] .

97 PENN, J.B. (1989) op. cit. p. 4.

98 Voir SZUPEJKO, I. (1990) op. cit. p. 3-12.

99 Au contraire il augmente: dans le tableau 3.18. on observe en 1980 (pleine crise) un pouvoir de consommation beaucoup plus élevé qu'en 1970 pour tous les produits considérés.

augmentations des prix agricoles à la production)[100] ont rendu possible une certaine stabilisation du pouvoir de consommation alimentaire des polonais pendant la crise.

10.2. Caractéristiques et dynamique du MCA polonais avant et pendant la crise économique.

10.2.1. Avant la crise

Suite à la dynamique des variables analysées auparavant, le modèle de consommation alimentaire qui se forme en Pologne pendant la période 1950-1978 peut être ainsi considéré : *modèle marchand, à haut profil énergétique, d'abondance relative, à croissante utilisation des produits services et servis, peu internationalisé, à coût social croissant* .

En effet bien que le pouvoir de consommation et sa distribution dans la société soient complètement contrôlés par l'Etat (et donc pas déterminés par des activités marchandes), on doit souligner que le MCA polonais jusqu'à 1978 est *marchand,* car l'approvisionnement des produits alimentaires se détermine par échange dans les magasins.

La consommation moyenne de calories finales est très élevée (environ 3500 kcal/tête/jour en 1978). Donc, nous pouvons conclure que le MCA est *à haut profil énergétique* [101]. De plus, en observant le graphe 3.3, on voit bien que la composition des calories finales est déterminée pour un bon tiers par des calories d'origine animale (en 1978, 36,39%) ; il s'agit d'une consommation de calories relativement "chères", ce qu'on observe dans les pays à plus haut revenu, où on est déjà passé à la substitution progressive des aliments d'origine végétale par des produits d'origine animale (graphe 3.1).

La société polonaise est une société en conditions d'*abondance relative* qui tend à la *consommation de masse* (graphe 3.2) ; en effet la majorité de la population dispose d'une quantité de CF qui, même si elle ne représente pas encore le niveau de saturation[102], rapproche la société de la satiété.

En Pologne *on utilise de plus en plus des produits services et servis* , et c'est une conséquence directe de l'urbanisation progressive et des modifications des conditions objectives de la consommation qui suivent l'urbanisation.

Mais nous ne devons pas oublier qu'en 1980 la population rurale constitue encore 41,8 % de la population totale polonaise[103]. Cette situation détermine une forte permanence d'un MCA "rural", caractérisé par un haut niveau d'autoconsommation et d'auto-production et conservation des produits agro-alimentaires.

Le MCA polonais jusqu'à la crise économique est *peu internationalisé*, parce que l'Etat possède le monopole sur tous les produits alimentaires et donc le consommateur, à cause du prix, n'achète pratiquement que des produits polonais ou d'autres pays du COMECON dans les magasins et les marchés d'Etat. Pour certains produits qui ne sont pas obtenus en

---

100 Voir chapitre 2.

101 Dans la période 1979-1981, on observe dans les pays à revenu plus élevé une consommation en calories finales très proche de la consommation polonaise (et même inférieure) : consommation en Kcal/tête/jour - Etats-Unis : 3606, Japon : 2851, France : 3221, Royaume-Uni : 3174, R.F.A. : 3433, Pays Bas : 3352, Suisse : 3494, Italie : 3622, **Europe : 3407**. [FAO - Production Year Book, Vol. 40.- Roma, 1987].

102 La quantité d'énergie consommée continue à augmenter jusqu'à 1980, ou la crise économique impose une modification du MCA; donc, la réduction de la consommation en CF après cette date n'est pas déterminée par la saturation énergétique de la population.

103 L'état du monde 1991, op. cit. p.160.

Pologne (vin, fruits et légumes), il y a un difficile réseau commercial avec les pays occidentaux, basé sur des accords bilatéraux[104].

Le MCA polonais dans la période 1950-1978 est caractérisé par un *coût social croissant* , provoqué surtout par l'augmentation des subventions à la production et à la transformation, afin de concilier l'objectif des bas prix alimentaires avec celui des revenus satisfaisants par les paysans et les opérateurs du secteur agro-alimentaire[105].

De plus, on a déjà cité l'augmentation exagérée des importations de fourrages pour l'alimentation du bétail, qui a été une des causes de l'endettement extérieur polonais.

Enfin, même l'augmentation de la consommation des produits services et servis transfère des coûts de ménage à l'Etat, qui s'engage à fournir directement au consommateur des services (choix, cuisson, conservation) qui auparavant (et encore, dans les zones rurales) étaient typiques du ménage.

10.2.2. Pendant la crise

On a déjà vu que les variables principales qui provoquent la dynamique du MCA polonais pendant la période de crise sont la disponibilité alimentaire moyenne et surtout celle pour le consommateur, déterminée par l'efficience du système de distribution, et le pouvoir de consommation.

Suite à la modification de ces facteurs, le modèle de consommation alimentaire passe par un état "transitoire", pendant lequel certaines caractéristiques sont bouleversées. Du MCA considéré auparavant on passe donc à un modèle qui peut être appelé : *moins marchand, avec une baisse du profil énergétique, de pénurie alimentaire, avec une baisse dans l'utilisation des produits services et servis, peu internationalisé, à coût social très élevé et de plus en plus croissant.*

En restant toujours dans un environnement d'économie planifiée, le MCA devient *moins marchand,* surtout dans les campagnes, ou le niveau d'autoconsommation augmente.

En outre, en observant le graphe 3.3, on voie bien la forte réduction des disponibilités moyennes en CF dans les premières années de crise (-5,88% de 1980 à 1981) ; la disponibilité augmente ensuite, mais sans atteindre le niveau des années avant la crise. On peut ainsi conclure que le MCA montre une *baisse du profil énergétique.*

La difficulté d'accès à de nombreux produits, le rationnement, la distribution irrégulière des produits aux magasins et les changements constants de prix ont déterminé une situation de *pénurie alimentaire*, laquelle mène à des comportements "irrationnels", comme les stocks dans les ménages[106].

Un autre exemple de réaction de défense des ménages polonais à la crise économique, et donc à la pénurie alimentaire, est représenté par l'effort que les familles font pour être indépendantes du marché, en produisant des biens alimentaires (autoconsommation) et en réduisant l'utilisation des services publiques, en revenant ainsi vers une "... économie naturelle"[107] . Pour cette raison on peut aussi conclure que le MCA polonais pendant la crise est caractérisé par une *baisse dans l'utilisation des produits services et servis* .

Puisque la situation dans les échanges internationaux n'est pas très différente pendant ces dix ans (sauf une réduction drastique des importations, notamment agricoles, suite à

---

104 Voir chapitre 3, note 22 .

105 Bien que la politique des prix et des revenus, au moins en agriculture, ne soit pas très poussée jusqu'à 1970. (voir KOCHANOWICZ, J. (1988) op.cit. , p.77l].

106 SZUPEJKO, I. (1990) op. cit. p. 10.

107 SZUPEJKO, I. (1990) op. cit. p. 9.

l'endettement qui a provoqué aussi la crise)[108], le modèle de consommation polonais demeure *peu internationalisé.*

A partir des années '80 la politique des prix et des revenus a déterminé une grande croissance de la dépense d'Etat relativement au secteur agro-alimentaire[109] ; il faut donc parler d'un MCA *à coût social très élevé et de plus en plus croissant.*

Il semble, de toute façon que, quand la société commence à se développer, dans les pays à économie planifiée le coût social de la consommation et notamment de la consommation alimentaire augmente vertigineusement : il s'agit surtout des subventions et des interventions du gouvernement dans les relations parmi les différents opérateurs du secteur agro-alimentaire. L'Etat cherche à remplacer le marché en réglant les complexes relations dans les filières qui portent le produit alimentaire à la bouche du consommateur. La difficulté de cette tâche augmente de plus en plus au fur et à mesure que croît le niveau de vie de la population, car les exigences deviennent plus dynamiques et les sollicitations aux producteurs toujours plus rapides et complexes. C'est donc face au développement de la société que le système centralisé montre toutes ses limites ; c'est dans une situation proche de la consommation de masse que les relations entre la demande et l'offre alimentaire deviennent incontrôlables et que le coût social de la consommation devient insoutenable.

10.3. Les "stratégies de survie"

En résumant, pour synthétiser les comportements des ménages polonais pendant la période de crise économique, on peut dire que :

a) La quantité du revenu affecté à la consommation baisse (graphe 3.4). Cette situation dérive surtout de l'augmentation de l'autoconsommation, qui réduit la quantité de revenu dépensé pour les produits alimentaires.

b) Pendant les années 78-82, c'est-à-dire jusqu'à la reprise économique et aux interventions d'Etat avec la politique des prix et des revenus, la quantité du revenu affecté à la consommation alimentaire augmente énormément. Après 1984 la part de revenu destiné à la consommation alimentaire baisse, mais en 1988 elle est encore légèrement supérieure par rapport à 1978 (Graphe 3.5).

c) La part de revenu affectée aux autres consommations par conséquent baisse jusqu'à 1982-83 ; ensuite elle augmente, en dépassant aussi, pour certains produits, le niveau de 1978 (Graphe 3.17).

d) Beaucoup de ménages tendent à devenir auto-suffisants par rapport aux produits agro-alimentaires, donc le niveau d'autoconsommation augmente .

e) Beaucoup de personnes essaient de trouver un deuxième travail pendant le temps libre, afin d'augmenter le budget du ménage. On parle de pluri-activité.

Toutes ces manifestations sont représentatives d'une chute évidente et dramatique du niveau de vie des polonais. Il s'agit de réactions de défense à une nouvelle situation socio-économique. Quelques auteurs définissent cet ensemble de comportements comme "effet-

---

108 Les importations totales passent de 16,69 milliards de $ en 1980 à 10,46 milliards de $ en 1989 (- 37,32% !). Les importations agricoles, qui en 1980 représentaient 19,4 % du total, en 1989 représentent seulement 16,8%. [L'etat du monde 1991, Edition la Découverte, Paris, p. 160].

109 Voir note 46.

verrou"[110], c'est-à-dire essai de ralentissement et d'amortissement des impacts de la réduction du niveau des revenus dans la structure des dépenses et donc dans le niveau de vie.

On peut aussi appeler cet ensemble de réactions "stratégies de survie", car la population essaie de maintenir les conditions antérieures à la situation de crise avec des escamotages, des stratégies, qui n'ont rien à voir avec le comportement social observé jusqu'à la crise.

110 SZUPEJKO, I. (1990) op. cit. p. 9.

CHAPITRE XI

Consommation alimentaire et catégories socio-professionnelles

11.1. Les catégories socio-professionnelles comme éléments de différenciation des modèles de consommation alimentaire.

Il est difficile de trouver une classification des strates sociales permettant une représentation aussi synthétique que possible des Modèles de Consommation Alimentaire. La classification par catégories socio-professionnelles a l'avantage, par rapport à celle fondée exclusivement sur le revenu, de tenir compte de certains aspects des conditions objectives de la consommation et des modèles culturels[111].

Le bureau central de statistique polonais (Glowny Urzad Statystyczny-GUS) publie chaque année les budgets des ménages (household budgets), dans lesquels quatre typologies de ménages son considérées : travailleurs, travailleurs-paysans, paysans et retraités.

La terminologie utilisée dérive de la traduction des mots anglais : workers, workers-farmers, farmers, pensioners. Sont considérés *travailleurs* (workers) tous ceux qui travaillent dans le secteur public, c'est-à-dire ouvriers, fonctionnaires, vendeurs, et aussi les paysans qui travaillent dans les exploitations d'Etat (qui représentent une partie très limitée de la population puisque en Pologne 76,5% de la surface agricole est propriété privée, contre seulement 19,5% appartenant à l'Etat et 4% aux Coopératives[112] ; on parle toujours de la situation avant la transition économique, donc avant la privatisation des entreprises ; dans cette période les seuls qui ne travaillent pas dans le secteur public sont les paysans "privés". Les ménages de *travailleurs-paysans* (workers-farmers) sont ceux qui prennent leur revenu du secteur d'Etat aussi bien que du secteur privé (dans l'exploitation agricole). C'est-à-dire ceux qui ont une double activité. Les ménages des *paysans* (farmers) tirent leur revenu exclusivement du secteur agricole privé, donc ils ne sont pas touchés directement par l'Etat dans la formation de leurs revenus (mais indirectement avec les subventions et les politiques des prix) [113]. Les ménages de *retraités* (pensioners) comprennent ceux qui vivent de leur retraite ou bien d'autres pensions d'Etat.

Dans chaque catégorie socio-professionnelle est envisagée la consommation alimentaire par tranche de revenu (jusqu'à 1980 il y avait sept tranches de revenu, alors que depuis onze ans il y en a huit pour chaque catégorie socio-professionnelle).

La consommation alimentaire (en volume : kg, l (lait) ou bien nombre pour les oeufs) dans le ménage comprend les produits achetés, ou ceux obtenus par les ménages (paysans, travailleurs-paysans ou encore toutes les autres catégories, s'il s'agit des produits obtenus dans les petits potagers comme activité secondaire par rapport au travail principal) ou enfin ceux reçus sans rien payer.

Les données sont comptabilisées sur la base de la consommation par tête et par jour, selon les enquêtes sur les budgets des ménages du GUS[114]. Les chiffres ne prennent pas en

111 MALASSIS, L -PADILLA, M. (1986), op. cit., p. 235.

112 GUS, 1987 et Rocznik statystyczny 1988 Warsaw, p. 274.

113 cf. WILKIN, J. (1989) op. cit.

considération la consommation alimentaire hors foyer: (dans les cantines publiques, les restaurants, les bars, etc.).

En considérant la taille moyenne des ménages polonais pendant la période 1978-1988 (tab. 3.7) et en suivant les suggestions des chercheurs polonais sur la consommation des familles[115], on a jugé juste d'envisager comme représentatifs les ménages de travailleurs, travailleurs-paysans, paysans composés de quatre personnes et ceux de retraités composés de deux personnes. Donc dans les analyses suivantes seront considérés non pas tous les ménages, mais seulement ceux avec quatre composantes (trois premières catégories) et ceux avec deux composantes (dernière catégorie).

11.2. Le comportement alimentaire dans les différentes catégories socio-professionnelles pendant la période de crise.

Selon l'opinion de certains auteurs, pendant la crise économique et en particulier dans la période la plus difficile (1979-1983), suite à l'augmentation remarquable des prix des produits agricoles, les paysans deviennent le groupe social le plus fort économiquement, alors que le groupe traditionnellement dominant, celui des travailleurs, reste derrière. De la même façon on observe une certaine promotion économique des travailleurs-paysans, dont le revenu se rapproche de celui des paysans[116].

Cette situation provoque des conséquences fort évidentes sur le comportement alimentaire et donc sur le MCA des groupes sociaux considérés.

En regardant les tableaux 3.1 et 3.2, on observe d'abord une réduction du pourcentage de revenu affecté à la consommation dans toutes les catégories sauf dans celle des retraités. Par contre, dans la première phase de crise (79-83), le pourcentage de revenu affecté à la consommation alimentaire augmente beaucoup, alors qu'après il baisse jusqu'à la phase de libéralisation. De toute façon la quantité de revenu affecté à la consommation alimentaire est très grande pour chaque catégorie socio-professionnelle et "... représente le coût le plus lourd dans le budget des ménages; de plus, si on considère aussi la taille et la tranche de revenu auquel la famille appartient, on observe que dans les ménages les plus nombreux et avec le plus bas revenu, le pourcentage de revenu affecté à la consommation alimentaire atteint et dépasse 70%" [117]. Les retraités sont encore la catégorie qui affecte la plus grande part de revenu à la consommation alimentaire, alors que les travailleurs sont ceux qui montrent une propension à la consommation alimentaire plus petite.

Par conséquent, le revenu affecté à la consommation extra-alimentaire se réduit pendant la crise (tab. 3.3-3.6); notamment dans les villes (travailleurs et retraités) les dépenses pour le logement baissent, alors que dans les ménages des paysans elles augmentent légèrement.

Donc, pour toutes les catégories socio-professionnelles la consommation alimentaire, déjà très importante avant la crise, devient cruciale pendant la crise économique. Mais il faut souligner encore que les groupes des producteurs des biens alimentaires (paysans et

---

114 Pour la méthodologie utilisée par GUS dans les enquêtes sur les budgets de ménages voir la note méthodologique en annexe 1.

115 En particulier pour ce sujet il s'agit de Mme Bozena Gulbicka, chercheur à l'IERiGZ de Varsovie.

116 SZUPEJKO, I. (1990) op. cit. p. 3.

117 Ibidem, p. 6.

travailleurs-paysans) acquièrent un pouvoir de consommation plus élevé pendant ces années par rapport aux travailleurs et aux retraités.

En envisageant la consommation des différents produits alimentaires, on observe tout de suite que la consommation alimentaire par tête est inférieure dans les ménages des travailleurs par rapport à celle des trois autres catégories socio-professionnelles (tab. 3.8). Cette situation est probablement une conséquence de l'auto-consommation dans les ménages des paysans et des travailleurs-paysans d'un coté ; d'un autre coté les retraités manifestent une structure particulière dans leur budget, car ils affectent une partie de leur revenu beaucoup plus importante à la consommation alimentaire, alors qu'ils démontrent une propension réduite à l'achat de chaussures et vêtements ou d'appareils électroménagers[118].

Il faut souligner la tendance négative de la consommation alimentaire dans les ménages des employés, qui ne peuvent pas regagner le niveau de consommation qu'ils avaient avant 1982, en particulier par rapport aux fruits et légumes, à la viande et au lait (tab.3.8). Mais, bien que soit à considérer la situation difficile de ce groupe socio-professionnel pendant la crise, nous ne devons pas oublier le rôle joué dans les villes (où vit la majorité des travailleurs) par les restaurants et les cantines d'Etat, dont la consommation n'est pas comptabilisée par les enquêtes GUS. De plus, les ménages des travailleurs sont les mieux équipés en appareils électroménagers[119], donc, puisque la propension à l'achat de biens non-alimentaires est supérieure à celle des autres groupes socio-professionnels, il semble qu'il s'agit d'un style de vie différent plutôt que d'un niveau inférieur.

Pour ce qui concerne la consommation en calories et en protéines (tab. 3.9)[120], on observe une tendance tout à fait correspondante à celle des biens alimentaires, avec une réduction de la consommation énergétique journalière pendant la crise plus évidente pour les travailleurs (-4,9% en kcal/tête) que pour les travailleurs-paysans (-3,1%) et les paysans (-2,3%), alors qu'on observe une remarquable augmentation parmi les retraités (+17,45%). La consommation protéique journalière reste constante pour les travailleurs, alors qu'elle augmente peu pour les travailleurs-paysans (+1,3% en g/tête) et pour les paysans (+1,1%) ; pour les retraités l'augmentation est beaucoup plus évidente (+8,66%).

Les graphes 3.18-3.29 montrent le niveau de consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires[121] dans les quatre catégories socio-professionnelles selon les tranches de revenu. Les figures sont référées à trois années cruciales de la période de crise: 1978-1982-1988[122].

Les quatre premiers graphes (3.18-3.21) représentent la situation avant la crise (en 1978) ; donc la répartition de la consommation alimentaire parmi les tranches de revenu est celle déterminée par la stratification sociale qui s'est créée suite au développement économique du

---

118 Ibidem, p.7.

119 Ibidem, p. 11.

120 Données référées à la période 1973-1987.

121 Si on regarde les tableaux 1-24 des annexes II, on peut conclure que les six groupes de produits considérés dans les graphes 3.17-3.28 sont les plus représentatifs parmi tous les produits alimentaires qui constituent le régime alimentaire polonais.

122 1978 est la dernière année avant la crise, 1982 est l'année la plus dure par rapport à la disponibilité alimentaire dans le pays, 1988 est la dernière année avant la libéralisation des prix des produits agricoles.

pays. On y observe d'abord une nette subdivision entre deux catégories de produits : d'un coté des produits dont la demande montre une basse élasticité au revenu et qui représentent toujours une grande partie de la consommation alimentaire pour tous les groupes socio-professionnels (il s'agit des *produits de four, des pommes de terre, du lait*) ; d'un autre coté on a des produits dont la demande montre, par contre, une grande élasticité au revenu et qui différencient l'alimentation des différentes tranches de revenu dans chaque groupe socio-professionnel (il s'agit des *fruits, des légumes, de la viande*).

Le graphe 3.18 montre une insaturation de la demande des ménages des travailleurs par rapport aux fruits et légumes et à la viande (la quantité consommée augmente toujours en passant à des tranches de revenu plus élevé, sans montrer de tendance à l'horizontalisation de la courbe qui lie les histogrammes). Le graphe 3.19 montre une tendance moins nette, mais encore évidente à l'insaturation de la demande des travailleurs-paysans par rapport aux produits considérés. Par contre le graphe 3.20 montre clairement qu'en 1978 la consommation par tête de viande et de fruits et légumes dans les ménages les plus riches de paysans n'est pas supérieure à celle des ménages qui appartiennent aux tranches de revenu moyen. Donc on observe une saturation même dans la consommation des biens alimentaires plus "riches". Enfin, le graphe 3.21 montre que parmi les ménages de retraités on arrive à la saturation de la demande de viande et de légumes, mais pas de fruits. Les travailleurs montrent la plus grande variation en pourcentage dans la consommation de légumes (64,39% consommés en plus par la tranche de revenu la plus élevée par rapport à la plus basse) et de fruits (158, 21%), alors que dans la consommation de viande ce sont les ménages de retraités qui montrent la plus grande variabilité (87,30% consommée en plus par la tranche de revenu la plus élevée par rapport à la plus basse).

Dans le graphe 3.30 on peut aussi voir la consommation alimentaire moyenne en 1978 pour chaque catégorie socio-professionnelle. En envisageant les six groupes de produits déjà cités (qui, ici, montrent clairement leur importance par rapport aux autres) on voit une situation tout à fait pareille pour les produits de four et les pommes de terre, dont la consommation en campagne (paysans et travailleurs-paysans) est supérieure à celle de la ville (retraités et travailleurs). Pour le lait la situation est semblable, mais on observe la forte consommation des retraités. Pour la consommation des fruits et légumes et de la viande on observe toujours une prédominance des retraités, alors que les différences parmi les consommations par tête et par jour dans les catégories de paysans, travailleurs-paysans et travailleurs sont de l'ordre de 10 %.

Les graphes 3.22-3.25 montrent la répartition de la consommation alimentaire par tranches de revenu en 1982, donc en pleine crise économique. Il faut se rappeler que durant cette année le pourcentage de revenu affecté à la consommation alimentaire, pour ce qui concerne la période de crise, est le plus élevé dans toutes les catégories socio-professionnelles (tab. 3.2) ; pour cette raison la consommation de certains produits (notamment fruits et légumes, lait et fromage, [tab. 3.8]) augmente par rapport à 1978, alors que la consommation alimentaire en général reste constante ou baisse légèrement au niveau des calories (tab. 3.9) et que certains produits sont moins consommés (notamment la farine, les pommes de terre et la viande [tab. 3.8]).

Dans le graphe 3.22 on observe encore pour les travailleurs, comme en 1978, une tendance à l'insaturation de la demande de viande alors que pour les fruits et légumes la tendance est moins marquée. Le graphe 3.23 montre que pour les travailleurs-paysans seule la consommation de viande continue à croître jusqu'à la dernière tranche de revenu. Le même raisonnement peut être fait pour les paysans (graphe 3.24). Les retraités montrent encore une certaine insaturation dans la consommation de la viande, mais plus faible que les catégories socio-professionnelles précédentes (graphe 3.25). Les travailleurs-paysans montrent la plus grande variation en pourcentage dans la consommation de légumes (55,84% en plus consommé par la tranche de revenu la plus élevée par rapport à la plus basse) et de viande (91,83%), alors que dans la consommation de fruits, ce sont les ménages de travailleurs, comme en 1978, qui montrent la plus grande variabilité (89,04% consommé en plus par la tranche de revenu la plus élevée par rapport à la plus basse).

Dans le graphe 3.31 on observe surtout l'augmentation de l'importance, par rapport aux autres groupes socio-professionnels, de la consommation alimentaire des retraités, notamment eu égard aux fruits et légumes, aux pommes de terre et au lait.

Les graphes 3.26-3.29 montrent la répartition de la consommation alimentaire par tranches de revenu en 1988, donc dans la dernière année avant la libéralisation des prix alimentaires. On observe clairement que dans les villes (travailleurs et retraités) la tendance à l'augmentation de la consommation de viande et de fruits et légumes avec la croissance du revenu est très évidente, alors que dans les campagnes (paysans et travailleurs-paysans) seule la consommation de viande montre une claire tendance à l'augmentation suite à la croissance de la disponibilité du revenu. Les retraités montrent la plus grande variation en pourcentage dans la consommation des légumes (147,44% consommé en plus par la tranche de revenu la plus élevée par rapport à la plus basse), des fruits (236,54%) et de viande (97,88%).

Dans le graphe 3.32 on observe surtout la perte d'importance de la catégorie des travailleurs par rapport aux deux années considérées précédemment ; de plus, les travailleurs-paysans et les paysans augmentent leur consommation suite au phénomène de l'autoconsommation.

Les graphes 3.33-3.36 montrent les variations de la consommation des principaux groupes des produits alimentaires pour les quatre catégories socio-professionnelles dans les trois années considérées. Le trend général, pour chaque produit consiste en une réduction de la consommation en 1982, et une augmentation en 1988 ; donc les histogrammes relatifs à chaque produit ont l'allure suivante : -_-, où le troisième histogramme dépasse le deuxième puisque le niveau de consommation de 1988 est supérieur à celui de 1982. Mais il faut souligner quelques particularités : la consommation des produits de four, de fruits (sauf pour les travailleurs-paysans) de légumes et de lait est, dans toutes les catégories, supérieure en 1982 à celle de 1978. Mais alors que pour le lait et pour les fruits la consommation en 1988 est inférieure à celle de 1982 (pour le lait même à celle de 1978), pour les produits de four on observe la même situation seulement pour les travailleurs et les travailleurs - paysans, et pour les légumes seulement pour les travailleurs.

De plus deux situations sont à remarquer : d'abord les travailleurs n'atteignent pas en 1988 le niveau de consommation de 1978 sauf pour cinq groupes d'aliments : farine, légumes, fromage, poisson et sucre alors que les autres catégories sont beaucoup plus proches en 1988 du niveau de consommation de 1978, (par ex. les paysans atteignent ou dépassent le niveau de 1978 pour : les produits de four,les fruits, les légumes, la viande, le poisson, les graisses (animales, végétales et le beurre), le fromage et le sucre). En deuxième lieu, la consommation de viande, qui baisse beaucoup pour toutes les catégories socio-professionnelles en 1982, en 1988 atteint un niveau plus élevé qu'en 1978 pour les travailleurs-paysans et surtout pour les paysans, alors que pour les retraités et surtout pour les travailleurs elle reste à un niveau inférieur par rapport à la pérode antérieure à la crise.

En conclusion de ce chapitre on peut tracer quelques lignes des différents comportements alimentaires des quatre catégories socio-professionnelles par rapport à la crise économique.

- D'abord on observe une réduction de plus en plus importante de la consommation alimentaire globale des travailleurs par rapport aux autres catégories socio-professionnelles. Cela peut être expliqué par :

a) Le comportement alimentaire des autres catégories socio-professionnelles, c'est-à-dire :
- La possibilité pour les travailleurs-paysans et pour les paysans de recourir à l'autoconsommation, qui, dans un environnement de crise, détermine une forte augmentation de la capacité de consommer des produits alimentaires ;
- La forte propension à la consommation alimentaire des retraités (voir tab.2) qui influe profondément sur la répartition du budget de ce type de ménage.

b) les caractéristiques de ce groupe socio-professionnel, c'est-à-dire :

- La structure typique du ménage est de quatre personnes : père, mère et deux enfants ; cela détermine un besoin nutritionnel par tête inférieur par exemple à celui des retraités, qui sont tous adultes ;
- Les ménages des travailleurs vivent principalement en ville ; cela provoque une tendance à la consommation des repas hors-foyer (cantines, restaurants, qui ne sont pas comptabilisés par GUS) plus importante que chez les travailleurs-paysans et les paysans, qui vivent en campagne ;
- La propension à la consommation alimentaire de ce groupe socio-professionnel est la plus faible (tab. 3.2), tandis qu'ils affectent plus de revenu que les autres catégories à l'achat, par exemple, d'électroménager ;
- Le type de travail que ce groupe exerce en général n'est pas aussi fatiguant physiquement que celui des paysans, de sorte que les exigences nutritionnelles des travailleurs sont inférieures à celles des paysans.

- Les "stratégies de survie" provoquent une substitution d'abord de la consommation alimentaire à l' extra-alimentaire et ensuite une substitution des produits alimentaires "pauvres" : produits de four, farine, céréales, aux "riches" : viande, fruits et légumes. Mais en définitive, il ne semble pas que la disponibilité calorique et protéique globale des quatre catégories socio-professionnelles soit touchée lourdement (la disponibilité des retraités augmente).

- La composition du régime alimentaire polonais est pareille dans toutes les catégories socio-professionnelles : il y a des produits "pauvres", c'est-à-dire avec une demande peu sensible à la disponibilité de revenu des ménages, qui constituent une partie importante de l'alimentation ; il s'agit des produits de four, des pommes de terre, du lait.
De plus, il y a des produits "riches", c'est-à-dire avec une demande très sensible à la disponibilité de revenu des ménages, qui sont moins consommés que les précédents, mais qui, suite à leur prix, constituent probablement la plus grande partie de la dépense alimentaire des ménages ; il s'agit de la viande, des fruits et des légumes.

- La sensibilité de la demande des différents groupes de produits à la disponibilité de revenu varie en fonction du moment considéré avant ou pendant la période de crise.
Avant la crise (1978) dans les villes (travailleurs et retraités) on observe une plus grande sensibilité de la demande des produits "riches" à la disponibilité de revenu, alors que dans les campagnes (travailleurs-paysans et paysans) ce phénomène est moins évident.
Pendant la crise (1982) les stratégies de survie et la pénurie de produits alimentaires (avec les rationnements) réduisent la différence dans la consommation des produits "riches" dans les villes, alors que dans les campagnes la situation reste comme en 1978.
A la fin de la crise (1988) l'autoconsommation des travailleurs-paysans et des paysans provoque une limitation des effets du revenu sur la consommation alimentaire dans les campagnes (le pouvoir de consommation dérive non pas du revenu, mais de la production dans l'exploitation, donc de la disponibilité, des denrées alimentaires). Par contre dans les villes la différente disponibilité de revenu détermine de grosses variations dans la consommation des produits alimentaires "riches".

CHAPITRE XII

Différenciations spatiales de la consommation alimentaire

12.1. Les facteurs de la différenciation

Pour comprendre les différences régionales dans le comportement alimentaire des polonais, il faut d'abord envisager les facteurs humains, sociaux, économiques, qui les provoquent, et parmi eux la localisation de la population.

La Pologne est divisée en 49 voivodies ; elle possède deux grandes agglomérations industrielles (voivodie de Katowice : 3,9 millions d'habitants et voivodie de Varsovie : 2,4 millions d'habitants), et 8 grandes agglomérations de plus d'un million d'habitants, tandis que dans 20 voivodies, surtout agricoles, la population ne dépasse pas 0,5 millions de personnes. Le taux d'urbanisation varie de 91,4% dans la voivodie de Lodz à 25,2% dans la voivodie de Zamosc (pour la moyenne nationale de 60,2%) et la densité de la population par km^2 de 754 personnes dans la voivodie de Lodz à 43 personnes dans la voivodie de Suwalki.

Ces différences sont considérables et il faut ajouter qu'après 1970 elles se sont accentuées. Cela crée des exigences différentes au niveau de l'économie alimentaire des différentes régions du pays.

L'agriculture polonaise n'est pas uniforme dans l'espace, bien au contraire, elle est fortement différenciée. De même, l'industrie agro-alimentaire est concentrée dans les zones les plus urbanisées et industrialisées, même si on a obtenu une grande amélioration de la répartition régionale après 1970, surtout par la construction de nouvelles entreprises dans les régions agricoles de l'Est et du centre de la Pologne.

Les analyses régionales de l'économie alimentaire polonaise montrent que pour aboutir à la modernisation de cette économie il faut toujours tenir compte, dans la politique économique, de la grande différenciation régionale, sur le plan économique, social et autres, de l'agriculture et d'autres parties de l'économie alimentaire et qu'il faut chercher des solutions optimales pour chaque région économique[123].

12.2. Une consommation alimentaire très "régionalisée"

Selon une étude conduite en Pologne en 1990[124], la consommation alimentaire polonaise est caractérisée par une grande régionalisation. Mais il est très intéressant d'observer (cf. tableau 3.10) qu'aussi bien en ville (ménages de travailleurs) qu'à la campagne (ménages de paysans) la variabilité dans la consommation de chaque élément nutritif est inférieure à celle de la consommation des produits alimentaires qui contiennent ces éléments ; de plus, la variabilité dans la consommation d'énergie est encore plus petite. Cela démontre qu'il y a une forte substitution de produits en fonction de la zone de consommation (normalement les biens alimentaires produits dans certaines zones y sont consommés). Cette situation est la

---

123 Tous les concepts et les données sur la différenciation régionale de l'agro-alimentaire polonais reportés jusqu'ici sont pris de KAMINSKI, W. (1986). op. cit. p.15-16.

124 Il s'agit de: ROSIAK, E. (1990) "Différenciation spatiale de la consommation alimentaire en Pologne" Thèse de doctorat à l'Institut d'économie agricole et alimentaire (Instytut Ekonomiki Rolnictwa i Gospodarki Zywnosciowej) - Varsovie.

conséquence d'une capacité de transformation et surtout de distribution des produits alimentaires assez limitée.

En étudiant la carte 3.1 par exemple, on observe une remarquable concentration de la consommation de lait dans la région sud-est du pays, qui représente aussi la zone de production. De plus on voit bien comment ce produit est consommé beaucoup plus dans les ménages de paysans (producteurs) que dans ceux de travailleurs.

Tout à fait inverse est la situation pour ce qui concerne la consommation de poisson (carte 3.2), qui, elle, est localisée dans le nord du pays (zone de pêche) et surtout dans les villes (ménages de travailleurs). La confirmation de la consommation localisée dans les zones de production est évidente, et démontre une fois de plus le manque d'organisation au niveau de la chaîne agro-alimentaire, ou si on veut de la filière, pour la transformation (voire la conservation) et la distribution des produits loin des centres de production. On observe aussi sur cette carte l'évolution négative (dans la période 1975-1985) de la consommation de poisson, notamment dans les villes, suite à la crise économique.

Dans les cartes 3.3 et 3.4 on observe une singulière subdivision du pays pour ce qui concerne la consommation des graisses ; en effet les graisses animales (sauf le beurre, carte 3.3) sont consommées surtout dans la région Est du pays et particulièrement par les paysans, alors que les graisses végétales (margarine, huile végétale) sont plus consommées dans la région Ouest et par les travailleurs.

Une explication peut être cherchée dans la caractéristique principale de ces produits : les graisses animales ne nécessitent pas de transformations, ou elle est très limitée ; elles peuvent donc être consommées directement par leurs producteurs, les paysans. Par contre les graisses végétales sont toujours transformées au niveau industriel ; donc leur consommation est précédée par la phase de transformation, qui est effectuée dans les zones industrielles, où demeurent aussi les industries alimentaires ; pour cette raison la consommation de graisses végétales est concentrée dans les villes et dans la zone la plus industrialisée de la Pologne : la région centre-ouest.

Reste donc confirmée l'idée d'une grande diversification de la consommation alimentaire et d'une forte concentration de la consommation des produits alimentaires dans les zones de production ou environnantes. Cela démontre d'abord une forte diversification des régions, dont certaines sont à haut niveau d'industrialisation et d'urbanisation, alors que d'autres sont complètement agricoles et peuplées par une population rurale. Mais on observe aussi un système agro-alimentaire incapable de transférer les produits loin des centres de production et donc une évidente inefficacité au niveau des filières agro-alimentaires.

CHAPITRE XIII

Répercussions de la phase de transition économique sur la consommation alimentaire

13.1 Note méthodologique

Nous essayerons d'appliquer la même méthodologie que celle utilisée pour la période précédente aux deux dernières années ; toutefois, il faut d'abord souligner que :

- la période est très brève, donc pas représentative pour expliquer des phénomènes sociaux comme ceux relatifs à la consommation alimentaire.
- les statistiques ne permettent pas de couvrir toute la période, mais seulement les années 1989 et 1990, car celles relatives à 1991 naturellement ne sont pas encore disponibles. De plus, comme on sait bien, ces statistiques sont soumises à plusieurs contrôles et corrections dans les années suivant leur publication ; donc, même la fiabilité des chiffres GUS (household budgets) relatifs à 1989 et 1990 peut n'être pas la même que pour les années précédentes.

Il nous semble donc plus utile, afin d'interpréter des modifications dans la consommation alimentaire des polonais, d'utiliser, en plus du GUS, une source d'informations différente. Il s'agit du rapport sur la situation du secteur agro-alimentaire polonais pendant la période de transition économique, présenté au gouvernement de la Pologne en juillet 1990 par une commission formée par des experts de la Banque Mondiale, de la CEE et de la Pologne[125]. En effet, suite aux raisons énumérées ci-dessus, il nous semble plus digne de foi de prendre en considération des chiffres déjà élaborés et commentés par des experts plutôt que des données brutes.

Dans ce chapitre on utilisera donc ces données et élaborations pour la détermination du MCA pendant la phase de transition économique. Par contre on utilisera les données brutes du GUS pour l'analyse des comportements alimentaires par groupes socio-professionnels et par tranches de revenu.

13.2. Le MCA pendant la phase de transition économique

13.2.1. la formation du modèle

Pour ce qui concerne la dynamique des variables qui caractérisent le modèle, il faut faire les mêmes considérations que pour la phase de crise économique. C'est-à-dire que trois ans (1989-1990-1991), même s'ils sont très riches d'événements et de bouleversements socio-économiques, ne sont pas suffisants pour provoquer des modifications remarquables au niveau du *modèle socio-culturel* et des *conditions objectives de la consommation* . En réalité il peut y avoir des conséquences sur le taux d'activité, car les stratégies de survie impliquent souvent le travail d'un plus grand nombre d'individus/ménage pour maintenir le pouvoir d'achat total du ménage, mais on ne dispose pas de données à ce propos. Cela parce que ces deux variables sont surtout liées au phénomène de l'urbanisation, qui n'est pas très évident pendant ces derniers trois ans[126].

---

[125] POLAND-EEC-WORLD BANK MISSION REPORT (1990), op. cit.

[126] Même si on n'a pas de données relatives à la population urbaine dans les années 1990 et 1991, on peut déduire du tableau introductif (tab. 1) que dans la période récente le taux d'urbanisation est toujours plus bas ; on considère donc un niveau d'urbanisation presque

Donc, les facteurs de modification du MCA polonais pendant la période de transition économique sont la *disponibilité alimentaire* et le *pouvoir de consommation.*

Le pouvoir de consommation

Il se réduit d'une façon dramatique ; en effet, en regardant le tableau 3.18, on observe un retour à des conditions de pouvoir d'achat alimentaire peu supérieures à celles de 1950, c'est-à-dire immédiatement après la deuxième guerre mondiale.

Les raisons de cette réduction peuvent être cherchées dans la croissance des prix des produits alimentaires (tab. 3.11) à partir notamment du premier août 1989.

Pendant ce mois en effet les prix alimentaires ont presque doublé (indice août 1989 / juillet 1989 = 180) et cette tendance a continué pendant les sept mois suivants, au point qu'en mars 1990 les prix alimentaires étaient dix-sept fois plus élevés qu'au même mois de 1989. Même si le revenu nominal augmente, en conséquence de la croissance exponentielle des prix et en particulier des prix alimentaires, le revenu réel baisse très nettement pendant la phase de transition économique (tab.3.12). Au I^{er} trimestre 1990 le revenu des paysans et des travailleurs-paysans est presque la moitié par rapport à la fin de l'année 1989, alors que pour les travailleurs et pour les retraités la réduction I^{er} trim. 90-IV^{e} trim 89 est moins évidente que celle I^{er} trim 90-I^{er} trim 89 ; cette dernière était d'un tiers.

Même la structure du revenu nominal se modifie dans toutes les catégories socio-professionnelles (tab. 3.13), montrant une réduction du revenu provenant des activités du travail et une augmentation des aides sociales.

Dans les graphes 3.37 et 3.38 on observe une tendance au déplacement des courbes de la distribution selon le revenu des travailleurs et des retraités vers la droite. Cela signifie une amélioration de la situation "nominale", mais, comme on l'a déjà dit, cela ne suffit pas pour faire front à l'augmentation des prix.

La disponibilité alimentaire

Il faut distinguer entre disponibilité réelle et disponibilité "apparente".

En effet dans les magasins, depuis le 1er août 1989 les produits alimentaires sont présents et assortis et les queues ont disparu. Cela à cause d'abord de la réduction de la demande, provoquée par l'augmentation des prix, et ensuite (pour ce qui concerne l'assortiment) de la plus grande disponibilité de produits étrangers, provoquée par la plus grande ouverture des marchés externes.

Mais cette disponibilité est apparente, puisqu'elle dépend seulement du manque du pouvoir de consommation et donc de la faiblesse "obligée" de la demande.

En réalité la disponibilité a baissé pendant les années de la transition économique, comme le soutient Adamowicz "... pendant 1990 la production intérieure brute se réduit de plus que 18%. Il y a eu une réduction de 22% dans la production industrielle et de 20% dans la production agricole, ainsi qu'une forte réduction des investissements et du commerce international. Notamment les importations ont baissé considérablement"[127].

13.2.2. Caractéristiques du MCA polonais pendant la transition économique

---

constant, ou quand même pas capable d'influencer le modèle socio-culturel et les conditions objectives de la consommation pendant la phase de transition économique.

127 ADAMOWICZ, M. (1991), op. cit.

Suite à la dynamique des variables sociales qui influencent le modèle de consommation alimentaire, on peut dire que le MCA polonais pendant la phase de transition économique est : *de moins en moins marchand, avec une stabilisation du profil énergétique, encore caractérisé par des stratégies de survie, avec une baisse progressive dans l'utilisation des produits services et servis, plus internationalisé, à coût social élevé mais autrement affecté (pour la modernisation du système agro-alimentaire et non plus pour des subventions à la consommation) et qui n'est plus strictement assuré par le pouvoir public* .

En effet la tendance à l'autoconsommation (voir tableau 3.14) augmente remarquablement pendant les années de la transition et même si elle est plus évidente dans les campagnes, dans les villes on observe clairement le phénomène. Cela constitue une des stratégies de survie et détermine une fermeture des ménages par rapport au marché. Pour cette raison le MCA devient *de moins en moins marchand.*

La disponibilité énergétique moyenne totale (CF) ne semble pas se réduire d'une façon très évidente (graphe 3.3), même si on ne peut l'affirmer avec certitude car on ne dispose pas des données 1990-1991. De toute façon dans le tableau 3.15 on observe pour les années 1989-90 une réduction très claire dans la consommation de tous les produits alimentaires sauf les pommes de terre et les légumineuses. Cela signifie que l'on recule vers une consommation de calories "bon marché"[128], afin de maintenir le niveau de consommation en calories finales même dans une situation économique très difficile. On observe quand même un MCA *avec une stabilisation du profil énergétique.*

Les deux comportements considérés (auto-consommation et substitution de produits "riches" par d'autres "bon marché") constituent des stratégies de survie. En effet, même si on n'est plus dans un environnement de pénurie (c'est-à-dire qu'on n'observe pas de manque de biens alimentaires et par conséquent il n'y a plus de queues comme pendant la crise économique) les polonais doivent encore mettre en oeuvre des escamotages afin de maintenir le niveau de consommation alimentaire des années du développement économique. Dans le tableau 3.16 on remarque aussi que le pourcentage de la dépense pour produits alimentaires sur la dépense totale passe d'à peu près 40 en 1989 à plus de 54 en 1990 ; on affecte donc une plus grande part du budget à l'achat de produits alimentaires. Pour cette raison on peut dire que le MCA est *encore caractérisé par des stratégies de survie.*

La réduction du taux d'urbanisation et la tendance à l'auto-consommation même en ville sont sûrement les causes les plus importantes de *la baisse progressive dans l'utilisation des produits services et servis* . Cela détermine un recul du MCA polonais vers un type plus "primitif"[129].

Le MCA polonais pendant la phase de transition économique est *plus internationalisé*, car, bien qu'en général les importations baissent, l'assortiment de produits, même étrangers, augmente suite à l'élimination du système de contrôle central des échanges extérieurs et à une réduction de la majorité des barrières à l'exportation et à l'importation[130].

Enfin le coût social du MCA se réduit suite aux mesures de politique économique adoptées par le gouvernement. En effet un des buts principaux de la politique monétaire qui a mené à la

---

128 La substitution des calories "bon marché" aux calories "chères" est exactement l'inverse de ce qui se passe dans les sociétés développées.

129 Caractérisé par la consommation de produits simples, moins élaborés ou non élaborés, auto-consommés.

130 Voir paragraphe 3.2.

transition économique polonaise était justement la réduction du coût social du secteur agro-alimentaire. La levée des subventions à la production et à la transformation, et la conséquente libéralisation des prix alimentaires, ont provoqué une réduction du coût social du MCA polonais. Mais il faut aussi se rappeler de l'insuffisance du système de production, transformation et distribution, qui caractérise le secteur agro-alimentaire polonais. Si on veut créer les bases pour un secteur agro-alimentaire moderne, de nouveaux investissements et de nouvelles stratégies sont nécessaires. Mais les investissements et les stratégies coûtent; pour cette raison on dit que le coût social change sa direction, mais reste toujours élevé. Le MCA polonais pendant la phase de transition économique est *à coût social élevé mais autrement affecté (pour la modernisation du système agro-alimentaire et non plus pour des subventions à la consommation) et qui n'est plus strictement assuré par le pouvoir public* .

13.3. Le comportement alimentaire dans les différentes catégories socio-professionnelles pendant la phase de transition économique.

En regardant encore les tableaux 3.1 et 3.2 on observe qu'en 1989 (ce type de données relatives aux années 1990 et 1991 ne sont pas encore disponibles) la propension moyenne à la consommation diminue légèrement (peut être pour une augmentation de l'autoconsommation) pour les catégories des travailleurs et travailleurs-paysans, alors qu'elle augmente un peu pour les paysans et pour les retraités. Par contre la propension à la consommation alimentaire augmente dans toutes les catégories socio-professionnelles, même si elle est plus évidente dans les villes (travailleurs et retraités).

L'augmentation de la dépense alimentaire dans toutes les catégories socio-professionnelles est bien sûr une conséquence de la grande croissance des prix, car, comme on l'observe dans le tableau 3.17, les changements de la consommation effective des principaux produits alimentaires en 1990 par rapport à 1989 sont négatifs pour toutes les catégories. Seuls le pain (travailleurs et retraités), les pommes de terre (travailleurs, retraités et paysans) et le lait (travailleurs-paysans, paysans et retraités) montrent des dynamiques positives, car, comme on l'a déjà souligné, ils sont pour les polonais des produits "pauvres", c'est-à-dire dont la demande est inversement proportionnelle au revenu, ou, si on veut, au pouvoir d'achat ; et dans cette situation de pouvoir d'achat très réduit, ils deviennent des produits avec une demande à la hausse[131].

Plus spécifiquement dans toutes les catégories, mais notamment dans les ménages de travailleurs (avec ou sans revenu additionnel de l'exploitation agricole), on peut observer une réduction de la consommation en volume dans la majorité des produits alimentaires. La plus évidente réduction concerne le sucre et le poisson. Les travailleurs réduisent leur consommation de lait, alors que tous les autres groupes l'augmentent. Il semble, de toute façon que les groupes les plus protégés au niveau de la consommation alimentaire soient ceux qui ont la possibilité d'auto-consommer, notamment les paysans ; en effet la consommation en lait, farine, pommes de terre et viande augmente dans cette catégorie. Même les retraités montrent une certaine stabilité dans la consommation des principaux produits alimentaires pendant la transition, mais cette situation peut être déterminée par de fortes stratégies de survie, comme on l'a déjà vu dans cette catégorie pendant la période de crise économique (par exemple la presque totalité du revenu est affectée à la consommation alimentaire).

Dans les graphes 3.39-3.46 on peut voir le comportement alimentaire des différentes catégories socio-professionnelles en fonction du revenu disponible en 1989 et en 1990. En

---

131 On retrouve là "l'effet Giffen", c'est-à-dire que la consommation d'un produit peut croître même si son prix augmente beaucoup, si son prix relatif aux autres produits croît moins rapidement.

synthétisant, on observe qu'en 1989 dans les villes (travailleurs et retraités) la sensibilité au revenu de la consommation des produits "riches" est plus évidente que dans les campagnes (travailleurs-paysans et surtout paysans). Par contre en 1990 cette différence n'est pas très nette. Il n'est pas facile de trouver une explication pour cette situation, mais peut être que, la situation de difficulté économique se prolongeant, l'auto-consommation n'est plus suffisante à cacher les effets "revenu" dans les catégories qui utilisent cette stratégie de survie comme moyen principal contre la réduction du pouvoir de consommation. Donc l'effet revenu se manifeste et la consommation des produits "riches" dépend de plus en plus de la disponibilité de revenu même dans les campagnes.

Dans les graphes 3.47-3.48 on voit que la situation de la consommation alimentaire dans les groupes socio-professionnels n'est pas très différente par rapport à 1988, c'est-à-dire avant la transition économique. Les travailleurs sont toujours la catégorie avec le plus bas niveau de consommation, alors que paysans et retraités ont les niveaux les plus élevés.

Dans les graphes 3.49-3.52 on observe la dynamique de la consommation des principaux produits alimentaires en 1988-1989-1990 pour chaque catégorie socio-professionnelle. Les travailleurs confirment leur position désavantagée par rapport aux autres, car ils montrent une baisse assez évidente dans la consommation de viande, légumes (produits riches), mais aussi de lait et sucre, et une augmentation dans la consommation de pommes de terre et produits de four (produits pauvres). Tous les autres groupes montrent des modifications de la consommation alimentaire pas très évidentes, et en particulier il semble que le comportement des groupes qui peuvent auto-consommer (paysans et travailleurs-paysans) soit le plus stable.

CHAPITRE XIV

Quelques considérations finales sur le modèle de consommation alimentaire en Pologne

Pour terminer cette troisième partie nous allons dégager les résultats essentiels obtenus jusqu'ici.

D'abord il faut souligner que pendant la période 1950-1978 (avant la crise économique) l'évolution de la consommation alimentaire en Pologne n'est pas très différente de celle des pays de l'ouest européen et des autres pays économiquement développés ; en effet la consommation des produits "riches" augmente, aboutissant à des niveaux proches de ceux des pays occidentaux, alors que celle des produits "pauvres" demeure constante ou baisse.

L'évolution des variables de la consommation alimentaire (disponibilité alimentaire, pouvoir de consommation, conditions objectives de la consommation, modèles culturels) détermine une modification du MCA, notamment de ceux de la période de crise et de la phase de transition économique.

En particulier, pendant la crise économique apparaissent des comportements alimentaires et de consommation en général, qui peuvent être classifiés comme "stratégies de survie", car leur but consiste à maintenir les conditions de consommation précédant la crise.

Le comportement alimentaire varie beaucoup en fonction des catégories socio-professionnelles et en fonction du pouvoir de consommation ; plus spécifiquement les travailleurs montrent une chute de la consommation alimentaire pendant la crise, chute non constatée dans les autres catégories.

Dans le cadre de la même catégorie socio-professionnelle on observe une nette tendance à la croissance de la consommation des biens "riches" en relation avec le revenu.

La composition de base du régime alimentaire polonais demeure, de toute façon, généralement identique dans chaque groupe socio-professionnel et pour chaque tranche de revenu ; en effet, on observe une forte composante représentée par des produits à demande rigide (produits de four, pommes de terre, lait) et une composante croissante, le revenu augmentant, de produits à demande élastique (fruits, légumes et viande) ; Tous les autres biens alimentaires constituent une partie moins importante de la consommation polonaise.

La sensibilité de la demande de chaque produit alimentaire au revenu est différente selon la période considérée ; la période de crise bouleverse donc le niveau d'élasticité au revenu à l'intérieur de chaque groupe socio-professionnel.

On observe une forte différenciation spatiale du MCA polonais, qui peut être expliquée soit par la grande diversité socio-économique des régions polonaises, soit, pour ce qui concerne la différenciation régionale des produits consommés, par une inefficacité du système agro-alimentaire, surtout au niveau de la transformation et de la distribution.

Suite aux mesures prises par l'Etat en 1989 et en particulier suite à la loi du 1er août 1989 qui a provoqué la libéralisation presque totale des prix des produits alimentaires à la consommation, le comportement alimentaire des polonais change encore ; la population voit son pouvoir d'achat alimentaire réduit d'un jour à l'autre de 20% et même de 30-35% (selon les statistiques, le pouvoir d'achat alimentaire diminue de 50% et même plus). Cette situation provoque une reprise des stratégies de survie, c'est-à-dire surtout : croissance de la propension à la consommation alimentaire, substitution de produits "riches" par des produits "pauvres", auto-consommation.

La consommation calorique totale (CF) ne semble pas changer beaucoup pendant cette phase, même grâce à ce type d' "effet verrou", pareil à celui de la période de crise, mais le MCA montre d'évidentes modifications par rapport à la période antérieure à la transition économique. En effet cette fois il n'y a pas de pénurie, car les produits sont disponibles dans les magasins, mais leur achat devient presque impossible à cause des prix non subventionnés.

Dans cet environnement il semble encore que les travailleurs soient la catégorie la plus désavantagée, et que, d'une façon générale, dans les villes la situation alimentaire soit plus difficile que dans les campagnes, où la possibilité d'autoconsommer permet une certaine protection contre la difficulté générale d'approvisionnement.

Enfin, il semble bien que la dynamique du MCA polonais soit caractérisée par la périodisation envisagée jusqu'à ici, c'est-à-dire : croissance économique (1950-1978), crise économique (1978-1983) et reprise suite aux interventions de l'Etat (1983-1er août 1989), libéralisation des prix alimentaires et phase de transition économique (1er août 1989-1991). Cela confirme l'affirmation de Malassis, selon laquelle le comportement alimentaire est profondément lié aux conditions socio-économiques qui constituent l'environnement social d'une communauté.

La différenciation temporelle, régionale et sociale des MCA expliquent la complexité des comportements alimentaires en Pologne, que nous avons cherché à analyser le plus en profondeur possible.

Les résultats obtenus sont à considérer non pas comme un point d'arrivée, mais comme le départ pour d'autres études comparées sur la consommation alimentaire dans les pays en transition économique.

TABLEAUX FIGURES

TROISIEME PARTIE

Tab. 3.1.
Pologne-% revenu affecté à la consommation

	1978	1980	1982	1985	1988	1989
Travailleurs	98	98	97	89	83	80
Travailleurs-Paysans	96	96	96	80	70	69
Paysans	98	94	94	85	73	78
Retraités	98	99	99	_	94	98

Source: GUS, Roczniki Statystyczne 1979-1990

Tab. 3.2.
Pologne-% revenu affecté à la consommation alimentaire (alcool exc.)

	1978	1980	1982	1985	1988	1989
Travailleurs	36	36	47	47	38	46
Travailleurs-Paysans	40	39	46	49	41	47
Paysans	39	40	48	49	39	45
Retraités	50	50	58	55	48	59

Source: GUS, Roczniki Statystyczne 1979-1990

Tab. 3.3.
Pologne- % revenu affecté à la consommation extra-alimentaire

Travailleurs

	1978	1980	1982	1985	1988	1989
Vêtements et chaussures	14	15	12	14	15	17
Dépenses pour la maison	16	15	12	11	13	11
Santé et hygiène	3	4	3	3	3	3
Culture et éducation	10	10	9	10	11	10
Autres consommations	21	20	17	15	20	13

Source: GUS, Roczniki Statystyczne 1979-1990

Tab. 3.4.
Pologne- % revenu affecté à la consommation extra-alimentaire

Travailleurs-Paysans

	1978	1980	1982	1985	1988	1989
Vêtements et chaussures	15	15	11	14	15	18
Dépenses pour la maison	15	15	14	14	16	14
Santé et hygiène	2	2	2	2	2	2
Culture et éducation	5	5	4	5	6	5
Autres consommations	23	24	23	16	20	14

Source: GUS, Roczniki Statystyczne 1979-1990

Tab. 3.5.
Pologne- % revenu affecté à la consommation extra-alimentaire

Paysans

	1978	1980	1982	1985	1988	1989
Vêtements et chaussures	13	13	11	13	14	15
Dépenses pour la maison	14	13	13	15	17	17
Santé et hygiène	2	2	2	2	2	2
Culture et éducation	4	4	4	4	5	6
Autres consommations	28	28	22	17	23	15

Source: GUS, Roczniki Statystyczne 1979-1990

Tab. 3.6.
Pologne- % revenu affecté à la consommation extra-alimentaire

	Retraités					
	1978	1980	1982	1985	1988	1989
Vêtements et chaussures	11	11	7	10	11	12
Dépenses pour la maison	16	16	12	10	17	8
Santé et hygiène	4	5	3	3	4	3
Culture et éducation	7	7	5	6	7	6
Autres consommations	12	11	15	16	13	12

Source: GUS, Roczniki Statystyczne 1979-1990

Tab. 3.7. **Pologne-numéro moyen des composants du ménage**

	1973	1980	1982	1985	1989	moyenne
Travailleurs	3,51	3,46	3,45	3,50	3,49	3,5
Travailleurs-Paysans	4,63	4,56	4,45	4,59	4,46	4,5
Paysans	3,57	3,69	3,63	3,69	3,61	3,6
Retraités	1,73	1,78	1,72	1,87	1,83	1,8

Source: GUS, Roczniki Statystyczne 1979-1990

Tab.3.8. **Pologne-consommation alimentaire des ménages (kg ou litres)**

	1978	1980	1982	1985	1988	1989
Travailleurs						
Farine	13	14,1	12,2	11,5	14,2	13,7
Pommes de terre	109	104	108	95	96	96
fruits-légumes	111	104,5	114,3	104,5	102,1	96,7
Viande et dérivés	65	65,7	53,7	55	58	60
Lait	114	115	119	101	91	87
Fromage	9	10	10,2	11	11,5	11
Travailleurs-Paysans						
Farine	27	21,4	20,6	20,5	25	25,1
Pommes de terre	141	124	118	116	115	116
fruits-légumes	91	91,9	104,5	104	106,9	102
Viande et dérivés	53	54,8	50,8	58,2	62,5	65,4
Lait	149	144	156	140	128	128
Fromage	10	11,5	10,7	12,2	11,8	11,8
Paysans						
Farine	31	29,7	25,5	26,6	30,7	29,8
Pommes de terre	151	127	121	120	122	125
fruits-légumes	100	97,8	109,3	118,5	122,7	118,7
Viande et dérivés	63	63,6	58,1	69,8	78	79,9
Lait	173	173	172	165	153	153
Fromage	11	12,2	11,7	13,4	12,5	12,2
Retraités						
Farine	19	20,7	14,3	18,6	24,8	24,7
Pommes de terre	131	121	121	143	145	150
fruits-légumes	127	129,1	142	140,5	147,5	132,5
Viande et dérivés	71	73,6	53,8	59	66,2	68,4
Lait	162	162	172	152	144	140
Fromage	13	13,5	13,3	15,5	17,3	16,2

Source: GUS, Roczniki Statystyczne 1979-1990

Tab. 3.9. **Pologne-consommation des éléments nutritionnels par tête et par jour***

	Unité	1973	1980	1981	1982	1987	1989
Travailleurs							
Energie	Kcal	2751	2972	2812	2779	2616	2542
Protéines	g	72	80	79	75	72	69
.....animales	g	43	51	48	45	45	44
.....végétales	g	29	29	31	30	27	25
Pourcen. animal	%	59,7	63,8	60,8	60	62,5	63,8
Graisses	g	111	129	116	111	110	108
Hydrates de carbone	g	365	371	363	368	334	320
Travailleurs-Paysans							
Energie	Kcal	2965	2958	2757	2845	2871	2848
Protéines	g	75	80	78	78	76	77
.....animales	g	39	47	45	45	45	46
.....végétales	g	36	33	33	33	31	31
Pourcen. animal.	%	54,2	58,8	57,7	57,7	59,2	59,7
Graisses	g	102	115	105	106	111	112
Hydrates de carbone	g	437	400	375	394	391	382
Paysans							
Energie	Kcal	3325	3231	2990	3039	3246	3224
Protéines	g	85	88	86	84	86	88
.....animales	g	45	53	51	49	52	54
.....végétales	g	40	35	35	35	34	34
Pourcen. animal	%	52,9	60,2	59,3	58,3	60,5	61,4
Graisses	g	118	131	117	117	128	129
Hydrates de carbone	g	482	426	400	413	435	426
Retraités							
Energie	Kcal	2825	3396	3118	3019	3318	3325
Protéines	g	75	96	93	87	89	89
.....animales	g	44	60	57	53	54	54
.....végétales	g	31	36	36	34	35	35
Pourcen. animal	%	58,7	62,5	61,3	60,9	61,4	60,8
Graisses	g	114	146	127	116	132	134
Hydrates de carbone	g	375	425	402	406	442	439

Source: GUS, Roczniki Statystyczne 1979-1990
* consommation brute, sans pertes de préparation des plats

Tab. 3.10.

Variabilité des éléments nutritifs et de l'énergie dans la consommation des principaux produits alimentaires en Pologne -1985.

Ménages de travailleurs				Ménages de paysans			
Produit		Catégorie d'élém. nutrit.		Produit		Catégorie d'élém. nutrit.	
	V% (1)		V% (1)		V% (1)		V% (1)
Viande	10,3	Protéines animales	6,8	Viande	19,3	Protéines animales	12
Lait	9			Lait	23,6		
Poisson	28,4			Poisson	45,1		
Oeufs	9,2			Oeufs	17,8		
Graisses anim.	35,3	Graisses ensemble	7,1	Graisses anim.	51,1	Graisses ensemble	12,4
Beurre	14,8			Beurre	37,7		
Graisses végét.	33,4			Graisses végét.	29,9		
Céréales	7,8	Hydrates de c.	5,5	Céréales	9,7	Hydrates de c.	8,1
Sucre	4,3			Sucre	18		
Pommes de terre	16,5			Pommes de terre	15,9		
		Energie	5,3			Energie	8

(1) - coefficient de variabilité

Source: Rosiak, E "Différenciation spatiale de la consommation alimentaire en Pologne)- Thèse de doctorat, Varsovie, 1990.

TAB. 3.11

POLOGNE-INDICE DES PRIX MENSUELS A LA CONSOMMATION: janvier 1988-avril 1990

		janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	jan./dec.
INDICE DES PRIX A LA CONS.														
Année précédente-100	1988	128,4	138,2	143,2	146,0	147,9	149,4	150,9	152,2	153,6	155,4	157,6	160,2	160,2
	1989	183,2	176,2	175,5	176,1	178,2	180,7	184,4	198,1	219,6	258,1	300,3	344,1	344,1
	1990	1189,7	1281,4	1296,8	1298,2									
Mois précédent-100	1988	103,7	117,2	105,7	107,1	102,4	102,9	103,2	100,6	102,8	102,6	103,8	104,9	
	1989	111,0	107,9	108,1	109,8	107,2	106,1	109,5	139,5	134,4	154,8	122,4	117,7	
	1990	178,8	123,9	104,7	108,1									
INDICE DES PRIX ALIMENTAIRES A LA CONS.														
Année précédente-100	1988	123,4	136,0	142,3	144,3	145,7	146,1	146,5	146,9	147,5	148,0	148,8	150,1	150,1
	1989	164,2	154,1	152,2	155,1	159,2	162,2	166,6	191,2	227,9	290,5	353,2	412,6	412,6
	1990	1654,9	1735,0	1713,0	1691,1									
Mois précédent-100	1988	101,7	123,0	106,4	103,8	101,9	102,3	100,8	97,7	101,2	101,7	104,4	104,3	
	1989	105,7	108,0	108,1	114,4	109,8	104,3	107,1	180,4	144,5	165,1	117,4	111,6	
	1990	179,0	118,1	100,0	112,4									

Source: GUS, Informacja Statystyczna, mai 1990

Tab 3.12.

Pologne-revenu réel (moyenne mensuelle par tête) en I trimestre 1990 comparé au Ier trim. et au IVème trim. 1989

Catégorie socio-professionnelle	Ier 1989=100	IVème 1989=100
Travailleurs	63	73
Travailleurs-paysans	64	57
Paysans	66	44
Retraités	70	82

Source: POLAND-EEC-WORLD BANK MISSION REPORT (1990)

TAB. 3.13.

POLOGNE-STRUCTURE DU REVENU NOMINAL: 1er TRIM. 1989- 1er TRIM. 1990

	1er trim.1989	1er trim.1990
Revenu total	100%	100%
dont:		
rétributions	43,3	39,1
bénéfices sociaux	13,3	19,4
revenu de l'économie privée, sauf agriculture	12,4	12,2
autres revenus	29,0	29,3

Source: POLAND-EEC-WORLD BANK MISSION REPORT (1990)

TAB. 3.14.

POLOGNE-POURCENTAGE D'AUTO-CONSOMMATION
août 1988 - mars 1989 et août 1989-mars 1990

	paysans		travailleurs	
	1988/89	1989/90	1988/89	1989/90
céréales	13,7	32,3	1,3	1,9
pommes de terre	99,2	97,9	28,1	29,0
légumineuses	92,0	90,7	41,3	41,8
légumes	81,5	83,1	35,5	37,9
fruits et dérivés	77,0	72,8	24,0	22,3
viande et dérivés	72,9	73,8	9,6	11,0
poisson et dérivés	0,9	1,0	1,2	0,5
beurre	9,9	18,6	0,3	1,1
graisse animale	57,5	62,7	7,8	8,4
graisse végétale	1,2	0,0	0,0	0,0
oeufs	97,8	98,4	28,3	30,2
lait	93,1	94,3	11,0	11,2
fromage	35,2	51,4	0,9	1,2
sucre	0,0	0,0	0,3	0,6

Source: POLAND-EEC-WORLD BANK MISSION REPORT (1990)

TAB. 3.15

POLOGNE-CONSOMMATION ALIMENTAIRE: JANVIER 1989- AVRIL 1990
(en kg. par tête)

	1990																							
	I	II	III	IV	V	VI	1989 VII	VIII	IX	X	XI	XII	total	moyenne	I	II	III	IV	moyenne 1990 (I-IV)	moyenne 1989 (I-IV)	difference	%
céréales	7.99	7.56	8.23	8.04	7.98	8.31	8.27	7.55	7.80	7.89	7.47	8.08	95.20	7.93	7.92	7.05	7.86	7.50	7.58	7.95	-0.37	-4,7
pommes de terre	5.66	5.48	5.75	6.49	6.21	6.24	7.54	8.35	19.83	24.88	7.97	5.84	110.00	9.17	5.91	5.72	6.33	6.84	6.20	5.85	0.35	6,1
légumineuses	0.11	0.09	0.09	0.07	0.06	0.04	0.13	0.13	0.13	0.12	0.11	0.11	1.20	0.10	0.11	0.10	0.10	0.09	0.10	0.09	0.01	11,1
légumes	3.85	3.73	4.11	3.18	3.51	4.91	6.83	9.32	8.10	8.31	4.94	4.51	65.30	5.44	3.63	3.59	3.72	3.73	3.67	3.72	-0.05	-1,4
fruits et dérivés	2.68	2.57	2.69	1.66	1.12	3.92	5.07	4.25	4.55	3.02	2.53	2.93	37.20	3.10	2.48	2.43	2.56	1.82	2.32	2.45	-0.13	-5,2
viande et dérivés	4.97	4.94	6.01	5.11	5.17	5.03	4.97	4.70	5.30	5.18	5.26	6.37	83.10	5.26	4.78	4.87	5.48	5.87	5.25	5.26	-0.01	-0,1
poisson et dérivés	0.42	0.50	0.58	0.41	0.37	0.35	0.33	0.29	0.32	0.38	0.39	1.03	5.40	0.45	0.34	0.40	0.41	0.34	0.37	0.48	-0.11	-22,0
beurre	0.71	0.66	0.75	0.74	0.76	0.81	0.87	0.73	0.79	0.65	0.65	0.70	8.80	0.74	0.66	0.63	0.73	0.76	0.70	0.72	-0.02	-2,8
graisse animale	0.47	0.46	0.45	0.41	0.40	0.44	0.5	0.45	0.48	0.50	0.49	0.49	5.50	0.46	0.47	0.44	0.46	0.41	0.45	0.45	0.00	-0,6
graisse végétale	0.51	0.50	0.60	0.51	0.49	0.49	0.52	0.41	0.49	0.55	0.54	0.63	8.20	0.52	0.51	0.41	0.47	0.50	0.47	0.53	-0.06	-10,8
oeufs	17.30	17.71	23.45	19.39	19.39	18.27	16.51	16.12	16.73	16.11	15.27	18.25	204.50	17.04	15.80	16.60	18.80	21.70	18.23	19.46	-1.23	-6,4
lait	13.80	13.27	14.07	14.84	15.71	16.19	15.18	14.27	14.34	13.83	13.16	12.78	171.60	14.30	12.67	11.97	13.33	12.09	12.52	14.10	-1.58	-11,2
fromage	1.18	1.15	1.29	1.20	1.24	1.28	1.21	1.06	1.09	1.03	1.00	0.97	13.60	1.14	0.97	0.93	1.05	0.87	0.95	1.20	-0.25	-20,6
sucre	2.68	2.39	3.05	3.34	2.90	3.68	3.4	2.41	2.27	2.27	2.26	3.41	34.00	2.84	2.28	1.68	2.03	1.87	1.96	2.86	-0.90	-31,4

Source: POLAND-EEC-WORLD BANK MISSION REPORT (1990)

TAB. 3.16.

POLOGNE-REPARTITION DE LA DEPENSE ALIMENTAIRE: JANVIER 1989- AVRIL 1990
(en pourcentage des dépenses alimentaires totales)

	1989												1990				moyenne 1990	moyenne 1989	
	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	I	II	III	IV	(I-IV)	(I-IV)	difference
céréales	6.22	6.12	4.97	5.99	5.74	5.16	4.55	8.24	5.62	6.64	8.08	7.47	6.23	12.64	13.76	12.96	10.06	12.35	5.82
pommes de terre	2.85	3.08	2.50	3.25	2.96	2.96	4.28	4.7	6.29	6.36	5.87	1.99	1.23	3.78	1.54	1.55	1.42	1.10	1.40	2.92
légumineuses	0.48	0.46	0.33	0.31	0.23	0.12	0.32	0.42	0.22	0.20	0.24	0.25	0.30	0.25	0.27	0.24	0.18	0.24	0.39
légumes	6.56	6.97	7.83	11.38	16.00	15.89	17.52	23.38	8.89	6.20	4.57	4.29	10.79	3.02	3.35	3.58	4.35	3.57	8.19
fruits et dérivés	10.40	8.52	7.64	5.67	4.28	12.19	14.2	15.71	6.18	3.84	4.90	39.62	38.24	33.71	38.97	39.37	40.95	47.82	41.78	30.34
viande et dérivés	29.17	28.65	33.21	29.35	28.50	24.72	22.49	50.69	39.32	39.61	10.09	9.89	10.32	8.51	10.16	9.86	9.86	11.85	10.43	7.83
porc	7.52	7.45	8.75	7.60	7.46	6.17	5.94	10.45	10.41	10.09	3.42	3.48	2.70	2.68	3.72	4.04	4.52	3.28	3.89	2.35
bovin	2.35	2.58	2.03	2.46	2.33	1.91	1.87	3.51	3.57	3.29	4.17	3.76	3.05	3.97	3.47	3.39	3.46	4.31	3.66	3.82
volaille	3.49	3.79	3.86	4.16	4.20	4.13	3.99	4.87	4.21	3.62	1.52	1.79	3.71	2.22	1.68	2.31	2.20	1.71	1.98	2.72
poisson et dérivés	2.55	3.21	2.77	2.34	2.03	1.71	1.45	2.11	1.43	1.55	1.74	8.73	7.02	4.76	5.30	4.75	3.59	3.25	2.80	3.60	4.46
beurre	4.80	4.50	3.99	4.53	4.14	3.53	3.27	7.55	6.74	8.53	1.95	2.09	1.56	1.21	2.12	2.16	1.90	1.60	1.95	0.89
graisse animale	0.98	0.95	0.81	0.81	0.76	0.69	0.72	1.67	1.53	1.96	1.64	2.10	2.09	1.39	2.39	2.00	1.76	1.52	1.92	1.33
graisse végétale	1.29	1.33	1.32	1.38	1.15	0.95	0.88	1.33	1.26	1.59	3.29	3.62	4.06	4.66	4.34	3.45	2.73	2.96	3.37	5.37
oeufs	5.78	5.60	5.33	4.77	4.34	3.97	4.58	6.95	3.69	14.92	14.69	11.95	15.44	14.74	5.30	16.09	16.17	13.07	15.31
lait	15.23	15.36	13.67	16.96	17.77	16.33	13.15	22.01	13.25	14.92	3.62	3.47	2.41	2.85	3.14	3.26	3.21	2.23	2.96	2.70
fromage	3.05	2.92	2.30	2.53	2.41	2.04	1.85	4.22	3.36	3.65	6.17	8.42	10.25	8.18	8.50	7.48	7.30	3.73	6.75	8.59
sucre	8.02	8.36	8.96	9.00	8.36	8.33	7.84	9.91	4.55	6.17	55.92	51.66	52.92	45.58	58.83	53.57	50.14	55.34	54.47	39,30
ensemble des aliments (ripartition des depenses totales)	39.11	39.91	38.97	38.20	39.33	40.95	44.41	52.33	52.27	55.92										

Source: POLAND-EEC-WORLD BANK MISSION REPORT (1990)

Tab. 3.17.

Pologne-changements dans la consommation moyenne par tête au Ier trimestre 1990 comparés au Ier trimestre 1989

Produits (I.1989=100)	Travailleurs	Travailleurs-paysans	Paysans	Retraités
Pain	102	97	97	101
Pommes de terre	110	97	101	113
Fruits (1)	94	84	88	87
Viande (2)	93	93	101	99
Poisson (3)	78	70	71	73
Lait	95	103	108	102
Sucre	77	73	72	77

(1)= avec fruits transformés
(2)= sans viande transformée
(3)= avec poisson transformé

Source: POLAND-EEC-WORLD BANK MISSION REPORT (1990)

Tab. 3.18.

Pologne-revenu nominal horaire moyen et quantité* de certains produits alimentaires qu'on peut acheter avec 1 heure de travail en 1950-1970-1980-1989**

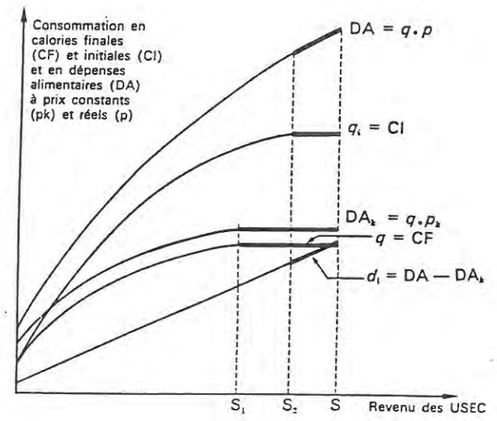
		1950	1970	1980	1989
Revenu horaire moyen (Zl)		6	22,5	64	2494
Produits:	unité				
Pain	kg	1,37	4,50	7,64	2,35
Viande de porc	kg	0,22	0,52	1,08	0,30
Beurre (73% graisse)	kg	0,10	0,35	0,94	0,27
Lait (2% graisse)	l	2,40	7,75	22,00	11,87
Oeufs	n°	4,40	8,33	15,23	8,36
Sucre	kg	0,46	2,14	6,09	0,86

Source: élaborations sur "Rocznik Statystyczny", plusieurs années.

* Calculée selon la formule: Revenu nominal moyen horaire/prix officiel du produit

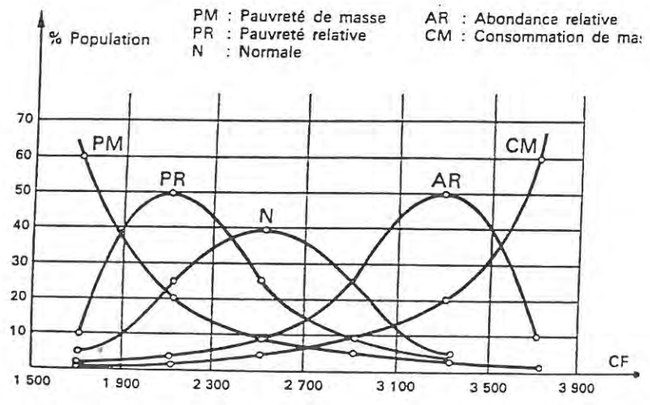
** Fin de l'année.

Graphe 3.1. - Fonctions de consommation



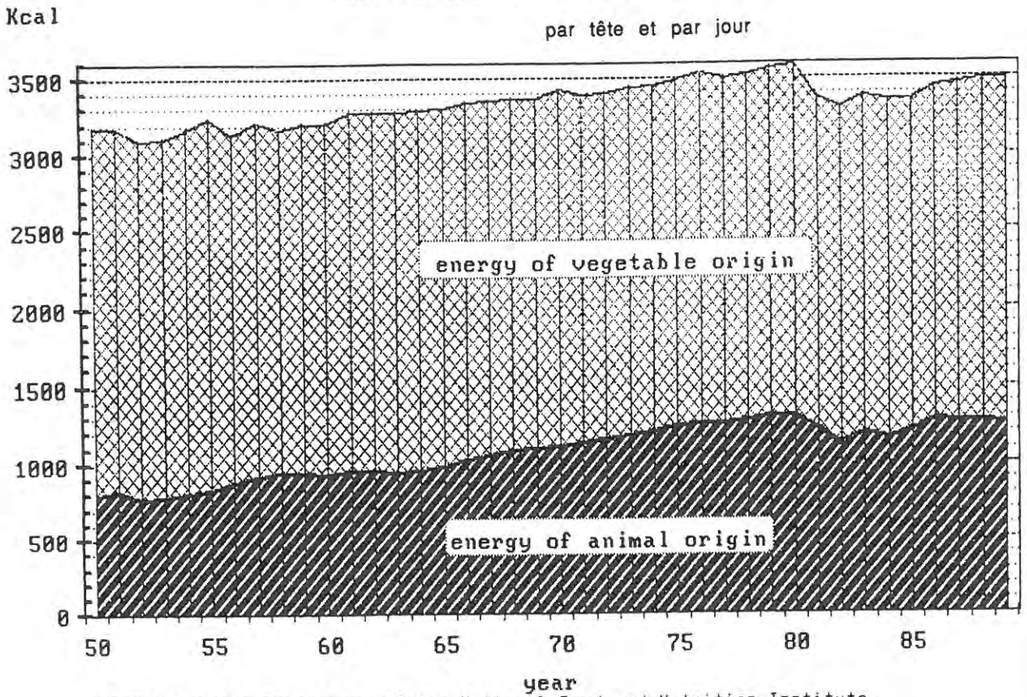
Source: Malassis (L.), Padilla (M.).- Economie agro-alimentaire (tome III, L'economie mondiale.) Paris : Cujas, 1986, p. 236.

Graphe 3.2. - Typologie théorique des courbes de distribution



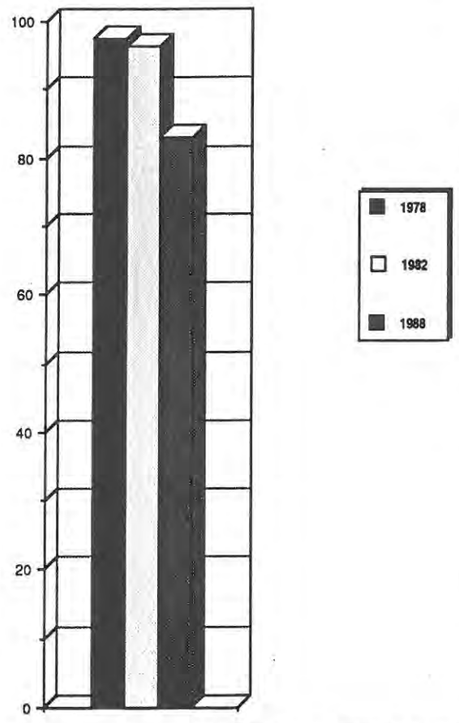
Source: Malassis (L.), Padilla (M.).- Economie agro-alimentaire (tome III, L'economie mondiale.) Paris : Cujas, 1986, p. 265.

Graphe 3.3. - Energie alimentaire disponible pour la consommation en Pologne, 1950-1989

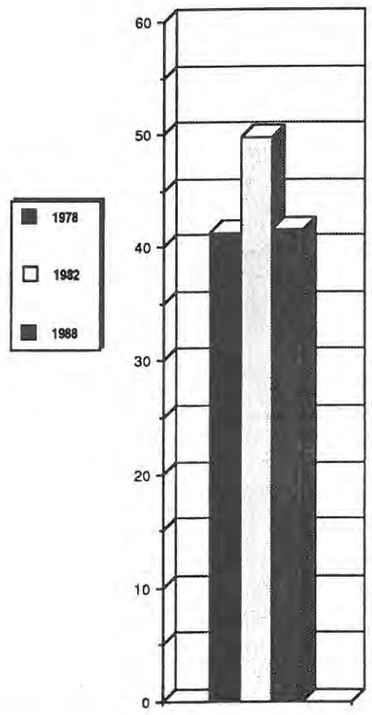


Food Economics Department of the National Food and Nutrition Institute

Graphe 3.4.: Pologne- % revenu affecté à la consommation pendant la période de crise

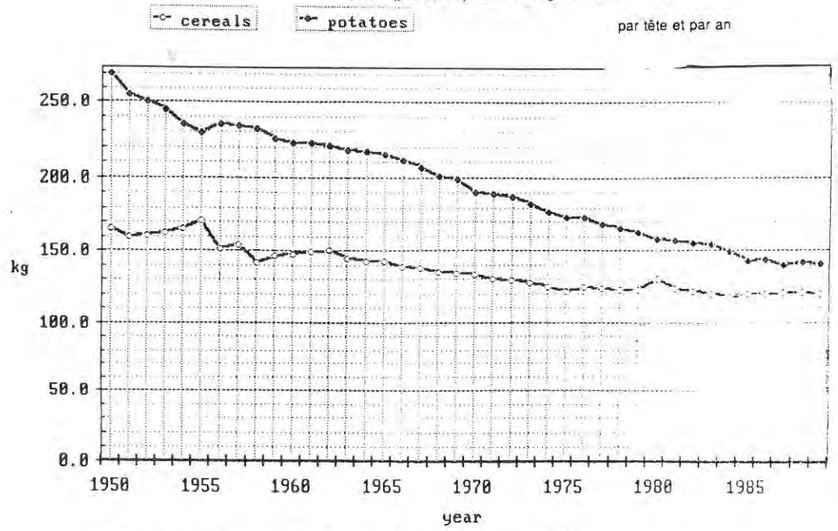


Graphe 3.5.: Pologne- % revenu affecté à la consommation alimentaire pendant la période de crise



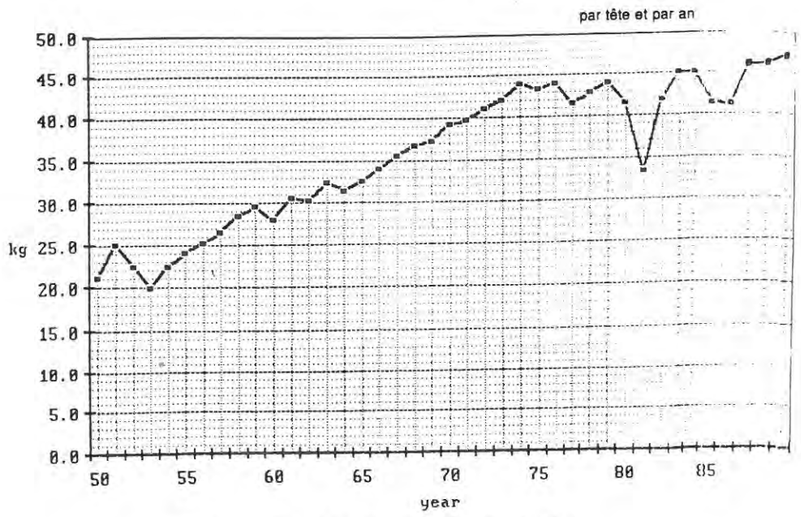
Source: GUS, Roczniki Statystyczne 1979-1989.

Graphe 3.6. - Disponibilité de céréales et de pommes de terre (potatoes) en Pologne, 1950-1989



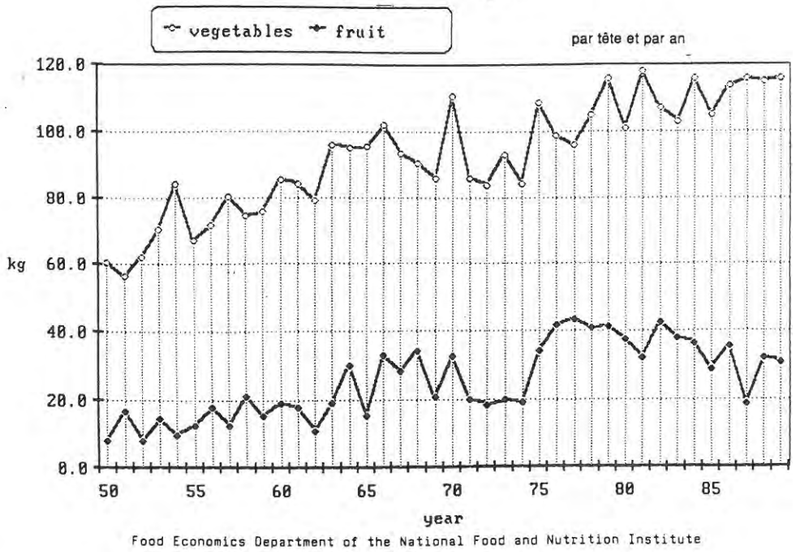
Food Economics Department of the National Food and Nutrition Institute

Graphe 3.7. - Disponibilité de sucre en Pologne, 1950-1989

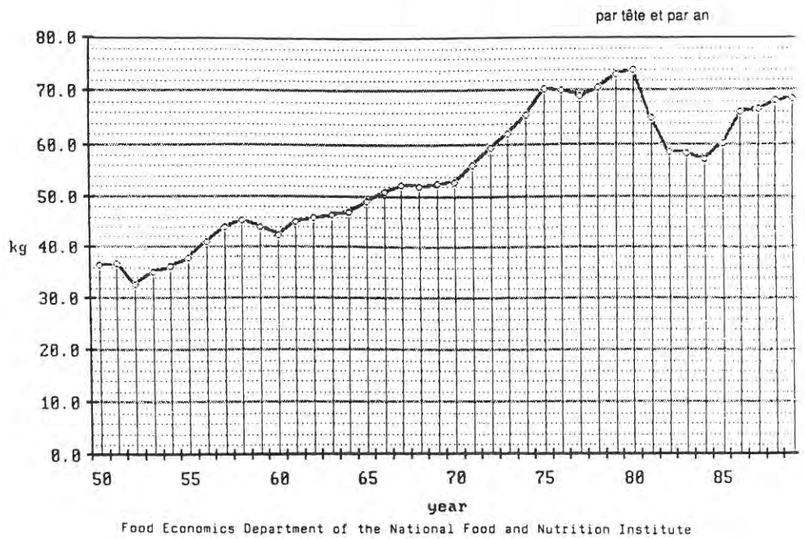


Food Economics Department of the National Food and Nutrition Institute

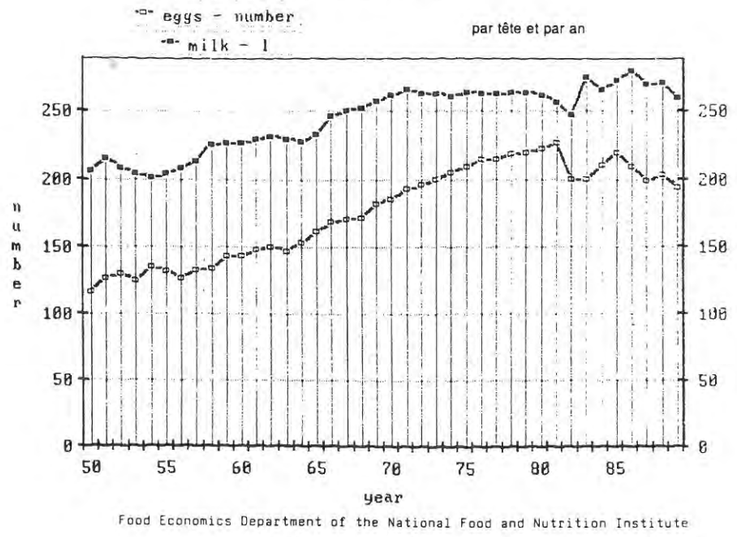
Graphe 3.8. - Disponibilité de fruits et légumes (vegetables) en Pologne, 1950-1989



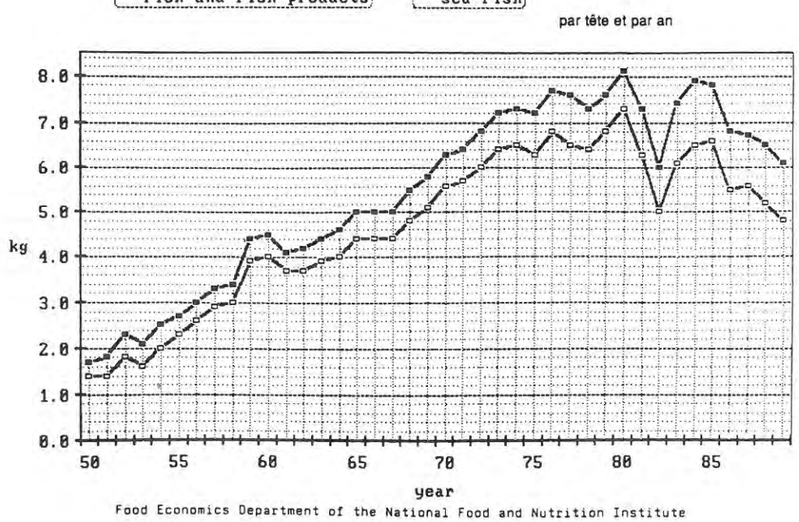
Graphe 3.9. - Disponibilité de viande et abats en Pologne, 1950-1989



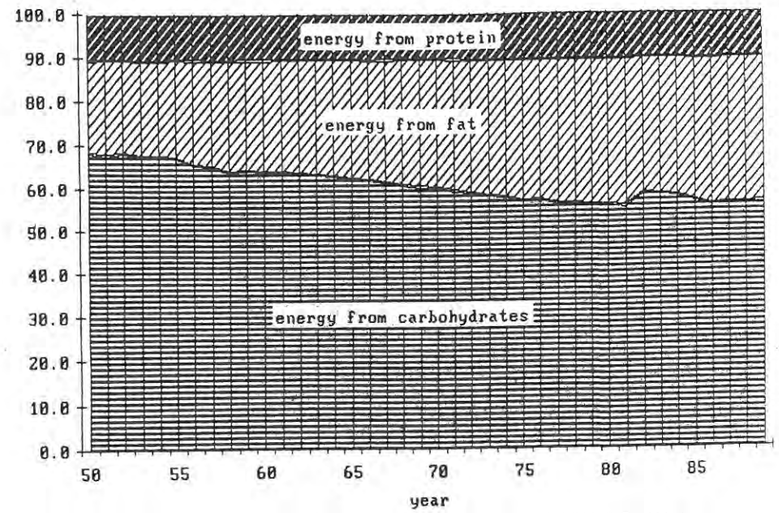
Graphe 3.10. - Disponibilité de lait (milk) et oeufs (eggs) en Pologne, 1950-1989



Graphe 3.11. - Disponibilité de poisson (fish) et dérivés (fish products) en Pologne, 1950-1989.- (sea fish = poisson de mer)

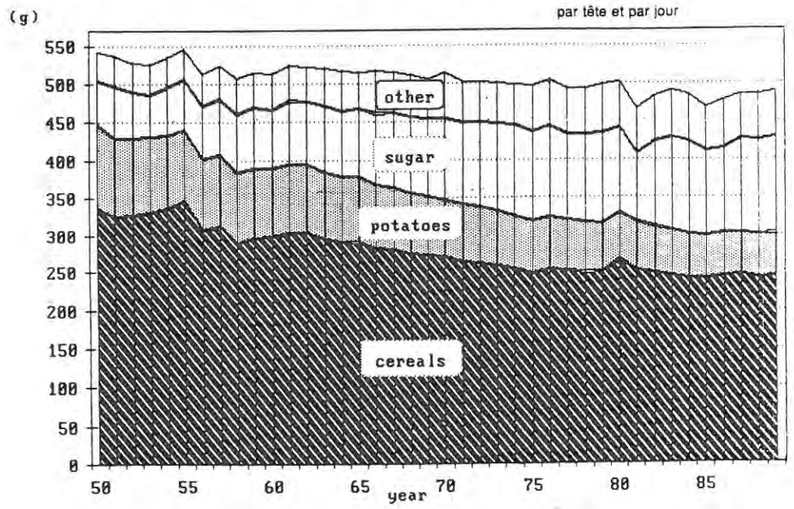


Graphe 3.12. - Pourcentage d'énergie provenant de protéines (protein), matière grasse (fat) et hydrates de carbone (carbohydrates) en Pologne, 1950-1989



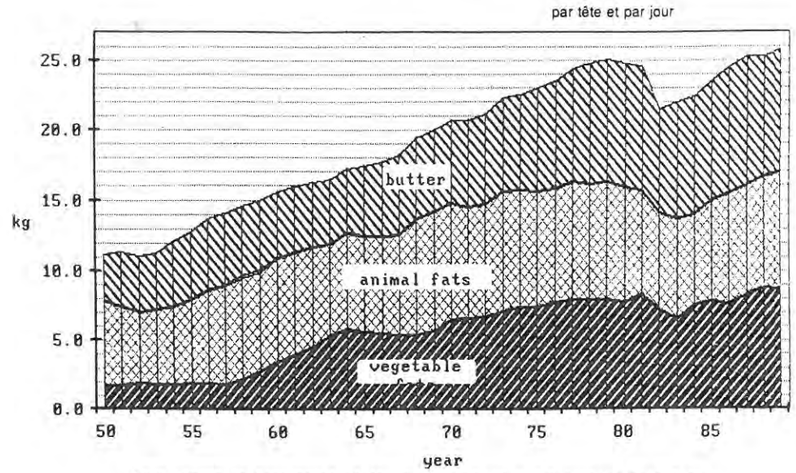
Food Economics Department of the National Food and Nutrition Institute

Graphe 3.13. - Hydrates de carbone (carbohydrates) disponibles pour la consommation en Pologne, 1950-1989



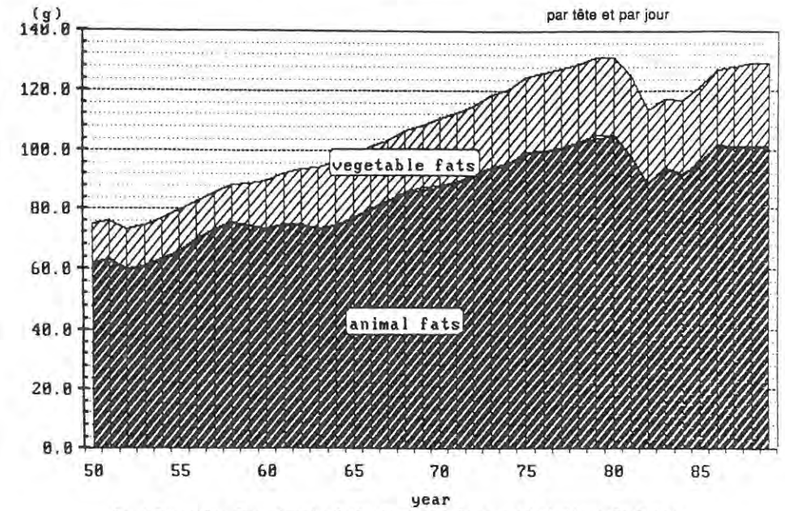
Food Economics Department of the National Food and Nutrition Institute

Graphe 3.14. - Disponibilité de matière gra sse (fats) en Pologne, 1950-1989



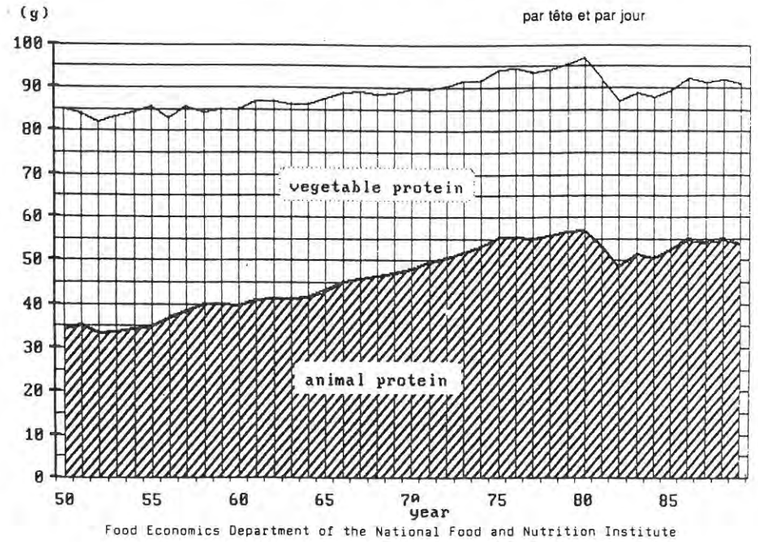
Food Economics Department of the National Food and Nutrition Institute

Graphe 3.15. - Matière gra sse (fats) disponible pour la consommation en Pologne, 1950-1989



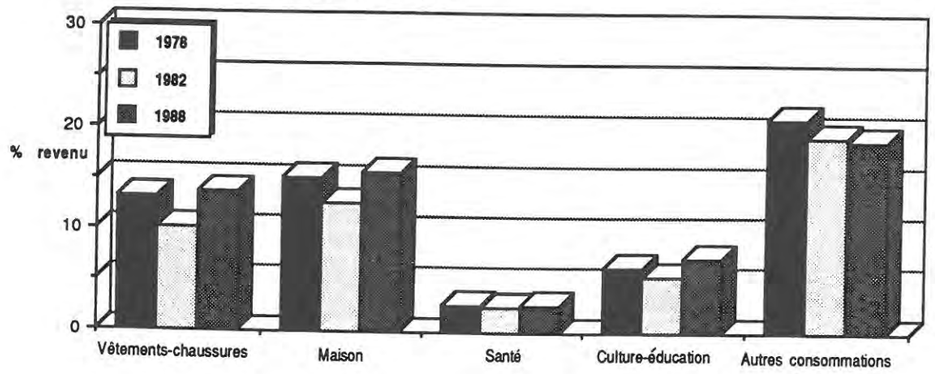
Food Economics Department of the National Food and Nutrition Institute

Graphe 3.16. - Protéines disponibles pour la consommation en Pologne, 1950-1989



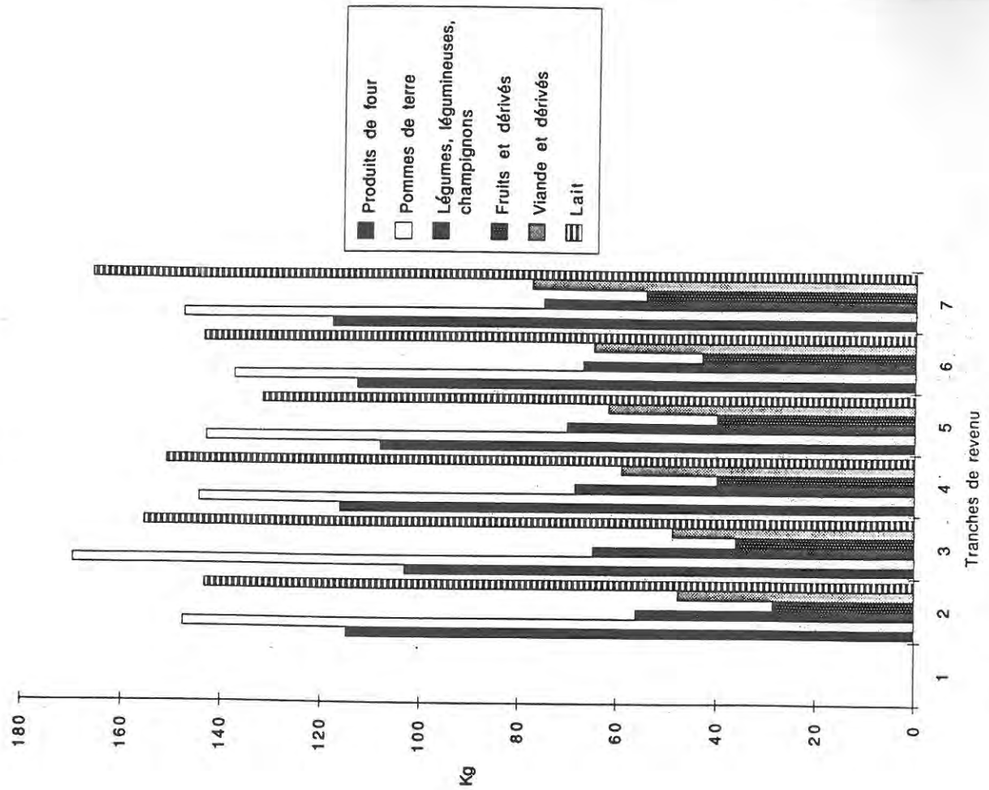
Food Economics Department of the National Food and Nutrition Institute

Graphe 3.17. : Pologne- % revenu affecté à la consommation extra- alimentaire dans la période de crise



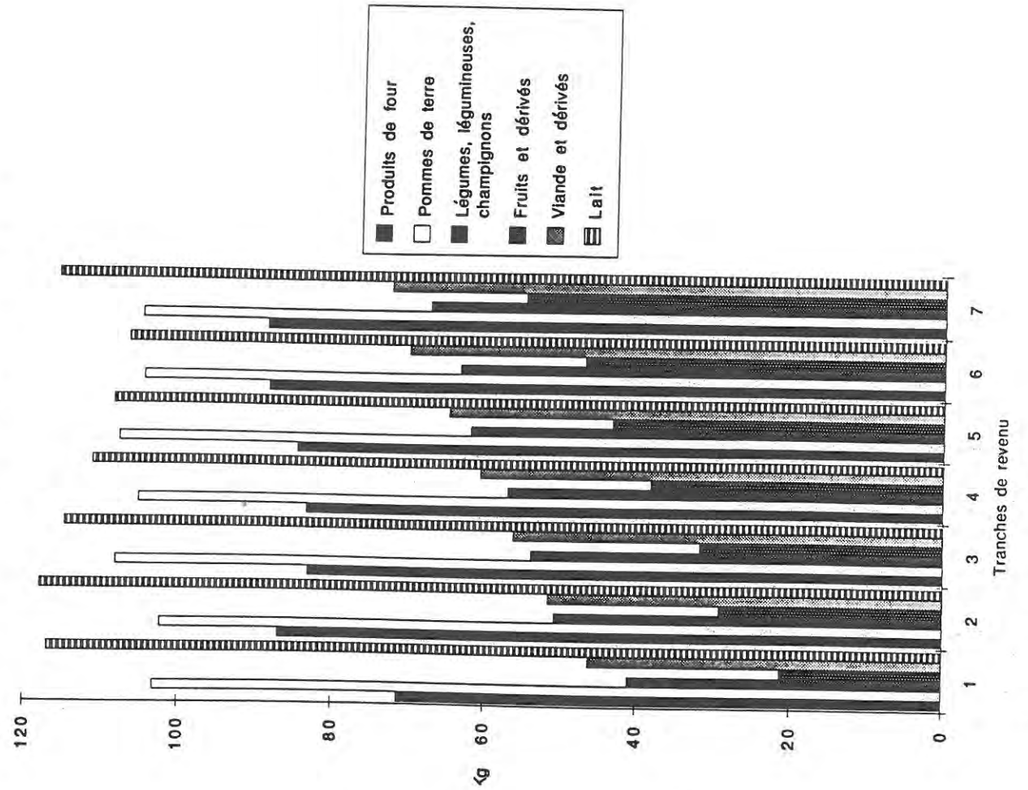
Source: GUS, Statistical Year book: 1979-1989.

Graphe 3.19.: Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs-paysans 1978



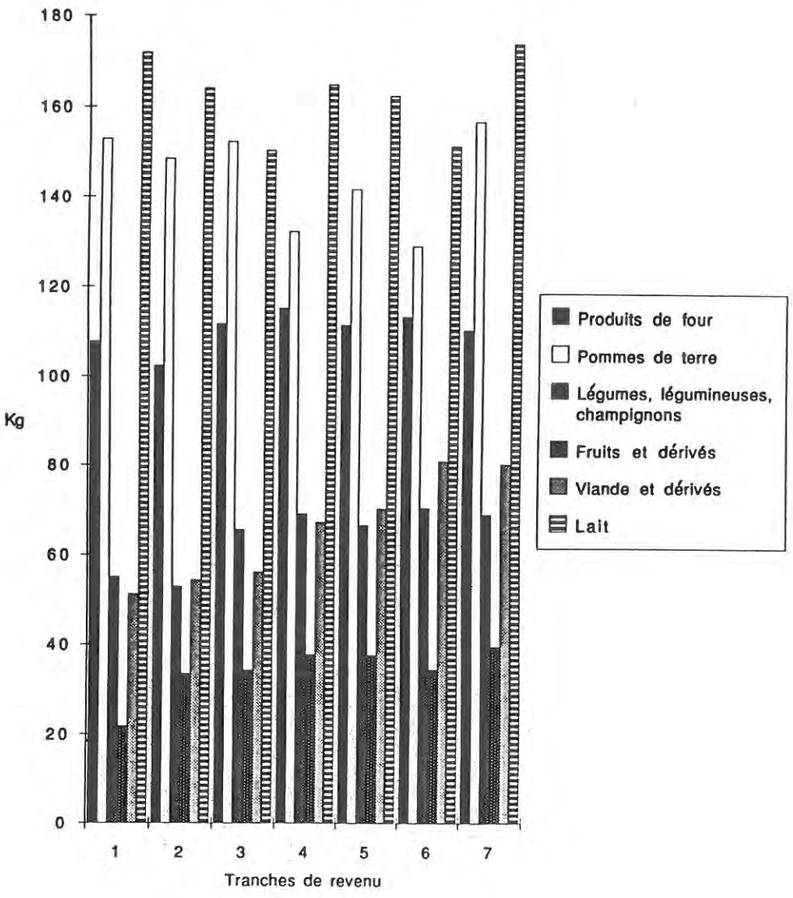
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.18.: Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs-1978



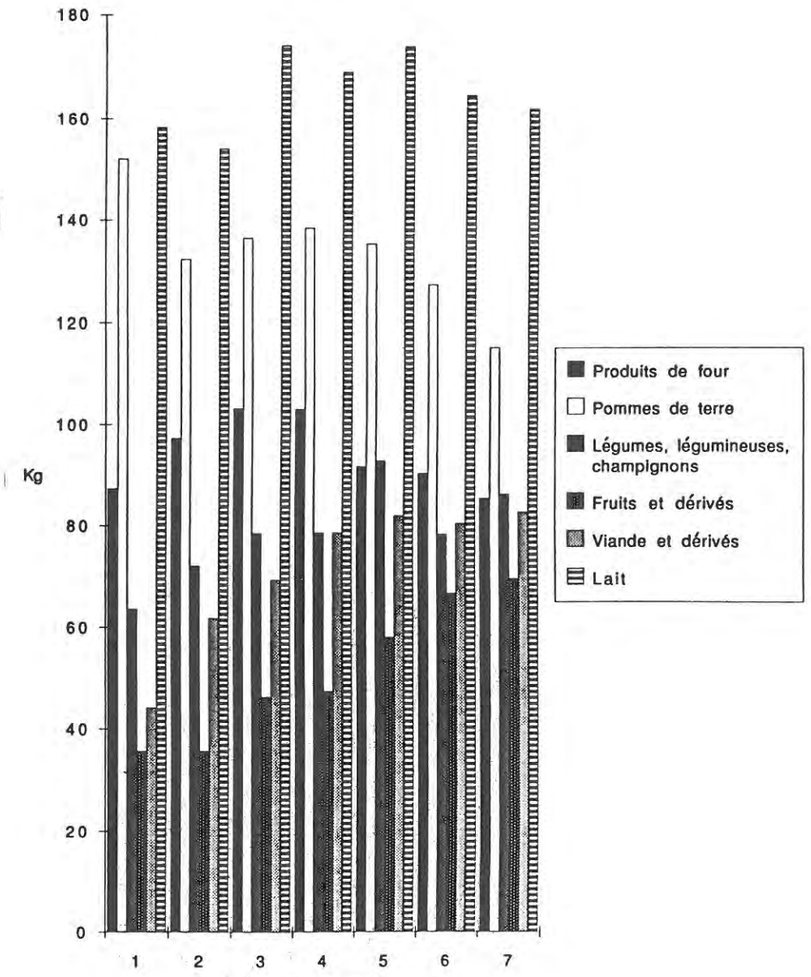
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.20.: Pologne-consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de paysans- 1978



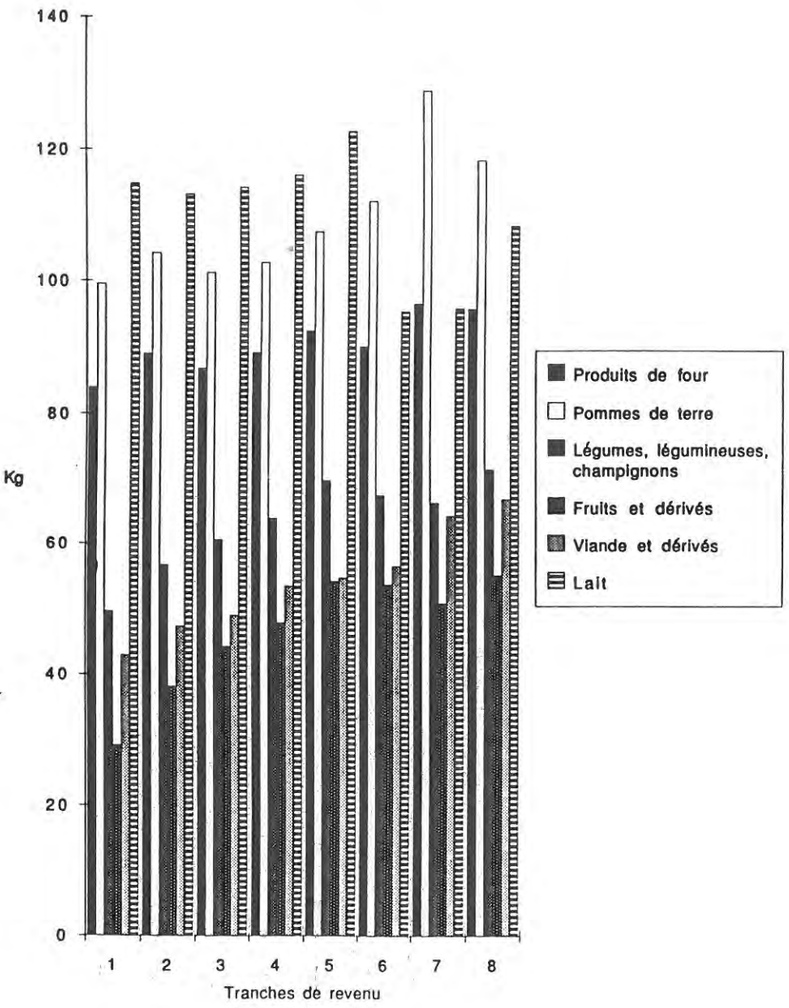
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.21.: Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de retraités- 1978



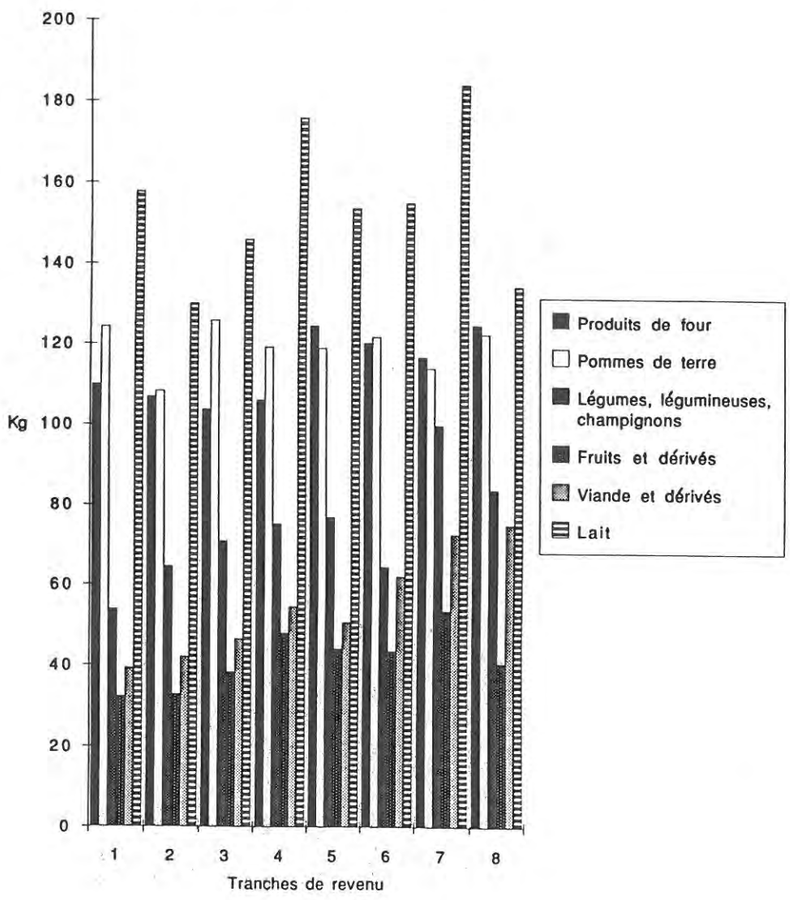
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.22.: Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs-1982



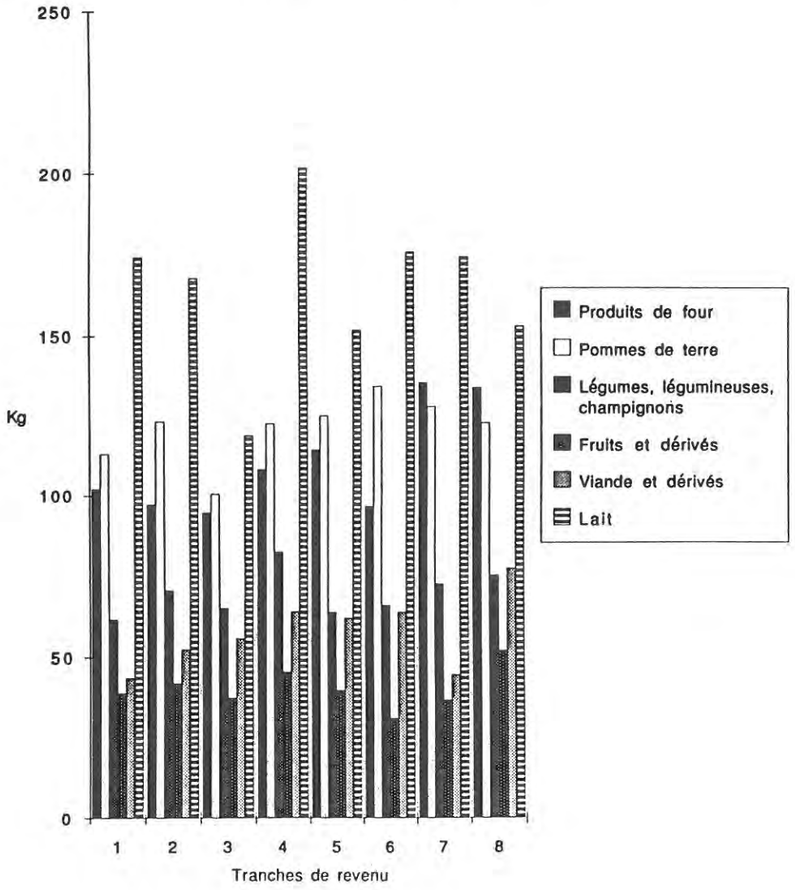
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.23.: Pologne- consommation annuelle des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs-paysans -1982



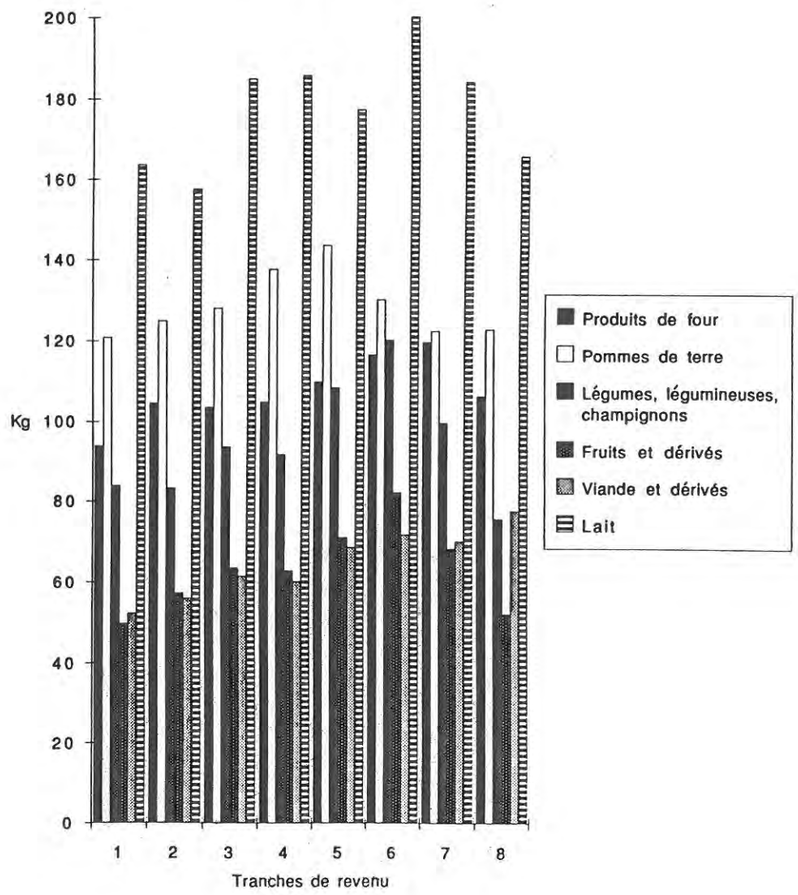
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.24.: Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de paysans - 1982



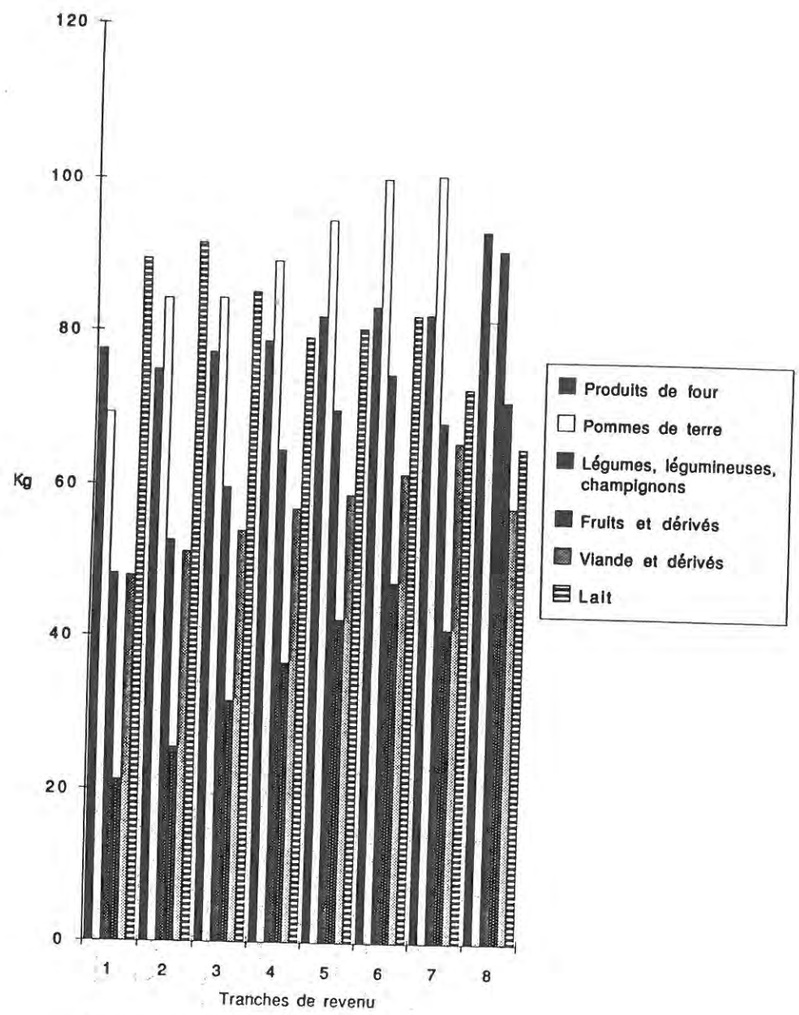
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.25.: Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de retraités - 1982



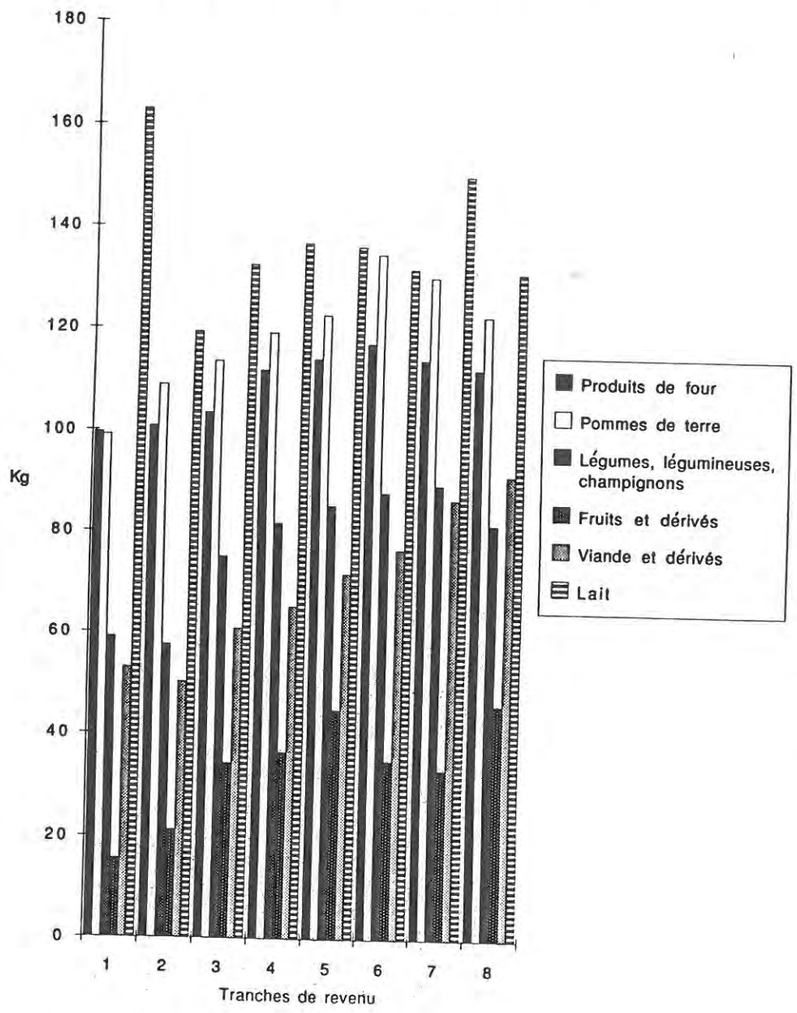
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.26.: Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs- 1988



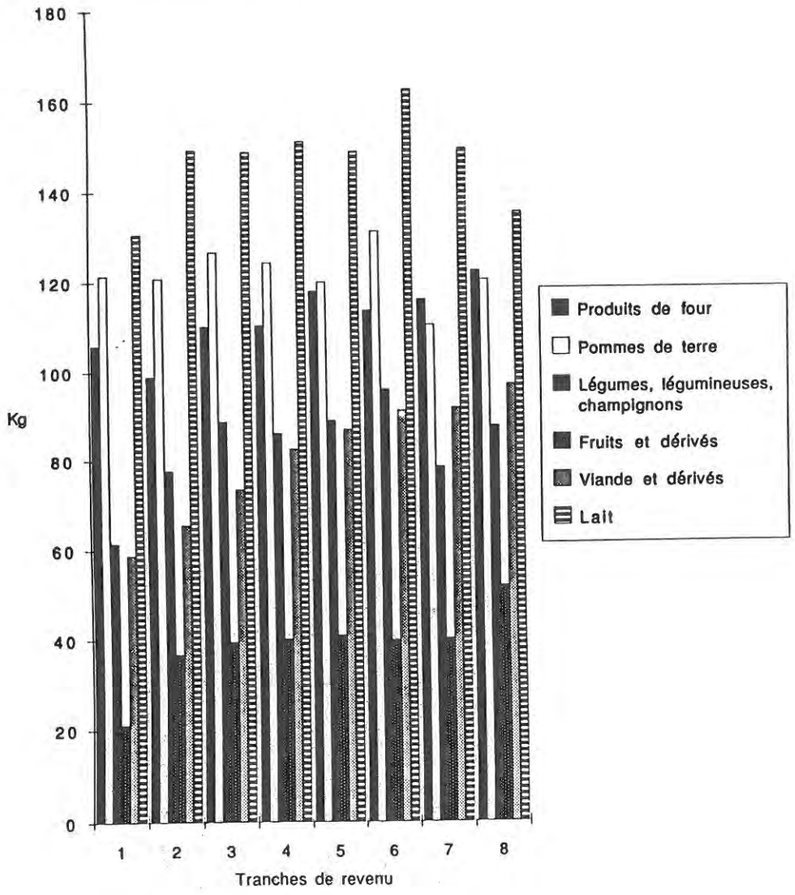
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.27.: consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs-paysans- 1988



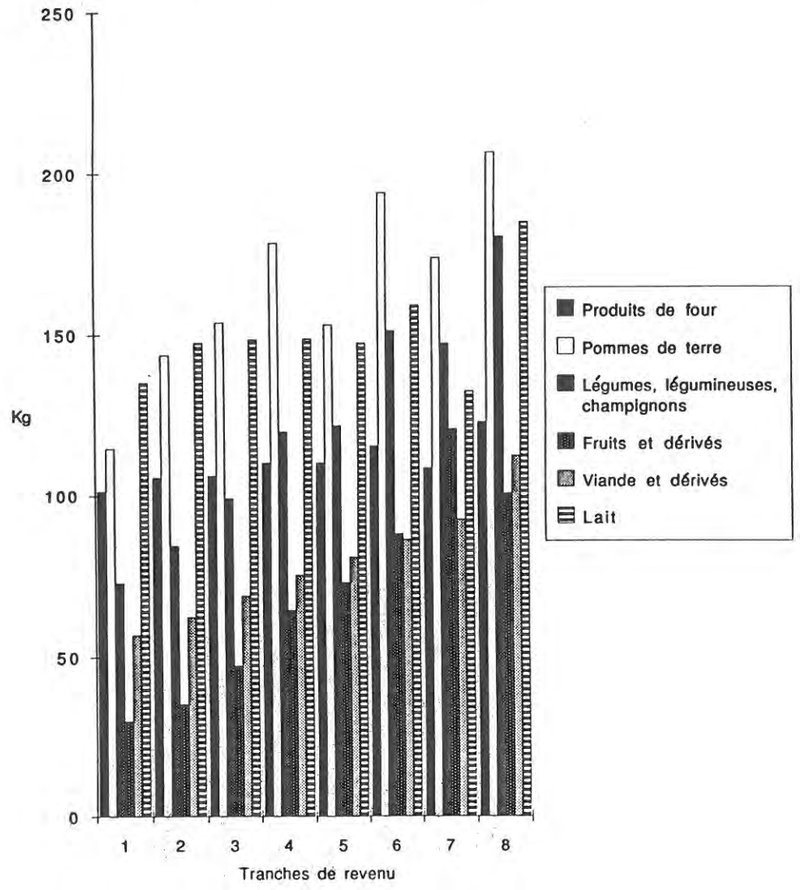
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.28.: Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de paysans- 1988



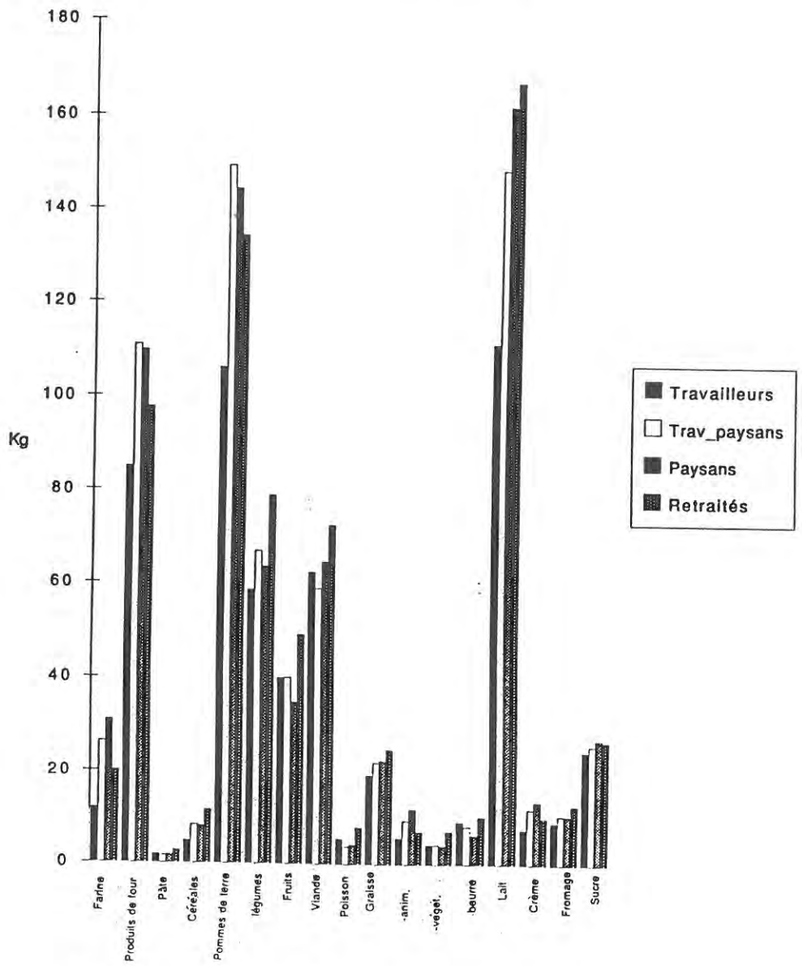
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.29.: consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de retraités- 1988.



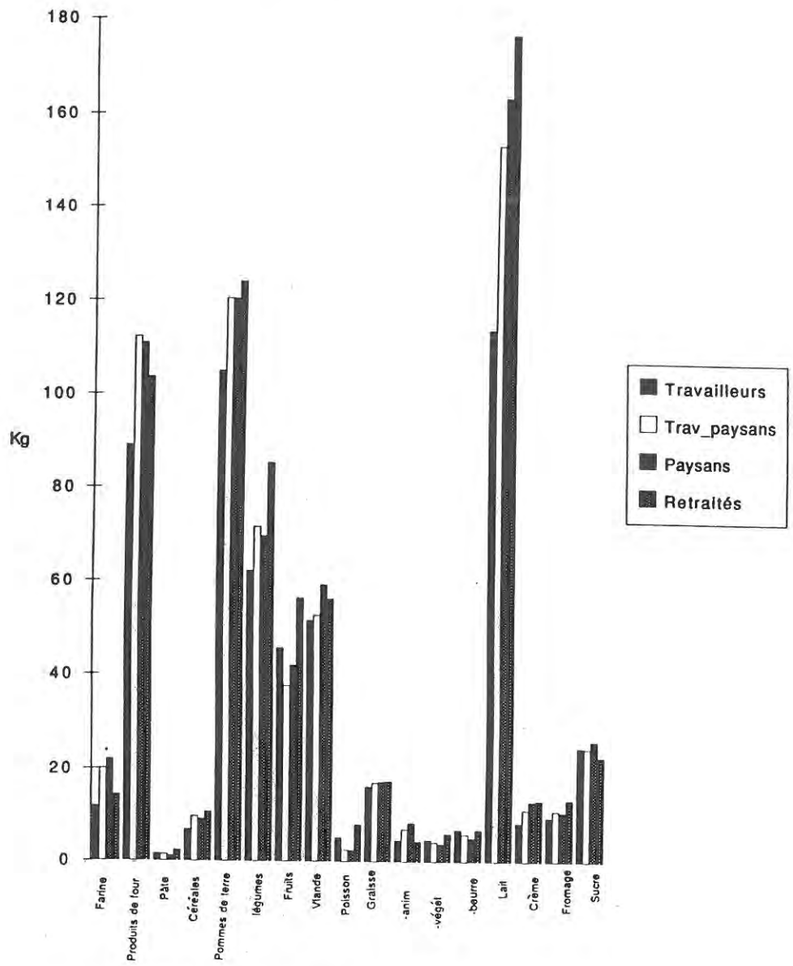
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.30. Pologne- différences dans la consommation alimentaire des quatre groupes socio-professionnels- 1978.



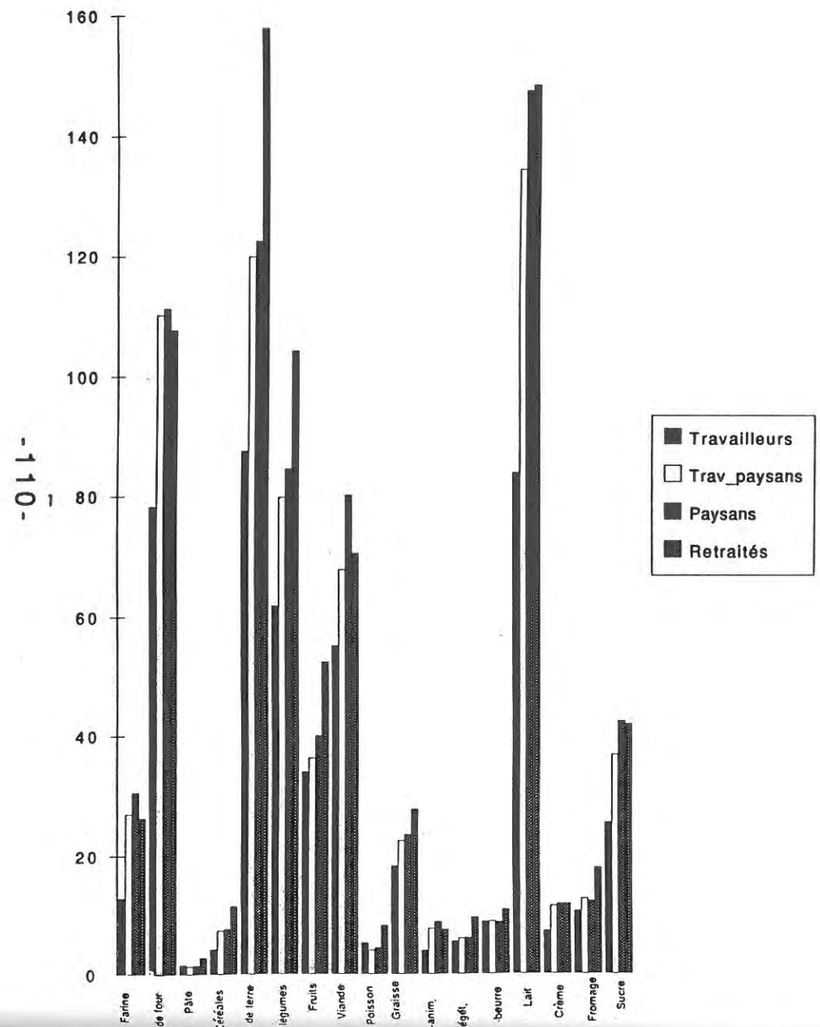
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.31. Pologne- différences dans la consommation alimentaire des quatre groupes socio-professionnels- 1982

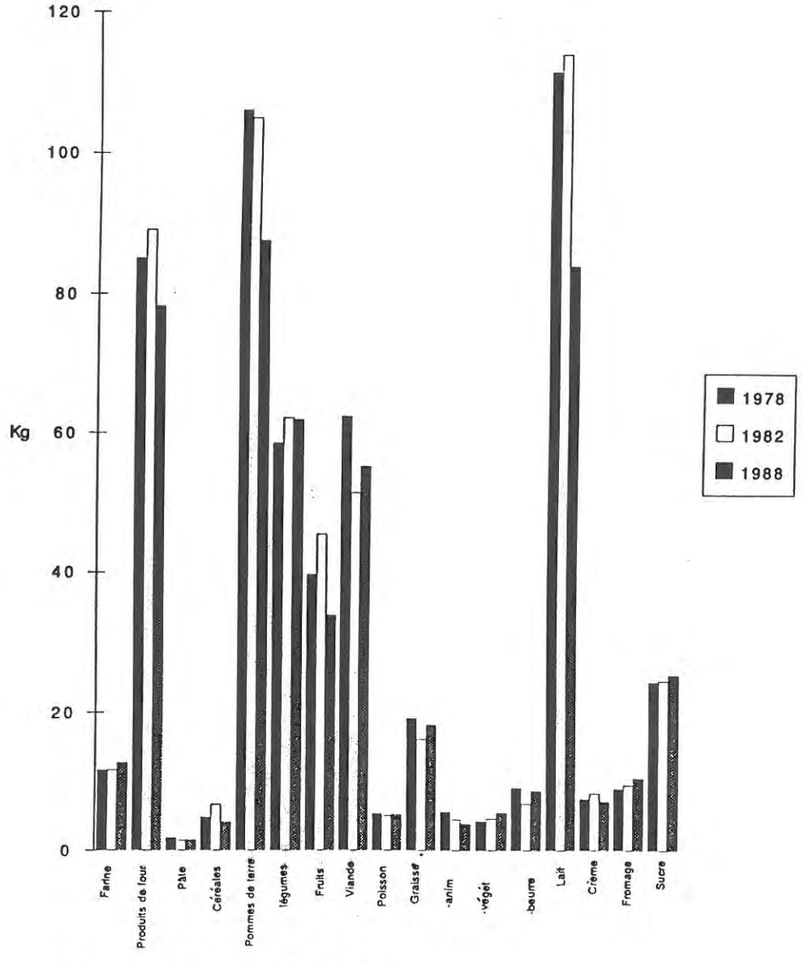


Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.32. Pologne- différences dans la consommation alimentaire des quatre groupes socio-professionnels- 1988

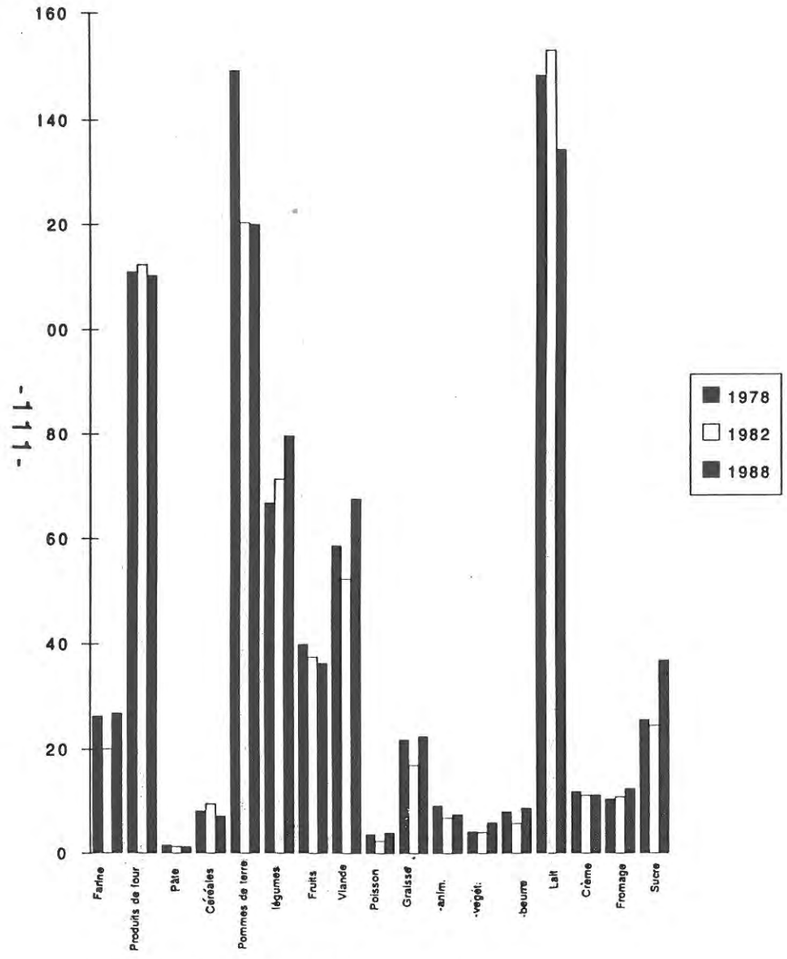


Graphe 3.33. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de travailleurs pendant la période de crise.



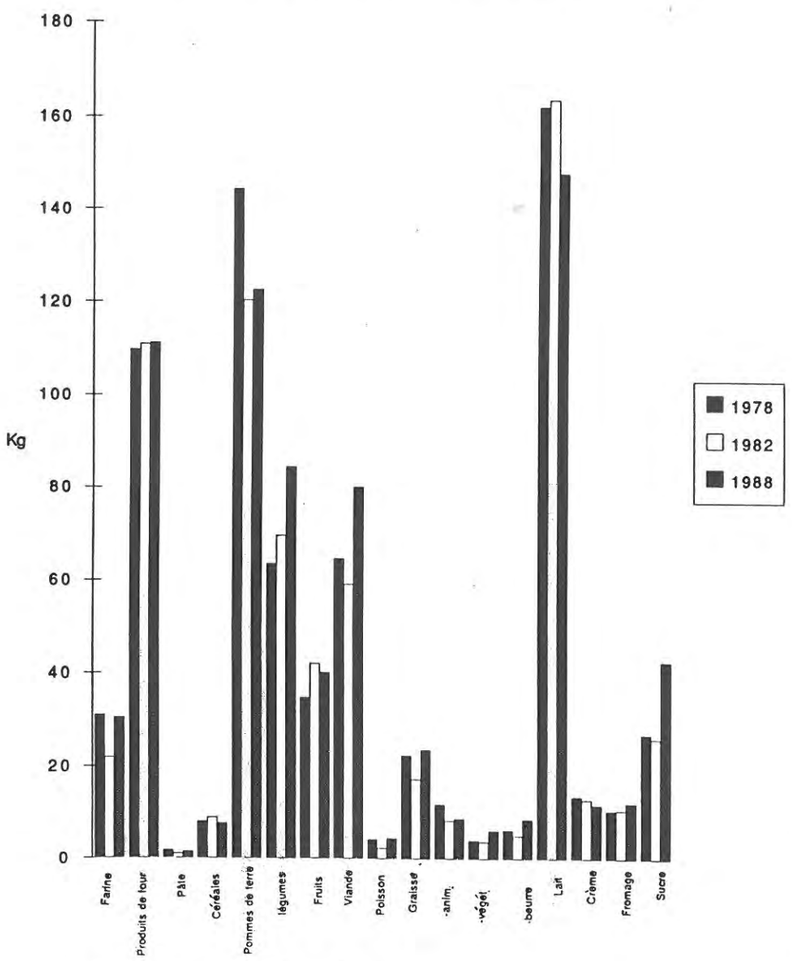
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.34. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de travailleurs-paysans pendant la période de crise.



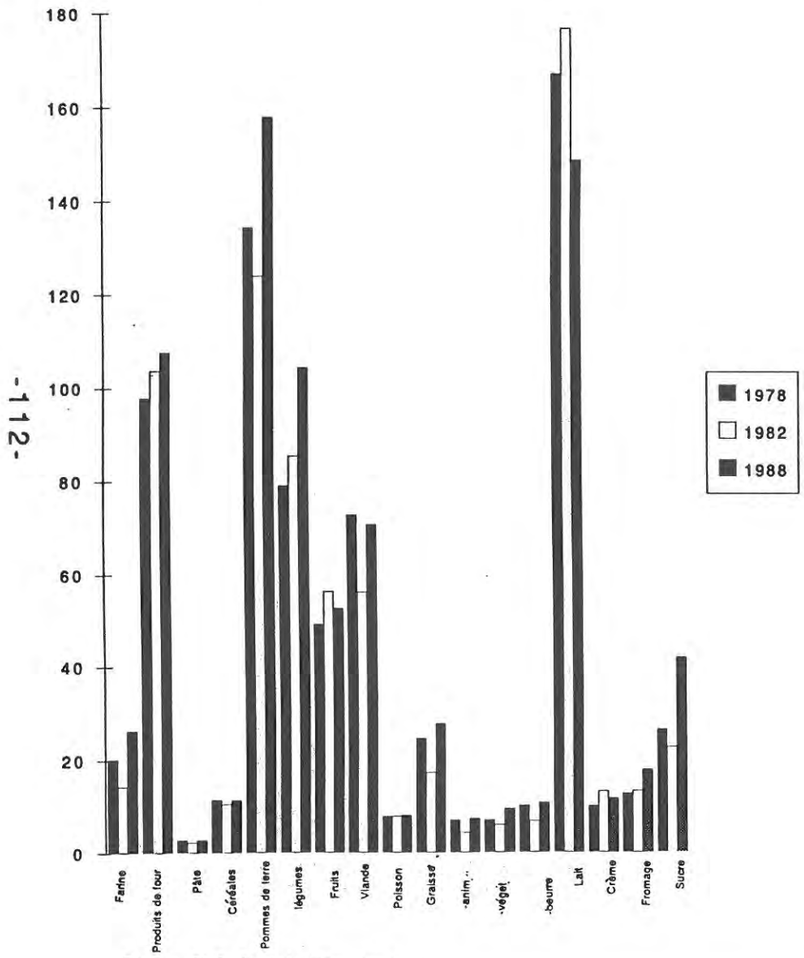
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.35. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de paysans pendant la période de crise.



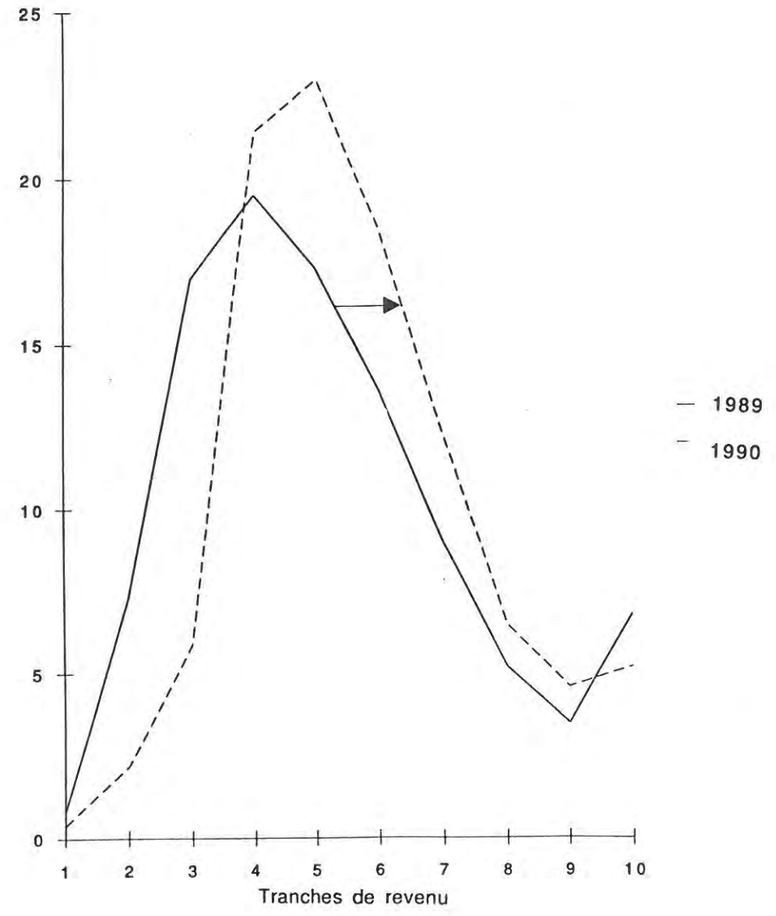
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.36. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de retraités pendant la période de crise.



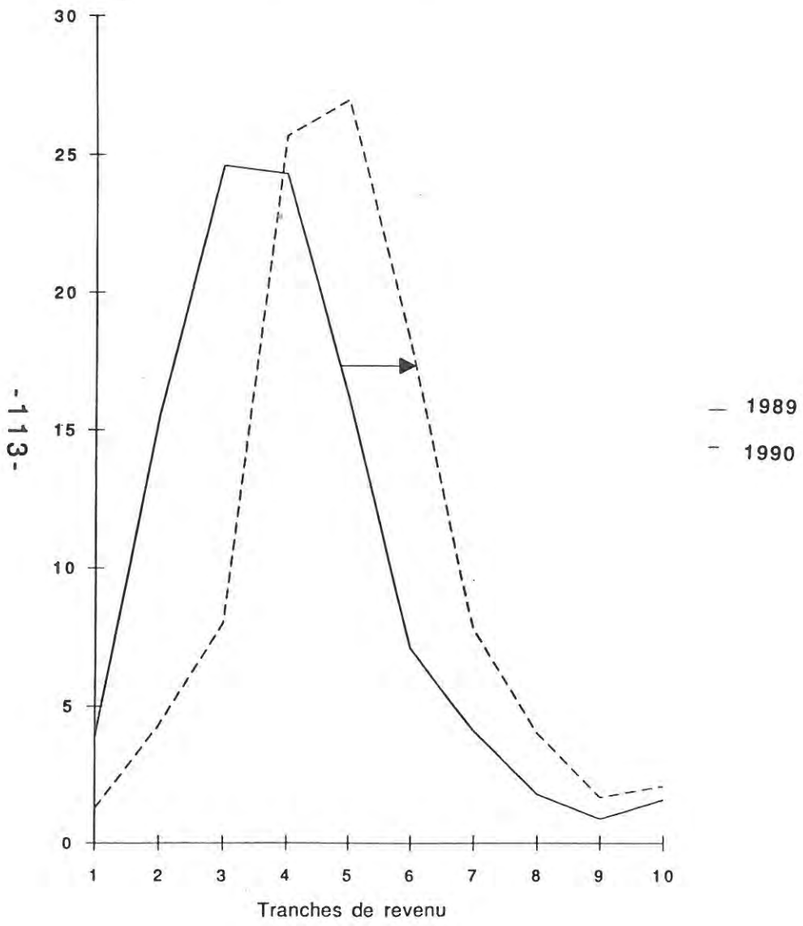
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.37.-Pologne: distribution des ménages de travailleurs par tranches de revenu en 1989 et en 1990.



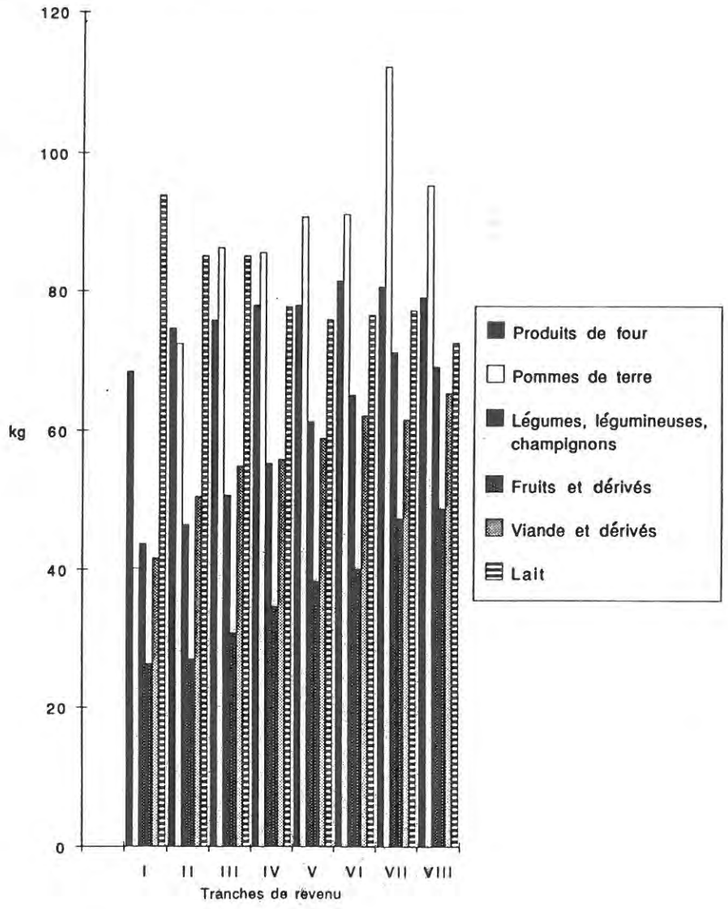
Source: POLAND-EEC-WORLD BANK MISSION REPORT (1990)

Graphe 3.38.-Pologne: distribution des ménages de retraités par tranches de revenu en 1989 et en 1990.



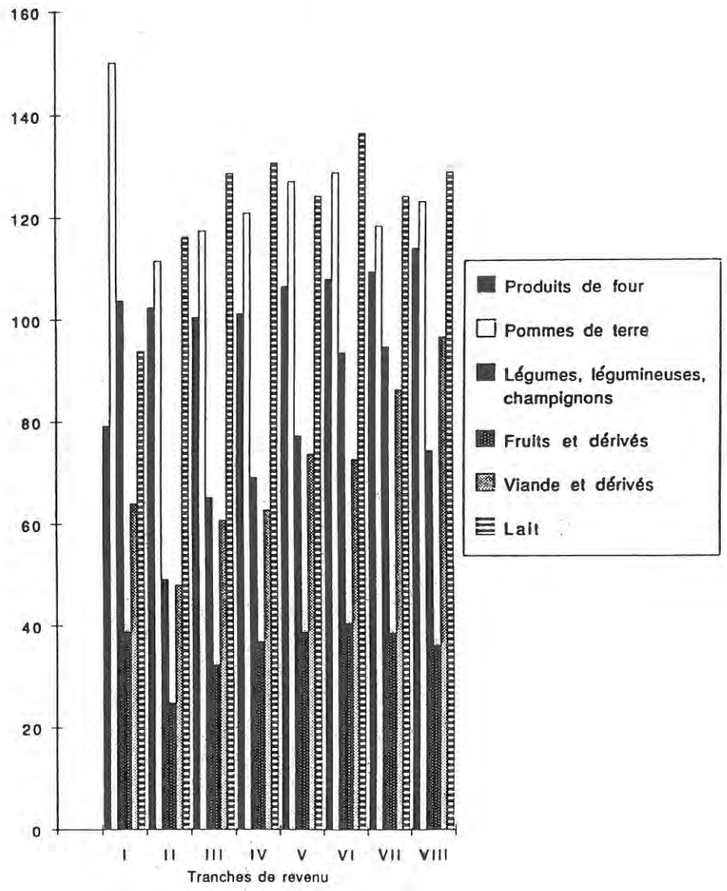
Source: POLAND-EEC-WORLD BANK MISSION REPORT (1990)

Graphe 3.39.Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs; 1989



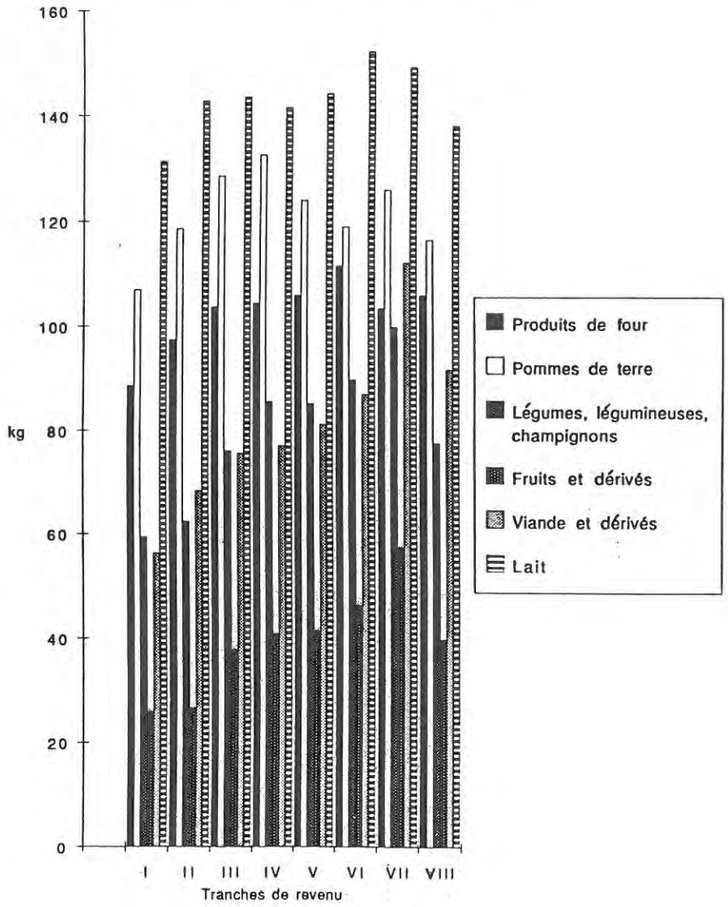
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.40. Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs-paysans; 1989



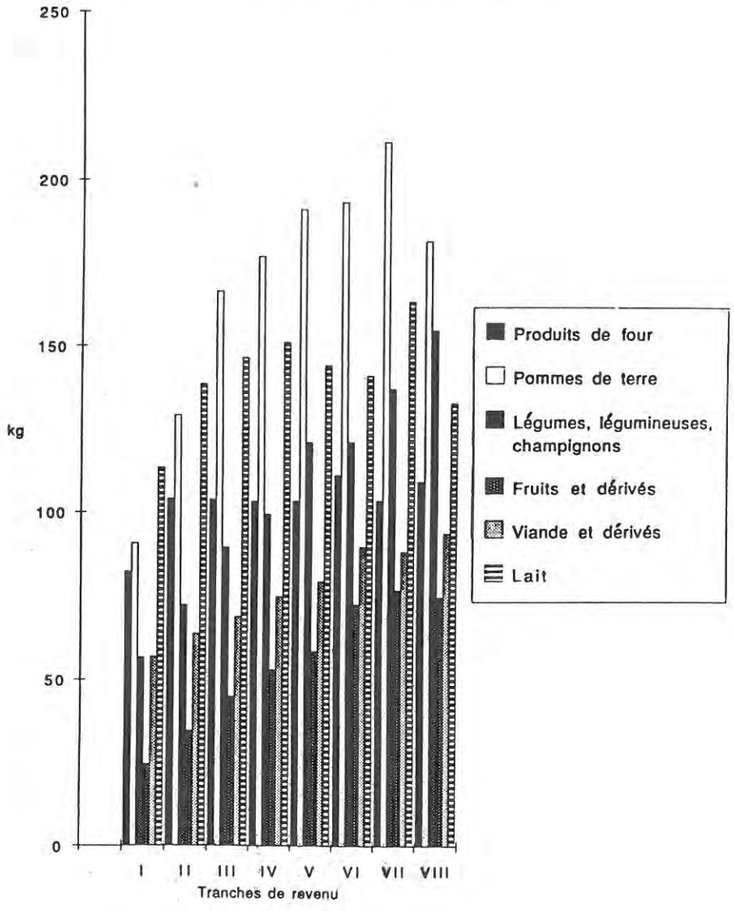
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.41. Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de paysans; 1989



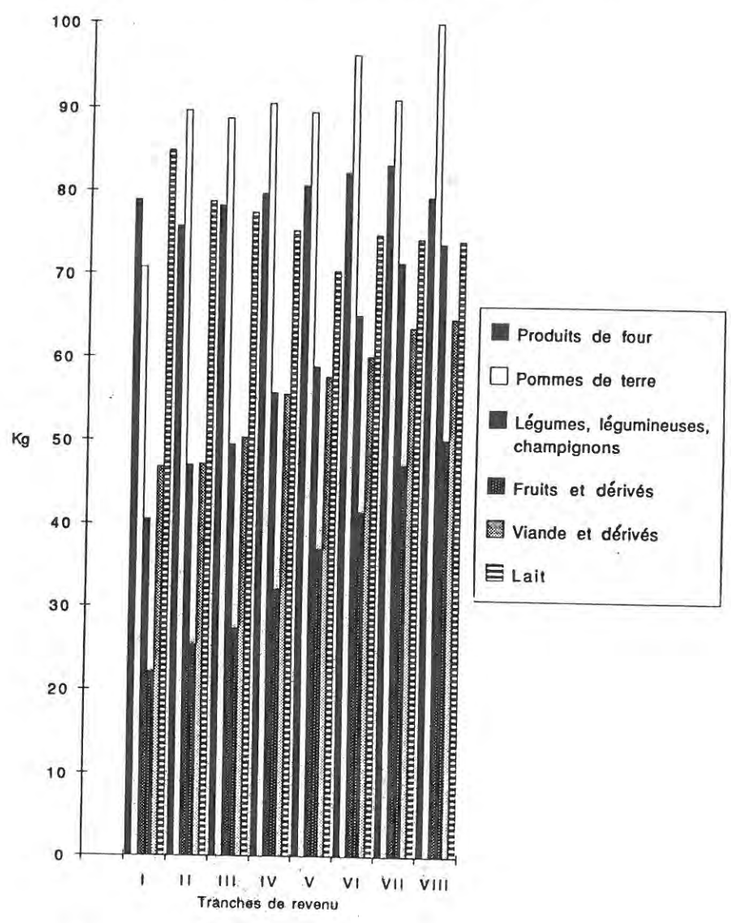
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.42. Pologne- consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de retraités; 1989



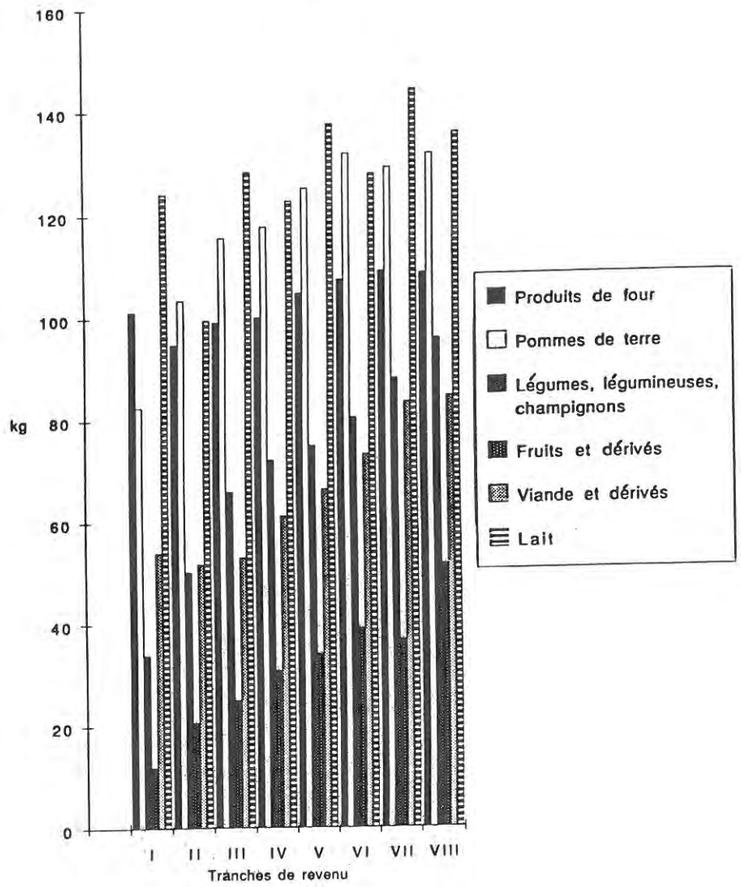
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.43. Pologne-consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs; 1990



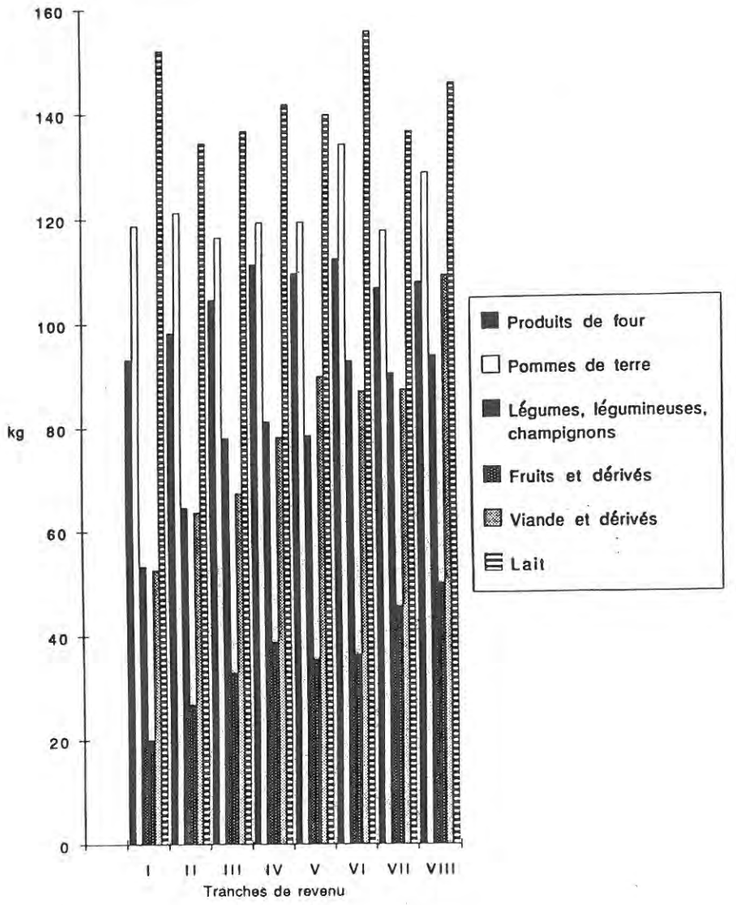
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.44. Pologne-consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs-paysans; 1990



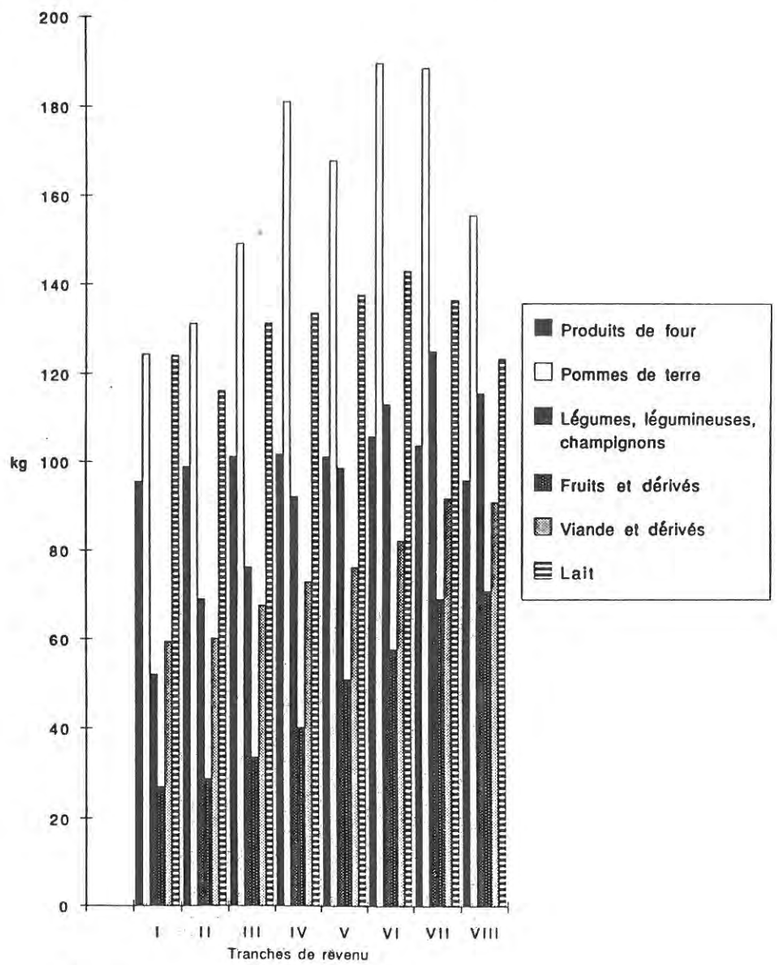
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.45. Pologne-consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de paysans; 1990



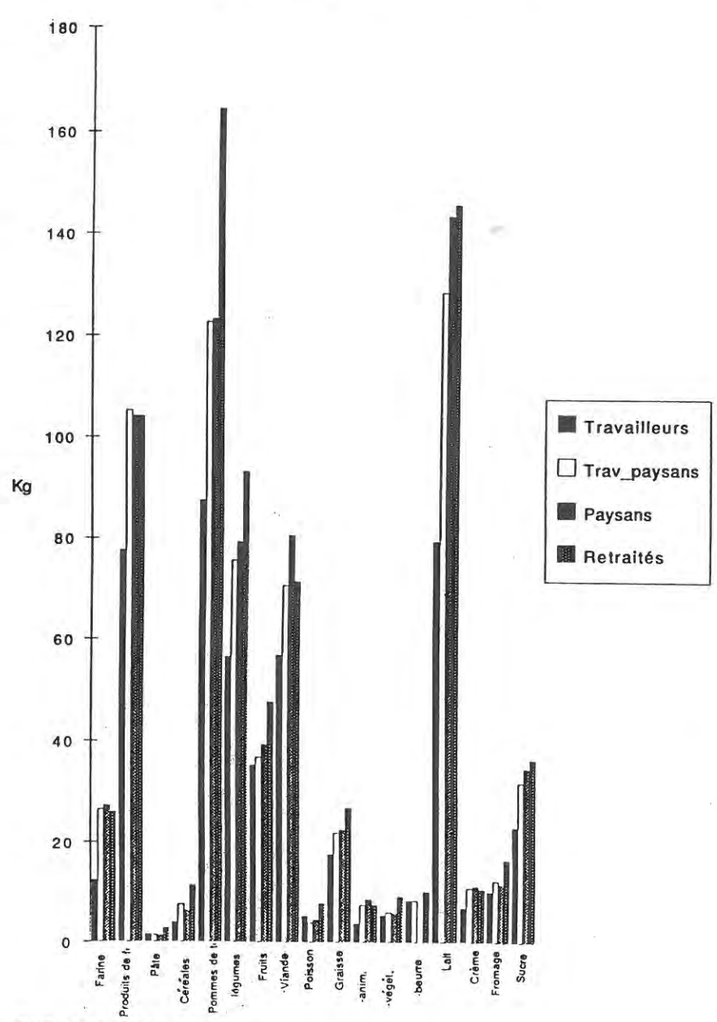
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.46. Pologne-consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de retraités; 1990



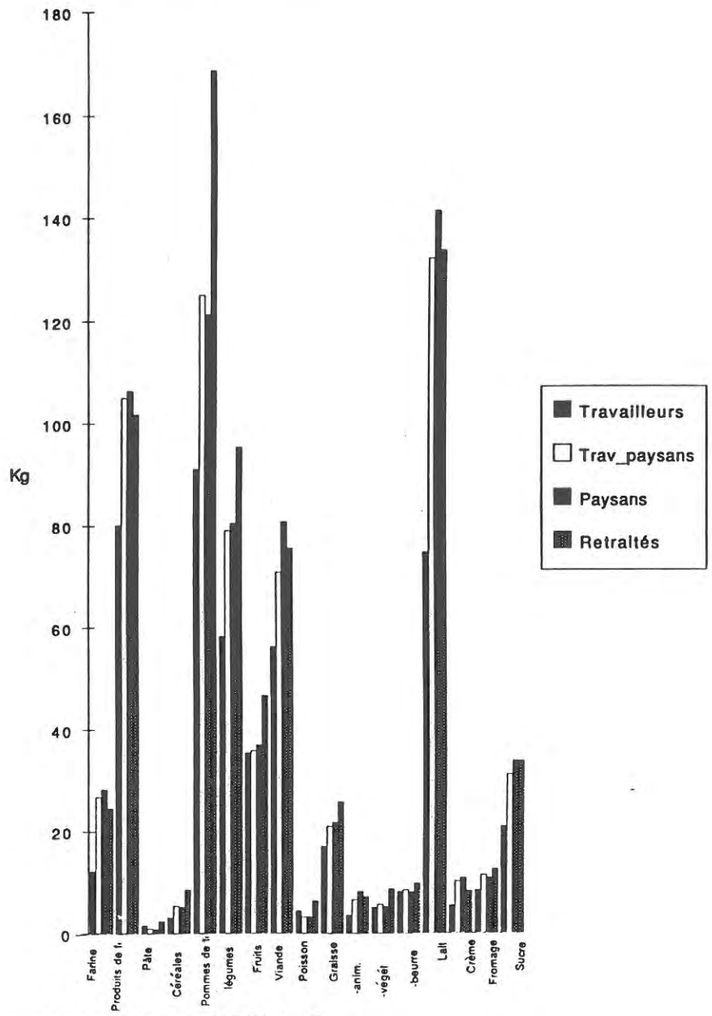
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.47. Pologne- différences dans la consommation alimentaire des quatre groupes socio-professionnels- 1989



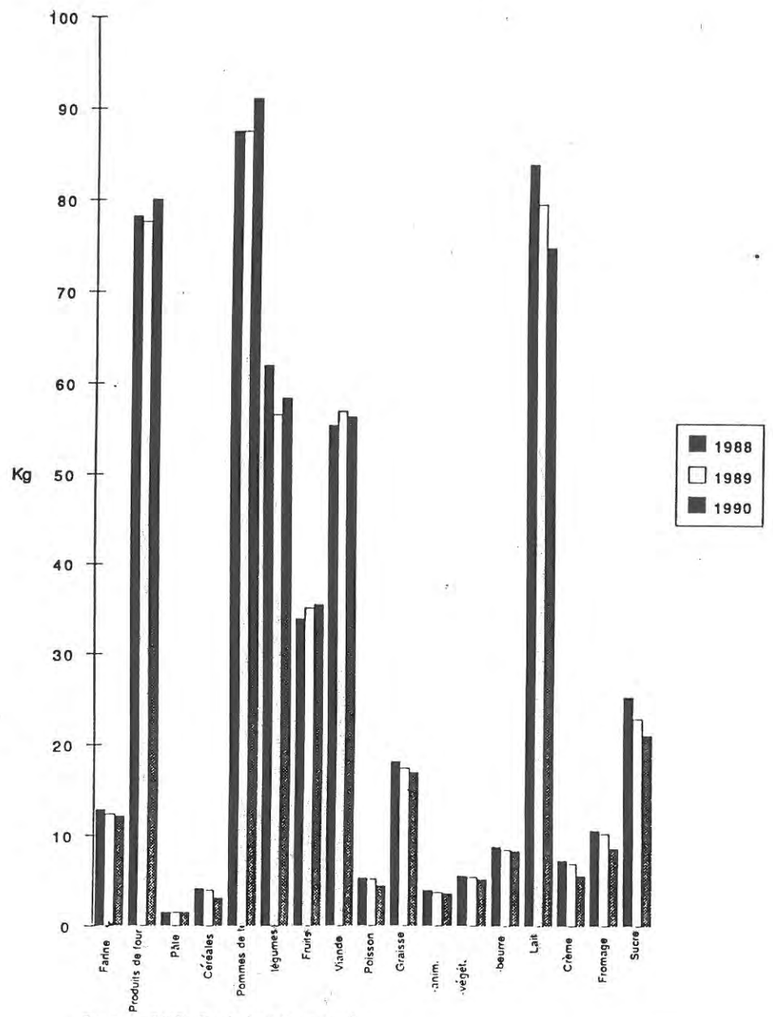
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.48. Pologne- différences dans la consommation alimentaire des quatre groupes socio-professionnels- 1990



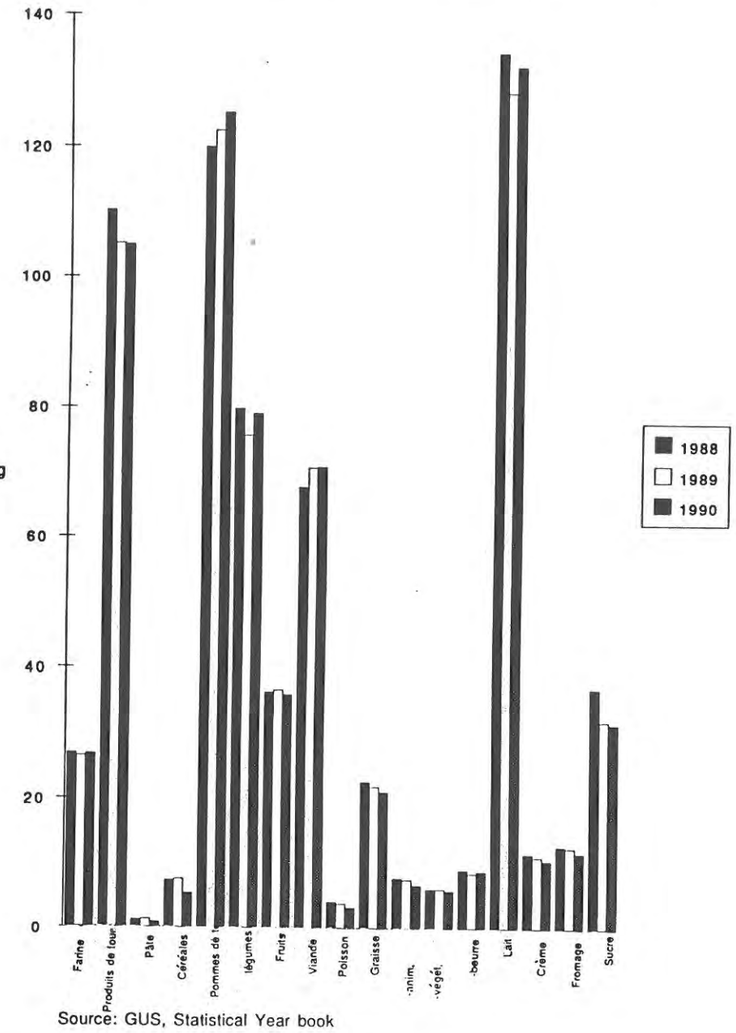
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.49. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de travailleurs pendant la période de transition économique



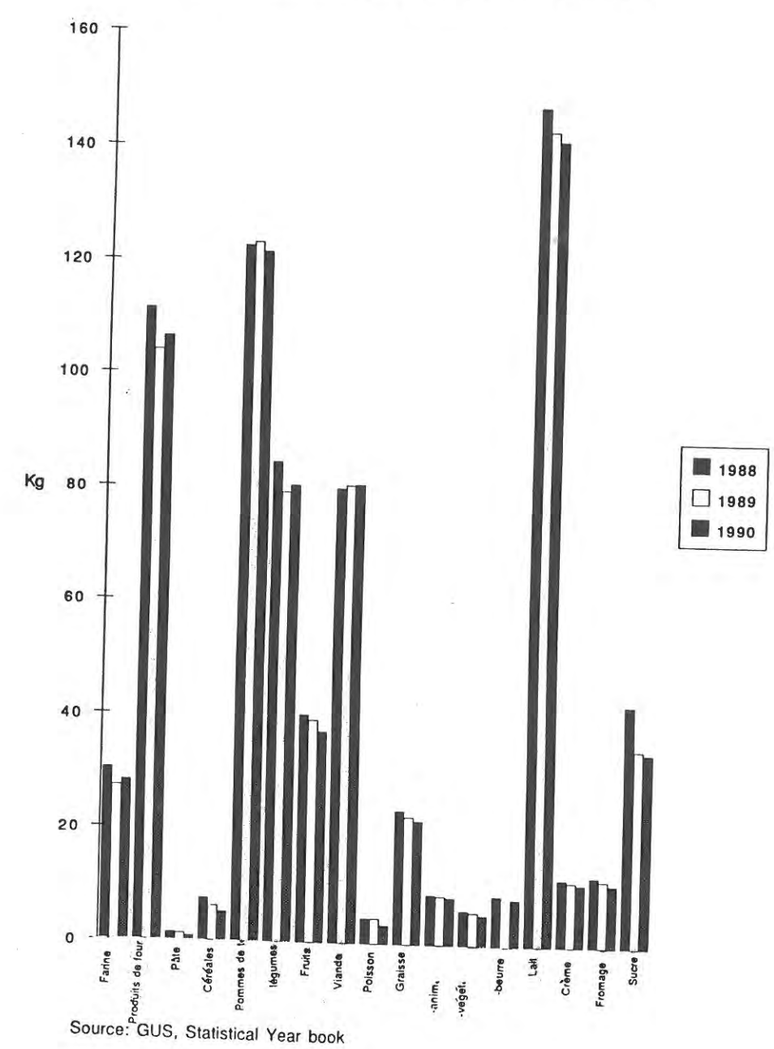
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.50. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de travailleurs-paysans pendant la période de transition économique



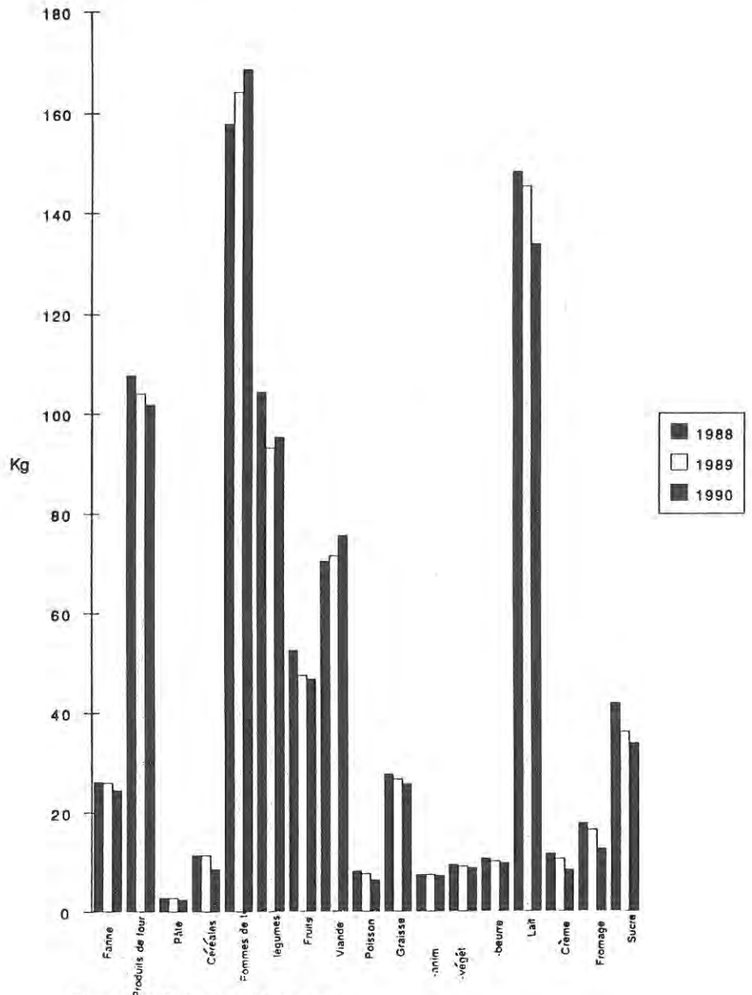
Source: GUS, Statistical Year book

Graphe 3.51. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de paysans pendant la période de transition économique



Source: GUS, Statistical Year book

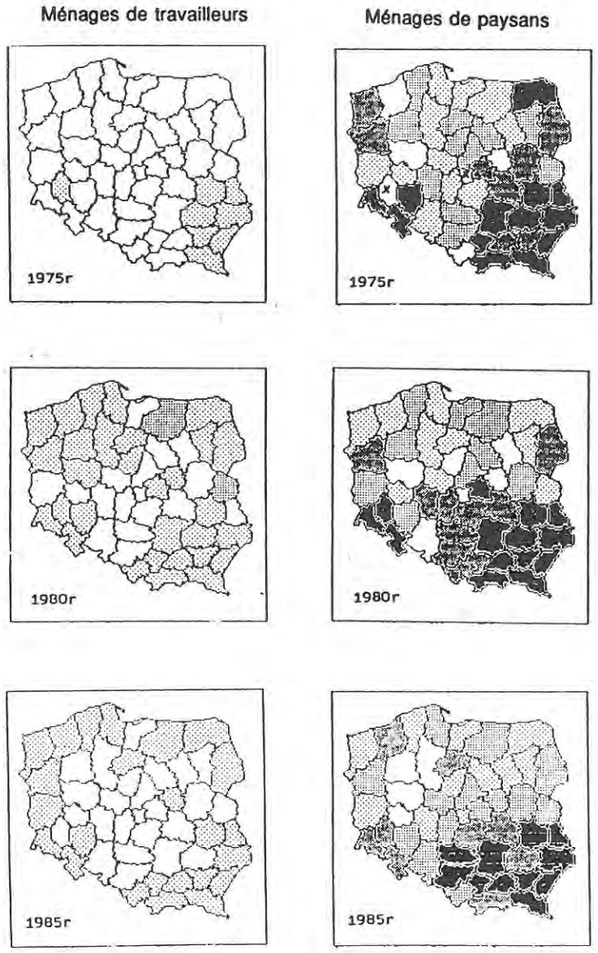
Graphe 3.52. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de retraités pendant la période de transition économique



Source: GUS, Statistical Year book

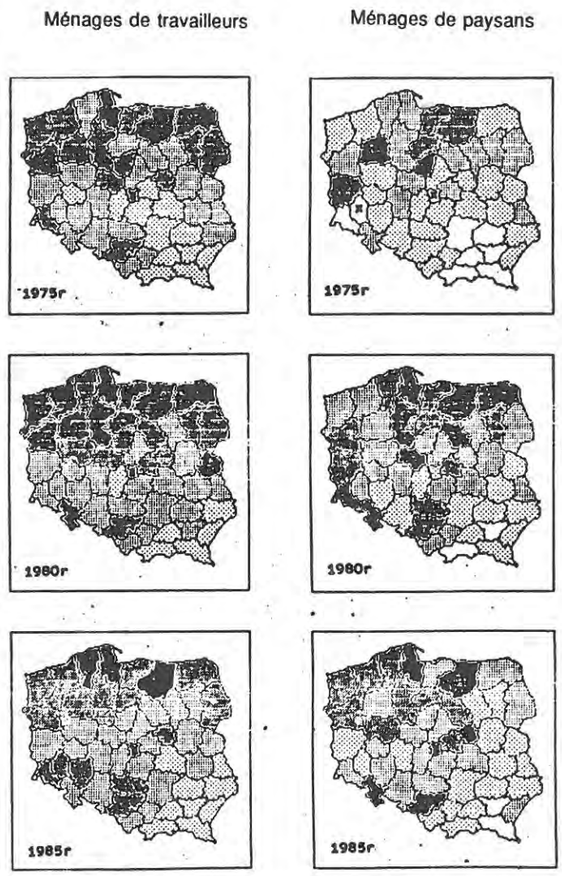
Carte 3.1.- Pologne: Distribution régionale de la consommation de lait en 1975-1980-1985

(En l. par tête et par an)



Carte 3.2.- Pologne: Distribution régionale de la consommation de poisson en 1975-1980-1985

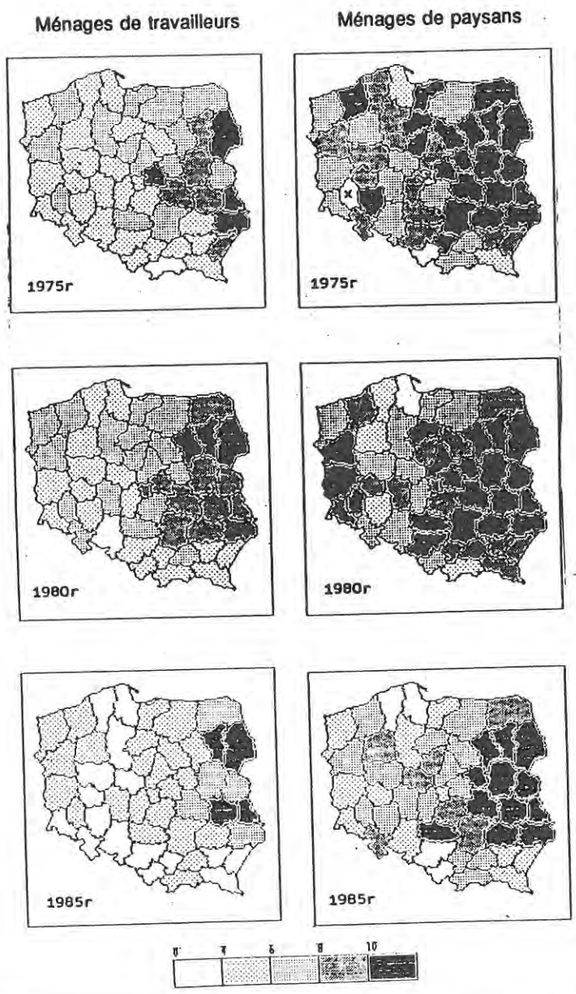
(En Kg. par tête et par an)



Source: Rosiak (E.).- "Différenciation spatiale de la consommation alimentaire en Pologne" Thèse de doctorat à l'Institut d'Economie Agricole et Alimentaire (Instytut Ekonomiki Rolnitcwa i Gospodarki Zywnosciowej)- Varsovie, 1990.

CARTE 3.3. Pologne : Distribution régionale de la consommation de graisses animales en 1975-1980-1985

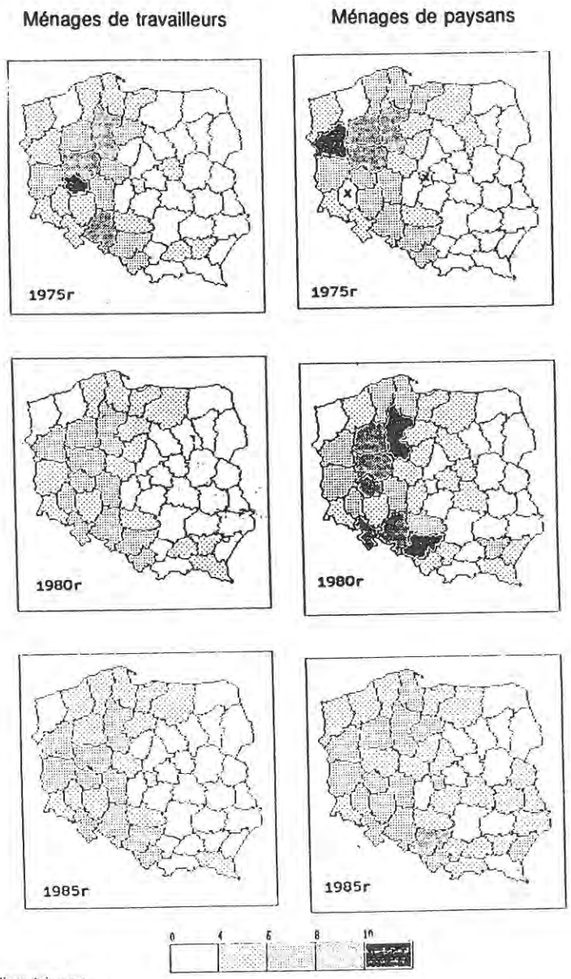
(En Kg. par tête et par an)



Source: Rosiak (E.) - "Différenciation spatiale de la consommation alimentaire en Pologne" Thèse de doctorat à l'Institut d'Economie Agricole et Alimentaire (Instytut

CARTE 3.4. Pologne : Distribution régionale de la consommation de graisses végétales en 1975-1980-1985

(En Kg. par tête et par an)



CONCLUSIONS

Cette étude a été pour nous très stimulante, parce que la consommation alimentaire dans les pays de l'Est européen est très peu connue chez nous et qu'il nous a semblé intéressant d'étudier ce comportement social dans le cadre de la transition économique.

Cependant nous avions quelques doutes quant à la possibilité d'analyser ce sujet avec une méthodologie de modélisation jusqu'à présent utilisée seulement dans des contextes économiques tout à fait différents par rapport à la planification centrale ou à la transition vers l'économie de marché. Notamment, il nous semblait problématique d'appliquer au cas polonais le *modèle de consommation alimentaire* (MCA) et les variables qui le déterminent.

Après avoir discuté avec les experts sur le terrain et pris connaissance des chiffres relatifs aux dépenses alimentaires et à la dynamique de la consommation alimentaire des polonais d'un point de vue quantitatif, nous sommes parvenus à la conclusion que les variables qui déterminent le modèle de consommation alimentaire peuvent être considérées identiques dans n'importe quel environnement économique ; planification centrale, économie de marché ou transition de l'une à l'autre.

En particulier le pouvoir de consommation (entendu non seulement comme pouvoir d'achat, mais aussi comme possibilité de produire et consommer ses propres denrées) reste, à notre avis, le facteur principal du comportement alimentaire. Il est vrai que la distribution du pouvoir de consommation dans une économie planifiée est largement déterminée par l'Etat ; il est vrai aussi que pendant la phase de transition économique on observe un bouleversement de cette distribution. Mais cela n'empêche pas le pouvoir de consommation de constituer la composante la plus importante parmi celles qui déterminent le modèle de consommation alimentaire d'une société, quel que soit l'environnement socio-économique dans lequel cette société bouge.

Les trois autres variables prises en considération dans cette méthodologie influencent aussi le comportement alimentaire du consommateur, à savoir la disponibilité alimentaire, les conditions objectives de la consommation et le modèle socio-culturel.

Plus précisément, à l'issue des analyses effectuées, on peut conclure que ce qui varie est le poids que chaque variable assume en fonction du contexte économique global et des modifications au sein de la société.

Nous avions moins de doutes sur l'application aux pays de l'ex-COMECON européen du *modèle agro-nutritionnel* (MAN), parce que ce dernier ne va pas jusqu'à une analyse du comportement alimentaire complexe de la communauté, mais se borne à une aseptique (comme on l'a déjà appelée) représentation des disponibilités nutritionnelles d'un pays ; pour cette raison il ne touche pas les caractéristiques socio-économiques du pays auquel il est appliqué.

En réalité, les résultats obtenus avec le modèle de consommation alimentaire, aussi bien que ceux obtenus avec le modèle agro-nutritionnel, nous semblent démontrer que le choix de leur utilisation dans des environnements économiques de planification centrale ou de transition est juste et nous amène à des représentations de la dynamique de la disponibilité et du comportement alimentaire claires et détaillées, bien que, naturellement, partielles ; mais cette dernière caractéristique est propre à tous les modèles.

Dans ces dernières pages on voudrait synthétiser ces résultats et essayer d'aboutir à quelques conclusions plus générales sur la disponibilité et la consommation alimentaire dans les pays actuellement en transition économique et sur la Pologne en particulier.

D'abord la base alimentaire de la Pologne montre une évolution vers les produits d'origine animale. Cette dynamique est typique des pays en développement économique et représente la substitution progressive des calories et protéines "chères" aux calories et protéines "bon marché" qu'on a déjà observée dans les pays occidentaux. La structure nutritionnelle

polonaise se caractérise par une disponibilité élevée en céréales et tubercules, lait et dérivés et sucre ; cela même si les groupes de produits qui ont eu la plus évidente dynamique pendant les dernières années du développement économique sont celui de la viande et des oeufs et celui des matières grasses.

L'évolution temporelle du profil agro-nutritionnel polonais reporté au profil d'orientation occidental montre une claire influence de la situation économique générale sur la base nutritionnelle du pays : en effet, alors que pendant la phase de développement le profil nutritionnel polonais se rapproche de l'occidental, pendant la période de crise il en s'éloigne remarquablement.

De manière plus générale, la comparaison dynamique dans une période représentative (1961-1989) des évolutions des modèles nutritionnels dans les pays de l'Est européen et des occidentaux a mis en évidence une intéressante convergence vers un modèle "européen", caractérisé par une forte composante calorique dérivant de céréales, sucre, matière grasse, viande et oeufs ; on dirait que ce modèle constitue la phase de maturité nutritionnelle d'un pays, ou, moins hardiment, qu'il représente le modèle agro-nutritionnel dominant dans les pays développés.

En définitive, l'analyse des modèles agro-nutritionnels Est-européens a mis en évidence une évolution de ces derniers pareille, même si elle est en retard de quelques années, à l'évolution des MAN occidentaux. Cela nous amène à la conclusion que la base nutritionnelle d'un pays n'est pas du tout influencée par son système économique, mais plutôt par le niveau de bien-être atteint, et, à égalité de cette condition, par les modèles socio-culturels et par les traditions alimentaires (voir le cas du Japon).

De l'étude du modèle de consommation alimentaire en Pologne résulte immédiatement l'étroite corrélation entre le comportement alimentaire et le contexte socio-économique général. En effet, la périodisation adoptée dans notre analyse (1950-1978 ; 1979-avant 1er août 1989 ; après 1er août 1989-1991 ; c'est-à-dire développement planifié, crise, transition économique) correspond parfaitement à trois différents modèles de consommation alimentaire qui caractérisent la société polonaise.

On passe d'un modèle *marchand, à haut profil énergétique, d'abondance relative, à croissante utilisation des produits services et servis, peu internationalisé, à coût social croissant* , qui caractérise la société pendant le développement planifié, à un modèle *moins marchand, avec une baisse du profil énergétique, de pénurie alimentaire, avec une baisse dans l'utilisation des produits services et servis, peu internationalisé, à coût social très élevé et de plus en plus croissant*, qui représente la consommation alimentaire pendant la crise, pour aboutir à un modèle *de moins en moins marchand, avec une stabilisation du profil énergétique, encore caractérisé par des stratégies de survie, avec une baisse progressive dans l'utilisation des produits services et servis, plus internationalisé, à coût social élevé mais autrement affecté (pour la modernisation du système agro-alimentaire et non plus pour des subventions à la consommation) et qui n'est plus strictement assuré par le pouvoir public*, qui domine pendant la transition économique.

Au sein de la société, les différentes catégories socio-professionnelles montrent des comportements alimentaires différents, non seulement d'une catégorie à l'autre, mais aussi au sein d'une même catégorie, en fonction de la situation économique générale.

Pendant la période de développement planifiée, les personnes qui travaillent et habitent en ville se trouvent dans une situation privilégiée, car les subventions à la consommation leur permettent d'acheter les produits alimentaires à bon marché et surtout les centres de distribution offrent aux citadins un assortiment qui à la campagne est absolument inimaginable. Tout cela même si le modèle de consommation des travailleurs n'est pas caractérisé par une forte propension à la consommation alimentaire, mais plutôt par sa diversification et par l'achat de produits de meilleure qualité, ainsi bien que de produits services et servis.

Par contre pendant la période de crise et de transition économique ce sont les paysans et les travailleurs-paysans qui assument le rôle de catégories privilégiées, car ils ont la possibilité d'auto-consommer ce qu'ils produisent. Cela signifie disposer d'une source d'approvisionnement de base, qui, à cause de la faible disponibilité alimentaire et de l'incertain système de distribution pendant la crise et suite à la chute du pouvoir d'achat alimentaire pendant la transition, fait défaut aux ménages des villes (travailleurs et retraités).

Pendant la période de crise, aussi bien que pendant la transition économique, apparaissent des comportements alimentaires, que nous avons appelés "stratégies de survie", car leur but consiste à maintenir les conditions de consommation de la période du développement planifié, alors que le revenu réel de la population baisse. Il s'agit de l'augmentation de la part de revenu affectée à la consommation alimentaire, de la substitution de calories et protéines bon marché aux calories et protéines riches, de la recherche d'une deuxième activité afin d'augmenter le budget du ménage, de la tendance à l'autoconsommation et à l'auto-suffisance alimentaire. Ces comportements, qui ont été considérés "irrationnels" pour une société en phase de développement - en effet ils apparaissent pendant la crise et demeurent pendant la transition - constituent un "effet verrou" capable apparemment de stabiliser la consommation calorique totale ou de la réduire très peu dans toutes les catégories socio-professionnelles .

En outre, ce qui semble très important est que, indépendamment de la situation économique générale, la composition de base du régime alimentaire polonais demeure généralement identique dans chaque groupe socio-professionnel et pour chaque tranche de revenu ; en effet on peut observer une forte composante représentée par des produits à demande rigide (produits de four, pomme de terre, lait) et une composante mineure, mais croissante quand le revenu augmente, de produits à demande élastique (fruits, légumes et viande).

Il n'en reste pas moins vrai que l'environnement économique influe de façon évidente sur la sensibilité de la demande de chaque produit alimentaire au revenu : la période de crise puis la période de transition bouleversent le niveau d'élasticité au revenu à l'intérieur de chaque catégorie socio-professionelle.

Enfin, on a observé une forte différenciation spatiale du modèle de consommation alimentaire polonais, qui peut être expliquée par la grande diversité socio-économique des régions polonaises, mais aussi par une inefficacité du système agro-alimentaire, qui, surtout au niveau de la transformation et de la distribution, est incapable de mettre à disposition sur toute la surface nationale des produits obtenus dans des zones déterminées. Cela oblige le consommateur à remplacer les produits indisponibles par d'autres nutritionnellement complémentaires.

Les résultats obtenus suite à l'analyse de la dynamique de la disponibilité et de la consommation alimentaire en Pologne nous permettent d'avancer quelques considération plus générales.

D'abord la conflictualité croissante entre disponibilité totale et demande de produits alimentaires en Pologne jusqu'au rationnement et à la crise économique, à notre avis n'est pas seulement une conséquence du fait que, comme le soutient J.B. Penn, consommation et disponibilité ne sont liées que pour une petite part ; cette différence dépend au moins de deux causes distinctes : la première est l'inefficacité susmentionnée du système agro-alimentaire polonais et des pays à économie planifiée, qui détermine des gaspillages et une distribution irrégulière et insuffisante aux consommateurs. La deuxième est la malheureuse politique des salaires et des subventions à la consommation, qui a provoqué une augmentation du pouvoir de consommation, laquelle n'a pas été compensée par une croissance correspondante de la productivité. Cela a amené à une possibilité d'achat alimentaire plus haute aux limites du pays et donc à une progressive érosion des disponibilités nationales et aux queues devant les magasins, puis à la libéralisation des prix alimentaires.

De plus, on a déjà souligné que, quand la société atteint à un niveau de développement avancé, dans les pays à économie planifiée le coût social de la consommation, et notamment

de la consommation alimentaire, augmente vertigineusement : il s'agit surtout des subventions et des interventions du gouvernement dans les relations parmi les différents opérateurs du secteur agro-alimentaire. L'Etat cherche à remplacer le marché en réglant les complexes relations dans les filières qui portent le produit alimentaire à la bouche du consommateur. La difficulté de cette tâche augmente de plus en plus au fur et à mesure que croît le niveau de vie de la population, car les exigences deviennent plus dynamiques et les sollicitations aux producteurs toujours plus rapides et complexes. C'est donc face au développement de la société que le système centralisé montre toutes ses limites ; c'est dans un environnement proche de la consommation de masse que les relations entre la demande (que nous avons représentée par le MCA) et l'offre alimentaire (MAN) deviennent incontrôlables et que le coût social de la consommation devient insoutenable.

Il n'est donc pas exact qu'en Pologne, jusqu'à la crise, disponibilités et consommation alimentaire sont liées seulement pour une petite part, et on l'a démontré en considérant que, et le modèle agro-nutritionnel, et le modèle de consommation alimentaire sont, les deux, étroitement liés aux événements socio-économiques généraux et se modifient selon le trend économique. Cela signifie forcément qu'ils sont liés entre eux aussi. Et si malgré l'assez bonne disponibilité alimentaire polonaise pendant la crise, disponibilité mise en évidence par son MAN, a eu lieu une situation de pénurie, nous pensons qu'on peut chercher les causes dans les considérations susmentionnées.

Ce n'est pas le cas de l'actuelle situation alimentaire polonaise. En effet, suite à la libéralisation des prix alimentaires, le pouvoir d'achat alimentaire de la population et donc la demande ont baissé énormément, provoquant une situation qu'on a appelée d'abondance apparente, car dans les magasins les produits sont présents et bien assortis, mais les gens n'ont pas d'argent pour les acheter. La baisse de la demande alimentaire a provoqué au niveau national un surplus (surtout de produits "riches") qui oblige la Pologne à chercher de nouveaux canaux d'exportation comme la CEE, provoquant aussi des problèmes de concurrence à nos producteurs (voir le cas de la viande en France). En effet ce surplus alimentaire est une conséquence de la politique monétaire de la Pologne et il s'est produit malgré la réduction de la production intérieure (à peu près 20% de 1989 à 1990), des importations, en un mot de la disponibilité totale.

Dans ce cas là un autre facteur, la libéralisation soudaine des prix, va remplacer la politique des subventions et l'inefficacité du système agro-alimentaire par la déstabilisation des relations entre demande et offre, ou, si l'on préfère, entre disponibilité et consommation alimentaire.

Ensuite, nous voudrions mettre l'accent sur le rôle joué par le problème agro-alimentaire dans la crise polonaise qui a amené le pays à la transition économique ; si on considère, en effet, d'une part l'importance du secteur agricole relativement à l'économie nationale et, d'autre part, la composante du budget des ménages affecté à la consommation alimentaire (même pendant le développement planifié), on comprend bien quelle importance représente la nourriture en Pologne. Bien sûr, on est loin de vouloir affirmer que la crise alimentaire soit à la base du passage d'une économie planifiée à un système caractérisé par beaucoup d'éléments de marché, mais sans doute elle a constitué un facteur de déstabilisation sociale et donc de mise en cause du régime économique sur lequel le pays a été basé pendant plus de quarante ans.

La dynamique du modèle de consommation alimentaire en Pologne pendant la période considérée, et surtout pendant la crise et la transition économique, est provoquée par des variables qu'on appelle donc "dynamisantes". Il s'agit du pouvoir de consommation alimentaire qui, on le constate, est très lié aux interventions de l'Etat et de la disponibilité alimentaire, qui dépend des structures du secteur agro-alimentaire. On observe aussi des variables qui, sans être réellement "bloquantes", sont toutefois "moins dynamisantes" : il s'agit du modèle socio-culturel et des conditions objectives de la consommation. Il nous semble également que le pouvoir de consommation alimentaire et la disponibilité alimentaire resteront des variables dynamisantes dans le futur immédiat.

A partir de cela, on peut essayer de prévoir très modestement certaines évolutions du système agro-alimentaire polonais : en effet, puisque l'Etat a bien compris qu'il fallait intervenir sur ces deux variables dynamisantes, il a d'abord libéré les prix agricoles, éliminant les subventions et donc baissant le coût social du MCA. Mais maintenant il faut moderniser le système agro-alimentaire, car on s'est aperçu que les inefficacités du système provoquent de grandes différences entre la disponibilité de base et la disponibilité pour le consommateur. Mais cette modernisation coûte cher ; c'est pourquoi on parle pour le futur d'un MCA *à coût social élevé mais autrement affecté (pour la modernisation du système agro-alimentaire et non plus pour des subventions à la consommation) et qui n'est plus strictement assuré par le pouvoir public.*

Si cette étude a contribué, du moins nous l'espérons, à élargir la connaissance des modèles agro-nutritionnels avec l'introduction des pays de l'Europe de l'Est dans l'échiquier mondial, l'analyse du comportement alimentaire y est limitée au cas polonais ; il reste donc à envisager la situation dans les autres pays de l'ex-COMECON européen afin de confirmer ou infirmer les tendances connues en Pologne ; de plus l'analyse susmentionnée doit être reprise relativement à la phase de transition économique, car la période considérée est trop brève pour nous permettre d'aboutir à des considérations définitives. Pour cela on s'est limité à des hypothèses, éventuellement confirmées ou bien réfutées par des recherches futures.

En définitive, il y a encore beaucoup à étudier à propos de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays de l'Europe de l'Est. Par ailleurs avec ce travail il nous semble avoir démontré que la méthodologie utilisée peut bien être appliquée à ce sujet afin d'obtenir une représentation simple et détaillée de sa dynamique. Notre espoir est donc de voir bientôt d'autres recherches qui, en utilisant la même méthodologie d'analyse, élargissent et complétent l'étude de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays actuellement en transition économique, étude qui a été ici seulement commencée.

BIBLIOGRAPHIE

1- Sur la consommation alimentaire

BERGER (S.).- Human nutrition science in food chain .- ext. de *Nutritional Sciences for Human Health*.- London : Smith Gordon-Nishimura, 1988.

FRANCOIS (P.).-Systèmes agro-alimentaires et politiques agro-nutritionnelles.- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), 1987. - (Cours IAM).

GRIGG (D.).- Alimentazione e sviluppo economico .- Ancona : Opium, 1989.

ISTITUTO PER GLI STUDI E LA DOCUMENTAZIONE SUL COMMERCIO, SUL TURISMO E SUI SERVIZI (ISCOM).-I consumi alimentari negli anni '80 .- Roma : ISCOM, 1987.

KLATZMANN (J.).- Nourrir dix milliards d'hommes . - Paris : PUF (Presses Universitaires de France), 1983.

KLATZMANN (J.).-L'autosuffisance alimentaire, objectif réaliste .- In *Economie et Sociétés*, n°7 - 1985.

KORNAY (J.).- Economics of shortage .- Amsterdam : North Holland, 1980.

KOUTSOYIANNIS (A.).- Microeconomia .- Sonzogno : Etas libri, 1981.

LAMBERT (J.L.).- Evolution du MCA en France .- Ronéo, 1984.

LAMBERT (J.L.).- L'évolution des modèles de consommation alimentaires en France .- Nantes : (thèse),1986.-

MALASSIS (L.).-Economie agro-alimentaire : l'économie de la consommation et de la production agro-alimentaire . -Paris : Cujas, 1979.

MALASSIS (L.).-Politiques et stratégies alimentaires .- In *Economie et Sociétés* , n° 7, 1985.

MALASSIS (L.), PADILLA (M.).-Modèles de consommation alimentaire : essai de typologie .- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), 1978.

MALASSIS (L.), PADILLA (M.).-Typologie mondiale des modèles agro-nutritionnels .- Montpellier : Ecole Nationale Supérieure Agronomique (ENSAM) et Institut Agronomique Mediterranéen (IAM), 1982.

MALASSIS (L.), PADILLA (M.).-La base alimentaire mondiale. - Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), 1983.- (série "Etudes et recherches", n° 74).

MALASSIS (L.), PADILLA (M.). -Economie agro-alimentaire: l'économie mondiale .- Paris : Cujas, 1986.- (Tome III)

MALASSIS (L.), PADILLA (M.). -La consommation alimentaire mondiale .- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM), 1987.- (trois fascicules, cours IAM).

ORGANISATION DE COOPERATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE).-La dynamique de l'évolution de la consommation alimentaire dans les pays de l'OCDE et les conséquences pour l'avenir .- Paris : OCDE, 1983.

PADILLA (M.).-Distribution et tendances de la consommation alimentaire .- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM), 1985.- (série "Etudes et recherches").

1- Sur la consommation alimentaire

BERGER (S.).- Human nutrition science in food chain .- ext. de *Nutritional Sciences for Human Health*.- London : Smith Gordon-Nishimura, 1988.

FRANCOIS (P.).-Systèmes agro-alimentaires et politiques agro-nutritionnelles.- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), 1987. - (Cours IAM).

GRIGG (D.).- Alimentazione e sviluppo economico .- Ancona : Opium, 1989.

ISTITUTO PER GLI STUDI E LA DOCUMENTAZIONE SUL COMMERCIO, SUL TURISMO E SUI SERVIZI (ISCOM).-I consumi alimentari negli anni '80 .- Roma : ISCOM, 1987.

KLATZMANN (J.).- Nourrir dix milliards d'hommes . - Paris : PUF (Presses Universitaires de France), 1983.

KLATZMANN (J.).-L'autosuffisance alimentaire, objectif réaliste .- In *Economie et Sociétés*, n°7 - 1985.

KORNAY (J.).- Economics of shortage .- Amsterdam : North Holland, 1980.

KOUTSOYIANNIS (A.).- Microeconomia .- Sonzogno : Etas libri, 1981.

LAMBERT (J.L.).- Evolution du MCA en France .- Ronéo, 1984.

LAMBERT (J.L.).- L'évolution des modèles de consommation alimentaires en France .- Nantes : (thèse),1986.-

MALASSIS (L.).-Economie agro-alimentaire : l'économie de la consommation et de la production agro-alimentaire . -Paris : Cujas, 1979.

MALASSIS (L.).-Politiques et stratégies alimentaires .- In *Economie et Sociétés* , n° 7, 1985.

MALASSIS (L.), PADILLA (M.).-Modèles de consommation alimentaire : essai de typologie .- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), 1978.

MALASSIS (L.), PADILLA (M.).-Typologie mondiale des modèles agro-nutritionnels .- Montpellier : Ecole Nationale Supérieure Agronomique (ENSAM) et Institut Agronomique Mediterranéen (IAM), 1982.

MALASSIS (L.), PADILLA (M.).-La base alimentaire mondiale. - Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), 1983.- (série "Etudes et recherches", n° 74).

MALASSIS (L.), PADILLA (M.). -Economie agro-alimentaire: l'économie mondiale .- Paris : Cujas, 1986.- (Tome III)

MALASSIS (L.), PADILLA (M.). -La consommation alimentaire mondiale .- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM), 1987.- (trois fascicules, cours IAM).

ORGANISATION DE COOPERATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES (OCDE).-La dynamique de l'évolution de la consommation alimentaire dans les pays de l'OCDE et les conséquences pour l'avenir .- Paris : OCDE, 1983.

PADILLA (M.).-Distribution et tendances de la consommation alimentaire .- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM), 1985.- (série "Etudes et recherches").

PADILLA (M.).-Les modèles de consommation alimentaire dans le monde .- Milano : Convegno CARIPLO (Cassa di Risparmio delle Province Lombarde), mars 1988.

PADILLA (M.).- Economie alimentaire, situation mondiale et comportements alimentaires.- Montpellier : Institut Agronomique Méditerranéen (IAM), 1990.- (cours IAM).

SEGRE' (A.), WENNBUST (P.).- La domanda di prodotti alimentari.- Bologna : Istituto di Economia e Politica agraria, 1989.

TREMOLIERES (J.) et alii.-Manuel d'alimentation humaine: les bases de l'alimentation .- Paris : Les éditions ESF, 1984 .- (Tome I, 10 ème édition).

ZAMAGNI (S.).- L'analisi neoclassica della domanda: un'esposizione critica.- Bologna : Patron Editore, 1977.

2 - Sur l'économie et la consommation alimentaire polonaises

ADAMOWICZ (M.).- Agricultural Planning in the Reformed Management System of the Polish Economy .- Padova : Editrice "La Garagnola", 1988 .- (Agricultural Planning in Eastern and Western Europe: A Comparative Analysis Proceedings of the Seminar, 8-10 October 1984, Padova).

ADAMOWICZ (M.).- Recents reforms and developments in Polish agriculture .- Padova : 1991.- (conference internationale "New horizons for agriculture in european countries" , mai 2-4, Padova).

AGRA-EUROPE.- East Europe and China Agriculture and Food , (mensuel).- London : plusieurs numeros.

BORLAUG (N.).- An Assessment of Polish Agriculture and the Food Economy .- Report for the Foundation for the Development of Polish Agriculture, December 1989.

BOYD (M.).- The Performance of Private and Socialist Agriculture in Poland : The Effects of Policy and Organization .- In *Journal of Comparative Economics*, n° 12, 1988.

CHOLEWICKA-GOZDZIK (K.).- The reform of the price system in Poland. Its assumptions and first results.- ext. de *Preise im sosialismus, Kontinuitat im Wandel*.-Berlin, 1983 (teil I), 1984 (teil II), ed. Dunker & Humbold.

COCHRANE (N.).- Reforming Agricultural Prices in Eastern Europe : The Case of Poland .- In *Problems of Comunism*, Jan-Feb 1990.

FLAVIEN (J.), LAJOINIE (A.).- L'agriculture dans les pays socialistes d'Europe.- Paris : Editions Sociales, 1978.

THE ECONOMIST INTELLIGENCE UNIT (EIU).-Poland Country Report (trimestrale).- London, plusieurs numeros.

IZRAELEWICZ (E.).- L'est un an après.- In *Le Monde*, 7/11/1990.

KAMINSKI (W.).- De l'agriculture traditionnelle vers l'économie alimentaire moderne: le défi pour la Pologne .- Paris : Academie polonaise de Sciences, 1986.

KOLODKO (G.W.).- Polish hiperinflation and stabilisation 1989-1990 .- In *Economic journal on Eastern Europe and Soviet Union* , n° 1, 1991.

KOCHANOWICZ (J.).- Stato e contadini : la politica agraria polacca negli anni 1956-1970 .- In *Studi Storici*, Roma : 1988.

LE COZ (J.).- Les reformes agraires .- Paris : Presses Universitaires de France, 1974.

LHOMEL (E.).- Les mutations des structures agricoles à l'Est : 1980-1990 .- In *Le Courrier des Pays de l'Est*, n° 347, 1990.

NSZZ Solidarnosc .-Demonopolitization of the agricultural market. Decisions of the Rakowski government concerning agriculture .- In *Polish Agriculture* , n.12 (bulletin qui paraît tous les quatre mois), Paris : 1989.

PENN (J.B.).- Poland's agriculture, it could make the critical difference .- In *Choices, The magazine of food, farm and resources Issues*, four quarter 1989.

POLAND-EEC-WORLD BANK MISSION REPORT.- Strategia rolna dla Polski .- Warszawa : 1990.

POULIQUEN (A.).- Les transformations de la politique agricole polonaise et leurs conséquences sur les formes du developpement coopératif dans les campagnes .- In *Communauté* .- Paris : juillet- décembre 1975.

POULIQUEN (A.).- La modernisation structurelle d'une agriculture privée en économie socialisée : le tournant polonais.- In *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, Vol. 18, n° 3, 1987.

POULIQUEN (A.).- Les paysans polonais confrontés aux lois du marché .- In *Monde diplomatique*, Fevrier 1991.

QUAISSER (W.), SCHINKE (E.).- Modelle für die Einführung Marktwirtschaftlicher Bedingungen im Sektor Landwirtschaft und Ernährung in Staatshandelsländern mit Scwerpunkt Polen .- In *Arbeiten aus dem Osteuropa* .- Institut München , n°136, April 1990.

REMBISZ (W.).- The Changing Role of Central Planning Toward the Private Farming Sector in Poland .- Staff Paper, pp. 89 à 12 .- University of Minnesota : Department of Agricultural and Applied Economics, March 1989 .

REMBISZ (W.).- Some Constraints of Introducing Free Market Regulation into Private Farming in Poland .- *Staff Paper* , pp. 89 à 13 .- University of Minnesota : Department of Agricultural and Applied Economics, March 1989 .

ROSIAK (E.).- Przestrzenne zroznicowanie spozycia zywnosci w Polsce .- Varsovie : Instytut Ekonomiki Rolnictwa i Gospodarki Zywnosciowei, 1990.- (Thèse de doctorat).

SCHINKE (E.).- Planning in Eastern Europe: Introductory Statement .- ("Agricultural Planning in Eastern and Western Europe: A Comparative Analysis" Proceedings of the seminar,1988, Padova) .

SEGRE' (A.).- Da un'economia di piano ad un'economia di mercato : la riforma del sistema dei prezzi agro-alimentari - il caso della Polonia .- Bologna : Istituto di Economia e Politica agraria.

SEKULA (W.).- The effects of the "marketisation" of food economy on changes in the expenditure and consumption .- In *Polish Journal of Human Nutrition and Metabolism* .- n°4, Warsaw, 1991.

SORBINI (M.), SEGRE' (A.).- Politica agraria e commercio internazionale nei paesi del COMECON, evoluzione, problemi, bibliografia.- Trieste : ISDEE, 1989.

SZUPEJKO (I.).- The impact of the crisis on the income and consumption structure of Polish households during the 1978-1988 period .- (Conference paper at the 1st Conference of the European Association for Comparative Economic Studies (EACES), 27 -29 septembre 1990, University of Verona (Italy)).

TARR (D.).- Quantifying Second Best Effects in Grossly Distorted Markets: The Case of the Butter Market in Poland .- In *Journal of Comparative Economics*, n° 14, 1990.

WILKIN (J.).- Rural incomes and expenditure patterns in Poland .- In *Rural transformation in eastern Europe*: Studies on Patterns and determinants of rural change in the postwar period, n°9.- Stockholm School of Economics, 1989.

WILKIN (J.).- The new philosophy of intervention in agriculture in post-communist countries.- (version provvisoire) (Ninth Conference on USSR end East European Agriculture, 11-14 sept. 1990, Ciechocinek (Pologne)).

WOS (A.).- Food self-sufficiency and food security .- In *Oeconomica Polona*, vol. XV, n°4, (Trad. d'un article paru dans *Gospodarka Planowa*, 1988, n°1).

WOS (A.).- What is new in the Agricultural Policy in Poland .- (Nith Int. Conf. on USSR and East European Agriculture, 11-14 settembre 1990, Ciechocinek -Pologne-).

ZALESKI (E.).- The collectivization drive and agricultural planning in the Soviet rural economy .- sl., Rownan and Alanheld, 1983 .

SOURCES STATISTIQUES

1- Pour le Modèle Agro-Nutritionnel:

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), Rome.- Bilans alimentaires: années moyennes1972-1974, 1975-77, 1971-81, 1982-84, 1986-88. - Rome : FAO, années correspondantes.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), Rome.- La quatrième enquête mondiale de la FAO sur l'alimentation.- Rome : FAO, 1977.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), Rome.- La cinquième enquête mondiale de la FAO sur l'alimentation.- Rome : FAO, 1987.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), Rome.- Annuaire de la production - Rome : FAO, 1989.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO), Rome. - Food balance Sheets 1961-1989 .- sur disquettes compatibles PC.

2- Pour le Modèle de Consommation Alimentaire:

GLOWNY URZAD STATYSTYCZNY (GUS) ou bureau central de statistiques.- *Rocznik Statystyczny* (annuaires statistiques- statistical year books).- Varsovie : 1950-1991 .

3- Autres statistiques:

L'Etat du monde 1991.- Paris : Editions la Découverte, 1991.

(ISTAT) Istituto Centrale di Statistica, Rome .- Annuario statistico italiano .- Rome : plusieurs années.

ANNEXES

ANNEXE I

Problèmes méthodologiques dans les enquêtes sur les budgets des ménages en Pologne[132]

- Un peu d'histoire

Les enquêtes sur les budgets des familles ont plus de cent ans de tradition en Pologne. La première recherche remonte aux années quatre-vingts du XIX siècle.

Mais c'est seulement à partir de 1918, année de l'indépendance de la Pologne, qu'il est possible de parler d'enquêtes systématiques dans ce domaine. Elles concernaient surtout des familles de travailleurs dans les villes et dans les districts industriels et des groupes sélectionnés d'autres catégories. Les recherches étaient basées sur de petits échantillons (de 5 jusqu'à 300 familles).

Aussitôt après la deuxième guerre mondiale, en 1945, le GUS commence une enquête-guide sur les familles des travailleurs et des non-travailleurs. Ce n'est qu'en 1948 que sont entreprises des recherches permanentes sur les budgets des ménages de gens employés dans le secteur de l'Etat (annuellement 400 budgets environ). Les recherches sont conduites jusqu'en 1952, puis elles sont interrompues jusqu'à la fin de 1956.

En novembre 1956 le gouvernement décide d'entreprendre pour la deuxième fois la recherche. Depuis cette date les enquêtes sur les budgets des ménages connaissent différentes modifications, qui consistent principalement à étendre leur domaine et à améliorer la méthode utilisée.

En 1957 l'échantillonnage occasionnel est appliqué aux enquêtes. Entre les années 1957-1962 les recherches concernent annuellement environ 2000 ménages de travailleurs industriels; entre les années 1963-1972 les enquêtes sont étendues aux travailleurs d'autres secteurs de l'économie nationale, à l'exclusion de l'agriculture et de la sylviculture (un échantillon d'environ 4200 familles chaque année). Il s'agit d' une analyse par secteurs économiques et non par catégories socio-professionnelles.

Entre 1968 et 1970 est conduite une enquête expérimentale dans laquelle on applique la méthode de la rotation dans l'analyse, tant par secteur que par distribution territoriale.

En 1973 on passe des enquêtes par secteurs à l'analyse territoriale et l'échantillon était augmenté de 10.000 familles environ, qui représentent quatre groupes socio-économiques fondamentaux de ménages, à savoir les employés (qui nous avons appelés travailleurs - ndr), les agriculteurs, les agriculteurs-travailleurs, les retraités. Ces groupes constituent maintenant environ 91% de la population totale.

Les enquêtes étaient exécutées à l'aide de la méthode continue, c'est-à-dire que l'échantillon sélectionné de familles prenait part à la recherche pendant le cycle entier des recherches, qui dure 4-5 ans.

En 1981 une enquête est réalisée sur un échantillon additionnel expérimental par la méthode de la rotation et cela a permis au GUS d'employer, à partir de 1982 une nouvelle méthode.

---

132 Il s'agit de quelques morceaux choisis et traduits de l'anglais d'un article écrit par Jan Kordos et Antoni Kubiczek, Office Central de Statistiques (GUS) Varsovie, Pologne, 1990.

A partir du deuxième trimestre 1982 la méthode de la rotation est réalisée sur une base trimestrielle. Jusqu'à la fin 1982 les enquêtes sur les budgets des ménages sont exécutées à l'aide de deux méthodes (la méthode continue et la méthode de la rotation) qui permettaient d'analyser les différences dues à leur application .

- Les objectifs des enquêtes

Les objectifs des enquêtes sur les budgets des ménages en Pologne sont plus larges que dans d'autres pays. Il s'agit d'obtenir des données pour:

1) Calculs pour le système de poids utilisé dans l'index des prix des consommateurs (pendant la période de planification n.d.r.).

2) Estimations courantes et périodiques (annuelles) des conditions de vie des différents groupes de population.

3) Estimation de la distribution des revenus nominaux et réels des groupes sous observation.

4) Evaluation de la distribution des dépenses et de leur composition à des périodes particulières.

5) Estimation de la quantité et de la consommation des denrées alimentaires et de leur valeur calorique et nutritive.

6) Estimation de la distribution des revenus et leur différenciation au sein de groupes de familles particuliers .

7) Estimation des inconvénients (pauvreté) dans la période de transition qui a eu lieu en Pologne.

8) Estimation de phénomènes économiques, telle l'extension de la privatisation dans le secteur commercial.

9) Analyse de la demande pour les biens sélectionnés.

10) Modèles économétriques

- Organisation

Les enquêtes sur les budgets des ménages sont exécutées par 49 bureaux statistiques régionaux (WUS), plus précisément par la section des recherches sociales. La supervision méthodologique et du sujet dans les recherches est exécutée par la Division des Recherches Sociales et Démographiques du Bureau Central de Statistique (GUS).

La structure d'organisation des sections de la recherche sociale des bureaux statistiques régionaux se compose du chef de la section, des superviseurs et des préposés à l'énumération. Ces derniers prennent des contacts directs avec les familles qui font partie de la recherche. Dans la période d'un mois chaque préposé à l'énumération contrôle 12 familles (2 point locaux de recherche de 6 ménages chacun). Les responsabilités du préposé à l'énumération consistent à :

a) Recruter des ménages sélectionnés pour faire partie de la recherche dans chaque trimestre.

b) Visiter les familles sous observation au moins deux fois par mois pour leur montrer comment tenir les registres du budget et répondre à leur questions ; (chaque ménage reçoit deux livres en un mois: un pour la première moitié du mois et l'autre pour la seconde).

c) Compiler chaque mois un budget sommaire pour une famille sous observation sur un questionnaire spécial.

d) faire un contrôle logique et arithmétique des notes prises par les familles.

e) Interroger les familles qui participent à l'enquête sur des bases trimestrielles et annuelles.

La responsabilité de base d'un superviseur est de contrôler le sujet dans le travail d'un préposé à l'énumération, c'est-à-dire :

a) recevoir des matériaux (questionnaires) et les contrôler.

b) Contrôler la coopération entre les préposés à l'énumération et les familles sous observation (chaque proposé est contrôlé au moins une fois par trimestre et le superviseur visite les familles contrôlées).

c) Organiser le remplacement des préposés à l'énumération en cas d'absence.

Il y a 3-4 préposés à l'énumération pour chaque superviseur. La préparation des chefs des sections et des superviseurs est faite au niveau central du GUS par le personnel de Division des Recherches Sociales et Démographiques.

- Méthodes de récolte des données

Dans les enquêtes sont employées les méthodes suivantes de recueil des données:

a) notes courantes de revenus et de dépenses écrites par une famille pendant trois mois ;

b) interviews personnelles avec les ménages sous observation ;

c) utilisation des feuilles de paye dans les entreprises où travaillent les gens sous observation

De plus on emploie les outils suivants de récolte des données :

Le registre du budget (w-01) - un journal dans lequel les familles écrivent chaque jour leur revenus et leur dépenses - . Il y a deux types de registres de budget : l'un pour les gens qui possèdent une ferme et l'autre pour ceux qui n'en possèdent pas. Les registres sont recueillis par les préposés à l'énumération toutes les deux semaines.

Une feuille auxiliaire pour un préposé à l'énumération (w-02), afin de transmettre des notes de registre du budget. Sur cette feuille il fait un bilan pour les mêmes produits et les dispose selon la classification appliquée des revenus et des dépenses.

Le budget mensuel du ménage (w-03) - une forme sous laquelle sont transférés les montants sommaires de la forme auxiliaire. Le questionnaire contient aussi des données sur les caractéristiques socio-économiques de la famille, à savoir : le nombre de personnes économiquement actives et de celles qui perçoivent une pension ; le numéro de la région, le groupe socio-économique de la famille et la dimension de la ferme.

L'interview trimestrielle (w-04K) - un questionnaire complété après un trimestre de référence dans lequel une certaine famille participait à l'enquête - . Il contient des informations socio-économiques sur tous les membres du ménage sous observation, par exemple le sexe, l'âge, le lieu de travail, le type de travail, etc.

L'interview annuelle (w-04R) - un questionnaire rempli par toutes les familles sous observation pendant une année civile. Il procure des données sur la composition de la famille, les revenus

annuels, les achats "rares" (c'est-à-dire les biens durables) réparations et grosses réparations, vêtements chers etc.

Informations sur le remplacement d'une famille (w-05) - un questionnaire rempli par une famille qui cesse de participer à l'enquête et est remplacée par un autre ménage.

Rapport sur les revenus (w-06) - ce questionnaire est envoyé à une entreprise dans laquelle travaille un enquêté. On l'utilise pour ajuster les données concernant le salaire obtenues par l'interview.

- Elaboration des données

Les résultats des recherches sur les budgets des familles sont élaborés avec les techniques de l'EDP sur des bases mensuelles, trimestrielles et annuelles. Les données mensuelles sont obtenues 55 jours après le mois de référence et les résultats sont compilés exclusivement pour les quatre groupes socio-économiques de familles (familles de travailleurs, agriculteurs-travailleurs, paysans et retraités). Les résultats contiennent une liste complète des revenus et des dépenses et la consommation des denrées alimentaires (76 produits).

L'information trimestrielle est disponible 85 jours après le trimestre de référence et elle contient les informations des enquêtes mensuelles et des interviews mensuelles.

Les résultats sont compilés pour 6 groupes socio-économiques de ménages (les familles retenues sont divisées entre f. de travailleurs et f. de non travailleurs) pour l'analyse suivante : groupes de revenu (moyenne mensuelle de revenu pour chaque personne dans la famille).

Les données annuelles sont disponibles 5 mois après l'année de référence (fin mai). Les données annuelles se composent des données mensuelles et des interviews trimestrielles et annuelles. Les résultats sont recueillis par 10 grosses catégories:

- groupes socio-économiques (6 groupes),
- groupes de revenu (8 ou 10 groupes),
- groupes de la dimension d'une ferme
- lieu de résidence
- âge du chef de famille
- niveau d'éducation du chef de famille
- secteur de l'économie nationale dans lequel le chef de famille travaille
- type biologique de la famille
- pour les ménages des travailleurs-paysans selon la prédominance du revenu de la ferme ou du travail hors de la ferme
- pour les familles des pensionnés et retraités, selon le type de pension

Les résultats annuels couvrent entièrement les structures du revenu, de dépense et de consommation aussi bien que l'information sur les conditions des maisons.

- Changements méthodologiques proposés

Dans un proche avenir le GUS a projeté d'introduire des changements importants dans la méthodologie et dans l'organisation des recherches sur les budgets de ménages. Ils sont orientés vers la participation d'autres groupes socio-économiques qui jusqu'à présent n'étaient pas impliqués par les enquêtes (par exemple les familles des propriétaires des entreprises privées) et vers la modernisation des enquêtes. Les activités à faire peuvent être groupées en 5 blocs d'arguments:

1) modernisation des instruments de recherche (questionnaires), avec une plus grande utilisation de l'informatique.

2) nécessité d'avoir une meilleure compréhension de la dimension d'un échantillon et du système de rotation.

3) augmentation de la précision dans la description et la classification des revenus pour les adapter aux standards EEC (EUROSTAT).

4) amélioration de la qualification des opérateurs sur le terrain.

5) amélioration de la coopération et de la collaboration parmi les statisticiens qui travaillent sur les enquêtes des budgets des ménages.

ANNEXE II

Support numérique à l'étude de la consommation alimentaire en Pologne selon les catégories socio-professionnelles et les tranches de revenu

On a cru utile, pour ceux qui veulent se plonger dans l'étude de la consommation alimentaire en Pologne, de collecter dans cette deuxième annexe les chiffres référés à la consommation de 18 denrées alimentaires en quantité (kg, l, ou n.) pour chaque groupe socio-professionnel [travailleurs (4 composantes), travailleurs-paysans (4 composantes), paysans (4 composantes), retraités (2 composantes)] et pour chaque tranche de revenu.

Il s'agit de données GUS (household budgets), prises directement au bureau central de statistique polonais à Varsovie et réferées aux années 1978-1980-1982-1985-1988-1989-1990.

Ils sont partiellement élaborés, car une partie était exprimée mensuellement et une autre annuellement. Dans les pages suivantes tous les chiffres sont annuels. De plus on observe que jusqu'à 1980 il y a 7 tranches de revenu alors qu'après cette date il y en a 8.

La partie de cet ouvrage relative à la consommation alimentaire par catégories socio-professionnelles sort des élaborations faites sur ces données, dont la rareté (pour les avoir il faut aller en Pologne au GUS) et la "fraîcheur" (jusqu'à 1990) les rendent indispensables pour d'autres études sur la consommation alimentaire en Pologne.

Tab.1- A

1978

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES TRAVAILLEURS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE						
			I	II	III	IV	V	VI	VII
Farine	Kg	11,8	12,3	12,5	11,7	12,2	11,8	11,1	11,1
Produits de four	"	85	71,3	86,9	83,2	83,4	84,7	88,4	88,7
Pâte	"	1,9	4	2	2,1	1,8	1,9	1,8	1,6
Céréales, riz et corn flakes	"	4,9	6,6	6	5,2	5,2	4,5	4,3	4,2
Pommes de terre	"	106,1	103,2	102,3	108,2	105,3	107,9	104,7	105
Légumes, légumineuses, champig	"	58,6	41	50,8	53,9	57	61,9	63,4	67,4
Fruits et dérivés	"	39,9	21,3	29,2	31,7	38,3	43,4	47,1	55
Viande et dérivés	"	62,4	46,2	51,6	56,2	60,6	64,8	70,1	72,5
Poisson et dérivés	"	5,4	4,2	3,6	4,9	5,1	5,6	6,2	6,3
Gras	"	19,2	13,8	17,7	18,3	18,8	19,8	20,6	21,1
- animaux	"	5,7	5,8	6,6	5,9	5,8	5,6	5,5	4,6
- végétaux	"	4,3	2,7	3,4	4,1	4,3	4,4	4,6	5,4
- beurre	"	9,2	5,3	7,7	8,3	8,7	9,8	10,5	11,1
Lait	l	111,3	116,9	117,9	114,8	111,3	108,6	106,7	115,8
Crème de lait	Kg	7,6	7,5	7,4	7,4	7,5	7,6	8,3	7,3
Fromage	"	9,1	6,4	7,7	8	9	9,4	10,1	11
Oeufs	n	182,4	143	151,2	165,3	184,2	199,5	204,1	229,5
Sucre	Kg	24,4	20,3	23,3	23,9	24,3	25,3	24,8	24,8

Tab.2 - A

1978

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES TRAVAILLEURS-PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE						
			I	II	III	IV	V	VI	VII
Farine	Kg	26,3	*	28	29,7	25,1	23,9	23,3	28,8
Produits de four	"	110,9	*	114,6	103	116	107,9	112,6	117,6
Pâte	"	1,7	*	2,5	1,6	1,7	1,8	1,3	1,6
Céréales, riz et corn flakes	"	8,3	*	7,3	7,3	9,6	9,1	7,1	9,4
Pommes de terre	"	149,2	*	147,6	169,7	144,4	143	137,3	147,6
Légumes, légumineuses, champig	"	67	*	56,1	64,8	68,6	70,3	67,2	75,3
Fruits et dérivés	"	40	*	28,7	36,2	40	40,2	43,3	54,7
Viande et dérivés	"	58,9	*	47,6	48,8	59,3	62,1	65,1	77,7
Poisson et dérivés	"	3,8	*	2,8	3	3,2	4,2	4	4,8
Gras	"	21,9	*	21	21,3	22,1	21,2	21,7	26,3
- animaux	"	9,4	*	10	10,2	9,5	9	7,6	10,5
- végétaux	"	4,3	*	2,7	4,2	4,4	3,9	4,8	5,8
- beurre	"	8,2	*	8,3	6,9	8,2	8,3	9,3	10
Lait	l	148,3	*	143,3	155,4	151	131,6	143,5	165,9
Crème de lait	Kg	12	*	12,2	11,7	11,3	10,8	10,8	19,9
Fromage	"	10,6	*	10,8	11,4	10,1	10,2	8,5	15,3
Oeufs	n	254	*	201,5	226,1	258,2	268,1	265,4	332,6
Sucre	Kg	25,6	*	23,9	25,9	25,7	26,7	25,7	26,2

Tab.3 - A

1978

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE						
			I	II	III	IV	V	VI	VII
Farine	Kg	30,9	23,7	30	31,4	33,1	32,7	31,7	31,5
Produits de four	"	109,8	107,9	102,4	111,8	115,2	111,5	113,2	110,4
Pâte	"	1,8	2	1,7	1,9	1,4	2	2,2	1,5
Céréales, riz et corn flakes	"	8,1	6,9	7,4	9	8,3	10,1	8,7	6,6
Pommes de terre	"	144,2	152,8	148,4	152,1	132,1	141,4	128,8	156,4
Légumes, légumineuses, champig	"	63,6	55,1	53	65,7	69,2	66,6	70,5	69
Fruits et dérivés	"	34,7	21,8	33,5	34,3	37,8	37,7	34,5	39,6
Viande et dérivés	"	64,7	51,2	54,5	56,3	67,4	70,3	80,9	80,3
Poisson et dérivés	"	4,2	3,8	3	4,8	4,4	4,7	4,1	5
Gras	"	22,3	22,3	20,4	23	22,7	25	22,7	21,9
- animaux	"	11,9	13,5	10,7	10,8	12	14	13,9	11
- végétaux	"	4,1	3,7	3,5	4,9	3,9	4,4	3,4	4,7
- beurre	"	6,3	5,1	6,2	7,3	6,8	6,6	5,4	6,2
Lait	l	161,7	171,8	164	150,1	164,7	162,2	151	173,5
Crème de lait	Kg	13,6	11,3	11,8	13,3	16,1	16,2	14,3	12,4
Fromage	"	10,6	8,5	9,8	10	12	12,3	11,2	10
Oeufs	n	274,1	229,9	232,5	249,2	294,6	318,6	289,2	333,7
Sucre	Kg	26,9	24,8	27,3	26,7	26,6	28,8	26	28,2

Tab.4 - A

1978

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES RETRAITES (2 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE						
			I	II	III	IV	V	VI	VII
Farine	Kg	20,1	21,6	19,8	22,6	18,5	20,3	18,8	14,6
Produits de four	"	97,7	87,3	97,3	103,1	103	91,7	90,3	85,3
Pâte	"	2,8	2,2	3	2,9	3	2,5	2,4	1,8
Céréales, riz et corn flakes	"	11,5	9,9	11,6	12	11,9	11,5	11	8,7
Pommes de terre	"	134,3	152	132,2	136,3	138,3	135,2	127,2	115,1
Légumes, légumineuses, champig	"	78,9	63,6	72,2	78,5	78,6	92,8	78,3	86,1
Fruits et dérivés	"	49,1	35,7	35,6	46,2	47,3	58	66,8	69,6
Viande et dérivés	"	72,5	44,1	61,8	69,4	78,6	81,9	80,4	82,6
Poisson et dérivés	"	7,9	7,9	7,1	7,1	8	8,7	9,6	7,8
Gras	"	24,6	21,7	24,1	25,2	24,9	23,7	24,8	24,9
- animaux	"	7,1	8,2	8,6	7,8	7,2	7,8	5,6	5,9
- végétaux	"	7,1	5,6	6,8	7,2	7,2	6,3	8,2	6,6
- beurre	"	10,2	7,9	9,2	10,2	10,5	9,2	11	12,4
Lait	l	166,7	158,2	153,8	173,9	168,7	173,6	164,2	161,5
Crème de lait	Kg	10,1	9,2	8,3	11	10,5	9,4	10,3	11,7
Fromage	"	12,8	9,6	11,7	12,6	12,6	13,3	15,1	13,6
Oeufs	n	227,8	170,6	195,1	231,8	221	234,8	266,3	282,3
Sucre	Kg	26,5	23,9	25,7	26,7	26,7	26,9	26,5	28,7

Tab.5 - A

1980

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE
MENAGES DES TRAVAILLEURS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE						
			I	II	III	IV	V	VI	VII
Farine	Kg	12,8	13	13,5	12,6	12,8	12,6	12,7	13,4
Produits de four	"	82,2	72,4	75,1	80,8	82,1	83,8	86	86,8
Pâte	"	2,1	2	2,2	2,4	1,9	2	1,9	2,1
Céréales, riz et corn flakes	"	6	7	6,5	6,5	6,2	5,8	5,3	6,6
Pommes de terre	"	99,3	81,3	97,7	100,5	99,2	98,5	101,4	106,1
Légumes, légumineuses, champig	"	57,8	44,6	48,6	54,8	55,7	60,9	64	68,8
Fruits et dérivés	"	41,6	25,6	30	36,6	39,5	44,4	50,4	58,9
Viande et dérivés	"	62,5	46,4	53,1	57,8	60,3	66,2	68,8	76,5
Poisson et dérivés	"	5,9	6,6	5	5,4	5,5	6,1	6,4	7,9
Gras	"	19,9	16,7	18,1	19,4	19,4	20,3	21,8	21,5
- animaux	"	5,8	5,2	6,3	6,1	5,7	5,7	5,7	5,2
- végétaux	"	4,4	3,3	3,6	4,1	4,3	4,5	5,3	5,1
- beurre	"	9,7	8,2	8,2	9,2	9,4	10,1	10,8	11,2
Lait	l	110,7	114	113,3	118	110,5	107,6	105,7	111,6
Crème de lait	Kg	8,5	8,6	7,8	8,7	8,4	8,8	8,2	8,2
Fromage	"	9,6	8,8	8,4	9,1	9,3	9,9	10,2	11,9
Oeufs	n	193,5	145,7	116,1	181,3	189,7	206,4	202,6	228,2
Sucre	Kg	24,9	22,9	24,1	24,7	25	25,2	25	25,4

Tab.6 - A

1980

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE
MENAGES DES TRAVAILLEURS-PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE						
			I	II	III	IV	V	VI	VII
Farine	Kg	25,1	19,8	24,2	23,1	25,3	26,6	26,8	27,1
Produits de four	"	108,3	99,8	101,3	105,1	107,4	109,6	117,2	119,2
Pâte	"	2,1	2	2,4	2,3	1,8	1,9	2,4	1,6
Céréales, riz et corn flakes	"	10,1	9,6	9,6	9,4	10,4	10,3	11,3	8,7
Pommes de terre	"	129,1	115,2	130,3	121	132,1	132,6	138,7	122,4
Légumes, légumineuses, champig	"	67,6	54,8	59,8	61,2	69	74	71,4	74,6
Fruits et dérivés	"	37,6	28,2	30	36,3	34,5	41,5	45,3	42,6
Viande et dérivés	"	63,8	50,4	52,2	56,2	61,2	69,8	70,5	83,5
Poisson et dérivés	"	4,4	5,6	3,2	4,2	3,7	5	4,5	6,2
Gras	"	22,7	18,9	19,2	22,1	21,9	24,6	26,7	21,9
- animaux	"	9,7	7,6	8,3	9,8	10,6	10,6	8,4	9,5
- végétaux	"	4,6	3,9	3,5	4	4,3	5,2	6,9	3,8
- beurre	"	8,4	7,4	7,4	8,3	7	8,8	11,4	8,6
Lait	l	144,6	130,4	149,1	155,2	148,4	136,8	139,1	147,6
Crème de lait	Kg	12,2	10	11,4	12,2	13,2	11,9	12,8	12,3
Fromage	"	12,4	10,3	12,5	12,6	13,1	11,7	13,7	12,4
Oeufs	n	241,1	223,9	210,6	234,1	242,1	243,8	261,7	285,2
Sucre	Kg	26,1	25,2	23,9	25,5	26,5	26,2	29,1	26,4

Tab.7 - A

1980

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE
MENAGES DES PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE						
			I	II	III	IV	V	VI	VII
Farine	Kg	29,5	29,5	33,6	26	31,8	30,4	25,8	29,7
Produits de four	"	107,6	95,9	95,2	106,9	101,2	124,2	113,3	116,4
Pâte	"	1,7	1,7	1,7	1,1	1,3	2,1	2	1,8
Céréales, riz et corn flakes	"	8,6	9,8	9,7	11,3	7,8	7,9	6,6	6
Pommes de terre	"	123,3	124,4	117	122,4	118,1	129,1	130,3	120,6
Légumes, légumineuses, champig	"	62,8	48,5	59,4	59,3	66,3	73	65,2	70,2
Fruits et dérivés	"	32,8	29,8	29,4	27,9	32,1	38,4	36,9	35,9
Viande et dérivés	"	67,4	47,9	50,2	64,2	66,7	84	80,1	82,1
Poisson et dérivés	"	5,5	3,6	4,3	5	5,8	7,8	7,2	4,8
Gras	"	22,5	21,2	22,1	22,7	20,9	23,2	23,4	24,5
- animaux	"	10,8	10,4	12,4	9,1	11,5	10,8	9,5	12,7
- végétaux	"	4,8	4,7	4,2	5,1	4,1	5	5,2	4,9
- beurre	"	6,9	6,1	5,5	8,5	5,3	7,4	8,7	6,9
Lait	l	165,7	182,8	157,5	166,3	155,3	162,4	177,5	155,9
Crème de lait	Kg	14,1	12,7	16,2	14,7	13,3	13,8	13,3	15,6
Fromage	"	11,7	11,5	13,1	11,6	10,5	12,3	10,9	11,8
Oeufs	n	255	211	223,1	254,6	255,4	279,3	288,2	282,9
Sucre	Kg	26,8	24,8	24,7	26,7	27,7	28,3	28,1	27,2

Tab.8 - A

1980

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE
MENAGES DES RETRAITES (2 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE						
			I	II	III	IV	V	VI	VII
Farine	Kg	21,2	21	22	22,3	21,9	20,4	18,5	17,7
Produits de four	"	96,5	93,7	103	102,6	94,5	92,6	84,8	93,8
Pâte	"	3,3	3,3	3,3	3,5	3,8	3	3,4	3
Céréales, riz et corn flakes	"	13	12,7	13,6	12,9	14,2	11,4	11	17,4
Pommes de terre	"	122	120,9	123,4	122,3	126,8	119,3	116,6	124
Légumes, légumineuses, champig	"	77,5	63	69,7	76,3	85,4	81,1	91,8	89,5
Fruits et dérivés	"	51,7	32,5	32,5	42,7	56,2	61,7	61,4	76,7
Viande et dérivés	"	74,83	59,6	66,3	72,5	76,7	82,9	84,4	93,5
Poisson et dérivés	"	8,5	9,3	7,5	8,6	8,7	8,3	9,6	9,3
Gras	"	26,3	26,6	26	26,9	26,2	26	25,3	27,7
- animaux	"	8	9,6	8,7	8,1	7,9	7	7,3	6,3
- végétaux	"	7,2	7,5	6,8	7,6	7	7,3	6,7	8,5
- beurre	"	11,1	9,5	10,5	11,2	11,1	11,7	11,3	12,9
Lait	l	167,2	152,2	173,4	173,6	164,7	174,9	145,3	153,5
Crème de lait	Kg	11,3	9,2	11,4	12,3	11,6	10,8	11,6	12,7
Fromage	"	13,6	12,8	12,4	13,7	12,9	14,8	14,2	14,1
Oeufs	n	241,7	203,5	216,3	231,1	251,3	265,2	269,4	305,5
Sucre	Kg	27,1	25,8	25,9	27,6	27,2	27,3	28,1	30,5

Tab.9 - A

1982

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES TRAVAILLEURS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	11,8	11,6	11,3	12	12,2	12	11,3	10,1	11,2
Produits de four	"	89,1	83,9	88,9	86,7	89,1	92,4	90	96,5	95,7
Pâte	"	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5	1,5	1,3	1,1	1,2
Céréales, riz et corn flakes	"	6,8	6	7,2	6,8	6,9	6,6	6,2	6,6	7,1
Pommes de terre	"	105	99,5	104,2	101,2	102,8	107,5	112,2	128,8	118,4
Légumes, légumineuses, champig	"	62,2	49,6	56,6	60,5	63,8	69,6	67,3	66,2	71,3
Fruits et dérivés	"	45,6	29,2	38,1	44,3	47,9	54,2	53,7	50,9	55,2
Viande et dérivés	"	51,5	42,9	47,3	49	53,5	54,7	56,5	64,2	66,8
Poisson et dérivés	"	5,1	3,9	4,6	4,4	5,2	6,1	5,7	7,6	6,1
Gras	"	16,2	13,5	14,6	15,6	16,9	17,3	18	20,3	19,1
- animaux	"	4,6	3,9	3,9	4,3	4,7	4,8	5,4	6	6,8
- végétaux	"	4,7	3,5	4,3	4,5	5,1	5,4	5,6	6,7	5,4
- beurre	"	6,9	6,1	6,4	6,8	7,1	7,1	7	7,6	6,9
Lait	l	113,8	114,9	113,2	114,3	116,2	122,7	95,3	95,8	108,4
Crème de lait	Kg	8,4	7,8	7,5	8,6	8,9	8,7	8,4	8,7	8,7
Fromage	"	9,6	7,6	8,9	9,8	9,5	10,4	9,8	9,9	10,9
Oeufs	n	193,1	147,9	169,5	186,9	200	220,8	211,4	220,5	224,2
Sucre	Kg	24,6	23,5	24	24,6	24,8	25,4	25,3	24,6	24,7

Tab.10 - A

1982

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES TRAVAILLEURS-PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	20,1	15,4	17,4	19,4	21,9	18,1	25,5	21	24,4
Produits de four	"	112,3	109,9	106,8	103,7	106	124,5	120,2	116,7	124,6
Pâte	"	1,4	1,2	1,8	1,3	1,3	1,7	0,9	2,4	0,8
Céréales, riz et corn flakes	"	9,7	8,9	8,7	9,9	10,4	11,1	8,9	10,9	9,3
Pommes de terre	"	120,4	124,2	108,3	125,8	119,1	118,9	121,7	114	122,4
Légumes, légumineuses, champig	"	71,6	53,9	64,5	71	75,3	77,1	64,6	99,8	84
Fruits et dérivés	"	37,6	32,2	32,8	38,3	48,2	44,4	43,8	53,9	40,7
Viande et dérivés	"	52,6	39,2	42	46,6	54,8	51	62,3	72,8	75,2
Poisson et dérivés	"	2,5	1,9	1,7	2,1	3	3,9	2,1	3,2	2,1
Gras	"	17,1	13,7	15,5	15,1	17,6	18,6	19,7	21	20,4
- animaux	"	7	5,9	6,8	6,7	7,2	6,5	6,9	5,9	9,3
- végétaux	"	4,2	3,1	3,9	3,4	4,7	5	4,8	5,8	5
- beurre	"	5,9	4,7	4,8	5	5,7	7,1	8	9,3	6,1
Lait	l	153	157,8	130,1	146	175,9	153,8	155,2	184,3	134,4
Crème de lait	Kg	11,3	11,3	9,7	11,6	11,2	10	12,7	10,2	12,5
Fromage	"	11	10,6	9,8	10,7	11,1	11,4	12,3	12,5	11,3
Oeufs	n	245,5	209,8	193,6	223,4	266,4	248,6	294,2	288,6	295,3
Sucre	Kg	24,5	21,7	24,5	23,2	24,7	25,2	24,8	27,1	27

Tab.11 - A

1982

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	21,9	22	19,8	19,9	19,1	23,4	29,7	37,8	17,7
Produits de four	"	111	102,1	97,2	94,8	108,3	114,5	96,7	135,3	133,8
Pâte	"	1,1	1,1	1,6	0,7	1	1,4	0,8	0,4	1
Céréales, riz et corn flakes	"	9	8,2	9,9	7,3	8,8	9,1	6,8	13,6	9,3
Pommes de terre	"	120,3	113,1	123,2	100,5	122,6	125,1	134,1	127,9	122,8
Légumes, légumineuses, champig	"	69,6	61,5	70,7	65,2	82,8	63,9	66	72,8	75,6
Fruits et dérivés	"	42	38,8	41,9	37,2	45,5	39,7	30,9	36,6	52,1
Viande et dérivés	"	59,2	43,5	52,3	55,8	64,2	62,1	63,9	44,5	77,6
Poisson et dérivés	"	2,4	1,7	1,4	1,9	3,2	3,1	2,2	1,3	3,6
Gras	"	17,3	14,8	16,5	17,5	20,2	16,9	16,6	14,3	20
- animaux	"	8,4	7,3	8,2	8,5	11,2	8,1	9,1	6,4	8,9
- végétaux	"	3,8	3,1	3,8	3,4	3,6	3,5	3,3	3,9	4,8
- beurre	"	5,1	4,4	4,5	5,6	5,4	5,3	4,2	4	6,3
Lait	l	163,2	174	167,5	118,9	201,7	151,7	175,5	174	152,9
Crème de lait	Kg	13	11,7	13,3	12,5	13,7	13,5	13,6	20,7	11,1
Fromage	"	10,7	11,2	11,3	10,8	12,4	9,3	9,1	10,8	10,3
Oeufs	n	259,3	121,4	231,9	221,9	290,5	253,1	248	295,4	320,4
Sucre	Kg	26	23,4	22,6	29,4	23,7	27,9	22,3	31,7	29,2

Tab.12 - A

1982

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES RETRAITES (2 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	14,4	14,1	13,5	14,4	13,6	14,2	20,2	14,6	16,8
Produits de four	"	103,7	93,9	104,5	103,5	104,8	109,8	116,6	119,7	106,2
Pâte	"	2,3	1,9	2,6	2,5	2,3	1,8	2,3	1,3	1,7
Céréales, riz et corn flakes	"	10,6	9,4	10,7	10,4	10,7	12,2	12,3	11,1	12
Pommes de terre	"	123,9	110	120,8	125	128	137,6	143,7	130,3	122,5
Légumes, légumineuses, champig	"	85,3	65,9	83,9	83,3	93,7	91,9	108,4	120,2	99,7
Fruits et dérivés	"	56,3	40,5	49,8	57,3	63,6	63	71,2	82,3	68,4
Viande et dérivés	"	56,1	42,5	52,3	56	61,6	60,3	68,8	71,9	70,1
Poisson et dérivés	"	8	8,5	6,6	7,9	8,2	7,3	7,8	8,7	12,6
Gras	"	17,4	16,3	17,1	17,2	17,9	18,7	17,7	19,4	19,8
- animaux	"	4,4	4,1	4,6	4,3	4,3	5	3,7	6,7	4,5
- végétaux	"	6,1	5,8	5,8	6	6,6	6,5	6,5	5,5	7,6
- beurre	"	6,9	6,4	6,7	6,9	7	7,2	7,5	7,2	7,7
Lait	l	176,3	163,6	157,5	184,7	185,6	177,1	200	183,8	165,5
Crème de lait	Kg	13,3	11,9	11,8	13	14,2	16,4	11,9	14,6	17,5
Fromage	"	13,4	12,1	12,1	13,5	13,2	14,9	17,5	15,9	15,6
Oeufs	n	249,9	194,9	226,8	246,2	273	285,6	344,9	343,9	300,4
Sucre	Kg	22,7	21,6	22,2	22,4	22,9	23,1	26,7	24,2	25

Tab.13 - A

1985

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES TRAVAILLEURS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	10,68	9,6	9,84	10,56	10,56	10,92	11,64	10,68	10,32
Produits de four	"	79,68	72,84	79,44	78,12	81,12	83,28	85,08	86,52	84,6
Pâte	"	1,32	1,56	1,44	1,32	1,56	1,32	1,32	1,32	1,32
Céréales, riz et corn flakes	"	4,44	3,96	4,56	4,08	3,84	4,08	3,84	3,72	4,2
Pommes de terre	"	87,48	78,84	75,24	85,92	85,08	85,92	84,96	88,44	87
Légumes, légumineuses, champig	"	58,32	44,28	47,64	51,72	55,44	51,72	63	69,72	69
Fruits et dérivés	"	38,88	31,92	28,92	32,76	36,48	32,76	43,2	47,28	48,24
Viande et dérivés	"	51,84	46,8	46,68	47,88	50,04	47,88	54,96	55,8	57,48
Poisson et dérivés	"	5,76	4,32	4,08	4,92	5,52	4,92	6,48	7,2	6,84
Gras	"	16,32	13,56	14,28	15	15,84	15	16,8	17,64	17,64
- animaux	"	3,96	4,2	3,84	3,84	3,84	3,84	3,84	3,84	3,84
- végétaux	"	4,44	3,12	3,48	3,96	4,32	3,96	4,68	5,04	5,16
- beurre	"	7,92	6,24	6,96	7,2	7,68	7,2	8,28	8,76	8,64
Lait	l	93,6	85,56	100,2	98,76	95,04	98,76	92,16	90	85,92
Crème de lait	Kg	7,68	7,32	6,84	7,32	7,68	7,32	8,04	7,92	8,16
Fromage	"	10,2	8,64	8,64	9,6	9,72	9,6	10,8	10,92	11,16
Oeufs	n	189,36	160,9	160,2	169,4	182,4	169,4	201,24	214,32	214,32
Sucre	Kg	22,2	19,92	21,36	21,84	22,08	21,84	21,96	22,68	23,16

Tab.14 - A

1985

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES TRAVAILLEURS-PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	21,36	13,56	18,24	18,6	24,24	20,04	22,08	21	22,44
Produits de four	"	114,36	109,7	127,08	101,5	105	116,2	119,16	121,32	120,48
Pâte	"	1,08	0,96	0,24	1,32	1,2	1,2	0,96	1,32	1,08
Céréales, riz et corn flakes	"	7,32	9,48	5,28	7,2	7,68	12,72	8,16	7,92	6,84
Pommes de terre	"	128,4	130,4	127,68	115,4	112,6	113,5	128,88	118,44	132,6
Légumes, légumineuses, champig	"	75,72	46,56	75,48	69,84	67,08	78,72	77,64	79,2	83,88
Fruits et dérivés	"	42	20,52	42,84	38,04	38,76	38,64	44,28	49,68	46,2
Viande et dérivés	"	63,84	37,92	55,2	55,44	55,2	60,24	65,88	70,2	78,96
Poisson et dérivés	"	3,84	2,04	4,56	3,48	2,88	4,44	3,36	3,96	4,92
Gras	"	19,56	14,76	15,12	16,92	18,12	20,04	21	20,88	20,76
- animaux	"	8,04	6	5,64	6,96	6,84	8,04	7,32	8,16	7,68
- végétaux	"	4,56	4,56	2,64	3,48	3,84	4,56	5,64	4,68	5,04
- beurre	"	7,56	4,2	6,84	6,48	7,44	7,44	8,04	8,04	8,04
Lait	l	146,28	121,3	153,24	126,7	152,6	142,7	160,92	136,56	151,92
Crème de lait	Kg	12,6	9	11,64	11,28	12,72	12,36	13,92	11,52	13,92
Fromage	"	13,08	9,24	9,48	10,68	12,72	12,96	14,64	15,12	13,2
Oeufs	n	261,84	212	206,4	226,1	241,6	273,5	271,08	277,2	1487,04
Sucre	Kg	24,96	20,52	24	22,44	25,08	23,88	25,44	26,64	26,88

Tab.15 - A

1985

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	25,56	19,2	23,4	26,88	29,88	24	28,44	20,76	24,84
Produits de four	"	114,72	96,12	118,56	113,5	112,4	114,1	121,68	115,44	121,2
Pâte	"	1,2	1,2	0,6	1,2	1,08	1,08	0,6	1,44	1,56
Céréales, riz et corn flakes	"	6,96	8,04	5,64	6,12	7,68	7,08	5,64	6,72	7,08
Pommes de terre	"	119,64	115,1	113,88	111,7	125,2	118,7	114	129,24	125,88
Légumes, légumineuses, champig	"	76,92	54	62,76	75,6	72,36	83,88	78,12	92,04	84,96
Fruits et dérivés	"	45,24	36,96	33,96	47,28	44,64	49,8	51,48	47,04	43,32
Viande et dérivés	"	70,68	51,12	63,12	61,8	65,76	66,36	72,96	74,4	93,12
Poisson et dérivés	"	4,56	3,24	2,28	4,08	4,44	4,56	3,36	5,88	6,12
Gras	"	20,76	17,52	20,76	19,8	20,76	18,84	12,84	21,12	22,56
- animaux	"	8,76	7,8	9,72	8,28	8,64	8,16	10,08	7,08	9,6
- végétaux	"	4,68	3,48	4,8	4,32	4,68	3,72	4,92	5,4	5,64
- beurre	"	7,32	6,24	6,24	7,2	7,44	6,96	8,64	8,64	7,32
Lait	l	160,08	147,2	142,08	214,7	162,1	141,2	192,12	175,44	162,6
Crème de lait	Kg	13,08	11,04	11,64	13,32	13,08	12,48	14,76	11,76	13,68
Fromage	"	12,84	10,68	12,12	12,72	15,12	13,32	14,64	11,16	11,28
Oeufs	n	297,72	236,9	245,76	286,2	298,1	266,5	353,4	374,28	313,2
Sucre	Kg	28,92	28,56	20,28	27,72	27,36	26,16	25,92	34,8	34,8

Tab.16 - A

1985

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES RETRAITES (2 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	19,8	17,4	17,76	19,2	19,68	21	22,44	21,48	18,36
Produits de four	"	108,96	105,1	101,52	109,9	108,8	112,1	110,52	108	106,44
Pâte	"	2,52	2,64	2,4	2,4	2,76	2,4	2,52	2,16	2,28
Céréales, riz et corn flakes	"	8,52	9	7,32	8,4	8,88	8,64	9,12	9,12	8,76
Pommes de terre	"	154,68	105,4	128,16	145,1	161,2	176,3	170,4	151,68	149,4
Légumes, légumineuses, champig	"	93,96	61,08	67,44	79,92	92,52	110,9	111,24	122,28	112,8
Fruits et dérivés	"	53,76	32,52	36,96	41,64	52,08	64,32	69,72	74,52	75
Viande et dérivés	"	62,04	48,96	49,68	56,4	60,96	66,6	69,96	74,28	76,92
Poisson et dérivés	"	9,12	6,36	6,72	8,16	8,76	9,84	11,28	12,24	11,4
Gras	"	21,96	18	19,08	20,4	21,84	23,28	25,56	25,44	22,8
- animaux	"	5,76	5,04	5,4	5,52	5,88	6,12	5,76	6,6	5,28
- végétaux	"	7,08	5,28	5,76	6,36	6,96	7,44	9	8,76	7,32
- beurre	"	9,12	7,68	7,92	8,52	9	9,72	10,8	10,08	10,2
Lait	l	157,08	133	140,28	147,5	160,8	166,4	186,48	160,08	148,08
Crème de lait	Kg	12,12	10,08	9,84	11,16	12,36	13,08	14,04	14,16	11,88
Fromage	"	15,84	13,44	14,04	14,4	16,2	16,56	17,88	18,84	16,32
Oeufs	n	283,8	236,5	223,08	259	284,5	304,3	330,12	333,36	317,4
Sucre	Kg	24,72	23,16	22,2	23,88	24,48	25,08	27	26,64	27,84

Tab.17 - A

1988

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE
MENAGES DES TRAVAILLEURS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	12,84	13,92	12,72	12,84	12,72	13,08	13,44	12,24	12,96
Produits de four	"	78,24	77,52	75	77,28	78,84	82,08	83,4	82,44	93,48
Pâte	"	1,56	1,44	1,56	1,56	1,44	1,44	1,68	1,44	1,2
Céréales, riz et corn flakes	"	4,2	4,92	4,32	4,32	3,72	3,96	4,44	4,44	4,56
Pommes de terre	"	87,48	69,36	84,24	84,36	89,28	94,68	100,2	100,68	81,72
Légumes, légumineuses, champig	"	61,92	48,24	52,68	59,76	64,68	69,96	74,64	68,4	90,96
Fruits et dérivés	"	33,96	21,24	25,44	31,56	36,6	42,48	47,4	41,28	71,28
Viande et dérivés	"	55,32	48	51,24	54	57	58,92	61,68	65,76	57,36
Poisson et dérivés	"	5,28	3,96	4,32	5,04	5,52	5,76	7,44	7,8	6,24
Gras	"	18,24	16,2	17,04	17,88	18,72	19,44	21,36	19,44	20,28
- animaux	"	3,96	3,84	4,2	4,08	3,96	3,48	4,2	3	3
- végétaux	"	5,52	4,08	4,92	5,28	5,64	6,24	6,24	6,48	7,08
- beurre	"	8,76	8,28	7,92	8,52	9,12	9,72	10,92	9,96	10,2
Lait	l	83,76	89,4	91,56	85,2	79,32	80,52	82,32	72,84	65,16
Crème de lait	Kg	7,2	7,68	7,08	7,08	7,2	7,32	7,68	7,2	6,36
Fromage	"	10,56	9,36	9,6	10,2	10,68	11,64	12,84	12,36	9,6
Oeufs	n	182,52	140,4	172,44	181	185,5	190,1	205,56	195,24	173,28
Sucre	Kg	25,44	21,36	23,64	25,08	25,8	27,84	28,44	24,84	26,88

Tab.18 - A

1988

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE
MENAGES DES TRAVAILLEURS-PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	26,88	21,96	23,28	25,2	27,24	27,48	28,44	32,76	27,72
Produits de four	"	110,16	99,6	100,92	103,7	112,1	114,2	117,24	114,12	112,32
Pâte	"	1,32	0,84	1,44	1,32	1,2	1,2	1,08	1,8	1,2
Céréales, riz et corn flakes	"	7,32	11,28	7,56	7,44	7,32	6,84	7,2	7,2	7,32
Pommes de terre	"	120	99,12	109,08	113,8	119,3	122,8	134,88	130,32	122,64
Légumes, légumineuses, champig	"	79,8	59,16	57,72	75,12	81,84	85,44	88,08	89,64	81,84
Fruits et dérivés	"	36,36	15,6	21,36	34,44	36,72	45,24	35,16	33,48	46,32
Viande et dérivés	"	67,8	53,04	50,28	61,08	65,52	72	76,8	86,76	91,56
Poisson et dérivés	"	4,08	1,8	3,12	3,96	3,96	4,68	4,08	4,2	5,16
Gras	"	22,56	15,72	19,44	21,84	21,48	24,24	23,52	27,6	25,44
- animaux	"	7,68	6,6	6,96	7,92	6,84	8,04	8,16	9,84	9
- végétaux	"	6	3,24	5,28	5,52	5,88	6,36	6	7,32	7,44
- beurre	"	8,88	5,88	7,2	8,4	8,76	9,84	9,36	10,44	9
Lait	l	134,4	163	119,4	132,6	136,9	136,3	132	150,36	131,16
Crème de lait	Kg	11,4	7,44	10,2	11,4	11,28	12	11,76	12,72	11,28
Fromage	"	12,6	10,56	11,04	11,64	12,72	13,68	13,08	12,84	13,56
Oeufs	n	257,28	205,3	219,72	230,8	260,9	266,8	276,12	291,84	329,28
Sucre	Kg	36,84	20,4	30,12	33,84	38,88	37,92	39,12	36,6	45,48

Tab.19 - A

1988

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE
MENAGES DES PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	30,36	35,88	31,2	32,52	29,4	26,52	30	28,32	29,4
Produits de four	"	111,24	105,8	98,88	110	110,3	117,8	113,52	115,92	122,28
Pâte	"	1,44	0,96	1,44	1,8	1,2	1,56	1,2	1,32	1,44
Céréales, riz et corn flakes	"	7,56	7,8	8,4	7,68	6,72	7,32	8,28	7,32	6,84
Pommes de terre	"	122,52	121,3	120,72	126,6	124,3	119,9	131,16	110,4	120,36
Légumes, légumineuses, champig	"	84,48	61,44	77,64	88,68	86,16	88,92	96	78,6	87,72
Fruits et dérivés	"	40,08	21,12	36,84	39,72	40,44	41,28	40,08	40,44	52,32
Viande et dérivés	"	80,04	58,8	65,52	73,56	82,56	87	91,2	91,8	97,08
Poisson et dérivés	"	4,44	2,52	3,6	3,96	4,92	4,32	5,4	5,52	6,36
Gras	"	23,52	20,88	21,36	23,64	23,4	23,16	24,24	23,88	26,28
- animaux	"	8,76	8,52	8,4	9,24	9,48	9	7,68	7,92	7,92
- végétaux	"	6,12	4,8	5,52	6	5,64	5,28	7,2	6,24	8,28
- beurre	"	8,64	7,56	7,44	8,4	8,28	8,88	9,36	9,72	10,08
Lait	l	147,36	130,6	149,4	148,9	151,3	148,9	162,6	149,52	135,24
Crème de lait	Kg	11,76	10,56	11,76	12,24	13,2	11,16	10,56	11,88	10,8
Fromage	"	12,24	12,48	12,84	11,88	12,12	11,88	12,84	9,96	12,96
Oeufs	n	279,6	219,2	253,92	265	283,3	299,9	327	311,16	299,88
Sucre	Kg	42,48	40,32	35,4	43,08	39,6	43,92	44,4	45,36	50,88

Tab.20 - A

1988

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE
MENAGES DES RETRAITES (2 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	26,16	22,8	26,04	26,4	26,52	25,08	27,12	21,96	28,44
Produits de four	"	107,64	101,3	105,6	106,1	110,2	110,2	115,44	108,6	122,76
Pâte	"	2,76	2,76	2,52	2,76	3	2,88	2,52	2,88	3,96
Céréales, riz et corn flakes	"	11,4	9	11,64	11,52	11,76	10,68	10,92	8,52	11,28
Pommes de terre	"	157,8	114,6	143,64	153,6	178,4	153	193,8	173,88	206,16
Légumes, légumineuses, champig	"	104,28	72,84	84,24	99	119,8	121,6	151,08	147,24	180,24
Fruits et dérivés	"	52,56	29,88	35,28	47,16	64,32	72,84	87,84	120,6	100,56
Viande et dérivés	"	70,44	56,76	62,16	68,76	75,24	80,64	86,16	92,28	112,32
Poisson et dérivés	"	8,16	6	6,72	7,8	9,24	10,32	10,68	12,48	14,16
Gras	"	27,72	24,96	26,4	27,72	28,32	29,28	28,32	28,2	31,08
- animaux	"	7,44	7,56	7,92	7,68	6,96	6,84	6,48	6	6,6
- végétaux	"	9,48	7,32	8,76	9,48	9,96	10,32	9,96	10,68	10,44
- beurre	"	10,8	10,08	9,72	10,56	11,4	12,12	11,88	11,52	14,04
Lait	l	148,32	135,1	147,36	148,4	148,7	147,4	159	132,36	184,68
Crème de lait	Kg	11,76	9,96	10,68	11,52	12,48	13,44	14,04	11,64	15,24
Fromage	"	17,88	15,48	15,84	17,28	19,2	20,52	21,96	21,48	24,84
Oeufs	n	276,72	218,2	247,32	271,4	295,1	322,4	310,08	323,16	395,88
Sucre	Kg	42	33	37,92	41,28	45,24	47,52	50,04	45,96	42,72

Tab. 21 - A

1989

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES TRAVAILLEURS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	12,36	14,28	12,12	12,36	12,6	12,36	11,76	12,96	11,16
Produits de four	"	77,64	68,52	74,64	75,84	78	78	81,48	80,64	79,08
Pâte	"	1,56	1,2	1,56	1,56	1,56	1,44	1,44	1,56	1,44
Céréales, riz et corn flakes	"	3,96	7,2	4,56	4,08	3,96	3,84	3,72	4,08	3,72
Pommes de terre	"	87,48	40,2	72,48	86,28	85,56	90,72	91,08	112,08	95,16
Légumes, légumineuses, champig	"	56,52	43,68	46,44	50,76	55,32	61,32	65,16	71,28	69,24
Fruits et dérivés	"	35,16	26,28	27	30,84	34,68	38,28	40,08	47,28	48,72
Viande et dérivés	"	56,88	41,64	50,52	54,96	55,92	58,92	62,16	61,56	65,4
Poisson et dérivés	"	5,16	0,84	4,32	5,04	4,8	5,28	6,12	7,08	7,08
Gras	"	17,52	18,96	15,72	16,92	17,64	18	18,48	18,72	18,36
- animaux	"	3,72	4,56	3,96	3,72	3,72	3,84	3,6	3,72	3,6
- végétaux	"	5,4	5,28	4,44	5,16	5,52	5,4	6,12	6,24	5,64
- beurre	"	8,4	9,12	7,32	8,04	8,4	8,76	8,76	8,76	9,12
Lait	l	79,44	93,84	85,08	85,08	77,76	75,96	76,56	77,16	72,6
Crème de lait	Kg	6,84	10,68	7,08	6,72	6,72	6,84	6,84	6,12	7,56
Fromage	"	10,2	8,28	9,12	9,96	9,96	10,56	11,04	11,52	10,92
Oeufs	n	178,32	143,3	157,92	173	180,7	181,7	184,44	194,52	184,56
Sucre	Kg	23,04	22,56	21,72	22,44	23,64	22,8	23,88	22,32	23,76

Tab.22 - A

1989

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES TRAVAILLEURS-PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	26,52	8,04	29,28	26,16	24,48	27	28,92	25,08	28,32
Produits de four	"	105,24	79,2	102,36	100,6	101,3	106,6	108	109,44	114,12
Pâte	"	1,44	0,96	1,8	1,56	1,32	1,32	1,32	1,44	1,32
Céréales, riz et corn flakes	"	7,56	_	11,28	8,28	7,32	6,84	9,24	7,68	5,04
Pommes de terre	"	122,52	150	111,48	117,5	121	127,1	128,76	118,44	123,12
Légumes, légumineuses, champig	"	75,72	103,7	49,2	65,16	69,12	77,16	93,6	94,8	74,28
Fruits et dérivés	"	36,72	38,76	24,84	32,4	36,96	38,88	40,56	38,64	36,24
Viande et dérivés	"	70,8	63,96	48,12	60,72	62,76	73,68	72,6	86,28	96,72
Poisson et dérivés	"	3,84	7,8	2,76	3,24	3,6	4,08	4,2	4,44	5,64
Gras	"	21,84	6,84	20,64	20,76	21,12	22,08	22,8	23,4	23,04
- animaux	"	7,44	2,04	7,92	7,68	6,6	7,32	7,92	7,8	8,16
- végétaux	"	6	2,52	5,4	5,52	6,36	5,64	6,24	6,36	6,36
- beurre	"	8,4	2,28	7,32	7,56	8,16	9,12	8,64	9,24	8,52
Lait	l	128,28	93,96	116,28	128,6	142,7	124,2	136,44	124,2	128,88
Crème de lait	Kg	10,92	0,96	9,6	10,32	10,92	11,28	12	11,04	10,2
Fromage	"	12,36	8,52	13,32	11,52	12,24	12,48	12,84	11,16	13,68
Oeufs	n	260,64	205	226,32	247,1	253,8	255,5	283,44	265,92	291,96
Sucre	Kg	31,92	57,48	33,72	31,8	30,6	30,6	34,44	31,2	34,8

Tab. 23 - A

1989

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES PAYSANS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	27,24	29,64	26,52	28,08	25,32	27,48	30,36	28,44	25,92
Produits de four	"	104,04	88,56	97,44	103,7	104,4	106	111,6	103,44	105,84
Pâte	"	1,32	2,04	1,2	1,44	1,92	1,44	0,84	1,2	0,84
Céréales, riz et corn flakes	"	6,24	7,8	5,4	6,84	6,48	6	6,96	6,24	5,76
Pommes de terre	"	123,12	107	118,68	128,5	132,6	124,1	119,16	126	116,52
Légumes, légumineuses, champig	"	79,32	59,4	62,4	76,08	85,56	85,2	89,76	99,84	77,64
Fruits et dérivés	"	39,12	26,04	26,76	37,92	41,04	41,76	46,68	57,72	40,08
Viande et dérivés	"	80,64	56,4	68,4	75,6	77,16	81,24	87	112,2	91,68
Poisson et dérivés	"	4,44	3,24	3,48	3,72	3,96	4,68	4,8	6,36	5,4
Gras	"	22,44	18,48	20,4	21,96	22,68	21,48	23,4	22,56	25,2
- animaux	"	8,52	9,6	8,76	9,48	7,92	7,8	8,76	6,36	8,28
- végétaux	"	–	–	–	–	–	–	–	–	–
- beurre	"	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Lait	l	143,16	131,3	142,8	143,6	141,7	144,4	152,28	149,28	138,24
Crème de lait	Kg	11,28	12,12	11,28	11,64	10,8	11,64	13,08	10,56	10,2
Fromage	"	11,64	11,16	11,4	10,92	11,4	11,4	11,76	15,48	12,12
Oeufs	n	275,4	225,2	265,32	277,9	268,4	257,2	291,48	322,44	291,96
Sucre	Kg	34,68	31,08	33	32,04	31,44	32,76	37,08	40,08	41,76

Tab.24 - A

1989

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES RETRAITES (2 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	26,04	26,64	26,04	25,32	27	26,28	26,76	25,68	28,8
Produits de four	"	104,04	82,2	104,16	104	103,4	103,6	111,48	103,8	109,56
Pâte	"	2,76	1,92	2,52	2,88	2,88	2,88	2,4	3,72	3,24
Céréales, riz et corn flakes	"	11,4	10,32	11,64	11,4	13,08	10,56	9	11,28	10,8
Pommes de terre	"	164,28	90,84	129,48	166,4	176,9	191,2	193,32	211,44	181,68
Légumes, légumineuses, champig	"	93,12	56,76	72,84	89,64	99,6	121,3	121,44	137,4	154,92
Fruits et dérivés	"	47,52	24,72	34,68	45,12	53,28	58,92	72,84	77,04	75
Viande et dérivés	"	71,52	57	63,96	69,12	75,12	79,56	90	88,56	94,2
Poisson et dérivés	"	7,68	4,2	6,48	6,96	8,88	9,36	10,2	8,76	11,04
Gras	"	26,76	21,84	25,2	26,76	27	28,08	29,88	28,32	29,4
- animaux	"	7,44	7,68	6,96	7,44	7,32	7,68	8,76	8,28	4,8
- végétaux	"	9,12	5,76	8,52	9	9,6	9,48	10,32	9,96	12
- beurre	"	10,2	8,4	9,72	10,32	10,08	10,92	10,8	10,08	12,6
Lait	l	145,44	113,5	138,72	146,5	151,2	144,2	141,12	163,44	133,32
Crème de lait	Kg	10,68	10,92	10,44	10,8	10,56	10,56	11,16	10,32	11,04
Fromage	"	16,56	13,92	15,84	16,32	16,56	18,6	17,88	20,16	19,44
Oeufs	n	259,56	194,5	241,08	258,6	265,8	273,7	283,08	295,32	348,84
Sucre	Kg	36,36	34,2	35,04	36,84	36,36	36,48	34,68	33,48	55,2

Tab.25 - A

1990

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES TRAVAILLEURS (4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	12,1	13,6	11,5	12,0	12,8	12,0	11,8	12,6	11,3
Produits de four	"	80,0	78,8	75,7	78,2	79,7	80,6	82,2	83,2	79,3
Pâte	"	1,6	1,4	1,3	1,4	1,4	1,6	1,8	1,7	1,9
Céréales, riz et corn flakes	"	3,1	3,6	3,4	3,1	2,9	2,9	3,4	3,1	3,6
Pommes de terre	"	91,0	70,8	89,6	88,7	90,5	89,4	96,2	91,0	100,0
Légumes, légumineuses, champig	"	58,3	40,6	47,0	49,6	55,8	58,9	65,2	71,4	73,7
Fruits et dérivés	"	35,5	22,2	25,4	27,5	32,2	37,1	41,5	47,2	50,3
Viande et dérivés	"	56,3	46,8	47,2	50,4	55,7	57,7	60,2	63,7	64,8
Poisson et dérivés	"	4,4	2,9	3,2	3,6	4,2	4,8	4,9	5,3	5,5
Gras	"	17,0	15,7	14,9	15,8	16,9	17,6	17,6	18,0	18,8
- animaux	"	3,6	3,5	3,5	3,7	3,7	3,7	3,4	3,2	3,5
- végétaux	"	5,2	4,3	4,2	4,7	5,2	5,3	5,4	5,5	5,8
- beurre	"	8,3	7,9	7,2	7,4	8,0	8,6	8,9	9,2	9,6
Lait	l	74,8	84,8	78,7	77,4	75,2	70,4	74,8	74,3	74,0
Crème de lait	Kg	5,5	5,0	5,0	5,5	5,6	5,5	5,8	6,0	6,0
Fromage	"	8,5	7,2	6,8	7,7	8,2	8,5	9,0	10,3	10,6
Oeufs	n	163,7	146,8	145,0	153,8	160,7	166,3	174,7	178,3	174,6
Sucre	Kg	21,1	19,3	17,4	19,7	21,4	21,0	22,4	22,6	25,9

Tab. 26 - A

1990

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES TRAVAILLEURS -PAYSANS(4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	26,8	22,6	21,1	26,4	23,5	26,5	30,4	28,4	25,4
Produits de four	"	105,0	101,2	94,8	99,2	100,2	104,9	107,4	109,1	108,7
Pâte	"	1,0	1,0	1,1	0,7	1,2	0,8	0,7	1,0	0,8
Céréales, riz et corn flakes	"	5,4	5,0	4,9	4,6	4,6	5,3	6,2	6,0	5,0
Pommes de terre	"	125,2	82,6	103,4	115,7	117,8	125,3	131,9	129,2	131,9
Légumes, légumineuses, champig	"	79,1	34,0	50,2	65,9	72,1	74,9	80,5	88,1	95,9
Fruits et dérivés	"	36,0	12,0	20,6	25,0	30,8	34,2	39,1	36,8	51,7
Viande et dérivés	"	70,9	54,0	51,7	53,0	61,2	66,4	73,2	83,5	84,6
Poisson et dérivés	"	3,2	1,0	2,5	2,0	2,6	2,9	3,5	4,3	3,8
Gras	"	21,0	18,2	19,6	16,9	18,7	20,6	22,1	23,2	23,0
- animaux	"	6,6	6,7	6,0	5,3	6,5	6,6	6,2	7,9	6,4
- végétaux	"	5,8	6,0	6,1	4,8	4,7	5,5	6,8	6,1	6,2
- beurre	"	8,6	5,5	7,4	6,8	7,6	8,5	9,0	9,1	10,4
Lait	l	132,2	124,2	99,6	128,4	122,9	137,6	128,0	144,4	136,0
Crème de lait	Kg	10,3	8,0	8,4	10,0	8,8	9,8	11,0	10,6	12,0
Fromage	"	11,5	7,7	8,9	9,2	9,5	11,0	12,7	12,8	13,3
Oeufs	n	243,8	257,5	184,9	211,8	225,6	237,0	265,0	255,8	267,1
Sucre	Kg	31,4	16,0	23,5	28,8	26,4	28,8	36,2	33,2	35,4

Tab.27 - A

1990

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES PAYSANS(4 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	28,2	29,3	27,8	31,6	29,6	27,0	23,9	27,4	26,3
Produits de four	"	106,3	93,1	98,3	104,6	111,4	109,7	112,4	106,9	108,0
Pâte	"	0,8	1,2	1,2	0,6	0,7	0,8	0,7	1,1	1,0
Céréales, riz et corn flakes	"	5,2	4,7	5,6	5,5	6,0	5,3	4,1	4,1	4,4
Pommes de terre	"	121,4	118,8	121,3	116,5	119,4	119,5	134,3	117,8	128,9
Légumes, légumineuses, champig	"	80,5	53,3	64,6	78,0	81,2	78,5	92,9	90,5	93,8
Fruits et dérivés	"	37,1	20,0	26,8	33,0	39,0	35,6	36,6	45,8	50,3
Viande et dérivés	"	80,8	52,6	63,7	67,3	78,2	89,9	87,1	87,4	109,2
Poisson et dérivés	"	3,2	2,9	2,2	2,9	3,4	3,0	3,6	4,0	4,6
Gras	"	21,7	19,3	19,0	22,0	21,4	21,7	23,5	21,8	23,9
- animaux	"	8,3	8,3	7,4	9,4	8,2	8,5	9,2	7,4	7,6
- végétaux	"	5,3	3,8	4,2	4,9	5,3	4,9	5,5	6,2	6,8
- beurre	"	8,2	7,2	7,3	7,7	7,9	8,3	8,8	8,2	9,5
Lait	l	141,5	152,2	134,5	136,8	141,8	139,9	155,8	136,7	145,9
Crème de lait	Kg	10,9	10,7	10,8	10,3	11,9	11,3	11,4	10,3	10,3
Fromage	"	10,9	10,4	10,2	10,9	11,2	10,7	12,1	9,8	11,6
Oeufs	n	256,7	207,2	225,6	237,8	258,7	278,6	292,9	246,4	292,4
Sucre	Kg	34,1	27,2	36,0	33,8	34,2	37,4	66,5	24,4	36,1

Tab.28 - A

1990

CONSOMMATION ALIMENTAIRE ANNUELLE PAR TETE

MENAGES DES RETRAITES (2 Composants)

PRODUITS	UNITE	MOYENNE	TRANCHES DE REVENU ANNUEL PAR TETE							
			I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
Farine	Kg	24,5	20,2	20,0	24,1	24,5	25,3	26,9	25,6	21,2
Produits de four	"	101,8	95,5	99,0	101,3	101,9	101,3	105,8	103,9	96,1
Pâte	"	2,4	2,0	1,8	2,3	2,4	2,4	2,2	2,8	2,9
Céréales, riz et corn flakes	"	8,5	6,4	6,7	8,5	8,9	8,9	8,9	8,4	6,6
Pommes de terre	"	168,7	124,3	131,2	149,2	181,1	168,0	189,6	188,5	155,5
Légumes, légumineuses, champig	"	95,3	52,1	69,2	76,4	92,3	98,8	113,2	125,0	115,7
Fruits et dérivés	"	46,7	27,0	28,8	33,6	40,3	51,2	58,1	69,5	71,4
Viande et dérivés	"	75,6	59,5	60,4	67,9	73,3	76,6	82,4	92,0	91,2
Poisson et dérivés	"	6,4	4,3	4,9	5,6	6,0	6,5	6,6	8,2	10,6
Gras	"	25,8	20,4	22,2	24,8	25,6	26,3	27,5	28,4	26,6
- animaux	"	7,2	6,2	6,5	7,8	7,3	7,2	7,3	7,8	5,3
- végétaux	"	8,8	5,5	6,6	7,9	8,5	9,2	9,7	9,7	9,8
- beurre	"	9,8	8,6	9,1	9,1	9,7	9,8	10,4	10,9	11,5
Lait	l	133,8	124,1	116,2	131,3	133,6	137,5	143,0	136,6	123,5
Crème de lait	Kg	8,4	7,8	6,8	8,2	8,0	8,9	9,0	9,5	8,2
Fromage	"	12,7	12,5	10,9	11,9	12,2	13,0	13,8	13,8	16,0
Oeufs	n	239,4	207,0	191,3	219,7	237,1	244,2	272,3	259,1	264,1
Sucre	Kg	34,1	24,0	26,0	30,2	33,7	35,9	38,0	39,1	38,3

TABLE DES MATIERES

Résumé

Quelques sigles utilisés

Sommaire

Introduction

Introduction à la problématique de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays de l'Est européen 3

Le passage progressif d'une économie planifiée à une économie de marché 4

- Les raisons et les différences relatives à chaque pays 4
- La Pologne peut-elle être considérée comme un exemple représentatif de transformation économique 5

Les répercussions de la crise polonaise sur le revenu et sur les modèles de consommation 6

Objectifs de cette recherche 7

Orientation générale 9

Première partie : Le secteur agricole et agro-alimentaire en Pologne : d'une situation particulière à une transformation subite

Chapitre 1 : L'agriculture polonaise avant la phase de "libération" et ses relations avec les autres secteurs 13

Chapitre 2 : La crise économique en Pologne : une crise agro-alimentaire ? 17

Chapitre 3 : Mesures politiques et transition économique 21

3.1. Les mesures de 1989 et la phase de transition 21

3.2. Le programme économique pour 1990 et 1991 22

Deuxième partie : La Pologne et les pays de l'Est européen dans l'échiquier agro-alimentaire mondial

Chapitre 4 : Classification agro-nutritionnelle des aliments et base nutritionnelle polonaise 31

Chapitre 5 : Le modèle agro-nutritionnel polonais en comparaison avec les autres MAN de l'Est européen et des pays occidentaux 33

5.1. MAN structurel et MAN d'orientation 33

5.2. Etude de l'évolution des MAN grâce à leur visualisation : les profils agro-nutritionnels 34

Chapitre 6 : Pologne et pays de l'Est dans le cadre de la typologie agro-nutritionnelle internationale 39

Chapitre 7 : Caractéristiques nutritionnelles des MAN polonais et des pays Est-européens par rapport aux occidentaux 41

Chapitre 8 : Quelques considérations finales sur les modèles agro-nutrionnels polonais et des pays de l'Est européen 43

Troisième partie : La consommation alimentaire en Pologne

Chapitre 9 : Evolutions de la consommation alimentaire en Pologne 55

9.1. La consommation alimentaire : quelques notions de base 55

9.2. Evolutions et tendances de la consommation alimentaire polonaise 57

Chapitre 10 : Le modèle de consommation alimentaire polonais jusqu'à la libération des prix agricoles 61
10.1.La formation du modèle 61

10.1.1. 1950-1978 61
10.1.2. 1979-1989 63

10.2. Caractéristiques et dynamique du MCA polonais avant et pendant la crise économique 65

10.2.1. Avant la crise 65
10.2.1. Pendant la crise 66

10.3. Les "stratégies de survie" 67

Chapitre 11 : Consommation alimentaire et catégories socio-professionnelles 69

11.1. Les catégories socio-professionnelles comme éléments de différenciation des modèles de consommation alimentaire 69

11.2. Le comportement alimentaire dans les différentes catégories socio-professionnelles pendant la période de crise 70

Chapitre 12 : Différenciations spatiales de la consommation alimentaire 75

12.1. Les facteurs de la différenciation 75

12.2. Une consommation alimentaire très "régionalisée" 75

Chapitre 13 : Répercussions de la phase de transition économique sur la consommation alimentaire 77

13.1. Note méthodologique 77

13.2.Le MCA pendant la phase de transition économique 77

13.2.1. La formation du modèle 77
13.2.2. Caractéristiques du MCA polonais pendant la transition économique 78

13.3. Le comportement alimentaire dans les différentes catégories socio-professionnelles pendant la phase de transition économique 80

Chapitre 14 : Quelques considérations finales sur le MCA en Pologne 83

Conclusions 110

Tableaux figures

Première partie

TAB. 1 : 1989- Principaux indicateurs démographiques, économiques et géographiques en Pologne et en France 26

GRAPHE. 1 : Pologne : taux annuel de croissance de la population et du produit Matériel Net 1965-1987 26

GRAPHE 2 : Pologne : Evolution de la dette étrangère nette et du taux d'inflation 1970-1987 27

GRAPHE 3 : Importations agricoles de la Pologne et ses relations commerciales avec les pays de l'Ouest 1970-1987 27

Deuxième partie

TAB. 2.1. Classification agro-nutrionnelle des aliments 46

TAB.2.2. Evolution de la base agro-nutritionnelle polonaise 1961-1989 46

TAB.2.3. Disponibilité agro-nutritionnelle pour quelques pays en 1989 : importance relative des groupes agro-nutritionnels dans les disponibilités de chaque pays 47

TAB. 2.4. Disponibilité agro-nutritionnelle pour quelques pays en 1989 : disponibilité énergétique relative (index MAN.O = 100) 47

TAB.2.5. Evolution de la typologie du MAN des pays Est européens et Occidentaux 48

TAB. 2.6. Caractéristiques nutritionnelles des modèles agro-nutritionnels Est-européens et Occidentaux 1989 48

GRAPHS.2.1- 2.3. Pologne - Evolution du profil agro-nutritionnel structurel dans la période 1961-1989 49

GRAPHS. 2.4-2.6. France - Evolution du profil agro-nutritionnel structurel dans la période 1961-1989 49

GRAPHES 2.7-2.9 : Pologne - Evolution du profil agro-nutritionnel d'orientation (indices/MAN. o= 100) dans la période 1961-1989 50

GRAPHES 2.10-2.12 : France - Evolution du profil agro-nutritionnel d'orientation (indices/MAN. o= 100) dans la période 1961-1989 50

GRAPHS. 2.13-2.15. Pologne - Evolution du profil agro-nutritionnel d'orientation (indices/MAN.E=100) dans la période 1961-1989 51

GRAPHS. 2.16-2.18. Evolution du profil agro-nutritionnel d'orientation Est-européen (indices/MAN.O=100) dans la période 1961-1989 51

Troisième partie

TAB 3.1. Pologne - % Revenu affecté à la consommation 87

TAB 3.2. Pologne - % Revenu affecté à la consommation alimentaire (alcool etc) 87

TAB 3.3. Pologne - % Revenu affecté à la consommation extra-alimentaire 87

TAB 3.4. Pologne - % Revenu affecté à la consommation extra-alimentaire 87

TAB.3.5. Pologne - % Revenu affecté à la consommation extra-alimentaire 87

TAB 3.6. Pologne - % Revenu affecté à la consommation extra-alimentaire 88

TAB. 3.7. Pologne - Numéro moyen des composants du ménage 88

TAB.3.8. Pologne - Consommation alimentaire des ménages (kg ou litres) 89

TAB. 3.9. Pologne - Consommation des éléments nutritionnels par tête et par jour 89

TAB.3.10. Variabilité des éléments nutritifs et de l'énergie dans la consommation des principaux produits alimentaires en Pologne 1985. 90

TAB. 3.11. Pologne -I ndices des prix mensuels à la consommation : janvier 1988- avril 1990 91

TAB.3.12. Pologne - Revenu réel (moyenne mensuelle par tête) en I trimestre 1990 comparé au 1er trim. et au 4ème trim. 1989 92

TAB.3.13. Pologne - Structure du revenu nominal : 1er trim. 1989- 1er trim. 1990 92

TAB. 3.14. Pologne - Pourcentage d'auto-consommation août 1988 - mars 1989 - et août 1989 - mars 1990 92

TAB.3.15. Pologne - Consommation alimentaire : janvier 1989 - avril 1990 93

TAB.3.16. Pologne - Répartition de la dépense alimentaire : janvier 1989 - avril 1990 93

TAB.3.17. Pologne - Changements dans la consommation moyenne par tête au 1er trimestre 1990 comparés au 1er trimestre 1989 94

TAB.3.18. Pologne - Revenu nominal horaire moyen et quantité de certains produits alimentaires qu'on peut acheter avec 1 heure de travail en 1950-1970-1980-1989 94

GRAPHE 3.1. Fonctions de consommation 95

GRAPHE.3.2. Typologie théorique des courbes de distribution 95

GRAPHE 3.3. Energie alimentaire disponible pour la consommation en Pologne 1950-1989 96

GRAPHE 3.4. Pologne-% revenu affecté à la consommation pendant la période de crise 96

GRAPHE 3.5 Pologne-% revenu affecté à la consommation alimentaire pendant la période de crise 96

GRAPHE 3.6. Disponibilité de céréales et de pommes de terre en Pologne 1950-1989 97

GRAPHE 3.7. Disponibilité de sucre en Pologne 1950-1989 97

GRAPHE 3.8. Disponibilité de fruits et légumes en Pologne 1950-1989 98

GRAPHE 3.9. Disponibilité de viande et abats en Pologne 1950-1989 98

GRAPHE 3.10 Disponibilité de lait et oeufs en Pologne 99

GRAPHE 3.11 Disponibilité de poisson et dérivés en Pologne 1950-1989 99

GRAPHE 3.12. Pourcentage d'énergie provenant de protéines, matière grasse et hydrates de carbone en Pologne 1950-1989 100

GRAPHE 3.13. Hydrates de carbone disponibles pour la consommation en Pologne 1950-1989 100

GRAPHE 3.14. Disponibilité de matière grasse en Pologne 1950-1989 101

GRAPHE 3.15.Matière grasse disponible pour la consommation en Pologne 1950-1989 101

GRAPHE 3.16. Protéines disponibles pour la consomation en Pologne 1950-1989 102

GRAPHE 3.17. Pologne % revenu affecté à la consommation extra-alimentaire dans la période de crise 102

GRAPHE 3.18. Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs 1978 103

GRAPHE 3.19. Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs paysans 1978 103

GRAPHE 3.20. Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de paysans 1978 104

GRAPHE 3.21. Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de retraités 1978 104

GRAPHE 3.22. Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs 1982 105

GRAPHE 3.23. Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs paysans 1982 105

GRAPHE 3.24. Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de paysans 1982 106

GRAPHE 3.25 Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de retraités1982 106

GRAPHE 3.26. Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs 1988 107

GRAPHE 3.27. Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de travailleurs paysans 1988 107

GRAPHE 3.28. Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de paysans 1988 108

GRAPHE 3.29. Pologne - Consommation annuelle par tête des principaux produits alimentaires dans les ménages de retraités 1988 108

GRAPHE 3.30. Pologne - Différences dans la consommation alimentaire des quatre groupes socio-professionnels 1978 109

GRAPHE 3.31. Pologne - Différences dans la consommation alimentaire des quatre groupes socio-professionnels 1982 109

GRAPHE 3.32. Pologne - Différences dans la consommation alimentaire des quatre groupes socio-professionnels 1988 110

GRAPHE 3.33. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de travailleurs pendant la période de crise 110

GRAPHE 3.34. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de travailleurs paysans pendant la période de crise 111

GRAPHE 3.35. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de paysans pendant la période de crise 111

GRAPHE 3.36. Pologne - Evolution de la consommation alimentaire dans les ménages de retraités pendant la période de crise 112

GRAPHE 3.37. Pologne : Distribution des ménages de travailleurs par tranches de revenu en 1989 et en 1990 112

GRAPHE 3.38. Pologne : Distribution des ménages de retraités par tranches de revenu en 1989 et en 1990 113

OERSCI
BP 3
34981 St GELY du FESC Cedex
Tél. 67 84 86 20

CIHEAM

Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier

Série "Thèses & Masters"

Numéros parus

1/ **Fernandez Canadas (Priscilla),** 1987.- *Les importations de céréales pour l'alimentation animale en Espagne : l'impact de l'entrée dans la CEE.*- 135 p.

2/ **Koutsou (Stavriani),** 1988.- *Impact de l'émigration sur les systèmes agraires et le marché foncier (Etude comparative de deux villages de la Thrace du Nord-Est de la Grèce).*- 102 p. + ann.

3/ **Bokias (Efthimios),** 1988.- *Le marché des oléagineux en Grèce : enjeux et perspectives.*- 89 p. + ann.

4/ **Brum (Argemiro Luis),** 1988.- *L'évolution et les tendances du marché du soja. Le rôle de la CEE.*- 189 p. + ann.

5/ **Deybe (Daniel),** 1989.- *Politiques agricoles et érosion des sols en Argentine : une méthodologie pour leur analyse.*- 95 p.

6/ **Vicien (Carmen),** 1989.- *Les modèles de simulation comme outil pour la construction de fonctions de production : une application à la mesure de l'efficacité de la production agricole.*- 133 p.

7/ **Brunschwig (Gilles),** 1990.- *Systèmes d'élevage extensif d'altitude dans les Andes Centrales du Pérou.*- 368 p. (200 FF)

8/ **Bravo (Gonzalo),** 1990.- *Méthodes d'appréhension de la diversité d'exploitations agricoles (propositions pour un renouvellement de la démarche suivie à l'INTA, Argentine).*- 96 p.

9/ **Dorado (Guillermo**), 1990.- *Fonctionnement technico-économique et gestion de l'exploitation agricole dans une perspective de développement (propositions théoriques et méthodologiques pour la région pampéenne de l'Argentine).*- 82 p. + ann.

10/ **Segre (Andrea),** 1990.- *Dynamique de la consommation et du système agro-alimentaire italien.*- 207 p.

11/ **Malorgio (Giulio),** 1990.- *Etude comparée des résultats technico-économiques de la production spécialisée de viande bovine dans deux zones difficiles française et italienne.*- 112 p.

12/ **Ait-Alhayane (Khadija),** 1990.- *Les représentations du désert et de la désertification en Afrique du Nord.*- 87 p.

13/ **Soulé (Bio Goura),** 1992.- *Echanges frontaliers de produits agro-pastoraux et dynamisme du monde rural en pays Gourma (Burkina-Faso - Ghana - Togo).*- 113 p.

14/ **Perucca (Clorinda),** 1992.- *Diagnostic paysager des systèmes de production paysans de la province de Misiones-Argentine.- 133 p.*

15/ **Farolfi (Stefano),** 1992.- *Dynamique de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays de l'Europe de l'Est: l e cas de la Pologne.*- 170 p

16/ **Ladjili (Khaled),** 1992.- *Hydraulique paysanne - hydraulique étatique : économie de l'agriculture irriguée au Cap-Bon (Tunisie)).- 252p.*

Ces numéros peuvent être commandés au :

Bureau des Publications - CIHEAM-IAMM
3191, route de Mende - B.P 5056
34033 Montpellier Cédex 1 (France)
Tél. : 67 04 60 00
Fax : 67 54 25 27

prix : 75FF (le numéro), sauf mention contraire

Dynamique de la disponibilité et de la consommation alimentaire dans les pays de l'Europe de l'Est: le cas de la Pologne

FAROLFI Stefano

Résumé :
Actuellement les pays de l'Europe de l'Est (ancien COMECON européen) modifient radicalement leur système économique, en réalisant une transition d'une économie centralement planifiée à une économie de marché. Dans ce scénario, la Pologne constitue sûrement le cas le plus significatif de transition par une "thérapie de choc", c'est-à-dire un changement soudain et radical. Avec la loi du 1er Août 1989 (une des mesures politiques pour la transition) presque tous les prix alimentaires ont été libéralisés ; cela a provoqué, d'un jour à l'autre, une réduction considérable du pouvoir d'achat alimentaire. Partant du principe que le comportement alimentaire d'une société est profondément lié à son contexte économique et social, nous positionnons d'abord dans ce travail le secteur alimentaire en Pologne dans l'environnement socio-économique général. Ensuite, pour comprendre la consommation alimentaire dans son ensemble dans un pays en transition économique, on fait appel à deux approches. D'une part on analyse la dynamique des disponibilités agro-nutritionnelles de la Pologne et des autres pays de l'Est européen par rapport aux pays occidentaux; pour cela on utilise le Modèle Agro-Nutritionnel (MAN). D'autre part on cherche à comprendre les comportements alimentaires plus spécifiques à la Pologne en fonction des différentes séquences économiques : croissance, crise, transition. Notamment on analyse les "stratégies de survie", qui apparaissent pendant les périodes de difficultés dans l'approvionnement alimentaire; pour cette deuxième approche on utilise le concept de Modèle de Consommation Alimentaire (MCA)

Mots-clés :
Pays de l'Est - Pologne - Transition économique - Modèle Agro-Nutritionnel - Modèle de Consommation Alimentaire - Stratégies de survie

ISBN 2-85352-121-4
Prix : 75 F

Centre International de Hautes Etudes
Agronomiques Méditerranéennes

OFFSET 2000. TEL. : 67 64 63 64